

## **Les divers statuts des juifs en France de 1658 à 1941**



21. Janvier 1658.

qui fixe à 1650. familles le nombre  
des Juifs de Metz, leur défend de se  
rouler dans  
unet les  
dimanches  
fetes.



# ARRESTS DE LA COUR DE PARLEMENT,

QUI fait défenses aux Juifs de faire aucun Trafic &  
Négoce des Etoffes & autres choses neuves qui se font,  
croisent & fabriquent dans la Ville de Metz & Pays  
Messin, soit en gros ou en détail.

DES 21. Janvier 1658. 16. juillet 1657.  
27. Janvier 1705. le arbitre de la Cour du 10. Juin 1718. avec l'avis de  
N<sup>RE</sup> la Communauté des Juifs Habitans  
de la Ville de Metz, Demandeurs en  
Rèquète par eux présentée à la Cour le  
15. Novembre 1657. & Défendeurs d'une  
part; Et les Députés des Paroisses de la  
Ville de Metz; les Maîtres & Six, Corps & Commu-  
nautés des Marchands Chauffetiers, Merciers & Bou-

A

Jud.

973



ehers de la même Ville, Défendeurs & Opposans à l'enrégistrement & homologation des Lettres Patentes obtenues de Sa Majesté par les Demandeurs le vingt-cinquième Septembre dernier d'autre part; Et encore lesdits Merciers, Demandeurs en Requête par eux présentée à la Cour le vingt-huitième Decembre dernier d'une part, & lesdits Juifs Défendeurs d'autre; Et encore lesdits Bouchers, Demandeurs en Lettres en forme de Requête Civile du neuvième de ce mois, par eux obtenues contre l'Arrêt de la Cour du dixième Avril mil six cens quarante-sept d'une part, & lesdits Juifs Défendeurs d'autre; Et encore lesdits Députés des Paroisses, Demandeurs en Requête par eux présentée à ladite Cour le dix-huitième de ce mois, en interprétation de l'Arrêt du troisième, & treizième Decembre mil six cens cinquante, & Opposans à l'exécution dudit Arrêt du treizième Decembre d'une part, & lesdits Juifs Défendeurs d'autre. Vû par la Cour l'Instance d'entre les Parties, ladite Requête des Juifs, à ce que conformément aux Lettres Patentes du Roy du vingt-cinquième Septembre dernier, confirmatives d'autres, les Lettres Patentes des précédens Roys du vingt-huitième Mars mil six cens trois, dix-huitième Octobre mil six cens cinq, vingt-quatrième Janvier mil six cens trente-deux, ensemble des Permissions à eux depuis accordées les sept Janvier mil six cens quatorze, cinquième Septembre mil six cens vingt-quatre, & Arrêt

de la Cour du neuvième Avril mil six cens quarante-sept, ils puissent jouir pleinement & paisiblement du contenu esdites Lettres, Permissions & Arrêt, ce faisant il leur soit permis de résider en ladite Ville sous sa protection, maintenus & gardés es Droits de Trafic, Négociations, Prests & Changes à eux permis par lesdites Lettres, Arrêts & Réglemens, lesdites Lettres du vingt-cinquième Septembre confirmatives des précédentes y énoncées, & Règlement & Arrêt compris sous le Contre-scel desdites Lettres, l'Arrêt du vingt-quatrième Novembre dernier, par lequel sur toutes les oppositions les Parties auroient été apointées à mettre dans trois jours sans forclusion ny signification de Requête Productions desdites Parties; Arrêt du dixième Decembre dernier, par lequel il auroit été ordonné que les Productions desdites Parties leur seroient respectivement communiquées, pour contre icelles bailler contredits, salvations dans trois jours sans forclusion ny signification de Requête; Contredits respectivement fournis par lesdites Parties, la Requête desdits Merciers du vingt-huitième Decembre dernier, à ce que l'Arrêt du vingt-troisième May mil six cens trente-quatre soit exécuté selon sa forme & teneur, en consequence qu'il soit défendu ausdits Juifs de trafiquer des Marchandises y énoncées, sur peine de confiscation & amende, & pour y avoir contrevenu qu'ils soient condamnés en

tous dépens, dommages & intérêts; Arrêt du vingt-neuvième de Decembre dernier, par lequel sur ladite Requête les Parties auroient été apointées en droit, à écrire, produire, bailler contredits, salvations, le tout dans le jour sans forclusion ny signification de Requête & joint; Ecritures par productions desdites Parties, les Lettres en forme de Requête Civile obtenues par lesdits Bouchers contre l'Arrêt du dixième Avril mil six cens quarante-sept; l'Arrêt du huitième de ce mois, par lequel sur lesdites Lettres les Parties auroient été apointées au Conseil à bailler causes & moyens de Requête Civile, réponses, écrire, produire, bailler contredits, salvations, & mettre le tout en état de juger dans le jour sans forclusion ny signification de Requête, joint les fins de non-recevoir & défenses au contraire; Ecritures & productions desdites Parties; la Requête desdits Députés des Paroisses du dix-huitième de ce mois pour l'interprétation des Arrêts des trois & treizième Decembre mil six cens cinquante & opposition au dernier Arrêt, où les intérêts fussent modérés à huit pour cent suivant les Arrêts du trois Decembre, & non à douze pour cent suivant l'interprétation dudit Arrêt du treize dudit mois; l'Arrêt du dix-huitième de ce mois, par lequel les Parties auroient été apointées sur ladite opposition à mettre, produire, contredire, sauver & mettre le tout en état de juger

5  
dans le jour sans forclusion ny signification de Requête  
& joint ; Productions desdites Parties, contredits &  
salvations ; Conclusions du Procureur General du Roy.  
Tout vû & considéré. LA COUR sans s'arrêter à  
l'oposition des Commis & Députés des Paroisses, ny  
à l'oposition des Merciers, en ce qui regarde l'Epicerie,  
a ordonné & ordonne que lescdites Lettres Patentes  
seront enrégistrées au Greffe d'icelle, pour jouir par  
les Juifs Impétrans du contenu en icelles, aux modi-  
fications & charges portées par les Arrêts & Réglemens  
cy-devant rendus en la Cour les vingt-trois May mil  
fix cens trente-quatre & autres ; ayant aucunement  
égard à l'oposition des Bouchers & ausdites Lettres  
en forme de Requête Civile par eux obtenues, icelles  
enthérinant, a fait inhibitions & défenses ausdits Juifs  
de tuer des Bestiaux, vendre & débiter publiquement  
& indifferemment les Chaires dans ladite Ville de Metz ;  
leur permet seulement de tuer les Bestiaux qui leur sont  
nécessaires pour la nourriture & subsistance de leurs  
Familles, & de vendre & débiter aux Bourgeois ce  
qu'ils ont de surplus & n'ont accoustumé de manger,  
sauf au cas de nécessité & Règlement de Police, d'y  
être pourvû par la Cour pour le bien & commodité  
de la Ville & du Public ; ayant égard à l'oposition des  
Chausseriers, que les Arrêts contradictoirement rendus  
entre eux & lescdits Juifs, seront exécutés selon leur

forme & teneur, même suivant la déclaration & offre desdits Juifs; & faisant droit sur l'oposition & Requête des Merciers, a fait inhibitions & défenses ausdits Juifs de faire aucun Trafic & Négoce des Etoffes, Marchandises & autres choses neuves qui se font, croisent & fabriquent dans la Ville de Metz & Pays Messin, soit en gros ou en détail; leur permet néanmoins de faire Trafic de toutes Denrées & Marchandises de Bouche étrangères en gros & en détail, & pour les autres Marchandises qui viennent, se font & fabriquent des autres Lieux hors ladite Ville & Pays Messin; leur a permis d'en trafiquer comme Marchands Forains, en payant les Droits de Maltôte; leur fait inhibitions & défenses de faire amas & Magasin de Bled & Vin; leur permet d'en acheter pour leur subsistance, même d'en prendre en payement des Particuliers pour les consommer & vendre par le menu & es Marchés: Ordonne que les Maîtres, Six des Métiers auront droit de Visite sur toutes les Denrées & Marchandises qu'ils débiteront, pour être réglé suivant les Atours de chacun desdits Métiers en ce qui les concerne chacun à leur égard, & sans dépens. Ordonne que le présent Arrêt sera enregistré en la Chambre de Police. *FAIT* au Parlement de Metz séant à Toul, le vingt - unième Janvier mil six cens cinquante - huit.

*Collationné, Signé, BOUCHARD.*

~~XX~~  
~~XX~~

X  
**ARREST DU PARLEMENT  
 DE METZ,**

*QUI défend aux Juifs le Commerce des Rubans, Etoffes  
 de Soye, & de celles d'Or & d'Argent, & Galons d'Or  
 & d'Argent.*

Du 16. Juillet 1695. X



**LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU  
 ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE:**  
 Au premier Huissier de notre Cour de  
 Parlement de Metz, ou autre notre Huissier  
 ou Sergent sur ce requis: Vû par notredite Cour  
 l'Instance d'entre les Maîtres, Six, Corps & Commu-  
 nauté des Marchands Merciers de notredite Ville de  
 Metz, Apellans tant comme de Juges incompetens,  
 qu'autrement dûement, de la Sentence rendue en l'Hôtel  
 Commun de ladite Ville, le neuvième Mars mil six  
 cens quatre-vingt-quatorze, & de tout ce qui s'en est  
 ensuivi, & Défendeurs d'une part; Et Joseph Levy,  
 Lion de Bonne & Consors, Juifs Habitans de ladite  
 Ville, Intimés & Demandeurs en Requête du treizième

Avril suivant d'autre; Et encore entre la Communauté des Juifs de ladite Ville, Demandeurs en Requête à fins d'intervention du dixième Septembre audit an mil fix cens quatre-vingt-quatorze d'une part; & lesdits Maîtres, Six, Corps & Communauté desdits Marchands, Défendeurs & Demandeurs en Requête du 28. Decembre dernier d'une part, & lesdits Levy, de Bonne & Confors ou ladite Communauté des Juifs, Défendeurs d'autre; Et encore entre ladite Communauté des Juifs, Oposans en tant que besoin seroit seulement à l'Arrêt d'Homologation des Statuts des Défendeurs du dix-sept Septembre mil fix cens soixante-six aussi d'une part, & lesdits Maîtres, Six, Corps & Communauté des Marchands, Défendeurs d'autre; Arrêt du treizième Janvier dernier, par lequel la Communauté des Juifs est reçue Partie intervenante en la Cause, & pour faire droit sur l'intervention, apellation, demandes & opposition sur l'apel, les Parties ont été appointées au Conseil, & sur les demandes & intervention en droit, & sur l'opposition à mettre, ayant égard à la remontrance des Juifs, ordonne que dans le jour leurs Marchandises leur seroient rendues & portées dans leurs Maisons, après qu'elles auroient été plombées en la manière accoutumée, pour y être visitées; ladite Sentence par laquelle il est ordonné que les Marchandises desdits Levy, de Bonne & Confors

fors feroient cachetées ou plombées par les Fermiers de la Maltôte de la Mercerie, ce faisant leur Commis au Poids condamné de remettre dans le jour lesdites Marchandises entre les mains desdits Levy, de Bonne & Confors, en payant par eux suivant leurs offres, les Droits ordinaires du Poids & accoûtumés, fauf aux Marchands Merciers de se pourvoir contre la Contravention à leurs Statuts, ou & ainsi qu'ils aviseront bon être; la Requête des Intimés du troisiéme Avril suivant, à ce qu'en interprétant l'Arrêt par eux obtenu sur Requête le vingt-septiéme dudit mois de Mars, il plût à notredite Cour ordonner que les Marchandises qui étoient au Poids de la Ville, & celles qui y feroient conduites cy-après à eux appartenantes, leur feroient renduës à leurs Cautions juratoires, pour après avoir été marquées de telle Marque ou Plomb que les Apellans voudroient, être conduites & menées en leurs Maisons & Magasins, pour y étantes, être fait descriptions d'icelles, de la qualité & quantité, Parties présentes ou dûement appellées; la Requête de la Communauté des Juifs du dixiéme Septembre dernier, à ce qu'ils fussent reçus Parties intervenantes en la Cause, ayant égard à leur intervention, & y faisant droit, mettre l'appellation au néant, & en consequence les maintenir au droit & en la possession à laquelle ils sont depuis un tems

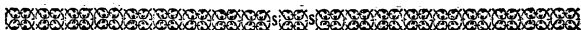


immémorial, de commercer, vendre & débiter toutes sortes de Marchandises étrangères dans leurs Maisons & Magasins, après qu'elles auront été portées au Poids de la Ville, pour y être plombées & marquées, & ensuite débâllées en leurs Logis, en présence des Fermiers de la Maltôte de la Mercerie ou leurs Commis, défenses aux Marchands Merciers de les y troubler, & pour l'avoir fait condamnés en leurs dommages & intérêts, & aux dépens; la Requête du Janvier dernier, à ce que sans avoir égard à ladite Requête du troisième Avril mil six cents quatre-vingt-quatre, ny à celle des Intervenans du dix-septième Septembre suivant, dont ils seroient déboutés, faisant droit sur leur apel & Requête, il seroit dit qu'il a été mal, nullement & incompetamment jugé par ladite Sentence, émendant, que l'Arrêt d'Homologation de leurs Statuts du dix-septième Septembre mil six cents soixante-six, & celui du septième Janvier mil six cents soixante-seize, ensemble ceux des vingt-troisième May mil six cents trente-quatre, & vingt-unième Janvier mil six cents cinquante-huit, seroient exécutés selon leur forme & teneur, ce faisant qu'il ne sera permis ausdits Juifs de trafiquer qu'en la manière à eux prescrite par lesdits Arrêts des vingt-trois May mil six cents trente-quatre, & vingt-unième Janvier mil six cents cinquante-huit, dix-septième Septembre

mil six cens soixante-fix , & septième Janvier mil six cens soixante-seize , & en consequence que les Marchandises qui étoient au Poids de la Ville appartenantes ausdits Juifs , & celles qu'eux & les autres Juifs y feroient conduire cy-après, feroient par eux ou leurs Commis vûës & reconnûës , & déclaration dressée de la quantité & qualité d'icelles, pour ce fait être débitées par lefdits Juifs & leurs Facteurs, seulement dans les tems & manières ordonnées par lefdits Arrêts des dix-septième Janvier mil six cens soixante-fix , & septième Janvier mil six cens soixante-seize, comme Marchands Forains seulement, & sous les peines y contenûës, & pour les Contraventions condamnés aux amendes comminées par lefdits Arrêts, dommages, intérêts & aux dépens des Causes principale & d'apel; lefdits Statuts & Arrêts d'Homologation dudit jour dix-septième Septembre mil six cens soixante-fix; Productions, causes & moyens d'apel de toutes les Parties au contenu de leurs inventaires; Contredits des Apellans; Requête des Intervenans employée pour contredits contre la Production des Apellans, & pour salvations de la leur Pièces y énoncées, produites par Production nouvelle; Ordonnance de notredite Cour du vingt-septième Juin dernier, portant qu'elle seroit communiquée à Parties pour la contredire dans le jour; Requête des Apellans employée pour salvations &

contredits de Production nouvelle; autre Production  
 nouvelle des Intervenans d'une Pièce énoncée en leur  
 Requête de ce-jourd'huy; Acte signifié à la Requête  
 des Intimés le même jour, contenant que pour  
 contredits contre ladite Production nouvelle ils em-  
 ploient ceux de droit; Conclusions de notre  
 Procureur General; Tout considéré. NOTREDITE  
 COUR faisant droit sur les demandes, interventions  
 & opositions, a mis l'Apellation & Sentence dont a  
 été apellé au néant, émendant, ayant égard ausdites  
 interventions & opositions, a maintenu la Commu-  
 nauté des Juifs en la possession de vendre en gros &  
 en détail, & en tous tems de l'année toutes sortes de  
 Marchandises de Merceries étrangères qui se font &  
 fabriquent hors de la Ville de Metz & Pays Messin,  
 à l'exception des Rubans & Etoffes de Soye, & autres  
 Marchandises de Mercerie esquelles il entre de l'Or  
 & de l'Argent, même de toutes autres Marchandises  
 que leldits Juifs n'ont trafiqué jusques à présent,  
 sans qu'ils puissent les débiter ailleurs que dans leurs  
 Maisons, ny les transporter qu'après que la vente en  
 sera faite, sous peine de confiscation, & en conse-  
 quence a ordonné que la main-levée provisionnelle  
 demeurera en diffinitive, tous dépens compenlés entre  
 les Parties. SI te Mandons à la Requête des Maîtres,  
 Six, Corps & Communauté des Marchands, mettre

le présent Arrêt à exécution, selon sa forme & teneur,  
 & faire pour raison de ce tous Exploits, Significations  
 requis & nécessaires, de ce faire te donnons pouvoir.  
 DONNE' à Metz en notredite Cour le seizième Juillet,  
 l'an de grace mil six cens quatre-vingt-quinze: Et de  
 notre Règne le cinquante-troisième. *Collationné,*  
*Signé,* Par la Cour, FILLOTTE.



## X ARREST DU PARLEMENT.

*QUI défend aux Juifs de Vendre des Houffes ornées de  
 Galons d'Or & d'Argent, hors de leurs Maisons; Et  
 qui permet aux Jurés d'Office des Marchands de développer  
 en Ruë les Manteaux des Juifs.*

Du 27. Janvier 1705. X

**L** OUIS PAR LA GRACE DE DIEU  
 ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au  
 premier Huissier de notre Cour de Parlement  
 de Metz, ou autre notre Huissier ou Sergent sur ce  
 requis; Comme ce-jourd'huy vû par notredite Cour  
 l'Instance d'entre Salomon Cahem Juif, Habitant de  
 notre Ville de Metz, Apellant d'une Sentence renduë en  
 la Police de ladite Ville le dix-septième Mars mil sept

cens quatre, & Intimé d'une part ; Et les Maîtres, Jurés, Corps & Communauté des Marchands Merciers de notredite Ville de Metz, Intimés & Apellans de ladite Sentence, en ce que par icelle l'on n'a pas prononcé suivant & au desir des Arrêts de notredite Cour rendus entre les Parties, & notamment celui du seizième Juillet mil six cens quatre-vingt-quinze, & à leurs défenses contenant demande incidente signifiées le quatorzième dudit mois de Mars, & compensé les dépens d'autre ; Et encore entre lesdits Maîtres, Jurés, Corps & Communauté des Marchands, Opposans en tant que besoin seroit à l'Arrêt surpris sur Requête par ledit Cahem le vingt-neuvième Juillet dernier, suivant leur Acte du même jour d'une part ; & ledit Salomon Cahem, Défendeur d'autre ; Et encore entre la Communauté des Juifs de notredite Ville de Metz, Demandeurs aux fins de la Requête en intervention par eux présentée à notredite Cour le trentième Octobre aussi dernier d'une part, & lesdits Maîtres, Jurés, Corps & Communauté des Marchands Merciers, Défendeurs d'autre ; La Sentence dont est apel renduë entre ledit Salomon Cahem, Demandeur aux fins de sa Requête du vingt-neuf Février mil sept cens quatre, à ce que le Sieur Joseph le Bugnet, l'un desdits Marchands Merciers & Syndic d'iceux, fut condamné de luy rendre & restituer sept Houffes à

luy appartenantes, dont il s'étoit faisi violemment en Ruë, en ses dommages & interêts, & aux dépens, & encore incidemment Demandeur en Requête verbale judiciairement faite sur le Barreau, à ce que défenses fussent faites audit Bugnet & à tous autres Marchands de lever le Manteau dudit Cahem & de tous autres Juifs de la même Ville, saisir & arrêter les Marchandises qu'ils portoient, à peine d'amende arbitraire, & de tous dommages, interêts & dépens, & incidemment Défendeur d'une part; & lesdits Maîtres, Jurés, Corps & Communauté des Marchands Merciers, au nom & comme prenant le fait & cause dudit Bugnet, Défendeurs & incidemment Demandeurs, suivant les fins & conclusions portées en leurs défenses du quatorzième Mars suivant, à ce qu'attendu que les Houffes de question étoient partie d'Ecarlate, partie d'autre Draps, & partie d'Etoffes de Soye, le tout neuf, garnies & enrichies de Galons d'Or & d'Argent pareillement neuf, dont le Commerce étoit défendu aux Juifs, tant en leurs Maisons que dehors, & que quand elles ne seroient que d'Etoffe de Laine sans Soye, la vente ne leur en étoit permise que dans leurs Maisons, sans pouvoir les en transporter qu'après que la vente en auroit été faite, icelles Houffes fussent déclarées acquises & confisquées au profit desdits Marchands Merciers, suivant l'Arrêt rendu entre les

Parties le seizième Juillet mil six cens quatre-vingt-quinze, & que défenses fussent faites audit Cahem & à tous autres Juifs d'y récidiver, à peine de cinq cens livres d'amende, & que ledit Cahem fut en outre condamné aux dépens d'autre; par laquelle Sentence, sans avoir égard à la demande incidente formée sur le Barreau par ledit Cahem, non plus qu'à sa demande principale, desquelles il auroit été débouté; faisant droit sur la demande incidente desdits Marchands Merciers, les sept Houffes, Custodes & faux-Foureaux en question auroient été déclarées acquises & confisquées à leur profit, pour par ledit Salomon Cahem les avoir transporté de son Logis, sans qu'auparavant elles ayent été vendues; l'Arrêt dudit jour vingt-neuvième Juillet dernier intervenu sur Requête présentée par ledit Salomon Cahem, par lequel notredite Cour sans préjudice du droit des Parties au principal, auroit permis audit Salomon Cahem de faire oüyr pardevant notre amé & féal Conseiller en notredite Cour, Pierre le Febvre, le Sieur François Blanchard, Capitaine au Régiment d'Angenois, Infanterie, sur le fait des Houffes en question; l'Acte signifié le même jour à la Requête desdits Marchands Merciers, contenant leur opposition à l'exécution dudit Arrêt, & leurs protestations de nullité contre l'audition qui pouvoit être faite en vertu & en exécution dudit Arrêt; l'audition faite pardevant

pardevant ledit Conseiller commis en exécution dudit Arrêt, contenant la déposition dudit Blanchard; le Procès-Verbal du même jour contenant la prestation de serment dudit Blanchard, ensemble l'opposition, empêchement & protestations de nullité réitérées par lesdits Marchands Merciers; La Requête présentée par ladite Communauté des Juifs ledit jour trentième Octobre dernier, à ce qu'il plût à notredite Cour les recevoir Parties intervenantes, ayant égard à leur intervention, & y faisant droit, les maintenir & garder conformément aux Arrêts des années mil six cens cinquante-six, mil six cens soixante-douze, & seizième Juillet mil six cens quatre-vingt-quinze, en la possession de commercer, acheter, vendre & débiter toutes sortes de Marchandises de Friperies vieilles ou neuves, soit qu'elles ayent été achetées en cette Ville ou ailleurs, galonnées d'Or, d'Argent, ou autrement ornées, avec défenses ausdits Marchands de les y troubler, à peine d'amende & dommages & intérêts; leur faire pareillement défenses d'arrêter les Juifs passans dans les Ruës, de développer & enlever leurs Manteaux; & en interprétant en tant que besoin seroit l'Arrêt dudit jour seizième Juillet mil six cens quatre-vingt-quinze, leur permettre de porter chez les Personnes de Qualités & Bourgeois, les Marchandises qui leur seront demandées, & condamner lesdits



**Marchands aux dépens ; Arrêt du premier Decembre**  
**dernier, par lequel notredite Cour a reçu ladite Com-**  
**munauté des Juifs intervenantes, & pour faire droit**  
**aux Parties, les a appointées sur les Apellations au**  
**Conseil, sur l'Intervention en droit, & sur l'Opposi-**  
**tion à mettre & joint, ledit Arrêt signifié à la Requête**  
**desdits Marchands Merciers le neuvième du même**  
**mois, avec Sommatation d'y satisfaire; Ecritures & Pro-**  
**ductions respectives des Parties en exécution dudit**  
**Apoinement au contenu de leurs Inventaires signifiés**  
**les neuf & vingt-deuxième dudit mois de Decembre,**  
**& septième du présent mois de Janvier; deux Requêtes**  
**desdits Marchands Merciers des huit & douzième du-**  
**dit mois de Janvier, employées pour Contredits contre**  
**les Productions dudit Cahem & de la Communauté**  
**des Juifs; Requête dudit Cahem du dix-neuvième,**  
**employée pour Salvations de sa Production, & pour**  
**Contredits de celle desdits Marchands Merciers; Autre**  
**Requête desdits Marchands Merciers du vingt-troi-**  
**sième, employée pour réponses à la précédente dudit**  
**Cahem, & contenant Production nouvelle du Certi-**  
**ficat y énoncé & joint, communiqué, & ladite Re-**  
**quête signifiée de l'Ordonnance de notredite Cour au**  
**bas d'icelle, pour y répondre & contredire dans le**  
**jour, attendu l'état de l'Instance; Autre & dernière**  
**Requête dudit Cahem du vingt-quatrième, signifiée**

le vingt-fixième, employée pour réponses à celle desdits Marchands, & pour Contredits de leur Production nouvelle : Conclusions de notre Procureur General : Tout considéré. NOTREDITE COUR faisant droit sur l'Apellation principale, l'a mis au néant, en ce qui concerne Salomon Cahem, & l'a condamné à l'amende de douze livres; A reçu le Corps & Communauté des Marchands Merciers Oposans à son Arrêt du vingt-neuvième Juillet mil sept cens & quatre, & y faisant droit, ensemble sur l'Apellation incidente, dit qu'il a été mal jugé par la Sentence dont est apel, en ce que l'on auroit compenté les dépens, émendant quant à ce, condamne Salomon Cahem en tous les dépens de la Cause principale, la Sentence au surplus fortifiant son plein & entier effet; & ayant aucunement égard à l'Intervention, a maintenu la Communauté des Juifs au droit & possession de commercer, vendre & débiter des Houffes vieilles & neuves ornées de Galon d'Or ou d'Argent dans leur Logis, & non ailleurs, conformément à l'Arrêt du seizième Juillet mil six cens quatre-vingt-quinze; Fait défenses à toutes Personnes autres que les Commissaires de Police, & les Maîtres & Gens des Offices du Corps & Communauté des Marchands Merciers, de développer les Manteaux des Juifs, & sur le surplus a mis les Parties hors de Cour; Condamne Salomon



des Juifs établis en ladite Ville; celles des Marchands Merciers de ladite Ville, contenant que malgré les justes & continuelles plaintes qu'ils ont réitérées en differens Tribunaux contre les entreprises des Juifs, leur nombre s'est tellement augmenté dans ladite Ville, & leur Commerce si fort étendu, qu'il tourne entierement à la ruïne des Marchands Chrétiens, lesquels seront bien-tôt réduits à la dernière nécessité, si Sa Majesté n'a la bonté d'y pourvoir; Que lors du premier Etablissement des Juifs à Metz, qui commença en l'année 1567. par quatre Familles, lesquelles obtinrent, à cet effet une Ordonnance du Maréchal de la Vieuville, lors Gouverneur de Metz, ils ne s'employoient qu'au Prest d'Argent sur gages, ce qui ne portoit aucun préjudice au Commerce des Marchands de ladite Ville. Les Descendans de ces quatre Familles s'étant multipliez jusqu'au nombre de vingt-quatre Ménages, ils obtinrent du Roy Henry IV. sur l'avis du Duc d'Epemon, Gouverneur, & conformément à une Ordonnance qu'il avoit précédemment rendue, des Lettres Patentes en date du 20. Mars 1603. qui leur permirent d'y continuer leur demeure, en se conformant néanmoins aux Réglemens précédens; suivant lesquels il leur étoit permis de continuer leur Trafic du Prest d'Argent à honnête intérêt; le 7. Avril de l'année suivante 1604. les Gens du

Conseil de ladite Ville, informez que les interêts excessifs qu'ils percevoient, ruinoient entierement les Sujets du Roy, en porterent leurs plaintes au Sr. Darquin, Commandant pour lors à Metz, lequel, sur les remontrances des Juifs, sans avoir égard aux plaintes des Gens du Conseil, ordonna l'exécution des Lettres Patentes, & leur permit de continuer le Prest d'Argent toujours à honnête interêt. En 1632. le nombre desdits Juifs s'étant pareillement accru, ils s'adresserent au Roy Louis XIII. qui leur accorda par ses Lettres Patentes la Confirmation de leur Droit & Privilege pour la résidence seulement, & non pour autre Commerce ny Trafic que du seul Prest d'Argent conformément aux Lettres Patentes d'Henry IV. les Juifs resterent donc en vertu de ces Titres pendant l'espace de soixante-cinq années dans l'exercice & Trafic du Prest d'Argent seulement; mais comme leur Sinagogue grossissoit journellement, leur avidité les fit bientôt sortir des bornes de ce Commerce, & leurs entreprises sur le Négoce de plusieurs Corps de Marchands de la Ville, donnerent lieu à une Instance au Parlement de Metz en 1634. où intervint Arrêt de Règlement qui permit aux Juifs le Commerce des Marchandises d'Orfèvrerie, d'Argenterie & de Friperie, au préjudice des Corps des Orfèvres & Fripiers établis dans ladite Ville, avec défenses néanmoins de faire

le Commerce de Marchandises neuves, premiere liberté qui ne pouvoit leur être valablement accordée que par l'Autorité Souveraine: Les Juifs demeurèrent dans cette situation jusqu'en 1657. que le feu Roy s'étant rendu dans la Ville de Metz, ils obtinrent de Sa Majesté de nouvelles Lettres confirmatives de celles des Roys Prédecesseurs, & à la charge de vivre & se comporter suivans les anciens Usages & Réglemens; mais comme ils avoient fait inserer dans l'exposé de ces Lettres, qu'ils étoient en droit de négocier de toutes sortes de Marchandises, les Suplians formerent opposition à leur entérinement au Parlement de Metz, lequel rendit Arrêt le 21. Juin 1658. par lequel, en ordonnant l'exécution de celui du 23. May 1634. il fut permis ausdits Juifs de vendre & trafiquer comme Marchands Forains, toutes sortes de Marchandises fabriquées hors la Ville & Pays Messin: Ces Arrêts de Règlement eurent leur exécution jusqu'en 1695. que les Juifs continuant leurs entreprises & ne voulant s'en tenir à la Loy qui leur étoit faite par ledit Arrêt de 1658. comme Marchands Forains, lesquels, suivant les Statuts des Suplians autorisez par Lettres Patentes du feu Roy du 17. Septembre 1666. n'ont la liberté de faire venir que trois fois l'année seulement toutes sortes de Marchandises dans le Poids de ladite Ville, pour y être vendues pendant huit jours en gros, après

avoir été vûës & visitées par les Jurés du Corps des Suplians, s'aviserent de tirer du Poids de lad. Ville plusieurs Ballots de Marchandises sans avoir été vûës & visitées, ce qui donna lieu à une Saisie de la part des Suplians, & à une nouvelle Instance au même Parlement, dans laquelle la Communauté des Juifs intervint, & après avoir supposé contre la vérité, être en possession de vendre chez eux & dans leurs Maisons, en tous tems de l'année, toutes sortes de Marchandises en gros & en détail; le Parlement les autorisa dans cette prétendue possession par son Arrêt du 16. Juillet 1693. pour toutes sortes de Marchandises qui se fabriquent hors la Ville & Pays Messin, sans pouvoir les débiter ailleurs, ny transporter que la Vente n'en eût été faite, à l'exception des Rubans & Etoffes de Soye, & autres Marchandises èsquelles il entre de l'Or & de l'Argent : Ce dernier Arrêt non seulement est contraire à celui de 1658. qui bornoit le Commerce des Juifs à celui des Marchands Forains, & qui avoit été exécuté pendant 37. années, mais même aux Lettres Patentes à eux accordées par les Roys Prédecesseurs de Sa Majesté, il donne en même tems occasion à une très-grande quantité de Juifs de venir journellement s'établir dans ladite Ville, soit par mariage ou autrement, ce qui en a augmenté le nombre à tel point, qu'il s'en trouve au-jourd'huy plus de six cens Familles établies.

établies à Metz ou dans le Pays Messin, dont le Commerce cause la ruine entière de celui des Suplians, qui sont les véritables & naturels Sujets du Roy, obérez d'ailleurs par une infinité de Taxes qu'ils ont supportées en Communauté, pendant les dernières Guerres, & assujettis aux autres Charges de l'Etat, soit de leurs Personnes, de leurs Enfans ou de leurs Biens, & aux Guets, Gardes, Corvées, Logemens de Gens de Guerre & autres Charges publiques; & ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que non seulement au moyen de cet Arrêt il suffit d'être Juif pour être Marchand, au lieu que les Suplians sont obligez à des Apprentissages & à des Réceptions sujettes à des frais considérables, mais même le Juif qui se convertit perd l'usage du Commerce, que le Juif opiniâtre conserve: Par toutes ces raisons les Suplians espèrent de la justice de Sa Majesté, que le nombre deldits Juifs sera réduit, comme étant à charge au Public, & qu'il leur sera fait défenses de faire aucun Commerce ny Trafic, que celui du Prest d'Argent à honnête intérêt, qui leur a été accordé par les Lettres Patentes des Roys Prédecesseurs de Sa Majesté. Le Mémoire des Maîtres, Six, Corps & Communauté des Marchands Bouchers de ladite Ville, contenant que par leurs Statuts & Réglemens, le droit de vendre & débiter toutes sortes de Viandes, tant en gros qu'en détail, leur appartient



à l'exclusion de tous autres; que les Juifs même au commencement de leur Etablissement se sont pourvus de Viandes aux Boucheries des Bourgeois, comme ils font encore tous les ans pendant le Carême; que s'étant depuis augmentez, certain nombre de Bouchers désignent par le Magistrat, leur fournissoit en présence d'un Juif la Viande nécessaire au même prix qu'aux Bourgeois; que sous prétexte de la faculté accordée aux Juifs d'avoir une Boucherie, & de vendre les Parties défendues, ils débitent toutes sortes de Viandes; qu'il seroit plus convenable & plus juste que les Juifs se pourvussent chez leurs Bouchers, que les Chrétiens chez les Juifs; qu'ils ont payé plus de 40000. livres au Roy, qu'ils sont sujets à de gros Droits, & à des Apprentissages & Chefs-d'Oeuvres dont les Juifs sont exempts, quoy qu'ils ayent tous la liberté d'être Bouchers & de commercer en Bestiaux; ce qui cause la ruine des Bouchers, qui de cent vingt qu'ils étoient autrefois, sont réduits à vingt-cinq presque tous indigens, pourquoy ils concluent à être maintenus dans leurs anciens Privileges, Statuts & Réglemens, aux offres de fournir aux Juifs dans tous les tems de l'année les Viandes qui leur seront nécessaires au même prix qu'aux Bourgeois, consentant même pour couvrir le prétexte de la Loy, que quelqu'un de la part des Juifs égorge & visite les Bêtes; Et au moyen

de ce, qu'il leur soit fait défenses de tenir Boucherie, de tuer, vendre ny faire Commerce de Bestiaux. Autre Mémoire des Fripiers & Chaussiers, par lequel ils se plaignent de ce que les Juifs vendent toutes sortes de Hardes neuves au préjudice de leurs Statuts & des Arrêts qui les ont confirmez, dont ils demandent l'exécution. Autre Mémoire des Armuriers, contenant que les Juifs font des amas d'Armes, les revendent & privent les Armuriers de ce Commerce qui n'appartient qu'à eux suivant leurs Statuts, dont ils demandent aussi l'exécution : Vû aussi les Requêtes & Mémoires donnez en réponse de la part de la Communauté des Juifs, contenant que si l'on veut examiner sans prévention la Cause d'entre les Parties, on trouvera que la prétention desdits Marchands est sans aucun fondement, ils demandent que le nombre des Juifs soit réduit sur le pied des anciens Réglemens, ou en tout cas qu'il leur soit fait défenses de faire aucun Commerce ny Trafic, fors celuy d'Argent à honnête intérêt; les Juifs conviennent qu'ils étoient en fort petit nombre lors de leur Etablissement à Metz, mais ils soutiennent qu'ayant obtenu à mesure de leur accroissement des Lettres de Protection des Roys Prédecesseurs de Sa Majesté; Sçavoir, d'Henry IV. en 1603, de Louis XIII. en 1632. & de Louis XIV. en 1657. qui leur ont permis & à leurs Descen-

dans d'y continuer leur demeure; il n'appartient point  
 aux Marchands de Metz de leur contester l'effet  
 d'une Protection Royale qui ne leur a été accordée  
 qu'en grande connoissance de cause, & en récompense  
 des services qu'ils ont rendus & rendent journellement  
 à l'Estat. Quant à leur Commerce, les Marchands &  
 autres Corps de Mètièrs abusent de la prévention que  
 les Chrétiens ont contre leur Nation, pour insinuer  
 que l'accroissement du Commerce que font les Juifs  
 à Metz, cause la ruine des Marchands Chrétiens, &  
 que cette liberté qui ne leur avoit point été donnée  
 par les Roys Prédecesseurs de Sa Majesté, leur a été  
 accordée par les Arrêts du Parlement de Metz, lequel  
 a excédé en cela les bornes de son pouvoir; qu'il est  
 faux, sauf respect; que le Commerce des Juifs ait  
 jamais été borné au seul Prest d'Argent; qu'il n'y a  
 qu'à lire les Lettres Patentes d'Henry IV. que les Mar-  
 chands citent eux-mêmes, Sa Majesté déclare qu'elle  
 prend sous sa Protection les vingt-quatre Ménages  
 Juifs descendus des huit premiers établis à Metz sous  
 le Règne de son Prédecesseur, & ordonne qu'ils con-  
 tinuëront leur demeure & résidence, leur permet de  
 trafiquer & négocier suivant leurs franchises, libertés  
 & coutumes anciennes, prêter Argent sur gages & sans  
 gages; la même grace leur a été accordée depuis par  
 Lettres Patentes de Louis XIII. du 24. Janvier 1632.

Or ces mots, trafiquer & négocier, signifient peu de choses, s'ils n'emportent pas le Commerce de Vieillesse porté par l'Arrêt de 1634. D'ailleurs cet Arrêt ayant été rendu avec tous les Corps de Marchands & de Métiers de ladite Ville, il n'y a pas lieu de douter que les Juifs n'aient eû pour lors de bons moyens pour avoir été maintenu dans ce petit Commerce; ils étoient dans ce tems là en usage de faire venir, vendre & débiter à Metz des Marchandises de toutes natures étrangères, & cela certainement au vû & scû de tous les Marchands de la Ville, suivant qu'il est justifié par des Traités & Quittances pour les Droits de Maltôte, dont les Marchands étoient Fermiers. En 1657. le feu Roy Louis XIV. leur accorda de nouvelles Lettres Patentes confirmatives des précédentes, notamment du pouvoir de commercer de toutes sortes de Marchandises suivant leurs franchises, libertés & coutumes. Or voicy quel étoit leur état, leur coutume & leur possession, ils trafiquoient & négocioient de toutes sortes de Marchandises vieilles du Pays, & à l'égard des neuves, ils ne faisoient trafic que des étrangères, c'est-à-dire des Marchandises fabriquées par tout ailleurs que dans le Pays Messin. Dans ces circonstances les mêmes Corps des Métiers, & particulièrement les Marchands s'oposèrent à l'enrégistrement desdites Lettres Patentes, & prétendirent que l'Arrêt de 1634.

ne laissoit aux Juifs que la liberté de commercer en vieilles Marchandises, que par conséquent le Commerce des neuves non seulement du Pays, mais encore des Etrangères devoit leur être interdit. Les Juifs représenterent qu'étant établi à Metz par la bonté des Roys, il falloit leur donner moyen d'y subsister, que suportant les Charges publiques, ils ne devoient pas être traitez moins favorablement que les Etrangers, qui avoient la liberté de vendre des Marchandises étrangères, ils justifierent qu'il y avoit alors plusieurs Magasins, où des Etrangers débitoient en tout tems de l'année leurs Marchandises étrangères; que cela étoit même conforme aux Statuts des Marchands produits au Procès; que d'ailleurs ayant toujours négocié & trafiqué en Marchandises neuves étrangères sans aucun trouble, c'étoit une possession dans laquelle il y avoit d'autant plus de raison de les maintenir, qu'elle leur étoit accordée par les Lettres Patentes, de l'enrégistrement desquelles il s'agissoit, & demanderent Acte de ce qu'ils n'entendoient faire le Commerce de Marchandises neuves que comme Marchands Forains, c'est-à-dire au Magasin sans exposition ny Boutique ouverte; le Parlement de Metz pleinement instruit de la liberté des Marchands Forains, donna donc son Arrêt le 21. Janvier 1658. par lequel les Marchands & autres furent déboutez de leur opposition, & les

Juifs maintenus & gardez en la possession de commercer des Marchandises étrangères, comme faisoient les Marchands Forains; les Marchands se pourvurent par Requête Civile contre cet Arrêt, toujours sur le fondement qu'il étoit contraire à l'Arrêt de 1634. mais les Juifs ayant fait voir que ledit Arrêt ne concernoit que les Marchandises qui se faisoient & fabriquoient dans la Ville de Metz & Pays Messin, ils furent déboutez de leur Requête Civile par autre Arrêt du mois de Juillet de la même année 1658. Pour lors les Marchands ne songerent plus qu'à se préparer quelque titre pour troubler les Juifs, & s'aviserent du stratagème qui suit: ils prétexterent en 1666. que leurs anciens Statuts avoient été perdus, & ayant obtenu la liberté d'en faire de nouveaux, ils y firent inserer des défenses aux Marchands Forains de venir plus de trois fois l'année avec des Marchandises en la Ville de Metz, & de les y débiter après huit jours chaque fois à autre, qu'à un Marchand de ladite Ville, sur ce fondement ils firent naître aux Juifs une contestation en 1694. qui fut portée de l'Hôtel de ladite Ville au Parlement, où ils entreprirent de faire valoir leurs Statuts contre les Juifs, & leur faire défenses de faire venir dans ladite Ville des Marchandises étrangères plus de trois fois l'année, pour les débiter dans l'espace de huit jours chaque fois, conformément à leursdits

Statuts; ils crurent qu'ayant laissé écouler un tems considerable depuis 1666. jusqu'en 1694. le Parlement auroit perdu la mémoire de l'usage du Commerce des Forains de l'année 1658. tems de l'Arrêt, & avant lequel ils avoient produits leurs premiers Statuts; mais malgré cette subtilité intervint Arrêt contradictoire en ladite Cour le 16. Juillet 1695. qui maintint la Communauté des Juifs dans la possession de vendre en tout tems de l'année des Marchandises étrangères, & c'est là, disent les Marchands, la consommation de l'injustice du Parlement de Metz; cependant il est aisé de voir en conciliant les choses sur le pied qu'elles étoient en l'année 1658. que jamais Arrêt ne fut plus juridique, & que le Parlement n'a point excédé son pouvoir, puisqu'il n'a donné aux Juifs en 1658. & en 1695. que ce qu'il n'étoit point en son pouvoir, pour ainsi dire, de leur ôter, qui est le Commerce des Marchandises étrangères comme Forains, lequel étoit permis à tout le monde: ces raisons simples & décisives donnerent lieu à l'Arrêt du Conseil du 11. Juillet 1696. par lequel ces Marchands furent renvoyez de la demande qu'ils y avoient formé en cassation dudit Arrêt du 16. Juillet 1695. & c'est aussi ce qui donne lieu aux Juifs d'espérer d'être maintenus dans la possession de leur Commerce: à l'égard des Bouchers, ils représentent que l'exercice de leur Religion leur étant permis, tout ce qui peut y avoir

y avoir du raport, leur doit être conservé, que leur Loy ne leur permet de manger de la Viande que sous trois conditions. 1°. Qu'elle ait été tuée par un Juif. 2°. Qu'elle soit exempte des tâches qui la rendent immonde. 3°. Qu'ils n'usent que des Parties de devant, celles de derriere leur étant interdites; que de celles-cy ils en vendent aux Chrétiens à un sol moins que la Taxe, ce qui est un avantage pour le Public, & que la permission que les Bouchers ont de faire la Visite dans leurs Boucheries, & de faire punir les Juifs qui tueroient des Bêtes de mauvaise qualité, ne permet pas de soupçonner qu'il s'y commette aucun abus. Quant aux Marchands Fripiers & Chaussietiers, ils répondent qu'ils sont fondez en Titres qui les autorisent à acheter & vendre toutes sortes de Hardes & Habits vieux & neufs, ainsi qu'il a été jugé par differens Arrêts rendus avec lesdits Fripiers & Chaussietiers. Et à l'égard des Armuriers, qu'étant permis à tous les Revendeurs de la Ville d'acheter des Armes de rencontre & d'en faire le débit, les Juifs doivent avoir la même liberté; Par toutes ces raisons ils concluent à ce qu'il plaise à Sa Majesté, sans s'arrêter aux Requêtes & Mémoires de tous lesdits Corps de Métiers de la Ville de Metz, confirmer les Lettres Patentes qui leur ont été accordées par les Roys ses Prédecesseurs, & les Arrêts tant du Conseil que du Parlement de Metz dont elles ont été



précédées & suivies, & en consequence les maintenir  
 dans la liberté de commercer de toutes sortes de Mar-  
 chandises qui se fabriquent hors la Ville & Pays Messin,  
 à l'exception des Rubans & Etoffes de Soye, & autres  
 Marchandises esquelles il entre de l'Or & de l'Argent,  
 & ce comme ils ont fait pendant le Règne du feu Roy,  
 ce qu'ils ont lieu d'esperer de la bonté de Sa Majesté,  
 avec d'autant plus de justice, que par ses Lettres Pa-  
 tentes du 31. Decembre 1715. il luy auroit plû imposer  
 sur eux une Redevance annuelle de quarante livres par  
 chacune Famille Juive établie ou qui viendront à s'éta-  
 blir dans la Ville & Generalité de Metz, dont Sa  
 Majesté auroit fait Don par les mêmes Lettres au Sieur  
 Duc de Brancas, & à la Dame Comtesse de Fontaine,  
 & qu'il ne seroit ny juste ny raisonnable d'apporter  
 aucune réduction à la liberté du Commerce qu'ils ont  
 eû jusqu'à présent, & de rendre leur condition plus  
 dure dans le tems même qu'on les assujetit à une Rede-  
 vance aussi onéreuse; A quoy ils ont ajouté que si  
 l'intention de Sa Majesté est que lesdites Lettres ayent  
 leur entiere exécution, ils sont prêts à s'y soumettre,  
 pourvû qu'il plaise à Sa Majesté réduire & fixer à une  
 somme certaine & proportionnée à leur état & à leurs  
 facultés le produit annuel de ladite Redevance, dont  
 ils se chargeront eux-mêmes de faire faire le Recou-  
 vrement par les Elûs & Syndics de leur Communauté,

ce qui d'un côté soulagera les Donataires de Sa Majesté, des frais & de l'embarras d'un pareil Recouvrement à faire par détail sur chacune de leurs Familles, & de l'autre épargnera à leur Communauté les poursuites & contraintes auxquelles chacune de leurs Familles se trouveroit sujette de la part des Commis & Préposés audit Recouvrement. Vu aussi par Sa Majesté l'Ordonnance en forme de Règlement du 6. Août 1567. rendue par le Sieur Marechal de la Vieuville, lors Gouverneur de Metz; les Lettres Patentes d'Henry IV. du 20. Mars 1603. l'Ordonnance du Sieur Darquin du 7. Avril 1604. les Lettres Patentes de Louis XIII. du 24. Janvier 1632. l'Arrêt du Parlement de Metz du 23. May 1634. Autre de la même Cour du 21. Juin 1656. les Lettres Patentes accordées aux Juifs par le feu Roy du 25. Septembre 1657. Autre Arrêt du Parlement de Metz du 21. Janvier 1658. les Statuts des Marchands Fripiers & Chaussieriers, Armuriers, Bouchers & Merciers des 27. Février 1646. 15. Septembre 1657. 17. Decembre 1660. & 17. Septembre 1666. Autre Arrêt du Parlement de Metz du 16. Juillet 1695. Arrêt du Conseil du 11. Juillet 1696 les Lettres Patentes du 31. Decembre 1715. par lesquelles Sa Majesté établit & fixe un Droit de Quarante livres par an pour chacune tant des Familles Juives établies. & qui s'établiront cy-après dans la Ville de Metz, que de celles

auxquelles il pourroit être permis de s'établir & de  
 demeurer dans les Domaines de Sa Majesté dépendans de  
 ladite Generalité, & fait Don dudit Droit pour trente  
 ans, à commencer du premier Janvier 1716. au Sieur  
 Duc de Brancas, & à la Dame Comtesse de Fontaine,  
 ensemble à leurs Hoirs, Successeurs ou Ayans-cause,  
 & au cas que ladite Dame de Fontaine vint à deceder  
 avant le Sieur Comte de Fontaine son Mary, & aupa-  
 ravant l'expiration desdits 30. ans sans avoir disposé  
 de ce qui luy en revient, Sa Majesté en fait Don à  
 sondit Mary, préferablement à leurs Enfans, ou à leurs  
 défauts aux Successeurs de ladite Dame ou Ayans-cause,  
 lesquels en jouiront seulement pour ce qui pourra rester  
 desdits 30. ans, après le décès dudit Sieur de Fontaine;  
 Et autres Pièces attachées auldites Requêtes & Mé-  
 moires, ensemble les avis du Sieur de Harlay, Conseiller  
 en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son  
 Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances à  
 Metz des 2. May 1717. & 3. Juin 1718. Oûy le Rapport  
 & tout Considéré. LE ROY E'TANT EN SON  
 CONSEIL, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans  
 Regent, faisant droit sur le tout, ayant aucunement  
 égard aux Requêtes & Mémoires des differens Corps  
 des Marchands de la Ville de Metz; Et voulant néan-  
 moins traiter favorablement les Juifs établis dans ladite  
 Ville, a ordonné & ordonne que les Lettres Patentes

des Roys Henry IV. du 20. Mars 1603. Louis XIII. du 24. Janvier 1632. & du feu Roy du 25. Septembre 1657. seront exécutées selon leur forme & teneur, & en consequence a permis & permet aux Juifs établis à Metz d'y continuer leur demeure au nombre de quatre cens quatre-vingt Familles seulement qui s'y trouvent actuellement & leurs Descendans, & ce aux conditions suivantes. Qu'à la diligence de son Procureur General au Parlement de Metz, ou de son Substitut au Bailliage de ladite Ville, il sera dressé par les Elûs ou Chefs de la Communauté des Juifs, & sans frais, un Etat deldites quatre cens quatre-vingt Familles, & de toutes les Personnes de l'un & de l'autre sexe dont elles sont composées, lequel Etat sera déposé au Greffe dudit Bailliage, pour y avoir recours quand besoin sera. Que chacun des Peres & Meres de Familles sera tenu de faire enrégistrer au Greffe dudit Bailliage tous les Enfans qui leur naîtront de l'un & de l'autre sexe, pour raison de quoy ne sera payé que Cinq sols pour tous droits au Greffier. Que les Filles ou Veuves Juives ne pourront à l'avenir attirer à Metz aucuns Juifs étrangers par Mariage. Que les Juifs seront tous obligez de demeurer dans le Quartier de Saint Ferroy, sans qu'ils puissent posséder, ny louer Maisons, Magasins, Ecuries, Granges, Caves ou Greniers dans les autres Quartiers de la Ville, à peine contre les Contrevenans d'amende qui ne pourra être moindre de Trois mille

livres contre le Juif contrevenant, & de Mille livres contre le Propriétaire. Qu'ils seront tenus de payer annuellement ainsi que par le passé, à l'Hôpital de Saint Nicolas de ladite Ville, la somme de Quatre cens cinquante livres en quoy ont été commuez les deux cens francs Messin d'ancien droit établi le 6. Août 1567. Plus Soixante-quinze livres à la Ville, à quoy a été évalué le Droit d'Entrée & de Sortie qui se levoit anciennement sur chaque Juif, & Deux cens livres pour le Logement du Vicaire de la Paroisse de Sainte Segolene. Qu'ils ne pourront choisir un Rabin sans la permission & l'approbation de Sa Majesté: Qu'ils ne pourront aller par la Ville ny travailler en public les jours de Dimanche & de Fête, si ce n'est par l'ordre des Commandans, de l'Intendant ou des Magistrats de ladite Ville, ou dans un cas de nécessité urgente. Qu'ils se conformeront pour le Prest d'Argent aux Lettres Patentes des Roys Prédecesseurs de Sa Majesté, & aux Réglemens faits sur cette matière, & ne pourront garder les Gages qui leur auront été remis au delà du terme d'une année ou de quinze mois au plus, après lequel tems ils seront tenus de les faire vendre, à peine de perdre les sommes qu'ils auront prêtées; Qu'ils ne pourront prêter sur Gages aux Femmes en puissance de Maris, aux Enfans de Familles, ny aux Domestiques, à peine de perdre ce qu'ils auront prêté, & de plus grande peine s'il y échoit. Qu'ils ne pour-

ront acheter, troquer ny prendre pour Gages aucunes Armes des Soldats ny des Bourgeois. Qu'ils ne pourront pareillement recevoir pour Gages les Outils des Artisans, Ouvriers, Laboureurs & Journaliers; Que leurs Droits & Hypotèques leur seront conservez sur les Immeubles de leurs Débiteurs, selon les Régles de la Justice, & conformément aux Ordonnances, Loix, Usages & Coûtumes du Pays. Qu'ils seront obligez de procéder devant les Juge & Consuls de Metz, dans les Matières Consulaires pour les Contestations qu'ils auront avec les Chrêtiens, sauf l'apel au Parlement dans les cas qui y sont sujets; Sa Majesté leur réservant pour les Contestations de Juif à Juif la liberté de se pourvoir devant leur Rabin, comme aussi aux Chefs de leur Communauté la connoissance de leur Police, Religion, Coûtumes, Cérémonies & Impositions. Qu'il leur sera permis d'avoir des Boucheries particulieres pour la nourriture de leurs Familles, avec défenses aux Bouchers Juifs de tuer plus grand nombre de Bestiaux que ce qui est absolument nécessaire pour la subsistance desdites Familles, ny de vendre aux Chrêtiens d'autres Viandes que celles des Quartiers de derriere des Animaux, & les Chaires de ceux qui auront été reconnus viciez de vices qui empêchent les Juifs d'en manger suivant leur Loy, à peine de Mille livres d'amende contre les Contrevenans. Qu'ils seront tenus de commettre deux Juifs Experts pour

visiter tous les Animaux qui seront tuez dans leurs Boucheries & reconnoître lesdits vices, lesquels Experts seront obligez de tenir un Registre fidele de la quantité de Bœufs, Veaux & Moutons qu'ils auront trouvé viciez de ces sortes de vices, & de ceux qui ne se trouveront viciez, faisant mention du nom des Bouchers Juifs qui les auront tuez & les débiteront, & prêteront serment devant l'un des Conseillers du Parlement de Metz qui sera commis pour cet effet, de bien & dûement s'acquitter de ladite Visite, d'avertir le Procureur General de Sa Majesté audit Parlement des Contraventions qui pourront arriver, pour les amendes encourûes, être par luy poursuivies, & de remettre entre ses mains ledit Registre de six mois en six mois, à la charge en outre que les Jurez Bouchers de ladite Ville de Metz continuëront leurs Visites & Inspection sur les Boucheries des Juifs, ainsi qu'ils ont droit de faire sur les autres Boucheries, & qu'il s'est observé par le passé. En cas de contravention à aucun des Articles cy-dessus, veut & entend Sa Majesté, que les Peres & Meres soient responsables de leurs Enfans, & les Maîtres de leurs Domestiques, pour le payement des amendes qui auront été encourûes; Et afin d'assurer d'une part la condition des Donataires, & de l'autre épargner aux Juifs les frais & les inconveniens d'un Recouvrement à faire en détail

détail sur chacune de leurs Familles par des Commis & Préposez qui ne seroient point de leur Nation, Sa Majesté a réduit & fixé de leur consentement le montant de la Redevance de Quarante livres établie par sesdites Lettres Patentes du 31. Decembre 1715. à la somme de Vingt mille livres, laquelle sera payée à l'avenir par ladite Communauté; Sçavoir, au Sieur D<sup>re</sup> de Brancas Quinze mille livres, & à la Dame Comtesse de Fontaine Cinq mille livres, à commencer du premier Janvier dernier, auquel effet les Elûs & Syndics de ladite Communauté seront tenus d'en faire l'Affiette & le Recouvrement sur chacune des Familles Juives, tant de la Ville que de la Generalité de Metz, pour en faire le payement de quartier en quartier, à quoy faire ils seront contraints comme pour les propres deniers & affaires de Sa Majesté; le tout conformément ausdites Lettres, & à celles qui seront expédiées sur le présent Arrêt, lequel sera lû, publié & affiché par tout où besoin sera. Enjoint Sa Majesté au Sieur de Harlay, Intendant de Justice, Police & Finances dans la Generalité de Metz, & à tous Officiers qu'il appartiendra de tenir la main à son exécution, chacun en ce qui les concerne. FAIT au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, Monsieur le Duc d'Orleans Regent présent, tenu à Paris le neuvième jour de Juillet mil sept cens dix-huit. Signé, FLEURIAU.



# EXTRAIT DE L'EDIT DU ROY,

SERVANT DE REGLEMENT POUR LE  
*Commerce des Négocians & Marchands tant en gros  
qu'en détail.*

Donné à Versailles au mois de Mars 1673.

*Registré en Parlement le 17. Février 1718.*

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY  
DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous présens & à  
venir, SALUT. Comme le Commerce est la source de  
l'abondance publique & de la richesse des Particuliers, Nous avons  
depuis plusieurs années appliqué nos soins pour le rendre florissant  
dans notre Royaume; c'est ce qui Nous a porté premièrement  
à ériger parmy nos Sujets plusieurs Compagnies, par le moyen  
desquelles ils tirent présentement des Pays les plus éloignez, ce  
qu'ils n'avoient auparavant que par l'entremise des autres Nations:  
C'est ce qui Nous a engagé ensuite à faire construire & armer  
grand nombre de Vaisseaux pour l'avancement de la Navigation,  
& à employer la somme de nos Armes par Mer & par Terre pour  
en maintenir la seureté. Cet établissement ayant eû tout le succès  
que Nous en attendions, Nous avons crû être obligez de pour-  
voir à leur durée, par des Réglemens capables d'assurer parmy  
les Négocians la bonne foy contre la fraude, & de prévenir les

obstacles qui les détournent de leur employ par la longueur des Procez, & consomment en frais le plus liquide de ce qu'ils ont acquis. A CES CAUSES, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons, ordonnons & Nous plaît ce qui suit.

## TITRE PREMIER.

*Des Apprentifs, Négocians & Marchands tant en gros qu'en détail.*

### ARTICLE PREMIER.

**E**S Lieux où il y a Maîtrise de Marchands, les Apprentifs Marchands seront tenus d'accomplir le tems porté par les Statuts; néanmoins les Enfans des Marchands seront réputez avoir fait leur Apprentissage, lorsqu'ils auront demeuré actuellement en la maison de leur Pere ou de leur Mere, faisant Profession de la même Marchandise, jusqu'à dix-sept ans accomplis.

I I.

Celuy qui aura fait son Apprentissage, sera tenu de demeurer encore autant de tems chez son Maître ou un autre Marchand de pareille Profession; ce qui aura lieu pareillement à l'égard des Fils de Maîtres.

I I I.

Aucun ne sera reçu Marchand qu'il n'ait vingt ans accomplis, & ne raporte le Brevet & les Certificats d'Apprentissage & du service fait depuis. Et en cas que le contenu des Certificats ne fût véritable, l'Aspirant sera déchû de la Maîtrise, le Maître d'Apprentissage qui aura donné son Certificat, condamné en cinq cens livres d'amende, & les autres Certificateurs chacun en trois cens livres.

L'Aspirant à la Maîtrise sera interrogé sur les Livres & Registres à-partis double & à-partis simple, sur les Lettres & Billets de change, sur les Règles d'Arithmétique, sur la partie de l'Aune, sur la Livre & Poids de Marc, sur les Mesures & les qualitez de la Marchandise, autant qu'il conviendra pour le Commerce dont il entend se mêler.

V.

Défendons aux Particuliers & aux Communautés de prendre ny recevoir des Aspirans aucuns présens pour leur Réception ny autres Droits que ceux qui sont portez par les Statutes, sous prétexte que ce puisse être, à peine d'amende, qui ne pourra être moindre de cent livres. Défendons aussi à l'Aspirant de faire aucun festin, à peine de nullité de sa Réception.

V I.

Tous Négocians & Marchands en gros ou en détail, comme aussi les Banquiers, seront réputés majeurs pour le fait de leur Commerce & Banque, sans qu'ils puissent être restitués sous prétexte de minorité.

V I I.

Les Marchands en gros & en détail, & les Maçons, Charpentiers, Couvresseurs, Serruriers, Vitriers, Plombiers, Paveurs & autres de pareille qualité, seront tenus de demander payement dans l'an après la délivrance.

V I I I.

L'action sera intentée dans six mois pour Marchandises & Denrées vendues en détail par Boulangers, Pâtisiers, Bouchers, Rotisseurs, Cuisiniers, Couturiers, Passementiers, Selliers, Boureliers & autres semblables.

I X.

Voulons le contenu des deux Articles cy-dessus, avoir lieu encore qu'il y eût eu continuation de fourniture ou d'ouvrage, si ce

n'est qu'avant l'année ou les six mois, il y eût eu un Compte arrêté, Sommation ou Interpellation judiciaire, Cédule, Obligation ou Contrat.

## X.

Pourront néanmoins les Marchands & Ouvriers déferer le Serment à ceux auxquels la fourniture aura été faite, les assigner & les faire interroger; & à l'égard des Veuves, Tuteurs de leurs Enfants, Héritiers & Ayans-cause, leur faire déclarer s'ils savent que la chose est due, encore que l'année ou les six mois soient expirés.

## X I.

Tous Négocians & Marchands tant en gros qu'en détail, auront chacun à leur égard des Aunes ferrées par les deux bouts, & marquées, ou des Poids & des Mesures étalonnées. Leur défenses de s'en servir d'autres, à peine de faux & de cent cinquante livres d'amende.

*Registrez au Greffe de la Cour; Oùy, & ce requerant le Procureur Général du Roy, pour être gardez, observez & exécutez selon leur forme & teneur, suivant l'Arrêt de ce jour. Fait à Metz en Parlement, le dix-septième jour de Février mil sept cens dix-huit. Collationné, Signé, LACROIX.*

---

A METZ, de l'Imprimerie de FRANÇOIS ANTOINE, Imprimeur du Roy, & des Seigneurs de Parlement, rue du petit Paris, derrière Saint Sauveur.

# DECLARATION DU ROY,

QUI enjoint aux Juifs établis en la Ville de Metz, faisant quelque Commerce, d'avoir des Registres en Langue Françoisé, & de les tenir dans la forme prescrite par les Ordonnances, à peine de deux mille livres d'amende, & d'être déchus de toutes actions civiles pour raison des sommes à eux dûes, & d'être déclarés incapables de faire à l'avenir aucun Commerce de Banque, ou autre de quelque nature qu'il soit.

Donnée à Marly le 26. Aoust 1710.

Verifiée en Parlement le 23. Septembre suivant.

**L**OUIS PAR LA GRACE DE DIEU  
ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE:  
A tous ceux qui ces presentes Lettres ver-  
rifieront, Sur ce que nous avons été  
informez que plusieurs des Juifs établis dans la Ville  
de Metz, faisant la Banque ou Commerce, affectoient  
de tenir leurs Registres en Langue Hebraïque, afin de

Jud.  
1457

couvrir plus facilement les usures qu'ils exercent sur ceux qui contractent avec eux; Nous avons crû qu'il étoit nécessaire d'y pourvoir, en les obligeant de tenir lesdits Registres en Langue Françoisë & dans la forme portée par nos Ordonnances. A CES CAUSES & autres à ce Nous mouvans, de l'avis de nôtre Conseil, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons par ces Presentes signées de nôtre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, Voulons & Nous plaît, que les Juifs établis en la Ville de Metz, faisant quelque Commerce, soient obligez d'avoir des Registres & de les tenir dans la forme prescrite par nos Ordonnances, en Langue Françoisë, faute dequoy, Voulons qu'ils soient & demeurent déchûs de toutes actions, pour raison des sommes qu'ils prétendront leur être dûës, déclarez incapables de faire à l'avenir aucun Commerce de Banque, ou autre de quelque nature qu'il soit, & condânez en outre en deux mille livres d'amende. ~~Sur~~ DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux les Gens tenans nôtre Cour de Parlement à Metz, que ces Presentes ils aient à lire, publier & enregistrer, même de nos Vacances, & le contenu en icelles à observer nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts & autres choses à ce contraires, auxquelles Nous avons déroge

3  
&c. dérogeons par ces Presentes : CAR tel est nôtre plaisir. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nôtre Sêel à celsdites Presentes. DONNE' à Marly le vingt - sixième jour d'Aoust, l'an de grace, mil sept cens dix; & de nôtre Regne le soixante-huitième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, VOYSIN. Vû au Conseil, DESMARETZ. Et scellées du grand Sceau de cire jaune, pendant à double queue de Parchemin.

**L**Euës, publiées & registrées; On y a requis le Procureur General du Roy, pour être gardées & exécutées suivant leur forme & teneur: Ordonne que Copies en être tirées seront incessamment envoyées en tous les Bailliages & Sieges ressortissans, afin qu'elles y soient pareillement lûes, publiées, registrées, gardées & exécutées. Enjoint aux Substituts audit Procureur General du Roy, sur les Lieux, d'y tenir la main, &

Collationné à l'Original par Nous Conseiller du  
Roy, Secrétaire & Greffier en chef, soussigné.

M D C C X

1729/



# DECLARATION DU ROY,

Concernant les Actes qui se passeront  
avec les Juifs.

*Donnée à Versailles le 24. Mars 1733.*

Verifiée en Parlement le 16. Avril suivant.



A M E T Z,

De l'Imprimerie de la Veuve BRICE ANTOINE, Imprimeur  
du Roy, & de Nosseigneurs de Parlement, sous les Arcades  
de la Place d'Armes, au Signe de la Croix.

---

M. D C C X X X I I L



# DECLARATION DU ROY,

*Concernant les Actes qui se passeront  
avec les Juifs.*



LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU  
ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE:  
A tous ceux qui ces presentes Lettres verront,  
SALUT. L'attention que Nous avons à réprimer,  
tout ce qui pourroit être contraire au bien public,

Nous a fait connoître que les Juifs établis dans nos Etats  
y causent la ruine d'une infinité de Familles, en abusant de  
la fâcheuse situation de ceux qui leur font des emprunts  
pour en exiger des interêts usuraires, qu'ils joignent ordi-  
nairement aux Capitaux des Sommes prêtées; Que ce qui,  
favorise particulièrement ces abus, est la liberté qu'ils ont  
de prêter sur de simples Billers; Qu'elle leur facilite les  
moyens de soustraire la connoissance de leur conduite, aux  
Tribunaux ordinaires, & d'ajouter souvent la fraude & les

fausserez à l'usure : Et comme un pareil abus si préjudiciable aux intérêts particuliers de nos Sujets, blesse également les Loix de notre Royaume, & la bonne foy publique, Nous avons crû devoir prendre les précautions qui Nous ont paru nécessaires pour y remédier & en arrêter le cours : A CES CAUSES, & autres à ce Nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons par ces Présentées signées de notre main, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, Voulons & Nous plaît ce qui suit.

## A R T I C L E   P R E M I E R.

Défendons tres-expressément à nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de contracter & stipuler avec les Juifs, soit qu'ils résident dans notre Royaume ou qu'ils soient Etrangers, par de simples Billers passez sous Signature - Privée.

### I I.

Voulons que ceux de nos Sujets qui emprunteront d'eux des sommes d'argent, ne puissent s'engager valablement que par des Contrats passez devant Notaires ou Tabellions, & que les deniers n'aient été véritablement comptez & délivrez à la vûe desdits Notaires, Tabellions & Témoins, en affirmant par les Juifs, devant lesdits Notaires & Témoins, que les Prêts qu'ils font ne renferment, même secrètement, aucune Convention usuraire; de laquelle Affirmation, ensemble de la numération des deniers, les Notaires & Tabellions feront mention dans les Contrats, à peine de nullité desdits Actes, & de faux contre les Juifs.

### I I I.

Voulons pareillement que toutes les Negociations, Ventes de

Grains , Bestiaux , Vins , Denrées & Marchandises , les Societez , Engagemens , Cautionnemens & tous autres Actes qui se feront entre nos Sujets & les Juifs , soient passez devant Notaires ou Tabellions , & avec pareille Affirmation & sous les mêmes peines.

## I V.

N'entendons néanmoins comprendre dans lesdites prohibitions les Lettres de Change , Billets à ordre & autres écrits qui sont licites & ont lieu dans le Commerce ordinaire entre les Juifs , tant Regnicoles qu'Etrangers , & ceux de nos Sujets seulement qui exercent en effet la profession de Banquier ou de Marchand , & ce pour le fait de leur Banque , Commerce ou Marchandise , pourvû que le tout se fasse de bonne foy , sans dol , fraude , surprise ny usure , sous la même peine de faux & autres qu'il apartiendra.

## V.

Les Juifs qui se trouveront avoir commis quelque dol , surprise & usure , ou qui auront joint ou accumulé les intérêts aux Capitaux des sommes portées dans les Billets , Contrats & Actes qui ont été cy-devant , & qui seront passez à l'avenir , outre la nullité d'iceux & la perte de leurs Créances , dont les Débiteurs seront déchargez par la seule verification du fait , seront condamnez à payer aux Parties plaignantes le double des sommes portées dans les Actes , Contrats , Traitez & Billets , contre lesquels elles se seront pourvûes , & en une amende de cinq cens livres applicable à l'Hôpital le plus prochain de la résidence des Plaignans , sans que nos Juges puissent remettre ny moderer lesdites peines & amendes , pour quelque cause & sous quelque

prétexte qu'il puisse être : Et seront leurs-Sentences, Jugemens & Arrêts exécutez par corps ; le tout sauf à être ordonné s'il y échoit ; que lesdits Juifs seront en outre poursuivis extraordinairement , & que le Procez leur sera fait suivant la rigueur des Ordonnances, pour être condamnez à telle peine qu'il apartiendra, suivant l'exigence des cas. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Amez & Feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement à Metz, que ces Presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer de point en point, selon leur forme & teneur, sans permettre ny souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune sorte & maniere que ce soit : CAR tel est nôtre plaisir. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à celsdites Presentes. **DONNE'** à Versailles le vingt-quatrième jour du mois de Mars, l'an de grace mil sept cens trente-trois, & de nôtre Regne le dix-huitième. Signé, **LOUIS.** Et plus bas, Par le Roy, **BAUYN.** Et scellées du grand Sceau de cire jaune, pendant à double queue de Parchemin.

**L**Enes, publiées & registrées ; Oüy, & ce requerant Le Procureur General du Roy, pour être exécutées selon leur forme & teneur : Ordonné que Copies collationnées seront incessamment envoyées dans tous les Bailliages & autres Sieges ressortissans nuëment à la Cour, pour y être

pareillement lûes, publiées, registrées & exécutées. Enjoint aux Substituts dudit Procureur General du Roy sur les Lieux, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour au mois. Fait à Metz en Parlement, l'Audience publique tenant, le Jeudy seizième du mois d'Avril mil sept cens trente-trois. Collationné, Signé, MENGIN.

Collationné à l'Original par Nous Conseiller du Roy, Secretaire & Greffier en Chef, sôussigné.

# LETTRES PATENTES DU ROY, SUR ARREST.

QUI suspend l'exécution de la Déclaration du  
vingt-quatre Mars dernier , contenant nouveau  
Réglement pour le Commerce que peuvent faire  
les Juifs dans le Royaume.

*Données à Versailles le 12. Septembre 1733.*

Verifiées en Parlement le premier Octobre suivant.



A M E T Z,

De l'Imprimerie de la Veuve BRICE ANTOINE , Imprimeur  
du Roy , & de Nosseigneurs de Parlement, sous les Arcades  
de la Place d'Armes, au Signe de la Croix.

---

M. D C C X X X I I I.



# LETTRES PATENTES DU ROY, SUR ARRÊT,

*QUI suspend l'exécution de la Déclaration du 24. Mars dernier, contenant nouveau Règlement pour le Commerce que peuvent faire les Juifs dans le Royaume.*



LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU  
ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE :  
A nos amez & féaux Conseillers les  
Gens tenans nôtre Cour de Parlement  
à Metz, SALUT. Nous étant fait re-  
présenter en nôtre Conseil nos Lettres  
Patentes en forme de Déclaration du vingt-quatre  
du mois de Mars dernier, contenant un nouveau  
Réglement pour le Commerce que peuvent faire les



Juifs dans nôtre Royaume , les Lettres Patentes du feu Roy Henry IV. des vingt-quatre Mars mil six cens trois , & treize Oôtobre mil six cens cinq ; celles du feu Roy Loüis XIII. du vingt-quatre Janvier mil six cens trente-deux , & celles du feu Roy nôtre très-honoré Seigneur & Bisayeul du vingt-cinq Septembre mil six cens cinquante-sept , renduës en faveur des Juifs établis en nôtre Ville de Metz , par Permission des Rois Prédecesseurs ; ensemble les Arrêts servans de Réglemens pour le Commerce particulier des Juifs de nôtre dite Ville de Metz : Nous avons jugé à propos de suspendre par Arrêt , cejourd'huy donné en nôtre Conseil d'Etat , l'exécution de nôtre dite Déclaration , jusqu'après que Nous aurons pris de nouveaux éclaircissemens , tant sur les Dispositions y contenuës , que sur le Commerce des Juifs établis en nôtre Ville & Generalité de Metz , & en nôtre Province d'Alsace , Nous en ayons autrement ordonné , pour l'exécution duquel Arrêt , Nous avons aussi ordonné que toutes Lettres Patentes nécessaires seroient expédiées. A CES CAUSES , de l'Avis de nôtre Conseil qui a vû ledit Arrêt , cejourd'huy donné en iceluy , Nous y étant , Nous avons conformément audit Arrêt dont l'expédition est cy-attachée sous le Contrescel de nôtre Chancellerie , suspendu & suspendons par ces Presentes signées de nôtre main , à l'égard des Juifs actuellement établis dans nos Ville & Generalité de

Metz, & en nôtre Province d'Alsace seulement, l'effet & l'exécution de nôtre dite Déclaration du vingt-quatre Mars dernier, jusqu'à ce que Nous en ayons autrement ordonné. SI VOUS MANDONS, que ces Présentes vous ayez à faire lire, publier & enregistrer ( même en temps de Vacations, ) & le contenu en icelles & audit Arrêt, garder & faire garder, observer & exécuter selon leur forme & teneur, sans y contrevenir ny permettre qu'il y soit contrevenu en aucune forte & maniere que ce soit : CAR tel est nôtre plaisir. Donné à Versailles le douzième jour de Septembre, l'an de grace mil sept cens trente-trois, & de nôtre Regne le dix-neuvième. Signé, L O U I S. Et plus bas, Par le Roy, BAÜYN. Et scellées du grand Sceau de cire jaune.

**L** Euës, publiées & enregistrées ; Oüy, & ce requerant le Procureur General du Roy, pour être exécutées selon leur forme & teneur : Ordonné que Copies collationnées & seront incessamment envoyées dans tous les Bailliages autres Sieges ressortissans nuëment à la Cour, pour y

*être pareillement lûes, publiées & exécutées. Enjoint aux Substituts dudit Procureur General du Roy, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois. Fait à Metz en Parlement, l'Audience tenante, le Jeudy premier Octobre mil sept cens trente-trois. Collationné, Signé, LA CROIX.*

*Collationné à l'Original par Nous Conseiller du Roy, Secretaire & Greffier en chef, soussigné.*



## *EXTRAIT DES REGISTRES du Conseil d'Etat du Roy.*

**L**E R O Y s'étant fait représenter en son Conseil sa Déclaration du vingt-quatre Mars dernier ; contenant nouveau Règlement pour le Commerce que peuvent faire les Juifs dans son Royaume, les Lettres Patentes du Roy Henry IV. des vingt-quatre Mars mil six cens trois, & treize Octobre mil six cens cinq ; celles du Roy Louïs XIII. du vingt-quatre Janvier mil six cens trente-deux, & du feu Roy Bisayeul de Sa Majesté du vingt-cinq Septembre mil six cens cinquante-sept, rendues en faveur des Juifs établis en la Ville de Metz, par Permission des Rois ses Prédecesseurs, ensemble les Arrêts servans de Réglemens pour le Commerce particulier des Juifs de la Ville de Metz ; & Sa Majesté jugeant à propos de suspendre quant à present l'exécution de sadite Déclaration du vingt-quatre Mars dernier, jusqu'après qu'Elle aura pris de

nouveaux éclaircissémens, tant sur les Dispositions y  
contenues, que sur le Commerce desd. Juifs établis en  
sa Ville & Generalité de Metz, & en sa Province  
d'Alsace, elle en ait autrement ordonné : Oüy le  
Raport & tout considéré. S A M A J E S T É  
E S T A N T E N S O N C O N S E I L,  
a suspendu & suspend à l'égard des Juifs actuellement  
établis dans les Ville & Généralité de Metz, & dans la  
Province d'Alsace seulement, l'effet & l'exécution de sa  
Déclaration du vingt-quatre Mars dernier, jusqu'à ce  
qu'il en ait été autrement ordonné par Sa Majesté; &  
seront pour l'exécution du present Arrêt, toutes  
Lettres nécessaires expédiées, si besoin est. Fait au  
Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à  
Versailles le douzième de Septembre mil sepr cens  
trente-trois. Signé, B A U Y N. Et scellé.

# OBSERVATIONS

*D'UN ALSACIEN*

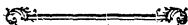
SUR L'AFFAIRE PRÉSENTE

DES JUIFS

*D'ALSACE.*



*A FRANCFORT.*



M. DCC. LXXIX.



# OBSERVATIONS

*D'UN ALSACIEN*

SUR L'AFFAIRE PRÉSENTE

DES JUIFS

*D'ALSACE.*



*Équitable & vertueuse postérité.*

**S**I le patriotisme n'est plus en faveur dans ce siècle, si ce sentiment précieux est presque éteint par le froid de l'égoïsme qui domine : espérons que par une révolution heureuse, une influence salutaire réchauffera les cœurs, & développera sur-tout dans

les vôtres, équitables neveux, le germe de cette vertu sociale, qui forme le caractère distinctif du bon Citoyen. Sous quels auspices plus favorables ; si ce n'est sous les vôtres ? pouvois-je donc faire paroître ce groupe de lignes que m'a dicté un cœur patriotique, & que je consacre particulièrement à la défense de vos peres, & à la conservation des patrimoines que le droit du sang doit vous transmettre ? mais si contre toute attente, l'empire du bel esprit & du faux goût, n'est point encore détruit aux jours qui vous verront naître, si alors mes idées ne vous paroissent pas assez subtilement tournées, ou enchaînées dans un style assez élégant ; j'espère néanmoins trouver grace à vos yeux, en faveur du zèle, avec lequel j'ai élevé la voix, pour défendre l'héritage de vos ancêtres contre l'usurpation de l'usurier, & la violence du faussaire de leur tems. Vous me lirez quand je ne ferai plus ; mais agréez dans le tems que vous ferez, ce léger tribut de mon patriotisme, & la protestation que je fais de persévérer jusqu'à la tombe, le très-fidèle & très-zélé concitoyen de vos ayeux, & le vôtre en eux.

Les tems changent, les mœurs ont leurs vicissitudes. Du choc de ces révolutions nais-



sent des événemens qui surprennent & étonnent , qui font époque dans les siècles & deviennent phénomènes dans les régions qui les voyent éclore.

Le cours des choses humaines n'étant point uniforme , le génie de la spéculation trouvera toujours sur quoi s'exercer. Tous les yeux sont présentement attachés sur un peuple lointain ; qui , autrefois vaincu aussitôt qu'abordé , apprend aujourd'hui à ses fiers vainqueurs , que le passé ne ressemble point au présent. Quel champ vaste pour nos politiques & nos oisifs ! le feu a pris dans l'hémisphère inférieur de notre globe ; du foyer de cet incendie se sont élancées des étincelles qui , franchissant les vastes espaces de l'océan , ont déjà entamés l'édifice pacifique de la politique Européenne. Un chacun est attentif à observer les éruptions de ce nouveau volcan , chacun en raisonne à sa guise ; les opinions flottent & se combattent , à l'instar des vaisseaux des nations belligérentes qui se disputent l'empire des mers ; c'est la conversation des cercles , c'est la grande nouvelle du jour.

Quant à moi , croupissant au fond de ma solitude , mes spéculations ne sont ni si étendues ni si élevées. Mon œil observateur ; planant sur l'horizon de ma patrie , je me

renferme dans le cercle étroit des événemens qui la touchent. Il en est un qui me paroît devoir fixer la spéculation de tout vrai patriote Alsacien ; il est unique dans son genre , intéressant par son objet , il intrigue tous les gens de justice , il occupe sérieusement les Magistrats supérieurs de la province.

Tout d'un coup , dit-on , les chrétiens de cette province , débiteurs des Juifs , se trouvent libérés de leurs dettes , suivant des quittances qu'ils doivent avoir en main. Toute la nation Juive crie au faussaire ; elle se répand en lamentations , elle remplit toute la province de ses clameurs , dont les échos retentissent jusqu'à la Cour ; elle s'assemble , elle délibère fréquemment , & dénonce enfin des milliers de chrétiens , comme coupables de faux. Elle achete à tout prix des espions & des protecteurs ; elle frappe à tous les cabinets , elle assiege le tribunal & le trône ; tolle , c'est son cris ; c'est la décision qu'elle désire : déjà tous l'ordre de la procédure est interverti , & on est près de prononcer une affaire importante , dans laquelle le fait , la qualité des énonciateurs , le nombre des accusés , & l'espece des preuves méritent l'examen le plus scrupuleux.

J'ai vu , j'ai observé depuis long-tems ; de là l'événement qui arrive , ne m'a sur-

pris que par son etard. Ce qui me surprendroit cependant si je ne connoissois la stupidité naturelle du cultivateur que les persécutions de l'usure ont achevé d'abrutir, c'est de voir ce grand nombre d'accusés ne se défendre que par un morne silence. Et ce qui me surprend, c'est de voir que dans un tems où l'innocence qui défend ses droits, a tout à craindre de l'imposture qui l'a entreprise, ni la pitié envers tant de citoyens opprimés, ni la juste indignation contre ceux qui les oppriment, n'ait encore remué dans aucun concitoyen, les entrailles du patriotisme, pour prêter à des infortunés incapables de se défendre, son organe ou sa protection.

Qu'il me soit donc permis de parler, puisque tout le monde se tait. Quoique ma voix soit foible, j'espère que l'on me comprendra. Sans m'assujettir à aucun genre de style ni à la gêne d'une discussion méthodique, je couche à la hâte sur le papier quelques observations que j'ai faites depuis long-tems, & qui, susceptibles d'amplification, prendront peut-être plus de consistance dans un traité particulier.

Serois-je lu ? je le crois ; serois-je cru ? j'en doute ; serois-je guété ? j'en suis sûr ; serois-je reconnu ? j'en défie : mais je serai sévèrement jugé par la critique. Je connois

déjà mes juges. Le fectaire de la tolérance dont l'œil ne voit en tout objet que du fanatique, le bel esprit qui court après le brillant, l'envie philosophique qui croit seule penser & bien penser; l'œuvre & ses fauteurs qui en feront grièvement offensés, vont bientôt se joindre, monter sur leur tribunal, & prononcer contre moi un arrêt de proscription. Et qu'importe? j'en appelle aussi-tôt à mon cœur qui m'absout. Tranquille au dedans, les jugemens prononcés au dehors ne m'effraient point. Quoiqu'un peu agité par un excès de patriotisme, mes sentimens sont purs. Bien éloigné de vouloir faire des prosélites, la différence du culte n'entre point dans mes vues. Je prétends démasquer le crime, sans nommer le coupable; j'en veux à la corruption de l'espèce, en plaignant l'individu. Observer à ma patrie le serpent qu'elle nourrit dans son sein, déchirer, s'il est possible, le voile épais qui dérobe aux regards de la vigilance publique le tableau de la situation affligeante du Sundgau: dire enfin quelques mots en faveur de la situation d'un millier de peres de famille, qui captifs, sous la tyrannie de l'usure, gémissent dans le silence & dans l'obscurité; c'est là mon dessein. Est-il criminel? sans doute il le sera, à entendre la nation Juive, qui aussi-

tôt voudra gager des champions qui la vengent. Mais quelle fera cette ame chrétienne assez vénale, qui voudra se louer pour vendre ses freres ? Quoiqu'il en soit, combattant sous l'égide de la vérité, encouragé par le cris de l'humanité souffrante, soutenu du vœu d'un millier de cœurs justement alarmés, je descendrai sans crainte dans l'arène.

*Converte, Domine. captivitatem nostram  
sicut torrens in austro. Psal. 25.*

Personne ne sauroit méconnoître dans les débris d'Israël la véracité des oracles divins. Le sang du juste crucifié est retombé sur eux & sur leurs enfans. Coupables du déicide, les restes échappés du massacre de la capitale de la Judée, furent dispersés parmi les nations, suivant les paroles prophétiques du deuteronomie. Sans sceptre, sans Magistrats, sans liberté, ils sont condamnés par l'arrêt de la justice divine à errer perpétuellement. Nulle part, ils n'ont la propriété d'une demeure permanente ; par-tout ils n'ont qu'une jouissance précaire des élémens de la terre qui les porte. La malédiction qui les poursuit, la chaîne de l'esclavage qu'ils traînent avec eux, est leur unique partage. Qu'on re-

monte de siècle en siècle , qu'on repasse l'histoire de tous les regnes , qu'on parcourt celle de tous les pays où ils trouveront un refuge momentané , depuis qu'ils furent bannis de la Palestine , on verra la main d'un Dieu irrité , les suivre à travers les siècles & les empires pour les châtier.

Le commencement de leurs persécutions , date de l'époque de la désolation de Jérusalem , dès cette époque , pros crits de la terre promise à leurs peres , & dispersés par Tite Vespasien , Empereur Romain , ils furent repoussés par Trajan , presque entièrement détruits par Adrien , châtiés par Sévere , mutilés par Constantin , bannis d'Alexandrie dans le cinquieme siècle , dans le sixieme massacrés en grand nombre dans la Palestine , chassés d'Antioche sous Phoras , de Jérusalem sous Héraclius , d'Espagne sous Sizebut Roi des Goths , & pour toujours sous Ferdinand , ayeul de Charles V : pros crits du Portugal sous Philippe II , après avoir été massacrés pendant trois jours consécutifs dans la capitale de ce royaume , reçus & bannis six fois de la France , & sans retour par Charles VI. Enfin l'on verra plus amplement ci-après , qu'il n'est ni pays ni siècle , dont l'histoire n'ouvre à nos yeux des scènes de persé-

eutions que le juste courroux du Ciel fit éprouver à cette race criminelle. Si des gouvernemens, desquels les Juifs acheterent le droit d'azile au poids de l'or, les ont conservés ou reçus de nouveau, l'œil vigilant de la police, éclairée sur l'intérêt des sujets regnicoles les veilla toujours de près ; le pouvoir législatif fut toujours contraint de multiplier les loix , & de déployer toute son autorité pour les contenir.

Les histoires en nous racontant leurs désastres , nous apprennent en même tems les causes secondes des malheurs qui fondirent sur eux.

Les Juifs portent par-tout eux-mêmes des ennemis qui leur suscitent des persécutions. La dureté du cœur, l'aveuglement de l'esprit, l'esprit de la révolte, le penchant à l'usure, le caractère de cruauté les a rendus & les rendra à jamais, ainsi qu'il leur fut prédit, l'objet de l'exécration des peuples, parmi lesquels ils sont dispersés. Les histoires, les chroniques particulières des états, où ils ont été tolérés, les accusent des crimes les plus atroces.

Ne rétrogradons point dans les commencemens de l'ère vulgaire, pour reprendre de là l'histoire des rebellions, des ligues, des trahisons & des autres crimes, dont les Juifs se rendirent coupables sous les

premiers Empereurs & Princes, chez lesquels ils trouverent azile après leur dispersion ; n'entrons point jusqu'en Orient , où nous reconnoîtrions , que la tyrannie avec laquelle ils en ufoient envers leurs débiteurs & leurs esclaves , scandalisoit les barbares levantins ; que leur cruauté n'a même jamais fait grace aux Musulmans , leurs freres unilatéraux (1), de qui ils furent par cette raison de tout tems abhorrés. Ne fouillons que dans les histoires des siècles moins reculés , & ne citons que les faits dont les chroniques des Etats peu éloignés pourront garantir la véracité.

Ne nous arrêtons pas cependant à ce que les historiens nous racontent des usures énormes que les Juifs pratiquerent , dans tous les tems & dans tous les Etats , qui les firent bannir de bien des royaumes , des provinces & des villes , notamment de Nördlingen , en 1290 , d'Egra , en 1350 ; de Constance , en 1440. Chacun fait que l'usure fut de tout tems le génie de la nation Juive ; que l'impunité a même de nos jours érigé la pratique de l'usure en art

(1) On peut appeller les Turcs , les freres unilatéraux des Juifs , parce que l'Apôtre & le Législateur des Musulmans , a dans ses institutions dogmatiques & politiques , suivi & copié en grande partie les loix & les usages du Judaïsme.



libre , que les Juifs exercent à l'envi les uns des autres : mais passons à des faits que chacun ne chercheroit point dans les chroniques , & qui arrivent moins fréquemment aujourd'hui. Effleurons quelques traits d'histoire , qui font autant de traits de pinceau dont chacun retrace une image vive de ces ames perfides.

En 1100 , sous le Pape Sylvestre second , les Princes Chrétiens de l'Europe , projetterent une ligue contre les infideles , pour conquérir la terre sainte. Des Juifs , demeurant à Orléans , en aviserent secrettement le Soudan d'Egypte , par une lettre dont ils chargerent un moine apostat , nommé Robert , & corrompu à force d'argent. Ce projet éventé avorta bientôt ; mais le Soudan n'ayant point gardé le secret aux Juifs , on fit main basse sur les biens & les personnes de ces traitres , qui furent chassés d'Orléans , & de plusieurs autres villes. En 1180 , sous le regne de Philippe Auguste , surnommé Dieu donné , les Juifs répandus dans la plupart des grandes villes où ils avoient des synagogues , s'étoient emparés du commerce , & de presque tout l'argent du royaume ; ils dépouilloient le bourgeois , le Gentil-homme , le cultivateur ; ils se mettoient en possession de leurs biens ; ils possédoient près de la moitié des maisons

à Paris. Un autre désordre , contre lequel des conciles de France réclamoient particulièrement , étoit que les Juifs pervertissoient plusieurs pauvres chrétiens , qui étoient de leurs esclaves , qu'ils prenoient en gage pour de l'argent prêté à usure , des crucifix d'or & d'argent , d'autres meubles d'église , & même des calices qu'ils profanoient ensuite. Mais une manie inconcevable de leur part étoit d'enlever vers le tems de pâques des enfans chrétiens , & de les crucifier en haine de Jésus-Christ. Aussi Philippe , entretenu pendant son enfance de ces cruautés , ne put attendre le moment de monter sur le trône , pour venger la religion & son peuple , & faire sentir à cette nation barbare , tout le poids de sa juste haine.

En l'an 1322 , Philippe-le-Long les bannit de la France , pour avoir conspiré avec les lépreux , l'empoisonnement des puits & des fontaines , en y jettant des sacs pleins d'herbes malfaisantes , & d'autres mixions pestiférées. Avant leur bannissement , quarante furent pour ce même fait , appréhendés au corps à Vitry en Champagne , mais voyant la mort inévitable , ils choisirent deux d'entr'eux , qui en donnant la mort aux autres , précipitoient

ainsi l'expiation , dont la justice leur préparoit l'appareil.

Peu de tems après , c'est-à-dire , en 1349, une mortalité moissonnoit dans un même tems une infinité de têtes en France , en Allemagne , en Suisse , en Italie. Tous les chrétiens affligés de ce fléau crioient haro sur les Juifs , qui d'une seule voix , furent accusés d'avoir empoisonné les puits & les fontaines publiques. Les eaux pluviales , les eaux courantes devenoient le breuvage ordinaire qui appaisoit la soif. Dans des endroits , la justice , après s'être éclairée sur les faits , fit exécuter des Juifs coupables ; dans d'autres , la fureur du peuple prévenant la justice trop lente dans sa marche , ne connoissant plus de frein , se déchaîna , fondit sur tout ce qu'il y avoit de Juif ; brûla , massacra , ou obligea ces empoisonneurs publics à chercher leur salut dans la fuite. Le feu , le fer , la proscription furent ainsi les supplices dans lesquels ces monstres vénimeux expièrent aussi-tôt leurs crimes.

En haine perpétuelle du même forfait , on rasa leurs maisons à Augsbourg , à Ulm , à Esslingen.

Dans la ville de Bâle , après avoir fait passer en fumée , le vendredi après St. Hilaire de la même année 1349 , un nom

bre de ces malfaiteurs avec une baraque de bois, construite sur les bords du Rhin, dans laquelle ils furent enfermés, on bannit pour toujours le reste de cette race pestilentielle, & on effaça jusqu'au nom de Juif gravé sur les tombes, en détruisant leur cimetière, situé entre le couvent des Gnadentahall, & la place de St. Pierre.

Les Juifs s'étoient de tous tems familiarisés avec un autre crime, dont l'atrocité renchérit sur celle de l'empoisonnement : c'étoit de martyriser & de crucifier vers le tems de pâques des enfans mâles chrétiens. On les a vus perpétuer fréquemment ce crime en France, dans le douzième siècle, ainsi qu'il fut déjà dit ; on les a vu exercer cette rage en 1236 à Fulde, sur nombre d'innocens en 1287, à Berne en Suisse, sur un garçon appelé Râff, le vendredi saint de la même année ; à Obervesel, sur un mâle, nommé Wernher, le jour de l'assention, de l'année 1380 : dans le bourg d'Hagenbach, cercle de Souabe. en 1429, à Ravensbourg, dans la forêt d'Haslach, le jeudi saint de l'an 1475, à Trente, sur un enfant mâle de deux ans & demi. Pas plus tard que dans le dernier siècle, le plagiat, le crucifiement d'enfans mâles chrétiens, & sur-tout la flagellation du crucifix entroient encore dans les pratiques

tiques favorites de leur culte. Témoins cet arrêt du parlement de Metz, du 16 Janvier 1670, par lequel Raphaël Lévi, Juif; déclaré, suffisamment atteint de ces crimes fut condamné à être brûlé vif. Par un second arrêt du 29 mars suivant, Gédéon Lévi, aussi Juif, contre lequel les preuves de complicité ne furent pas assez lumineuses, fut condamné à une peine, *citra mortem*, qui étoit le bannissement à perpétuité, comme ces sacrifices barbares se consommoient le plus souvent dans les synagogues, cette Cour ordonna en outre, par forme de reglement, que dorénavant les Juifs, se trouvant dans les exercices de leur religion, auroient toujours leurs synagogues ouvertes; & c'est par parité de raison que les Juifs d'Alsace, tolérés sous les mêmes conditions que ceux de Metz, n'oseroient fermer leurs synagogues dans les tems de leurs prières publiques.

Cette esquisse de l'ame noire qui anime le squelette d'Israël, nous préparera à la connoissance que nous allons prendre des membres épars en Alsace.

Pour les bien connoître, commençons encore par lire dans l'histoire du pays, ce qu'ont été leurs peres ou ceux qui les ont précédés. Pour apprécier ceux-ci, apprenons ce qu'ils ont valu, par les diverses

persécutions que leurs forfaits leur ont suscitées.

Les Juifs étoient sans doute déjà établis en Alsace, avant le milieu du quatorzième siècle, puisqu'en 1342, les paysans se li-guant sous un nommé Armeledér, autre paysan, massacrèrent tous ceux de la nation Hébraïque, qu'une prompte fuite ne put sauver.

Nous avons observé plus haut, qu'en l'an 1349, une mortalité dépeupla la France, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie; que le germe de cette épidémie se trouva dans les puits & les fontaines publiques, que les Juifs de ces divers Etats s'étoient donné le mot d'empoisonner; qu'aussi cette année fut des plus fatales aux Juifs, qui passèrent par tous les genres de supplices & de persécutions. C'est en cette même année que cette mortalité se déclara particulièrement aussi en Alsace. On compta à Strasbourg jusqu'à 16000 personnes qui en sont mortes. Des Juifs accusés d'avoir empoisonné les puits, & appliqués à la question, avouèrent le crime. Jusqu'à 200 furent brûlés dans leur propre cimetière, où la populace furieuse les avoit enfermés.

C'est en cette même année encore, que les Juifs furent inculpés à Busefeld, d'y avoir empoisonné les puits; fabriqué de la fausse

monnoye, & crucifié des enfans mâles chrétiens. Soit que les Juifs fussent entièrement détruits, soit qu'ils eussent déserté de la province; pour se dérober aux persécutions que leurs crimes leur suscitoient, soit enfin qu'ils fussent bannis par autorité supérieure, il n'en existoit plus en 1421, car en cette même année, ils obtinrent la permission de Louis, Comte Palatin du Rhin, Land Vogt d'Alsace, de se rétablir dans la basse Alsace; & ce n'est qu'en 1446, qu'ils furent rétablis dans la haute, par lettres patentes d'Albert, Archiduc d'Autriche, confirmés après, par d'autres lettres de l'Empereur Charles V, de l'an 1530.

Je 25 Janvier 1574, la régence Archiducalc, séante à Ensisheim, en conséquence des ordres à elle adressés, par Ferdinand Archiduc, alors régnant, rendit une ordonnance par laquelle elle enjoit à tous les Juifs d'évacuer la province.

L'Alsace fut ainsi purgée de cette vermine, jusqu'au commencement des troubles de la guerre Suédoise; c'est-à-dire jusques vers l'an 1630, qu'elle s'est réintrusée dans la province, & s'y est maintenue depuis jusqu'à nos jours.

Voilà donc quels ont été les peres des Israélites qui sont établis en Alsace. De là il ne sera plus difficile de faire l'horoscope

de leurs fils , qui en recevant d'eux le jour , devinrent les héritiers de leurs dogmes & de leurs sentimens.

Observons cependant en particulier ces derniers , éclairons les du côté du culte & de l'éducation , dont les principes & les préjugés créent pour ainsi dire , l'être moral de l'homme , & en formant son cœur , deviennent le mobile puissant de ses passions , & la cause déterminante de ses actions habituelles.

Le schisme a depuis long-tems divisé la synagogue. Personne n'ignore que la grande division du royaume de Juda arriva sous Roboam fils de Salomon. L'histoire sainte nous apprend que du depuis , l'esprit de secte enfanta les Samaritains , les Assidéens , les Esséniens ; & les Pharisiens , ces derniers , si connus par les censures & les sévères réprimandes de Jésus-Christ. Depuis la mort du Messie , la noirceur du déicide ayant répandu d'épaisses ténèbres sur les esprits des coupables , les Juifs abandonnèrent la loi du Pentateuque , pour ne s'attacher qu'à des traditions : nombre de traditions s'accroissant avec celui des sectaires , le Rabin Juda , surnommé le saint , afin de faciliter la mémoire , en fit une compilation qu'il publia vers l'an 180 de Jésus-Christ , sous le nom Hébreu de *Mis-*



nar Bientôt des fanatiques , tant en Judée qu'à Babylone , s'exercerent sur ce nouveau recueil & se mirent à le commenter. Ces commentaires composent , avec le reste de la *Misna* , les deux Thalmudes , celui de Jérusalem & celui de Babylone , auxquels les Juifs donnerent le nom de *Gemare* , terme Hébreu. , qui signifie complément ou perfection.

Ce nouveau corps de loi & de religion fut adopté pour regle de foi & de mœurs par le plus grand nombre de la nation. La profonde vénération qu'ils lui portent , s'étend jusqu'à lui donner la préférence sur l'écriture. Il a même passé en dogme parmi eux , qu'il y a moins de péché de violer les commandemens de la loi de Moïse que les préceptes des Thalmudistes.

Comme tous ces Thalmudistes furent des Rabins ou disciples de Rabins , les Juifs , attachés à l'observance du Thalmud furent appelés Rabanites.

Quelques-uns de la nation , qui quoique marchant dans l'obscurité de l'erreur avoient encore apperçu quelques rayons , réfléchis de la loi ancienne & véritable , rejetterent hautement ce recueil d'inventions humaines , ou plutôt , d'inspirations diaboliques , & demeurant attachés à l'écriture

ture , laquelle en Babylone s'appelloit *Cara* , eurent le nom de Caraïtes.

La division dure entre eux jusqu'à ce jour. Leur aversion réciproque est sans bornes. L'aillance de leurs familles seroit un crime digne des anathemes respectifs des deux synagogues.

Les Caraïtes sont en très-petit nombre , il y en a même peu dans l'occident ; mais ils passent pour les plus habiles & les plus honnêtes gens de la nation Juive. Parcontre , les Rabanites sont en très-grand nombre , & sur-tout répandus dans l'Europe ; & c'est de cette secte Rabanitique , que renferme l'Alsace dans son enceinte.

C'est donc le Thalmud qui est la regle de la créance & l'archetype des mœurs des Juifs établis en Alsace.

Or le Thalmud , comme tous les savans en conviennent n'est qu'une rapsodie d'impïété , de blasphèmes , de superstition , de fables & de lubricité. Sa morale ouvre un champ libre à l'avarice du Juif ; vexer un Chrétien est selon ce livre une œuvre méritoire , & peut-être celle que ces Juifs pratiquent le plus scrupuleusement, car le chrétien est leur animal d'antipathie. Il est à leurs yeux , un usurpateur , un tyran , un destructeur de la Judée. Ils le chargent d'imprecations dans leurs prières journalieres. Le

persécuter, c'est une de leurs délices les plus suaves, envahir les possessions, c'est dans leurs maximes reconquérir le leur. A cet effet, il leur est très-permis de se parjurer contre un Chrétien; pourvu toutes fois, que le juge ou autres Chrétiens ne puissent aisément s'en appercevoir, & que par là leur culte ne soit point compromis, ce qu'ils appellent *chillul barchem*.

Dispensons-nous d'ennuyer le lecteur par un détail plus ample, & jettons loin de nous ce code sacrilege, qui renferme tout ce que l'audace du fanatisme, l'esprit de vertige, la fureur d'une imagination troublée, & la dépravation du cœur ont jamais enfanté de plus extravagant & de plus criminel.

Mais si tels sont les dogmes, si telle est la morale des Rabanites, quelles sont & doivent donc être leurs mœurs.

Cette question ne fera point un problème difficile à résoudre. Le Juif imbu des maximes de son Thalmud; enhardi à l'usure & à la vexation par un faux principe de religion; le cœur naturellement enclin à ce vice national; à quels excès ne se livrera-t-il pas; & quel danger ne courent pas les sujets d'un état, entourés de ces esprits qui dardent leur venin, non par instinct, mais par principe.

Mais les Juifs d'Alsace sont-ils vraiment des Rabanites? Trop esclaves du fanatisme,

ils ne défavoueront pas leurs dogmes. Il n'y a pas de chancre de village, il y a même peu de Juifs qui n'ayent le Thalmud dans leurs maisons, Dailleurs, comment pourroient-ils en disconvenir ?

La doctrine du Thalmud est gravée dans l'ame du Rabanite ; on l'y voit à travers son caractère ; on la lit sur son front , elle est exprimée dans ses mœurs : sa langue est perfide , son cœur est fait d'airain , il est dur , cruel , jusqu'envers son frere en Israël ; ses facultés intellectuelles sont obscurcies , son ame n'est modifiée que par les sens , le raisonnable en elle est absorbé par l'animal , ses talens ne se développent & ne se mesurent que dans l'art de tromper , son esprit n'est piqué d'aucun goût pour les sciences ; agité par l'intérêt , il ne repose que dans la matiere ; tendu au lucre , il ne convoite que l'or ; l'or est son élément , mais trop avare , trop abruti pour savoir en jouir ; l'idée du monceau , dont il se prive à mesure qu'il s'accroît , est toute sa jouissance ; ignorant la loi de Moïse , il ne croit , il n'agit que par l'impulsion d'un docteur du Thalmud , dont la science est de soutenir avec frénésie les sacrileges , les contradictions & les fables du code infernal.

Quant à ce que le Rabanite doit à la société ; l'influence du Thalmud a développé dans

dans son cœur le germe des crimes les plus révoltans. On l'a vu se liguier contre le Souverain , qui l'avoit reçu sous sa protection ; trahir les secrets des Etats , où il vivoit ; empoisonner les puits & les fontaines ; enlever les enfans mâles chrétiens , les crucifier avec solennité dans la synagogue ; flageller le crucifix , profàner les vases sacrés ; enfin j'écrirois des volumes , si je voulois nombrer tous les forfaits , spécifier l'atrocité de tous les crimes dont les Juifs se sont rendus coupables dans tous les tems & dans tous les Etats.

Graces à la sévérité , dont les loix se sont armées , graces à la terreur des supplices éclatans qu'on fit subir à ces monstres du genre humain : les crimes atroces , avec lesquels la barbarie des Rabanites s'étoit familiarisée , sont devenus plus rares dans ce siècle ; mais toutes ces expiations n'ont cependant point encore apprivoisé ce cœur féroce. Ses replis cachent toujours un germe de perfidie & de cruauté. Si les Juifs ne se liguent plus ouvertement aujourd'hui contre le Prince , ils se vengent en secret sur le sujet. S'ils ne délayent plus le grain de la mortalité dans les fontaines publiques , ils tarissent la source de l'abondance , & dessèchent jusqu'aux canaux dans lesquels le bourgeois , l'agriculteur , l'arti-

fan puissent leur nourriture ; s'ils ne répandent plus enfin à grands flots le sang chrétien par le massacre solennel des enfans mâles , ils détruisent à petites saignées le pere de famille , dont ils empoisonnent & abrègent les jours , en épuisant les ressources de sa subsistance. Ne sortons point de la province pour trouver des exemples : peut-être n'en trouverions nous point de plus frappans que ceux dont nous sommes les témoins oculaires.

Et en effet promenant des regards attentifs , particulièrement sur la contrée du Sundgau : qui ne sera frappé de voir la culture de la terre négligée , les germes de la fertilité étouffés sous les pas chancelans de l'agriculteur chagrin : le plus grand nombre des laboureurs ruinés , la misere enfin , être l'enseigne des habitations payannes.

Et quel est donc le fléau destructeur de ces fertiles campagnes ? Quel est le tyran domestique de cette classe de citoyens si précieuse à l'Etat ? c'est l'usure , c'est la filouterie du Juif. Peut-on en douter , ou en douterait-on encore , après le détail succinct , dans lequel nous nous proposons d'entrer , pour exposer aux yeux d'un chacun la cause de cette destruction épidémique.

Le paysan ayant besoin d'argent , soit

pour réparer un échec, soit pour faire une acquisition avantageuse, soit enfin pour faire les premiers frais d'un établissement, ne peut que recourir au Juif, dont la bourse est aujourd'hui la seule ouverte à ceux qui veulent emprunter. Le Juif à qui il s'adresse, offre la somme, mais comme cette nation regarde le numéraire comme une denrée commercable : ces offres sont toujours accompagnés de la condition, que l'emprunteur promettra une somme plus forte que celle qu'il reçoit. Le payfan pressé par un besoin d'argent : (& quel est celui, qui engagé dans un ménage, ne se trouvera au moins une fois dans ce cas ?) est forcé d'accepter l'offre, il fait son billet portant le prêt d'une somme qu'il n'a reçue qu'en partie, payable avec intérêts : le plus souvent le Juif exige pour sûreté de sa créance, une obligation authentique ; mais comme suivant l'arrêt de reglement du 19 Janvier 1717, il est tenu de nombrer les especes sur table, pardevant la personne publique, pour éluder les vues de cette loi, il fait avant l'obligation, passer par le payfan un billet portant la somme pour laquelle il se propose de forcer le montant du prêt, & pour écarter l'exception de pécune non nombrée, il a grand soin de faire antidater le billet de deux ans.

L'obligation à la passation de laquelle les espèces sont nombrées au desir du règlement, foucrite, le payfan pour racheter son billet, rembourse au Juif des deniers qu'il vient de toucher par l'obligation, la somme portée en ce billet; mais souvent, ( & combien de fois cela n'est-il pas déjà arrivé? ) ce billet leur reste en mains & reparoît au bout de quelques années, car par des tours de babil, les Juifs savent amuser la bonne foi du payfan, & en faisant mine de déchirer le billet soldé, l'escamotent & y substituent un autre papier qu'ils déchirent au plus vite. Indépendamment de cette fourberie très-commune, le gain usuraire est déjà considérable; il égale ordinairement la somme réellement comptée. Souvent, & très-souvent il l'excede de beaucoup, parce que l'usurier compasse la proportion sur le degré de besoin pressant ou de la facilité qu'il remarque dans l'emprunteur. La dette étant ainsi au moins le double de la somme reçue, le débiteur sera déjà obligé de passer les intérêts du prêt réel à dix pour cent.

Quoiqu'il en soit, le remboursement a des termes. A l'expiration du premier, le créancier ne se presse point de le chercher; car c'est assez l'usage dans le Sundgau, que le Juif créancier cherche lui-même son



dû chez son débiteur. Si le débiteur chrétien se sentant interpellé de droit par l'échéance du terme, prévient le Juif, & vient lui-même apporter son argent, le Juif qui a déjà médité son coup, témoigne une grande indifférence à recevoir; dit qu'il n'est point pressé d'avoir son dû, que si lui débiteur, peut en faire un emploi utile, il doit en disposer. Souvent ce payfan ne se doutant de rien, & ne voyant pas encore l'astuce sous le manteau de la bienfaisance, s'en retourne en toute sécurité & trouve un autre emploi à cet argent. Soit donc que ce débiteur reprenne son argent, soit qu'il laisse écouler le tems sans payer, le Juif attendra sans dire mot; mais le perfide épiant le moment, saisira un tems où il sera sûr de ne pas trouver d'argent, & viendra demander avec menaces de poursuivre faute de paiement.

Ce débiteur obligé par son serment, compose avec le Juif pour avoir du répi, il lui passe une reconnoissance d'une somme qu'il ne reçoit pas. L'année suivante, ce payfan sera obligé d'employer ses épargnes, qu'il destinoit à un à compte sur la première dette, à l'acquittement du nouveau billet: cependant deux termes sont échus. Que faire pour ne pas être poursuivi? autre reconnoissance d'une somme qu'il ne touche

pas. Les années subséquentes les termes accumulés se réunissant à cette dernière reconnaissance usuraire, la somme à payer pourra moins être acquittée que jamais. Il payera, mais non le tout; il achètera une prolongation pour le surplus: à cet effet il sera forcé, ou de signer de nouvelles reconnaissances usuraires, ou de rendre des quittances des sommes déjà payées, ou de livrer plusieurs sacs de grains sans en recevoir quittance, & peut-être & l'un & l'autre. S'il résiste, bientôt un sergent armé de contraintes & d'exploits, viendra fondre sur lui & le forcera: il souscrit; & chaque année mêmes menaces, mêmes exactions. Enfin ce débiteur croit que ce Juif est le plus cruel; trop harcelé, il veut changer à tout prix de créancier: mais ne voyant pas qu'engagé dans un repaire de loups, il ne se sauve des pattes de l'un que pour tomber dans celles d'un autre, il s'adresse à un autre Juif, qui lui prête intérêts & capital, c'est-à-dire, toute la somme due au premier créancier, mais toujours en forçant le prêt réel d'une somme qu'il ne touche pas. Cette somme promise en fus double à l'ordinaire, ainsi qu'on l'a déjà remarqué, la réalité du prêt. Voilà donc la première dette que l'usure a doublée, doublée pour une seconde fois, formant

avec les intérêts convertis en fort principal, un capital considérable. La dette augmentant ainsi dans une progression rapide, le débiteur sera toujours moins à même de payer. Il paye cependant, peut-être les intérêts, peut-être à compte du premier terme d'une si forte dette, il ne sera point inquieté pendant quelque tems ; mais bientôt il reconnoît que son créancier n'a changé que de nom. Menacé, déjà talonné par des exploiters, il est obligé de demander grace, pour l'obtention de laquelle il sousscrit de nouvelles reconnoissances, sans rien toucher ; il extrade des quittances, il livre grains, vins, légumes bestiaux sans en être quittancé. Il aura encore quelques momens à se reposer ; mais l'usure est toujours affamée ; plus elle dévore de victimes, plus elle devient vorace. Les termes expirent ; les intérêts qui s'accumulent ne portent point d'intérêts ; les reconnoissances sont sous seing privé : il s'agit donc de convertir ces intérêts en capitaux, & d'ériger les reconnoissances usuraires en titre authentique : mais la loi & le reglement de 1717 y résistent. Pour éluder les deux, le Juif interpose un autre Juif, qui prête au débiteur une somme jusqu'à concurrence de celle des reconnoissances & des intérêts, que le premier Juif présent à l'obligation,

touche & qu'il rend aussi-tôt sous mains , à son ami larron. Le créancier qui se cache sous un nom emprunté , est donc toujours le même ; mais la condition du débiteur a empiré ; parce que non seulement les reconnoissances usuraires ont acquis le caractère public d'une créance légitime , mais la dette s'est accrue par l'anatocisme , si elle n'a encore été forcée par les stratagèmes ordinaires de l'usure.

Sur ces entrefaites , le débiteur jeune laboureur , achete des morceaux de terres aux encans , & tombe ainsi entre les mains d'autres Juifs qui se rendent cessionnaires du prix. Chacun de ces nouveaux créanciers est un nouveau tyran.

Ce même laboureur effuye des revers ; des bêtes de traits nécessaires à son labourage tombent. Il est obligé d'en acheter d'autres à crédit , & ce , d'un Juif encore , une autre sangsue , qui veut être abreuvée.

Enfin les richesses d'un agriculteur étant à la merci d'une atmosphère inconstante ; une gelée , une grêle , une inondation survient , & la terre affligée de ces orveaux refuse jusqu'aux avances que le cultivateur lui a faites. Cependant si le seigneur fermier fait grace pour cette année , si le receveur des subsides publics se laisse toucher , l'usurier est sans pitié ; il

veut être payé. S'il ne peut absolument l'être, il feint de compatir; mais pour prix du délai qu'il accorde, il renforce sa dette.

Et c'est même dans ces tems de calamité, que l'usurier s'apprête les moissons les plus abondantes; parce que c'est dans ces tems que le laboureur pour sustenter sa famille, est obligé de se vouer en même tems, & à la pitié burlesque de ses créanciers, & à de nouvelles bourses d'usuriers.

Si l'année suivante, un ciel plus propice, enchaînant la fureur des élémens, départit à la terre une rosée féconde, qui ramenant la fertilité, fait respirer l'agriculteur; déjà nombre de créanciers viennent répéter & les arrérages & le courant. Comment avec une seule récolte les satisfaire tous & en tout? à moins d'être poursuivi par l'un ou par l'autre, il est contraint de faire une nouvelle dette, & à cet effet de recourir encore à un autre Juif.

Le voilà donc chargé de repaître une troupe d'usuriers, affamés les uns plus que les autres.

Chaque année, il paye à l'un, il fait de nouvelles reconnoissances à l'autre, il rend des quittances au troisième. Ce n'est pas le tout. Chaque année tous ces pirates obsèdent sa porte, enlèvent grains, vins, légumes; & comme il n'est jamais quittancé

des tributs de l'usure, la somme de ses dettes ne va toujours qu'en augmentant.

Sa femme est sans doute instruite de quelques-unes de ses dettes; mais une fausse honte dans le public, l'amour de la paix dans l'intérieur du ménage, le force à céder tant qu'il peut; & tant s'en faut, qu'elle connoisse tous les liens dans lesquels l'usure tient son mari garotté.

Mais l'épuisement ne peut plus tarder à se faire sentir. Ses enfans manquent de pain, & sa famille ouvre enfin les yeux sur sa situation. On veut qu'il se rachète de l'esclavage de l'usure. Il vend donc une partie de ses biens, pour payer sa rançon. Il voudroit se délivrer au plus vite: mais l'encan a des termes; car les ventes d'immeubles ne font autres dans le Sundgau. Pour avoir du comptant, il est donc obligé de céder le prix; & il ne le peut qu'avec une perte d'un dixieme au moins, souvent d'un cinquieme, souvent d'un quart. Mais les deniers royaux, les rentes fermieres, les salaires des ouvriers, les gages des domestiques & autres dépenses journalieres & indispensables étant arriérées, parce que l'usure avoit absorbé toutes ses ressources; les intérêts accumulés parce qu'il a toujours payé sans rien escompter; les capitaux considérablement augmentés, le prix restant

de cet encan ne suffira point à sa délivrance. Il se libérera bien de quelques-uns ; mais il ne pourra acheter des autres qu'un répi, moyennant de modiques à bon compte qu'il partage entre eux. Toutes ses chaînes ne sont donc point brisées. Il respire cependant un peu plus ; & l'espoir de recouvrer bientôt sa liberté ranime ses forces. Il redouble d'activité dans la culture du bien qui lui reste. Il met tout son corps à contribution, il le harcele de fatigue, il prend sur son sommeil, sur son nécessaire ; il tire parti jusques des mains, quoique encore foibles de ses enfans qu'il enchaîne au travail pour épargner les frais des journaliers. Mais hélas ! tous ses efforts sont vains. Le Roi, le Seigneur de la terre, le Seigneur fermier ; le décimateur, les ouvriers payés, les débris de ses récoltes sont encore envahis par l'usure impitoyable : même train, mêmes exactions qu'auparavant. Il paye, il livre, sans jamais rien effacer de ses dettes qui ne sont que grossir tant par l'accumulation des intérêts que par de nouveaux capitaux usuraires. Que faut-il faire ? résister ? Que gagnera-t-il s'il résiste ? Outre la honte d'être traîné en justice, il sera forcé de payer au sergent ce qu'il a refusé à l'usurier. Cependant il veut résister, pour gagner les délais de la

procédure & chercher en attendant de quoi payer, sans contracter une nouvelle dette usuraire, avant d'être condamné, il se voit déjà près d'être exécuté par une faisie provisionnelle, que souvent, & trop souvent hélas ! on obtient d'un juge trop facile : alors ce débiteur tout surpris, déjà effrayé par l'attirail d'une exécution militaire ; assailli par la fureur d'un sergent gagé par l'usure, il demande grace & l'obtient ; mais en passant partout où voudra l'usurier.

Enfin, les ressources du débiteur, dont le fond a déjà diminué par la vente d'une partie de ses biens, décroissant de jour en jour, il ne peut plus porter la même offrande annuelle à l'usure. Celle-ci ne trouvant plus son compte, veut ravoïr ses capitaux pour les mieux placer. Il est donc sérieusement poursuivi. Alors élevant la voix, il crie, à la persécution, il plaide, demande à décompter, pose en fait l'usure, le dol, des livraisons : mais n'ayant que la vraisemblance à opposer à des titres, il est condamné en affirmant par le Juif. Quel doux jugement pour ce dernier ! c'est lui présenter l'occasion de se parjurer contre un chrétien, c'est-à-dire, de remplir un de ses préceptes les plus chers. Aussi le débiteur, paye pour connoître le fourbe, s'en défie enfin. Son opiniâtreté secondée



par des conseils , il appelle , subit une seconde condamnation , & ainsi au lieu de diminuer sa dette , il l'augmente par une multitude de frais.

La poursuite d'un seul est un signal pour tous les autres créanciers , qui tous se réunissent aussi-tôt pour attaquer. Se sentant le pied sur la gorge , le payfan se défend en désespéré.

Enflammé par la chicane qui est la fièvre chaude de tout débiteur aux abois , il s'oppose , il appelle , il erre de conseil en conseil ; mais l'ignorance ou l'avidité du praticien qui lui permet de le guérir , épuise le restant de ses forces.

Il n'y a plus de remède. On saisit ses fruits pendants par racine , on transporte ses meubles , on met sa maison & son bien en décret : tout est vendu , & la victime de l'usure expire enfin sous les coups redoublés d'exploits & de saisies.

Voilà donc ce débiteur autrefois citoyen laborieux , laboureur utile , pere de famille aisé , réduit pour tout prix de ses peines & de ses travaux , à la misère & à l'indigence.

Envisagera-t-il avec la résignation d'une ame chrétienne le changement subit de son état ? Ah ! la pauvreté est la pierre de touche de la vertu , c'est l'écueil contre

lequel la probité ordinaire qui caractérise l'honnête homme du monde , échoue le plus souvent. Quelle fermeté d'ailleurs peut-on attendre d'une ame agreste ? Chargé de la sustentation d'une femme & d'un nombre d'enfans , cependant sans biens , sans crédit , sans ressource quelconque , quelle position extrême ! honteux d'endosser la besace , manquant des objets de première nécessité , tenté encore une fois par la fourberie , il extrade , avant la confection de la sentence d'ordre , à ses anciens créanciers Juifs , dont il s'étoit entièrement libéré , des titres solus & faisant ainsi revivre des créances éteintes , il frustre de leurs dûs légitimes des créanciers chrétiens , moins anciens en hypothèques , lesquels sont par-là inutilement colloqués.

De gueux devenu fourbe , son ame se plie à la corruption. Le Juif l'achete pour témoin dans des occasions ; le chrétien , qui réduit par l'usure est devenu fourbe comme lui , s'en sert contre le Juif , qui leur a appris à tous deux aux dépens de leurs fortunes l'art fatal de tromper. Mais la mauvaise foi ne fructifiant jamais , il n'a toujours pour sa subsistance quotidienne , qu'un morceau de pain sec , assaisonné par les reproches amers d'une femme désolée , convoité par les pleurs d'un nombre de

nourrissions. Vivement pénétré de son sort, son existence le pèse, sans que par aucune lueur d'espérance, il sache abuser sa douleur. La perspective de l'avenir ne lui présente toujours que l'image de la misère aggravée par l'âge & les infirmités. Un chagrin mortel répand bientôt dans ses veines un poison lent qui le ronge & l'enlève enfin, au milieu de sa carrière, à sa femme & à ses enfans.

Voilà donc l'agriculteur, l'honnête homme, le chrétien & le pere de famille sacrifiés à la fois. Voilà les exploits tyranniques de l'usure Judaïque, qui après avoir dépouillé le citoyen de son bien & de sa probité, lui arrache enfin la vie.

L'usure réunit donc au caractère du vol celui du meurtre. C'est aussi sous ce double aspect que les Saints Peres représentent ce crime pour le faire abhorrer : & ce n'est point sans raison que le sage Romain, (Caton d'Utique) ; interrogé sur ce que c'est que prêter à usure, a répondu par un autre interrogat, qu'est-ce que c'est qu'affaïner ?

Ce pere de famille n'est pas la seule victime de l'usure inhumaine : car quel sera ensuite le sort des enfans qu'il délaisse ? Nourris aux dépens de la charité, soustraits à la vigilance de l'œil paternel, aban-

donnés le plus souvent à eux-mêmes dans un âge qui a besoin de guide , & bientôt esclaves des mauvaises habitudes qu'ils ont contractées , entre les bras de l'oisiveté mere du vice , ils s'égarent , & de bons chrétiens , de bons citoyens qu'ils promettoient de devenir , ils augmentent le nombre de ces malheureux qui affligent l'état & la religion. Mais si c'est ainsi que l'usure Judaïque traite un citoyen à qui l'expérience & la force de l'âge ont pu suggérer les moyens de se garantir , de quelle maniere n'usera-t-elle pas avec la jeunesse , en qui la raison encore foible ou éblouie par l'ardeur des passions naissantes ne peut entrevoir la finesse de la supercherie & la fuite des engagemens ?

Si le fils de famille ne vient pas trouver le Juif , celui-ci qui a déjà pris langue , se présente à lui , lui offre sa bourse autant de fois , & pour aussi long-tems qu'il voudra. Le jeune homme enclin à la débauche , mord avidement à l'ameçon. Les passions nourries par cet aliment croissent , & le prodigue qui a déjà dissipé revient. Chaque fois bien accueilli , il reçoit ; mais chaque fois il promet , quoique volontiers pourvu qu'il reçoive , de rendre une plus forte somme que celle à lui prêtée. Les passions s'enflamment , le goût de la dissipation

tion s'irrite & absorbe vite ; l'usurier voyant ce fils de famille dans cet état violent , faisit l'instant auquel il revient , fait mine d'être dur , refuse un moment ; mais après avoir disposé le jeune homme à signer des reconnoissances dont le montant est au quadruple du prêt , il se rend & donne. C'est ainsi que ce fils de famille , altéré par le feu de la débauche , buvant dans la coupe perfide de l'usure , avale d'un trait le patrimoine qu'il ne possède point encore , & la dote d'une femme avec laquelle il n'est point encore fiancé.

L'usurier ne demandera ni termes ni intérêts jusqu'à la majorité , ou à l'établissement d'un jeune homme ; mais à la majorité de celui-ci , ou à la veille de son établissement , ou peu après , il se présentera , non pour obtenir de l'argent , mais une ratification de reconnoissance. Ce jeune débiteur ignorant les moyens de droit qui pourroient le sauver , craignant qu'un éclat ne lui fasse manquer un parti fortable , ou ne trouble les premiers jours de son mariage , ratifie par-devant un notaire éloigné de son domicile , & prépare ainsi à une épouse innocente une source de pleurs , & à des fruits d'une union malheureuse qui vont naître , les regrets d'avoir vu le jour. Mais tout ce qu'on vient

de dire , n'est encore que la façon de vexer la plus commune , & la plus modérée de l'usure des Juifs. Que ne dira-t-on pas de cette cruauté avec laquelle elle terrasse d'un coup le citoyen ? Souvent la voracité ne peut attendre le moment d'engloutir la fortune du cultivateur. Fourberie , antidate , altération , fabrication de faux billets , de fausse obligation , subordination , corruption , elle met tout en œuvre pour fournir à son avidité excessive. Et combien de fois , le titre soldé qu'on crut déchiré , n'a-t-il pas été reproduit par le Juif , qui en a répété pour une seconde fois tout le montant ? combien de fois après avoir spécifié des quittances dans un décompte , auquel il a provoqué à dessein , n'a-t-il pas insinué au débiteur de déchirer ses quittances , sous prétexte que spécifiées par le décompte , elles devenoient inutiles ; & ensuite ces quittances lacérées , il supprime le décompte , & fait revivre les titres primitifs , comme si rien n'avoit encore été payé à compte ? Combien de fois ces fourbes n'ont-ils pas persuadé à ces gens simples , que quoique nombrant une forte somme pardevant le greffier qu'ils disoient ne point passer d'obligation pour des sommes modiques , ils ne leur répéteroient néanmoins que le peu de deniers réellement prêtés , combien de

fois, dis-je, n'ont-ils pas ensuite, ou en présence d'un greffier corrompu, ou en l'absence de celui déjà habitué à quitter avec ses témoins, discute après la numération des espèces, repris de la table la plus forte partie de la somme, & néanmoins fait valoir le titre en entier ? Combien de fois faisant les pressés, n'ont-ils pas fait l'artificieuse bévue d'apposer aux quittances des dates antérieures à leurs titres, pour ensuite pouvoir dans le tems les contester, comme relatives à des titres déjà extradés, & non à ceux dont ils répétoient le paiement ? Une autre ruse de leur part, pratiquée plus d'une fois, c'est de dicter tout haut en présence du chrétien, qui paye la quittance à un autre Juif, qui, ayant le mot, écrit une somme moindre que celle payée, sachant d'avance que le chrétien de bonne foi se rapporteroit à ce qu'il a entendu dicter, sans lire la quittance, & ne se reconnoîtroit trompé que trop tard. Fertiles en fraudes, chaque jour on les voit en pratiquer de nouvelle invention.

Et pourquoi dira-t-on, les gens du pays y donnent-ils si légèrement ? Et sous quel climat, pourra-t-on répondre, la bonne foi qui ne se doute jamais de rien, l'inexpérience du cultivateur, qui élevé près de sa charrue, ne connoît presque rien au-delà

des limites de son champ , ne se laisse-t-elle pas prendre aux pieges multipliés de la ruse qui se présente sous tous les dehors de la simplicité & de la candeur ? Le Juif d'ailleurs compose son extérieur ; il y a du prestige dans son geste , de l'enchantement dans sa parole , & par un caquet perfide, il fait captiver la crédulité du paysan qui se défieroit de tout autre ; & s'il lui faut encore la perfidie des gens de justice , pour achever son coup , il en est malheureusement un assez grand nombre qui , vendus à l'usure , leur livrent en mains ces pauvres victimes de la bonne foi.

Il y a plus ; & de quoi toutes précautions ne peuvent garantir , ce sont les falsifications journellement pratiquées par les Juifs. On les voit laisser adroitement des blancs dans les billets , pour de-là les remplir d'un seul mot qui enfle considérablement la dette ; on les voit acheter des témoins , qui signent de faux billets , corrompre des infâmes , qui comparoissant par-devant des notaires éloignés , vont hypothéquer la fortune d'un citoyen dont ils empruntent le nom , & contrefont la marque ; on les voit attendre jusques à la mort d'un vieillard , & ensuite surprendre des héritiers , par des répétitions de sommes considérables , fondées en de fausses recon-



noissances du défunt , à qui ils n'avoient jamais demandé ni intérêts ni termes , quoique déjà long-tems échus (1).

Enfin , tout ce détail n'est encore que le premier crayon des manœuvres judaïques. Abrégeons le cependant , & repliquons sans retard aux partisans de la Judée , qui , je l'entends , conseillent déjà de s'inscrire en faux contre tout ce qu'on vient de mettre en avant.

Dans les annonces infailibles des prophéties , dans les exemples attestés par les histoires des pays , dans l'exposé des dogmes , & de la morale du Juif , on a dû reconnoître la trempe de son ame , son caractère , les sentimens qui dilatent son cœur : on a dû voir que son penchant naturel , sa passion est de vexer les chrétiens : que sa morale & ses préjugés l'y autorisent : or quand on est capable de faire une chose , quand on est incliné & autorisé à la faire , est-on bien éloigné de la faire ?

(1) Les Juifs ont depuis quelque tems pris goût pour ces sortes de manœuvres. Ils voyoient sans doute qu'elles leurs réussissoient. Il y a dit-on , un faussaire fiéffé à Hagenthall. Sa conscience un peu timorée lui avoit conseillé de s'absenter ; mais l'on assure , que se reposant sur l'indulgence de la justice , il est rentré fort tranquillement dans le sein de sa chere famille.

Est-il raisonnable de croire , qu'un homme s'écarte dans le cours de ses actions des sentimens qui sont nés avec lui , que son culte & son éducation , nourrissent & fortifient en lui ? Donc il n'est pas à douter que les Juifs d'Alsace ne soient coupables des crimes qu'on leur impute.

Argumenter , dira-t-on , d'une inclination décidée à l'action , est établir une violente présomption , mais non une preuve : or le crime ne se présume point ; & un accusé jugé d'après les présomptions , a droit d'en appeller à la conviction.

Nous adoptons volontiers cette maxime triviale , & nous prétendons aussi lui rendre hommage. Posons donc des faits & prouvons les.

Les Juifs d'Alsace ont exercés les usures les plus énormes , ils ont escamoté & ensuite reproduit en justice des billets solus ; ils ont antidaté des quittances , altéré , fabriqué des titres , substitué de faux débiteurs dans les obligations , corrompu des gens de justice & autres , & par-tout ce manège criminel , ils ont envahi la fortune du plus grand nombre de nos cultivateurs. Des milliers de citoyens déposent unanimement ces faits.

Mais , dira-t-on encore , ces clameurs vagues doivent-elles donc faire sensation ?

Eh ! quoi ! si sur le témoignage de quelques historiens , qu'un long intervalle de siècles éloigne de nous , nous ne doutons point des actions qu'ils racontent de leurs héros , si nous croyons la fureur fanatique d'un Mahomet , les persécutions tyranniques d'un Néron , les ravages rapides d'un Tamerlan , par quelles bifarreries ferons nous incrédules sur ce que nous attestent contre les Juifs , la moitié des habitans qu'ils ont réduits à la mendicité , & une grande partie de l'autre moitié menacée du même malheur.

Tout ce peuple est plus récriminant que véridique , dites-vous. Quoi , encore une fois ! vous voulez taxer d'imposteurs tout ce grand nombre de chrétiens ? N'y a-t-il pas à espérer que vous ferez au moins grace à la probité de l'un ou de l'autre ? Or s'il n'est qu'un seul qui dise vrai , la vérité qui est une , est entière dans la bouche d'un seul : dès-lors elle éclaire suffisamment & fait évanouir tout l'odieux de l'imposture , & d'ailleurs de quoi inferez-vous cette récrimination ? De la personnalité d'intérêt sans doute , c'est-à-dire , de ce que les chrétiens espèrent peut-être d'effacer ce qu'ils doivent aux Juifs. Mais observez donc que tous ne sont plus débiteurs des Juifs ; & quand ils le seroient

encore, feroient-ils pour cela tous des calomniateurs? Hypothéqués à l'usure, feroient-ils pour cela vendus au crime? Une maxime sous laquelle l'esprit humain ne feroit en bien des matieres, que le jouet perpétuel du pyrrhonisme, c'est qu'on ne peut supposer dans une multitude une parité d'intérêts, une uniformité de caracteres & de sentimens: or un millier de personnes qui contrastent en sentimens, dont les intérêts sont disparates, ne peuvent concourir dans la déposition d'un fait qui ne fut vrai; non, un cri général, unanime, constant, ne peut tromper, ou tous les principes de certitude morale, seuls guides du jugement humain en matiere de faits, tombent à faux.

Au reste, voulez-vous des témoins d'une condition plus élevée que le peuple; interrogez les parens de notre jeune noblesse militaire; ils vous diront *impetto*, combien l'usure judaïque leur a coûté de sacrifices, pour sauver l'honneur de leurs fils endettés dans les garnisons. Desirez-vous encore entendre des témoins hors de la province; transportez-vous à Bâle & à Müllhouse. Là, sans lettres rogatoires, les citoyens généreux & véridiques de ces deux républiques, déposeront combien de fois, sur la foi d'un greffier ou praticien,

qui

qui par une lettre leur certifioit fauffement l'infolvabilité d'un de leurs débiteurs de cette contrée , ils ont cédé à des Juifs d'Alsace , pour de modiques fommcs de fortes dettes , que ces ceffionnaires ont retirées auffi-tôt & partagées enfuite avec le certificateur corrompu ; ils vous diront de quelles différentes manieres les bourgeois & négocians de leurs villes , ont été dupés par des Juifs Alfaciens , notamment en ce que ceux-ci , après avoir par leur exactitude , établis une confiance , ont repris d'un coup pour grande valeur des marchandifes à crédit , & peu après annoncé une faillite , enfuite de laquelle , des créanciers Juifs qui avoient des obligations fimulées , des femmes qui après des féparations frauduleufes réclamoient des apports forcés à deffein dans des contrats de mariage en lettres hébraïques , fe font emparés en apparence de tout le vaillant du prétendu banqueroutier , & ont ainfi écarté réellement & pour toujours des créances légitimes. Vous apprendrez fur-tout à Bâle , que le Sénat prévoyant de cette république , afin d'élever un rampart entre la fortune de fes fujets , & la friponnerie des Juifs , a été obligé d'interdire à ces derniers par mandemens du 31 Décembre 1768 , tout trafic de chevaux & d'autres beftiaux , fi

ce n'est ès jours de marché de la ville , aux foires publiques du canton , en leur prohibant encore de ne faire en ces jours aucun marché à crédit. Si toutes ces preuves testimoniales ne suffisent point encore , recourons aux littérales. Consultez donc le recueil des arrêts ; vous reconnoîtrez combien de fois l'autorité n'a pas déjà été forcée par des plaintes à faire de nouvelles loix , contre l'usure des Juifs de cette province : passez ensuite dans les sieges de justice , fouillez dans les registres & dans les études , & vous ferez instruits des preuves qui ont résulté des informations contre l'usure des Juifs Alsaciens , des jugemens rendus en conséquence , des procédures de faux contr'eux faites , de celles qui sont encore pendantes , de celles qui vont s'entâmer. Entrez sur-tout dans les dépôts publics des premieres instances , & vous verrez qu'il y a en ce moment peu de successions qui ne soient obérées , vacantes ou abandonnées ; vous ne verrez dans ce grand nombre de collocations qui se font , presque autres créanciers partager le prix des ventes que des Juifs, Ouvrez enfin les yeux , voyez autour de vous l'épuisement des familles , la ruine totale du laboureur , la désolation générale de cette contrée , à chaque pas vos regards rencontreront un nombre d'indi-

gens , qui courent çà & là , se jeter entre les bras de la charité , nourrice du pauvre & de l'orphelin. Observez par contre avec quelle rapidité , l'or , l'abondance a reflué par des canaux cachés vers la Judée. Fixez ce Rabanite qui , il n'y a que deux lustres , encore harnaché d'un sac rempli de ferraille , se redresse aujourd'hui sur des monceaux d'or. Faites mieux , si vous voulez , balancez après un dénombrement fidele , les prétentions des Juifs avec les facultés des payfans du Sundgau , & vous reconnoîtrez la masse énorme des biens fonds emportés par la valeur des créances des Juifs.

Et d'où provient donc cette décadence générale , & subite des uns , & la fortune rapide des autres ? Où chercher la cause funeste de cette révolution étrange ? Sera-ce dans l'aveuglement de l'heureux hasard , ou dans les destins de la fatalité ? Non , c'est dans les manœuvres judaïques.

Sans faire attention au fourbe , au faufaire , au corrupteur , l'usurier seul qui a une fois crayonné le nom d'un payfan dans son porte-feuilles<sup>1</sup> , fût-ce pour une modique somme , aura , si le payfan n'acquitte chaque fois à point nommé , ruiné son débiteur de fond en comble , dans l'espace de moins de dix ans eût-il un vaillant de

soixante mille livres. Il est aisé de s'en convaincre , en suivant l'usure dans sa marche ordinaire. Ne doutons point d'ailleurs de ce que nous réfèrent nos sens. Les exemples que nous avons sous les yeux sont frappans. Et tant s'en faut que l'usure à petite semaine à Paris, fasse autant de ravage que l'usure à longue année en Alsace.

C'est donc , ne le contestons plus , l'usure , la friponnerie judaïque qui changeant de forme , comme le Prothée de la fable , se métamorphose dans les différentes especes de contrats de la société civile , entre particulièrement dans les familles , pour les spolier & en affaiblir le chef. Discutons à présent en peu de mots , l'existence civile des Juifs en Alsace.

Comme l'esprit de sédition ne naît que dans l'effervescence des assemblées , il est d'une maxime politique qui fonde la tranquillité publique & la stabilité des trônes , de ne point tolérer ni assemblées ni formation de corps , à moins d'être autorisées en pleine connoissance de cause. L'observation de cette loi , qui est de tous les états , comme de tous les tems , est de rigueur en Alsace. Les communautés chrétiennes dont la fidélité à leurs Souverains n'est certes point suspectée , n'oseroient s'assembler quand elles veulent , il y a plus :



la noblesse de la haute Alsace ne le peut même : la faveur de sa naissance , les principes d'honneur nés avec elle , les cautions qu'elle a données de son attachement au Prince par l'effusion de son sang , n'ont encore pu lui obtenir l'agrément de faire corps. Et des usuriers , des fourbes , des faussaires , qui vexent , qui volent les sujets , font corps , s'assemblent , délibèrent dans la capitale sous un chef de leur nation , à tout instant & sans chef dans les villages particuliers.

Ce corps est d'autant plus dangereux qu'il s'accroît , s'agrandit & s'étend , point d'observations essentiel , qui a déjà fixé l'attention du gouvernement de ce siècle.

En effet , à cette date , on voulut connaître la multiplication des Juifs. On calcula depuis quelques années antérieures à la paix de Rîswick , jusqu'à des années postérieures à celle de Bade ; & après des recherches & des dénombremens exacts , l'on reconnut qu'il n'y avoit en Alsace en l'année 1689 , que 587 familles juives , & qu'en l'année 1716 , il y en avoit déjà 1348.

Dans ce tems les plaintes des sujets qui se sentoient grévés par cette trop grande multiplication , réveilloient le zele patriotique du commissaire départi d'alors , qui

suivant les mémoires envoyés en cour , étoit d'avis de purger la province , & en s'arrêtant à l'année 1689 , dire que les seules familles juives établies dans cette province avant cette époque pourront y rester , au moins d'ordonner que par les Magistrats & Baillis , de la haute & basse Alsace , il seroit fait des dénombremens de toutes les familles juives dans les villes & autres lieux de la province , ensemble des maisons que les Juifs possédoient en propriété , lesquels dénombremens dûement signés , seroient envoyés à l'Intendance , pour ensuite en être rendu compte à Sa Majesté.

Le patriotisme , cette vertu isolée , dont on connoît à peine le nom aujourd'hui , forcée de céder à l'intrigue de la nation juive , ce projet si bien vu , fut bientôt rejeté ; Mr. d'Argenvillers n'a eu que la gloire de s'être montré le protecteur d'un peuple , vers lequel le Monarque l'avoit député pour veiller à son bonheur.

Mais si dans ce tems , l'on a déjà reconnu que la multiplication des Juifs nuisoit au progrès du commerce , à l'intérêt de l'agriculture , au bien être des familles : si dans ce tems le digne Magistrat , qui présidoit à l'économie publique de la province , n'a pu s'empêcher de seconder la voix plain-

tive du peuple, en portant ses griefs au pied du trône, que ne fera ce aujourd'hui, dans un tems où un intervalle de soixante ans n'a pu qu'ajouter considérablement au produit de cette multiplication ? J'ai lu dans les archives des Seigneurs, j'ai eu sous les yeux des états du nombre actuel, & j'ai observé que là où il y avoit deux ménages, il y en a soixante aujourd'hui ; j'ai vu, & il fera aisé à vérifier, qu'il est des villages, où le nombre des Juifs excède celui des chrétiens.

Deux causes doivent féconder nécessairement le germe de la population juive. Elles furent déjà observées par Mr. d'Argenvillers ; elles subsistent encore.

La première de ces causes est la multiplication naturelle de l'espèce. Remarquons à cet égard que le célibat & le veuvage sont contraires aux dogmes, & à la politique de cette nation. La continence n'est point vertu, la stérilité des femmes, est un signe de réprobation aux yeux de la synagogue fanatique. Chaque individu, se marie & se remarie, sans distinction d'âge ; & on voit un vieillard courbé sous le poids des années, s'endosser encore la charge d'un convoi. Le Juif à peine nubile est déjà père, & dans un tems où le chrétien ne songe point encore à acquérir le titre de paternité,

un Juif se voit déjà reproduit dans la seconde génération. Les Juifs précipitent ainsi la marche de la nature, & d'une génération entière, ils dévancent l'ordre des générations ordinaires. Qu'on calcule donc sur cette manière de se peupler, & l'on sera effrayé des termes de la progression.

La seconde cause gît dans l'abus de la faculté d'admettre les Juifs.

Ne contestons point aux Seigneurs le droit de recevoir des Juifs. Les uns, nous le savons, tiennent ce droit de la nature de leurs fiefs ci-devant immédiats, les autres, c'est-à-dire, ceux dont les terres relevoient jadis de la maison d'Autriche, ont acquis ce régalien par une possession immémoriale ? Mais les uns & les autres ont-ils une faculté illimitée d'admettre des Juifs dans leurs seigneuries ? C'est la question sur laquelle on se permettra quelques réflexions.

Le salut du peuple est la loi suprême de tout état ; c'est donc la pierre borne de toute propriété, de tout droit particulier. Donc dès que l'exercice d'un droit anticipe sur la prospérité publique ou sur l'intérêt général des sujets, il doit être délimité : or le droit illimité d'admettre des Juifs empiète visiblement sur le bien commun, puisqu'il tend à introduire & à multiplier une

race , qui en minant par les voies sourdes de l'usure la fortune du citoyen , creuse encore insensiblement la tombe de ce dernier. Donc il est important de ne point laisser prendre trop d'extention à ce droit seigneurial.

Aussi voit-on dans tous les autres pays où il y a des Juifs , des bornes , soit à leur nombre , soit à leurs habitations. Qu'on n'entre qu'en Empire , dont nous fûmes jadis membres , & on verra l'existence des Juifs circonscrite dans les bornes les plus étroites. Il y est des villes qui leur ont assigné des quartiers pour des bornes immuables de leurs demeures , d'autres États ont fixé le nombre de ceux qu'ils entendent tolérer.

C'est donc en Alsace uniquement que ces principes de l'ordre public semblent être méconnus. N'y voit-on pas des gentilshommes , dont les sentimens feroient honte à la roture qu'ils dédaignent si fièrement , dont l'ame tantôt haute tantôt basse , ne fait ni s'intéresser au bien être , ni compatir au malheur de leurs vassaux , qui enfin se laissant prendre à l'appas du lucre , accordent à cette race pernicieuse une protection spéciale , & l'invitent même à venir s'établir dans leurs terres ?

Il est vrai que le tribunal souverain , a

fait connoître par ses décisions aux communautés chrétiennes, qu'elles ont droit de s'opposer à cette réception démesurée; mais soit ignorance de leur droit, soit crainte révérentielle pour leurs Seigneurs, elles demeurent dans l'inaction; & en attendant, outre les fils de ceux déjà domiciliés: des étrangers de toutes les parties de l'Europe viennent s'introduire, se marier, & fonder de nouvelles familles qui se multiplient bien vite, dans tous les villages habités par des Juifs, tous ce qu'ils appellent chantres, ou mi-rabins, au moins son étrangers.

Il est cependant encore, & même beaucoup de Seigneurs dont la noblesse des sentimens répond à celle de leur naissance, qui ne pouvant voir avec indifférence les Juifs, se loger & se multiplier au détriment de leurs Vassaux, résistent à en admettre un plus grand nombre dans leurs terres. Mais tous les efforts de ces cœurs vraiment nobles ne peuvent plus rien contre l'insolence appuyée de cette nation: & quoiqu'il soit jugé & rejugé par la cour souveraine de la province, que l'admission d'un Juif est de pure grace, que l'agrément à lui concédé lui est personnel, & non un droit successif, ou transmissible à son fils; qu'ainsi un Seigneur peut refuser

un fils dont il a reçu le pere, néanmoins on voit tous les jours les fils se marier & s'établir dans le lieu de leurs peres, nonobstant la résistance du Seigneur.

Si l'intrigue aujourd'hui puissante n'a encore pu renverser une jurisprudence raffermie par une uniformité d'arrêts, elle a au moins réussi à la rendre illusoire. Condamnés par le juge de premiere instance à quitter le lieu, faute de produire l'agrément du Seigneur, les Juifs soit fils, soit forains, suspendent l'exécution de cette sentence par un appel, dont ils savent faire retarder la décision, en sorte que ces intrus se perpétuent dans leurs demeures, en fissant & le droit du Seigneur, & la jurisprudence du conseil.

L'indulgence enhardit l'effronterie. Si les uns s'établissent contre le gré du Seigneur, d'autres déjà reçus, lui insultent par le refus de la prestation annuelle, appelée droit de protection. Les Seigneurs veulent-ils se pourvoir, pour les faire déguerpir le lieu faute d'avoir acquitté cette prestation, on les arrête encore là. On leur conteste même aujourd'hui le droit de congédier les Juifs, comme devant être un régalien inféparable de la couronne. C'est, dit-on, l'avis de plusieurs.

Quelques observations cependant ne dé-

rogeront point au respect dû aux lumières de ces juriconsultes. Deux conditions essentielles sont imposées à tout Juif qu'on reçoit. La première est de reconnaître sa sujétion par une redevance annuelle, la seconde est de mériter la protection du Seigneur qui le tolère, par une conduite conforme au sujet fidèle, à l'honnête homme, c'est-à-dire, par l'accomplissement des premiers devoirs d'un citoyen, quoiqu'il n'en ait ni les droits ni le titre. Donc, en réduisant la réception d'un Juif aux termes d'une convention ordinaire de Seigneur à Juif, si l'une de ces conditions n'est point remplie, si le Juif se refuse à la prestation annuelle, s'il manque à ce qu'il doit à la société, au citoyen, ne doit-il pas être déchu du bénéfice de cette convention ? Ne s'est-il pas rendu indigne de la protection ? Et dès ce moment n'est-il pas dans le cas d'être congédié par celui même qui l'a reçu ? Plus, d'après un principe de droit public universellement adopté, un Juif est serf de toutes les dominations où il se réfugie, il est étranger par-tout, conséquemment inhabile à acquérir jamais & nulle part le droit de cité. Reçu sous protection, sa conservation ne pourra toujours être que de tolérance. De là celui qui l'a reçu ne peut être tenu de le conserver; car tolérance,



& obligation de conserver, sont deux idées qui dans le même sujet impliquent contradiction : or si le Seigneur n'est point obligé de le conserver, il est donc en droit de le congédier. Et autrement, le Juif, qui ne peut tout au plus se promettre qu'une retraite, sans espoir quelconque d'un état solide & permanent, participeroit à la prérogative la plus éminente de la citoyenneté.

Et en quoi la dignité de la couronne souffriroit-elle, si le droit de congédier les Juifs en étoit détaché, pour se réunir avec celui d'admettre sur la tête de son vassal ? Celui-ci ne rapportera-t-il pas toujours la splendeur, dont ce droit pourroit le revêtir, à cette même couronne comme à son centre d'unité ?

D'ailleurs, si le vassal est reconnu apte à posséder le régalien d'admettre, il ne paroît nulle inconvénient qu'il le soit à posséder celui de congédier, qui n'est pas plus éminent, qui paroît même être identifié avec le premier. En tout cas il seroit peut-être plus important qu'on ne croit, que le droit de congédier les Juifs, fût incontestablement entre les mains des Seigneurs, avec certaines restrictions néanmoins, parce que ceux-ci seroient sans contredit plus à la portée d'observer, & par-là de contenir l'usure & la flouterie.

En Allemagne, où les droits des Seigneurs de notre province ont pris naissance, le droit d'admettre demeure & réuni avec celui de congédier dans la personne de celui qui a admis. Pourquoi cette réunion ne doit-elle plus subsister en Alsace ? Est-ce en considération de l'utilité des Juifs Alsaciens ? Sont-ils donc d'un si grand secours à la province ? Est-ce qu'en appauvrissant le sujet ils enrichissent l'état, Vont-ils lui reporter par le paiement de gros subsides, les fortunes immenses qu'ils ont rapinées ? Arrêtons-nous un moment à ce point.

Sans descendre dans le détail d'une longue vérification que le plan abrégé de cet ouvrage ne comporte pas, observons dans un seul exemple, aisé à vérifier la grande disproportion.

Un payfan qui possède en biens fonds 60000 liv., paye par an jusqu'à 600 liv. de subsides au moins, tandis qu'un Juif, possédant en actif la même valeur, que l'usure agiote à 30, 40, à 50 & plus pour cent, n'en payera pas le tiers.

Sans faire attention encore aux rentes foncières, dont ce payfan est annuellement tenu, ni aux intérêts des dettes usuraires dont il est peut-être grévé, considérez en outre, qu'il supporte seul le poids des cor-

yées , & des autres charges de cette nature , & qu'il coure les risques des intempéries, des faisons & des orveaux , tandis que le Juif , moyennant une légère rétribution annuelle payée aux communautés chrétiennes, est déchargé de toutes corvées & autres charges , même de l'impôt qui tombe sur sa maison : ajoutez-y encore , que l'usurier travaille seul & sans peine , tandis que le laboureur enchaîné à un travail pénible & continu , est encore obligé d'employer des mains mercenaires qui lui coûtent.

Feu Mr. de Brou , ci-devant Intendant de la province , a par une ordonnance du 18 Août 1731 , rendue d'entre les Juifs d'Ober & Niderhagenthall , & les communautés chrétiennes des mêmes lieux , débouté lesdits Juifs de l'opposition par eux formée à une ordonnance qui les condamnoit à la prestation des corvées tant royales que seigneuriales , en proportion de leurs facultés. Cette ordonnance préjugeoit & pouvoit fixer le sort de tous les Juifs de la province , relativement aux communautés chrétiennes ; mais elle ne subsista pas long-tems.

Le 15 Mai 1744 , Mr. de Vanoles , Intendant d'alors , rendit une autre ordonnance en forme de règlement général , par laquelle dérogeant en tout aux dispositions

de celle de Mr. de Brou , déchargea la nation juive de toutes impositions ordinaires & extraordinaires , fourages , corvées , droit de pâturage , guet , garde & logement de gens de guerre , à charge par chaque Juif de payer au soulagement de la communauté chrétienne où il demeure , autant de fois 25 sous en tems de paix , & le double en tems de guerre , qu'il payera de 20 sous de capitation , & afin de connoître au vrai les côtes de capitation , dont aucun Juif ne doit être exempt , il ordonna que les Rabins & préposés , seront tenus de remettre chaque année avant le 15 Mars à son secrétariat , le double de la répartition générale de la capitulation de ladite année , & d'en fournir des extraits certifiés dans le même délai aux communautés chrétiennes où il y a des Juifs.

Ce reglement fût confirmé par un arrêt du Conseil d'Etat du Roi , du 4 Mars 1747,

Sans vouloir gloser sur la foi que mérite le certificat de ces Apôtres de l'usure , disons que cette loi peut avoir été compassée sur une proportion juste en 1744 ; mais le tems qui détruit tout , n'aura-t-il point altéré la justesse de cette proportion ?

Il échet de savoir que les maisons habitées par les Juifs sont soustraites aux impôts ,

pôts , sans que pour ce , la masse de l'impôt , tombant sur les fonds , supporte les cotes d'une maison que l'usurier habite , cote aujourd'hui d'autant plus onéreuse que les Juifs , dont le nombre s'est considérablement accru depuis 1744 , ont acquis quantité de maisons de plus , cote d'autant plus aggravante que l'impôt réparti sur les fonds , à du depuis été augmenté du tiers au moins.

Par contre le chrétien ne peut , pour raison de cette surcharge , se venger sur ce qu'il perçoit des Juifs en conséquence du reglement de 1744 , vu que la capitation de ceux-ci n'a point été augmentée , on le fait , proportionnellement à la quantité de leurs habitations.

Il en est de même du pâturage , dont la jouissance diminue pour le chrétien , en raison de l'accroissement du nombre de Juifs qui entretiennent du bétail.

Les motifs de proportion qui ont déterminé le reglement de 1744 , ayant donc disparus, cette loi peut-elle être permanente? Espérons que des représentations réitérées obtiendront enfin aux communautés chrétiennes , tant sur ce grief que sur bien d'autres la justice qui leur est due.

Jusques-là ne discontinuons point d'observer que les Juifs , étrangers & esclaves

par-tout , citoyens & libres nulle part ; jouissent d'une distinction particuliere en Alsace. Envisagez , traités , dans toutes les sociétés comme des membres pestiférés de la société générale des hommes , ils font corps en cette province , ils s'assemblent , ils délibèrent ; ils nomment & destituent leurs préposés , ils ont leurs juges , même pour leurs affaires purement civiles , privilèges , dont les protestans de cette province quoique chrétiens , & bons citoyens ne peuvent se flatter. C'est une nation dans la nation ; c'est dans un grand Etat , un petit Etat puissant , qui fait protéger son sujet. Il n'est pas de loi dont il ne cherche à éluder , ou à faire révoquer les dispositions , si-tôt qu'elle tend à mettre des entraves au commerce usuraire qui le rend florissant. Un de ses sujets est-il poursuivi pour crime d'usure ou de fausseté , pour avoir semé des propos séditieux & despectueux contre le prince & ses juges , contre la religion même : faits certains & prouvés. Aussi-tôt l'aigle de la nation le couvre de ses ailes. Est-il insulté par un chrétien , que des excès de vexations ont provoqué , tout l'Etat Hébreu , se croyant offensé crie vengeance , & le chrétien , abandonné de tout le monde , est garotté & conduit dans le séjour du crime & de

l'horreur. Ce colosse formidable s'agrandit & s'étend , au détriment du bourgeois , contre la volonté du Seigneur , contrairement à la jurisprudence du Conseil.

Levant un front d'airain , sous l'étendart de l'impunité , le Juif choisit par préférence , & en dérision du christianisme les jours de dimanche & de fêtes , pour courir dans les villages étrangers à sa demeure , inviter le chrétien au trafic , ou machiner sa ruine , dans l'étude d'un praticien infâme qui le reçoit. Il insulte encore au citoyen qu'il vexé , il terrasse sans crainte l'agriculteur , il se poste fièrement dans les avenues des grands , dans l'intention d'intercepter les plaintes du sujet qu'il opprime. Il subjugué enfin ouvertement les officiers de justice subalternes. Oui , ne craignons plus de le dire , puisque les Juifs eux-mêmes ne craignent plus de s'en vanter. Des juges sont rentés , s'ils ne sont déjà corrompus , des personnes publiques sont vendus , un procureur fiscal est l'espion de cette légion barbaresque , le procureur postulant est ce fils de Juda , qui vend ses frères pour une pièce d'or , l'huissier & le sergent , ces satellites fideles de l'usure , munis de contraintes , armés de la terreur , font trembler le chrétien au seul nom de Juif. Et l'officier de justice qui a assez de force pour

leurs résister , est calomnié & persécuté avec le plus cruel acharnement. O tems ! ô mœurs ! où en sommes nous ? ô neveux équitables ! L'histoire de notre tems fera l'information , dans laquelle vous lirez nos actions. Vous nous citerez tous sans distinction à votre tribunal ; vous nous jugerez , & chacun de nous recevra selon ses œuvres. A quelle ignominie ne condamnerez-vous donc pas les noms de ceux qui ont si indignement trahi leurs frères ? De quel œil ne regarderez-vous pas vos contemporains , dont les pères se sont loués à une troupe de brigands , pour arracher des mains de vos ayeux les patrimoines , qui vous étoient destinés. Mais si l'usure a déjà subjugué ceux qui par état devoient servir de bouclier au foible opprimé , à quels retranchement extrêmes ne doit on pas craindre de réduire le citoyen , qui se voit ainsi abandonné ?

La mauvaise conscience des Juifs crut déjà le signal de la révolte donné. On sonna pour eux le tocsin dans les quatre coins de la province. Mais le calme qui continua à régner , justifia l'hypocrisie de leurs alarmes ; les informations faites démasquèrent contre les chrétiens l'indignation publique , chargea ces derniers des excès commis par les Juifs eux-mêmes.



Graces à l'influence de la morale évangélique, sur l'homme régénéré par le baptême, graces à la docilité du citoyen aux loix du Souverain, le circoncis est devenu son prochain. Le chrétien respecte dans le Juif l'empreinte de la main Toute-Puissante qui l'a crée, il respecte le sujet & la volonté de son prince qui le tolere.

Cependant à fixer de près ce tableau à peine ébauché de la situation du Sundgau, les choses paroissent à leur période. La population des sujets nationaux va en décroissant, l'agriculture languit, les familles sont obérées, les successions abandonnées, l'usure gagne du terrain, elle triomphe, la mesure est comble, une révolution est inévitable, nous y touchons.... Elle est arrivée.... Tout d'un coup apparoit un inconnu qui veut libérer les chrétiens. En fabriquant avec cet art qui fait illusion à l'œil de tout expert, des quittances de leurs dettes usuraires. Tous recourent à cet homme comme à un libérateur. La nouveauté du fait stupéfie un chacun, & en attendant le mal gagne. Bientôt d'autres imitent ce faussaire habile, mais grossièrement. On informe enfin, la justice lance des foudres, on arrête, mais la contagion continue à se répandre, & toute la haute Alsace est parsemée de quittances.

Fixons un instant nos regards sur ce phénomène. Chaque siècle a vu naître des révolutions dévastatrices pour les Juifs ; le notre ne devoit-il donc voir en Alsace que l'usure triomphante. Cela n'étoit gueres possible. Mais je cherche & ne trouve dans aucune histoire , l'exemple d'un fait pareil. Cet événement est unique. Il me semble même y lire plus que le vulgaire n'y voit... Et qu'est-ce que c'est donc ? Ce sont des faussaires , des impies , dites-vous. J'en conviens. Dignes de la corde qu'on leur a mise au cou. Mon avis eût été le même. Mais observez en même tems que dans les mains de la providence qui fait tirer un bien , du mal même , l'impie est souvent l'instrument de la vengeance divine ; qu'il étoit peut-être tems de frapper par un événement semblable pour défiller les yeux , & réveiller l'attention de ceux qui s'endormoient sur le sort du sujet. Mais cet événement , répliquez-vous , ne tournera qu'à la honte du christianisme. Arrêtons-là.

N'imputons point à la religion , ce que la religion condamne. La sainteté de sa morale reprouve , & la main impie qui a fabriqué la quittance , & la main qui y a co-opéré , en la produisant. Cette fausseté est donc sans doute un mal , ne fût-ce qu'un mensonge par écrit ; c'est de là déjà un

un grand mal , parce que c'est une offense de Dieu : mais l'offense est faite , & laissons à l'arbitre souverain des hommes à la juger & à la punir. Il ne fera donc réservé aux ministres de la religion & des loix , à connoître de cette fausseté qu'autant qu'il en résulte une restitution au particulier qui souffre , & une réparation à la société lésée par un moyen aussi illicite de se libérer.

Or, 1°. le Juif souffre-t-il une perte ? A-t-il été trompé ? Lui revient-il une restitution quelconque ? Non.

Le chrétien débiteur qui doit , sans avoir reçu un denier de son créancier Juif, ou qui n'a perçu tout au plus que la moitié , qui a été forcé de rendre des quittances , qui a payé sans avoir été quittancé , qui a livré en prenant sur sa propre subsistance , des grains , vins , légumes , sans que le Juif lui en tienne compte , qui a soldé au quadruple le contenu de sa quittance , quoique fausse , donc il n'est tenu à aucune restitution.

Si l'un ou l'autre des chrétiens avoient cependant pris une quittance pour le tout , sans avoir par des livraisons précédentes , acquitté son créancier , croyez qu'il ne l'a fait que pour se garantir de la rigueur des poursuites , se donner le tems d'amasser

tranquillement les produits de ses récoltes, & payer ensuite sans frais, & sans augmenter la dette par de nouvelles reconnoissances usuraire. Quels grands reproches y a-t-il donc à faire à sa probité ?

2°. Quelle vengeance publique pourra prétendre à la société, pour la réparation d'un mal dont il ne résulte aucun dommage à l'individu ? Le corps peut-il être lésé, si aucun de ses membres n'est réellement endommagé ? Pareille quittance est sans doute, absolument parlant, un moyen illicite de se libérer, mais l'est-il bien dans le sens relatif aux circonstances ? Ce moyen n'étoit-il pas malheureusement peut-être plus nécessaire qu'illicite ? Il y a plus, puisqu'il tend à la restauration de la fortune d'un millier de peres de famille près d'être ruinés, n'est-il pas respectivement à la société, plus bien que mal ? Et je vous demande ; vous Mr. le rigoriste, transporté dans la situation de ce jeune laboureur, transplanté comme lui sur les bords de l'abîme qui menaçoit d'engloutir sa fortune, & le bien être de toute sa famille, qu'auriez-vous fait ? Ne l'auriez-vous pas imité ? Vous auriez mal fait, dites-vous ; mais ce n'est point là ce que je vous demande ; je vous demande si vous ne l'auriez pas fait.

Non, persistez-vous à dire, je ne l'eus point

point fait : car le chrétien sera ruiné de cette aventure. Et qu'importe alors ? Sa situation ne perdra rien au change. De l'état flottant de la misère , il ne passera qu'à une ruine décidée.

Mais il y va de son honneur & de sa vie ; crucifie , crucifie , c'est l'arrêt que les Juifs sollicitent contre les chrétiens débiteurs.

Cela est autre chose. Mais cet arrêt n'est point encore rendu. Quoi ! il seroit donc réservé à notre siècle de voir en Alsace couronner l'usure judaïque , & orner son triomphe du sacrifice d'un nombre de chrétiens ? Il seroit dit que dans ce siècle de la philosophie qui se félicite d'avoir humanisé & éclairé les hommes , on flétrisse , on condamne à mort un millier de citoyens , un millier de pères de familles , un millier de cultivateurs , & ce , pour avoir en main une preuve littérale d'un paiement réel , afin de l'opposer à la fourberie qui voudra répéter une seconde fois ? Qu'on observe donc avant de prononcer , que le chrétien n'a agi qu'en corps défendant contre le spoliateur qui l'a attaqué , qu'il n'a voulu que se dégager des liens injustes , dans lesquels l'usurier le tenoit enchaîné , que s'il a commis un faux , il a été séduit par l'exemple des Juifs , ses délateurs qui

jusqu'à présent jouèrent impunément aux faussetés. Que la punition de cette race contagieuse , soit donc le prélude de cette scène sanglante que l'esprit de corruption prépare ; qu'on commence par exécuter les Juifs (1), & les chrétiens coupables les suivront sur l'échaffaut.

On n'en est point-là , espere-t-on ; toutes choses vont se traiter au civil. On rejettera les quittances sans autre forme de procès , & l'on condamnera les chrétiens à payer. Ceci mérite encore examen.

Toutes quittances arguées de faux , sont-elles réellement fausses ?

(1) L'on mande que sur la dénomination d'un ami de l'humanité & de la justice , on a fait arrêter par provisions deux Juifs d'un bailliage du Sundgau , tous deux fameux frippons , & qu'on informera seulement par après contre eux en règle. Bon ! s'ils sont coupables on les tient. L'on ajoute que sur la délation du cri public , une information générale contre l'usurier s'ensuivra. Cela est encore mieux ; & deux ans plus tôt , on n'eut point été dans le cas de sévir contre des chrétiens pour crimes de faux. Espérons donc enfin , qu'après avoir découvert par cette voie légale les routes obscures & tortueuses de l'usurier , de ce voleur , de cet assassin , on fera plus à même de garantir à l'avenir par des reglemens sages , le citoyen des atteintes de cet oppresseur public , & qu'on le sauvera ainsi pour toujours de la cruelle alternative de périr , ou sous la main meurtrière de l'usure , ou sous le glaive de la justice.

Le Juif, ce fourbe, cet usurier, cet être qui a abjuré tout sentiment de probité, qui ne respire que haine contre le chrétien, qui ne se réjouit que du malheur de ceux qui ne sont pas de sa secte, ne prendra-t-il pas peut-être acte de cette conjecture : pour arguer de faux des quittances qu'il a lui-même données. Cela est arrivé. Des praticiens de première instance ont attesté que des Juifs voulant mettre à profit les circonstances, avoient désavoué des quittances que la conviction a ensuite forcé à reconnoître pour les leurs.

L'inculpation en l'examinant du côté des accusateurs, emporte donc déjà avec elle le soupçon de l'imposture. Mais entrons dans le fond des preuves qu'ils offrent, & pesons en tout le mérite.

Et d'abord les Juifs, dispensés par une grâce spéciale du Législateur, d'entrer dans les voies hérissées des formalités, en appelant pour toutes preuves à la confrontation de leurs écritures avec les quittances. C'est-là leur cheval de Troye. Mais que l'on prenne garde, c'est peut-être une attaque préparée de longue main. La preuve en tous cas est équivoque, elle est incertaine, conséquemment insuffisante pour diriger la décision qui doit frapper sur l'honneur ou la fortune du citoyen ; car 1°. que

l'on confronte les quittances avouées par les Juifs, les unes avec les autres, l'on trouvera une différence de caractère entre plusieurs. 2°. Les Juifs ont exercés des usures : l'usure n'est-elle pas fausseté ? Ils ont commis des faussetés proprement dites ; on en a la preuve dans les procédures qui furent instruites, dans celles qui sont encore pendantes. Donc faussaires de profession, n'ont-ils pas pu défigurer à dessein leurs écritures, ou faire écrire par des mains étrangères, les quittances qu'ils nient aujourd'hui ? Cette suspicion seule suffit pour faire ordonner le rejet de la preuve, de la comparaison.

3°. De fait, les Juifs ont souvent défiguré leurs écritures ; souvent à l'arrivée du débiteur, dont ils étoient prévenus, ils avoient déjà préparé des quittances écrites, & signées de leurs noms par des mains étrangères. L'on fait encore que lorsque le débiteur entroit chez eux pour payer, ils passaient dans un appartement voisin, sous prétexte d'aller écrire la quittance, & rapportoient ensuite des quittances faites par des personnes apostées dans cet appartement. Ces sortes de manœuvres furent pratiquées plus d'une fois. Que l'on informe, elles seront prouvées. Comment donc, en bonne justice, régler une déci-



sion sur une différence de caractère de l'écriture, que l'œil de l'expert atramentaire croit avoir découverte ? Peut-ils jamais être reconnu, si cette quittance, dont l'écriture ne ressemble point à celle du Juif, aura été fabriquée par le faussaire qui a couru la province ou par le Juif même ?

Dans cette incertitude, & à moins d'autres circonstances particulièrement décisives, qui démontrent évidemment la fausseté de la quittance, quel autre parti à prendre pour trancher, que de déferer le serment ?

Mais à qui ? Sera-ce à celui qui trompe par principe, par inclination, par état, qui dans ses dogmes insulte à la divinité, à qui dans les maximes de sa morale, le parjure contre le chrétien est une action méritoire, contre qui s'élève la présomption de droit, la notoriété des exemples, le cri général & unanime des citoyens ? Ou sera-ce au chrétien, en faveur de qui se réunissent nombre de présomptions équipollentes à une preuve déjà complète, dont la mauvaise fois, s'il vouloit se parjurer, ne pourroit tenir long-tems contre les reproches de sa conscience & la sévérité de la morale de sa sainte religion ?

Mais la conscience du Juif, dira-t-on, trouvera également un frein, dans la position de sa main sur le livre de Moïse,

qui lui fera représenté lors de la prestation de son serment.

Pareille objection peut exciter à rire , mais non à une réfutation sérieuse. Car indépendamment de mille subterfuges que permettent les docteurs Rabanites , les juges , dont aucun n'est versé dans les langues orientales , sauront-ils , si la main sacrilège du Juif , qui jure en cette forme , embrasse le pentateuque ou l'Alcoran ?

Les choses en cette position , dans des circonstances aussi intéressantes pour la fortune de tant de citoyens , à qui il est tems de prêter la main , dans une matière aussi obscure par l'incertitude des preuves , enfin dans la persuasion intime qu'on a des vexations exercées par les Juifs , y a-t-il à hésiter à absoudre le chrétien sur la foi de son serment purgatoire ?

Et supposant même , que l'on ordonne le rejet de sa quittance , parce que tant la différence du caractère que les circonstances en font palper la fausseté , ne doit-on pas , en le condamnant au paiement , ordonner la déduction des usures , à bon comptes & livraisons qu'il aura su détailler & circonstancier ?

On objectera sans doute , que les deniers dont on soutient n'avoir reçu qu'une partie , ont été nombrés pardevant des per-

sonnes publiques , ou que la réalité du prêt est avérée par des reconnoissances sous seing privé qui subsistent : qu'à l'égard des livraisons , il n'en existe aucune quittance , seule preuve admissible.

Mais on pourra répondre , que si à l'égard des quittances fausses , on a tranché sur la forme en faveur du Juif , que si ces usuriers ont été dispensés de recourir à l'inscription de faux , par une réciprocité au moins , le chrétien doit-il être également dispensé de recourir à la même voie , en impugnant les titres faux & usuraires , contre lesquels il reclame.

Cela posé , si le chrétien qui soutient la dette renforcée par l'usure , qui allègue des payemens de livraisons , dont il n'a point été quittancé , qui dit avoir été obligé d'extrader des quittances , ne pourra point administrer les preuves ordinaires de ce qu'il avance , parce que l'usure rusée & prévoyante , n'aura pas manqué d'écarter les preuves légales qui eussent pu la trahir , il aura par devers lui des preuves pas moins concluantes. Il est vrai que la forme tracée par la loi est celle que doit suivre la justice dans sa marche : mais dans ces cas singuliers qui ont échappés à la prévoyance de la loi , ne sera-t-il point permis à la justice de suivre des routes extraordinaires , pour aller

à la découverte de la vérité ? Ne doit-il pas être indifférent au juge qui ne veut qu'être instruit, sous quelle forme la vérité se fasse jour, pourvu qu'elle apparaisse ? Or dans l'espece du cas, quel œil non affecté par une tache de corruption ou de prévention, ne sera frappé de la lumière du vrai ? Qui sans se faire violence, pourra douter de l'allégué circonstancié du chrétien ? Car chacun fait aujourd'hui analyser le personnage Juif. On connoît ses dogmes pervers, son esprit tortueux, son caractère fourbe, son cœur barbare, son penchant pour l'usure, ses exactions & vexations habituelles. La cause de la ruine totale de tant de familles est visible. La voix véridique des exemples journaliers se fait entendre à l'unisson du témoignage, des gémissemens, des allarmes d'un millier de laboureurs ; tout concour, tout se prête des forces mutuelles, pour élever l'esprit à ce degré de certitude, plus que suffisant pour rassurer la conscience du juge qui voudra déférer le serment supplétoire au chrétien.

Et quoiqu'en dise le Juif, pour faire vilipender le serment des chrétiens, quoique la misere à laquelle les a réduits l'usure, en ait perverti plusieurs, il est sûr néanmoins, que de cent qui jureront, il n'en sera pas dix qui se parjureront : or, en-

core une fois , l'incertitude du parjure de dix personnes indéterminées , doit-il faire biaiser pour retirer 90 autres peres de famille , du bord du précipice ?

Entre ces extrêmes , nous osons le dire , le ferment déféré au chrétien , paroît être la seule voie moyenne à suivre. Le Juif aura au moins une portion de ce qu'il répète , le chrétien ne payera pas doublement , celui-ci recommencera à respirer , l'autre ne périra pas ; la fermentation s'étouffera dans les esprits , & le calme rentrera dans les familles.

Que l'envie calomniatrice ne nous taxe point de vouloir dicter au tribunal auguste l'arrêt qu'il doit prononcer. Loin de nous cette présomptueuse témérité. Ce que nous avons dit , est , nous l'avouons , bien moins que ce qu'un des éloquens orateurs du barreau eût dans une cause semblable dit pour son client. Non , pleins de confiance en la supériorité des lumieres , en la justice , en l'incorruptibilité de nos juges , nous ne doutons pas , qu'ils n'étonnent la province par la sagesse du jugement ; qu'ils vont rendre dans une contestation aussi célèbre. Depuis sa création , ce tribunal a été à même de connoître l'oppresseur du Sundgau , par les différens procès soumis à sa décision.

Cependant tout ce qu'on fait déjà , tout ce qu'on pourra dire encore, ne rendra jamais au vrai , & dans tous ses traits le tableau actuel de la misère publique. Ce n'est qu'en entrant dans le sein des familles que l'on apprendra des aveux ingénus de la simplicité rustique & les détails , & la vraie cause de leur indigence.

Ah ! que ne puis-je , en jettant loin de moi le manteau de l'anonyme , prendre par la main ce grand nombre de laboureurs , me présenter avec eux au pied du tribunal qui doit les juger , & leur faire dire !

*Messieurs ,*

Nous adorons avec vous Jésus de Nazareth , que les enfans malheureux d'Israël méconnoissent , nous sacrifions avec vous à celui qu'ils ont immolé , nous bénissons avec vous celui qu'ils maudissent tous les instans de leur vie ; c'est-à-dire , nous sommes vos freres en Jésus-Christ. Nous foulons aux pieds le même sol , nous respirons l'air du même climat , nous rendons hommage au même souverain , c'est-à-dire , nous sommes vos concitoyens. Le pain que vous mangez , a été tiré par nous du sein de la terre , il est apprêté par nos mains , il est pétri de la sueur de nos fronts , c'est-à-dire , nous sommes des agriculteurs & vos ouvriers. Le Monarque bienfaisant qui

nous gouverne, en vous confiant la balance pour peser nos droits & nos griefs, en vous remettant le glaive de la justice, pour frapper sur l'oppresseur public, vous a établi comme tuteur de cette portion de son peuple qui habite cette province afin de veiller sur sa prospérité, & écarter tout ce qui pourroit lui nuire; si nous sommes donc vos justiciables, nous ne sommes pas moins vos pupilles. Quels droits n'avons-nous donc pas à votre protection spéciale? Avec quelle confiance n'oserons-nous pas vous dire? Messieurs, descendez pour un moment de vos sieges garnis de fleurs de Lys, daignez vous transporter avec nous dans nos campagnes; voyez la population languissante, l'agriculture abattue, la fertilité repoussée. Entrez dans nos cabanes, & voyez le nombre de jeunes sujets, dont les mains sont destinées, soit à nourrir, soit à défendre l'état à demi-nuds desséchés par la faim. Suivez-nous, & depuis l'aube jusqu'au moment que l'astre du jour aura disparu, vous verrez nos corps inondés de sueur, exercer avec assiduité le premier des arts, l'art le plus utile, le seul nécessaire, celui de cultiver la terre & de nourrir les hommes; & cependant vous verrez que nous sommes les premiers qui manquons de pain. N'en soyez pas éton-

nés , Messieurs , nous ne semons , nous ne recueillons plus pour nous. Les produits de notre culture , les fruits de nos labeurs sont absorbés , avant que nous osions y toucher , pour prélever notre subsistance. Observez à cet effet , que presque tout l'impôt s'appesantit sur nous seuls. Le noble qui n'a autre peine , que celle de recevoir de grands revenus d'une main , & de les dépenser de l'autre , le retourier opulent & titré qui nage dans le superflu , l'oisif fastueux , qui insulte à l'indigence de l'ouvrier , celui qui par son office lucratif s'approprie la plus grande part de la somme du bien public , celui enfin , qui par son état participe le plus à la protection du Souverain , en échange de laquelle les subsides sont dus , sont tous affranchis , au moins de la plus forte partie des deniers publics , en sorte que les cotes de ces exempts , qui ne sont jamais défalquées de la somme totale de l'impôt , se rejettent alors sur nous. C'est donc nous , la portion du peuple la plus utile , la classe nourricière de l'état , à ce titre digne des égards du gouvernement , qui payons seuls , au moins la plus grande partie des impositions : & après avoir été imposés pour les deux tiers répartis sur les biens fonds , nous le sommes encore par double emploi pour l'autre tiers , tom-



bent sur l'industrie , qui n'est cependant autre chose que le produit de nos biens déjà cotisés. Nous contribuons en outre à l'impôt des objets de luxe , tels que poudre à poudrer , amidons , &c. , dont , sans des abonemens , notre maniere simple de vivre nous eût exemptés. Nous soldons seuls les pensionnaires délégués sur les fourrages des chevaux de cavalerie ; nous engraissons les moines dans les cloîtres par la prestation des dixmes & des rentes , nous subventionnons les ordres mendiants par des aumônes ; nous acquittons les droits au Seigneur de la terre , nous livrons au Seigneur foncier , nous fournissons à l'avidité du traitant , nous enrichissons les entrepreneurs de la province , nous nourrissons nos pasteurs , entretenons les officiers de justice ; & si nos greniers & nos épargnes , sont presque épuisées nos mains & nos bestiaux traînent en corvée les reste des charges publiques , sous l'inspection des commis , autres tyrans subalternes qui nous rançonnent. Et le fardeau de ceux qui savent aujourd'hui s'exempter des corvées , retombe à plomb sur nous , il en est de même de la garde , nous sommes sucés ou tourmentés par les cavaliers de la maréchaussée.

N'importe, Messieurs , nous porterions

volontiers , & le poids de l'impôt , & la surcharge aggravante de l'inégalité de la répartition , ensemble le fardeau des autres charges publiques , si seulement nous pouvions par après partager enfin avec nos femmes & nos enfans , le restant des fruits de nos travaux. Oui , Messieurs , nos cœurs & nos champs sont à notre Souverain ; le sang qui coule dans nos veines , est à son service , qu'on nous délivre seulement de la tyrannie de la nation Juive , car c'est l'impôt arbitraire de l'usure judaïque qui nous écrase. Tributaire de ce tyran , c'est à lui que nous sommes contraints de livrer les débris de nos récoltes , sur lesquels le droit naturel nous assure au moins la portion sacrée de notre subsistance. Presque tous les jours de l'année ils est à nos portes. Dans les tems de la moisson & de la vendange sur-tout , il court dans nos campagnes lever ses contributions ; & souvent nous refusons au Prince son juste tribut pour amadouer le Cerbere , qui menace de nous dévorer : & ce qu'il y a de plus cruel encore , nous payons , nous livrons sans cesse , & la cote de l'usure , au lieu de diminuer , ne va toujours qu'en augmentant. Ce n'est point le tout. Si l'usurier ne se présente pas , pour nous vexer , s'il nous laisse quelques momens de relâche , c'est le faussaire qui ,

quoique loin de nous , nous fait trembler. Et quel instant pouvons-nous être assurés , que ce filou n'altère point des titres de créance dont il est nanti , qu'il n'en fabrique pas de nouveaux contre nous , & qu'à dix lieues de nous , il ne s'hypothèque pas nos biens pour des sommes considérables , à l'aide d'un imposteur chrétien qu'il a corrompu , après l'avoir ruiné ?

Poursuivez , Messieurs , & considérez ce nombre d'orphelins qui vous obsèdent à chaque pas , pour implorer votre charité ; interrogez-les sur la cause de leur pauvreté ; beaucoup vous répondront que leurs peres ont encore été de ce monde il y a peu d'années , que c'étoient des jeunes citoyens , des citoyens aisés , laborieux ; mais que cingissent présentement ceux que l'usure a ruiné , que l'usure assistée du faussaire a assassiné. Telle est en effet , Messieurs , l'építaphe du plus grand nombre des jeunes cultivateurs qui décèdent. Observez par contre que les artisans de notre ruine prospèrent , qu'ils s'élèvent par la force de l'intrigue , s'accroissent par une population accélérée , s'introduisent , & se logent contre le vœu des habitans , contre le gré du Seigneur & au mépris de vos arrêts. Riches & nombreux , ils acquièrent les meilleures maisons , & nous réduisent à nous

faire des demeures aux extrémités des villages. Trompant & instruisant par leurs exemples à tromper , ils ont banni de ces contrées la bonne foi , la gardienne de nos propriétés, l'idole de nos peres.

L'innocence même ( qui le croiroit ) : est en danger dans la compagnie de leurs enfans , sur-tout dans ces tems où les travaux nous appellent aux champs , & nous éloignent de nos maisons. Ah ! Messieurs , le mal est à son comble , la nation juive a établi un empire sur la ruine des mœurs & de l'agriculture ; c'est une autre Babylonie , dans les fers de laquelle nous gémissons depuis près de 70 ans. Il est tems qu'il arrive un libérateur , un Cyrus favorable aux chrétiens. Ce moment est arrivé , & on a beau crier au fanatisme , sa venue étoit marquée par un événement sans exemple.

Vous ferez , Messieurs , ce Cyrus. Comme l'organe & le protecteur du peuple , vous obtiendrez de l'autorité souveraine que si l'on ne veut proscrire , on réduise au moins cette société de filoux & d'usuriers , que l'on pose à leur nombre , & à leurs demeures les bornes les plus étroites , que pour en distraire autant qu'il est possible de la profession d'usure , on leur permette d'exercer des métiers de Juif à Juif ,  
qu'on

qu'on leur interdise sur-tout la fréquence des assemblées, que chaque assemblée soit chaque fois présidée par un chrétien qui ait pleine connoissance du sujet & de l'arrêté, que leurs contrats de mariage soient écrits & passés en langue vulgaire, qu'aucun acte quelconque de Juif à nous, fait hors de la présence d'un préposé ou d'une personne publique, ne soit plus jamais valable; que pour distinguer, connoître & faire trembler à l'avenir l'impositeur qui ose emprunter nos noms, tout acte passé entre Juifs & chrétiens de la classe du peuple, renferment d'orénavant le signalement exact du chrétien qui s'oblige, à moins que ce dernier ne demeure dans le lieu du préposé ou de la personne publique, ou que ceux-ci n'attestent par l'acte même suffisamment connoître le débiteur; que les loix pénales contre l'usurier soient plus sévères encore; qu'elles soient inflexibles, que l'exécution en soit prompte; qu'à cet effet, en matière de preuves contre l'usure, nombre de témoins singuliers au-dessous de dix, soit suffisant pour convaincre l'usurier Juif, contre qui ses principes & son penchant, fournissent déjà des indices violens: car l'usure se sentant jusqu'à présent retranchée sur la difficulté des preuves, & par cette raison devenue si hardie,

si entreprenante. Enfin, Messieurs, votre sagacité & votre zèle pour le bien public, nous promettent des réglemens qui ramperont pour l'avenir nos possessions contre l'invasion de l'usufure & de la friponnerie judaïque. Et en pononçant sur nos contestations actuelles, ne vous laissez point, Messieurs, émouvoir par les clameurs hypocrites de ces fourbes. S'il y a des quittances fausses, toutes le sont-elles ? Laquelle est-ce ? S'il y a des quittances, dont l'écriture diffère de celle du Juif, a-t-elle été fabriqué par le chrétien ou par le Juif faussaire ? S'il y a de nos concitoyens, que le torrent & la nécessité, ont entraînés à se servir d'une fausse quittance, par qui y ont-ils été induits ? Quel autre lui en a donné l'exemple que le Juif ? S'il y a des quittances de rejetées, sera-t-il injuste de déduire les usures & les à bon-comptes, que les chrétiens allégueront avec circonstances ? Nous avons été trompés, sucés, tyrannisés par les Juifs, rien n'est plus sûr. Ils voudront le nier ; mais leurs dogmes, leurs caractères, leurs inclinations les trahissent. La multitude des exemples dépose contre eux, le cri général & unanime l'atteste. Et s'il peut encore rester quelque doute, nous le leveront en prenant à témoins ce Dieu qui nous entend, qui

lit dans le fond de nos cœurs , qui au jour terrible des vengeances nous jugera ainsi que nos arrêts. Prononcez donc & absolvez-nous , Messieurs ; c'est l'intérêt d'un millier d'agriculteurs près d'être ruinés , c'est l'intérêt de l'état à qui ce citoyen est cher , c'est enfin , Messieurs , le vœu de la loi. *In dubio pro libertate pronuntiam dum.*

F I N.

LES  
JUIFS D'ALSACE

*DOIVENT-ILS ÊTRE ADMIS AU  
DROIT DE CITOYENS ACTIFS?*

LISEZ ET JUGEZ.



G. I. Klimb

*Prix 3 Livres.*

---

1 7 9 0.



---

## A MES CONCITOYENS!

**P**ÉNÉTRÉ du zèle qui vous anime pour notre commune félicité, à qui puis-je mieux adresser qu'à vous, mes Concitoyens, la collection que je me permets de rendre publique sous vos auspices ? Elle tend à mettre en évidence le danger de tolérer une nation proscrire depuis nombre de siècles par les décrets de la Providence. Je m'en suis occupé d'autant plus volontiers que les vœux que vous avés exprimés dans vos assemblées primaires du 7 Avril 1790, ont secondé les miens.

Je m'estimerai heureux, si cet ouvrage pour lequel je réclame votre indulgence, est favorablement accueilli & qu'il puisse contribuer aux succès que doit désirer tout bon Citoyen, de voir la province & particulièrement cette ville, garanties des malheurs qu'occasionnerait indubitablement le droit de Citoyens actifs accordé à ces sortes d'hommes, d'autant plus dangereux que leurs manœuvres, pour être sourdes & cachées, n'en sont que plus désastreuses.





## DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

**P** LUSIEURS milliers de Citoyens plongés depuis longtems dans la misère la plus déplorable, commencent enfin à pousser des cris capables de percer le cœur des personnes les plus insensibles. Un Roi restaurateur de la liberté d'un peuple, qui gémissoit depuis longtems sous le joug de l'esclavage, vient, sur l'exposé des Représentants d'une Nation entière, de rompre les chaînes qui tenoient opprimés ses sujets sans oser, pour ainsi dire, se plaindre des maux qui les tourmentaient. Sensible à leurs peines, il les invite, il les presse de

profiter du bonheur, que l'Assemblée Nationale s'occupe de leur procurer. Il leur est donc permis de porter leurs plaintes au pied du trône & de les adresser avec confiance aux législateurs de la Nation, pour obtenir le soulagement qu'ils espèrent en recevoir, en exposant avec vérité la cause de leur misère.

Le tableau exact d'un nombre infini de fujets réduits, pour ainsi dire, à la mendicité, par la tyrannie des juifs de cette province, révolteroit trop les cœurs sensibles à la misère d'autrui, si on vouloit entreprendre d'y mettre toutes les couleurs propres à la représenter dans tout son jour. Quiconque voudrait prêter l'oreille aux cris redoublés des Citoyens de l'Alsace dévastée par l'usure, que les juifs exercent impitoyablement sur ces infortunés, ne pourrait se défendre de gémir sur leur sort, & de

contribuer aux moyens de les soulager, en arrêtant le cours des malheurs qui les tourmentent sans cesse. Qui pourrait croire, qu'une assemblée composée des personnes les plus éclairées du royaume pensât à donner le droit de Citoyen à une nation qui le viole journellement; à une nation qui a été condamnée par un arrêt irrévocable de la justice divine à être perpétuellement errante & vagabonde; à une nation enfin qui n'a nulle part la propriété d'une demeure permanente? comment pourrait-on donner le droit de domicile stable à un peuple, qui a parcouru toutes les contrées, & n'a jamais trouvé qu'une demeure momentanée depuis son bannissement de la Paléστine & le massacre qui en fut fait dans le sixième siècle? comment pourroit-on lui accorder un domicile stable, après avoir été chassé & banni six fois de la France, & sans retour par Charles VI,

proscrit du royaume de Portugal sous Philippe II. après avoir été persécuté & massacré dans la capitale de ce royaume, exclu de la terre promise à ses peres, dispersé par l'Empereur Vespasien, repoussé par Trajan, détruit par Adrien, châtié par Sévere, mutilé par Constantin, banni d'Alexandrie dans le V. siècle, chassé d'Antioche sous Phocas, de Jérusalem sous Héraclius, d'Espagne sous Sigebert Roi des Goths, & pour toujours sous Ferdinand, ayeul de Charles V. &c.

LES persécutions, que le ciel a fait éprouver aux juifs, leur asile toujours acheté au poids de l'or, les crimes les plus atroces qu'ils ont commis, dont les chroniques les accusent, les châtimens qu'ils ont subis ; leur penchant à l'usure, le caractère de cruauté qui les a rendus à jamais, se-

lon la prédiction, l'objet de l'exécration de tous les peuples ; tous ces faits & autres qui sont rapportés dans cet ouvrage , sont des motifs bien puissants pour les réléguer & les séparer des chrétiens, dont ils sont les ennemis les plus déclarés. Il serait inutile de s'arrêter à ce que les historiens nous racontent au sujet des ufures énormes de cette nation , il ne faut qu'entendre les peuples de la Province d'Alsace , & tous ceux qui les ont fréquentés dans tous les temps, & dans tous les pays : Ils furent pour le même sujet bannis des royaumes , des provinces & des villes, notamment de Nordlingen en 1290, d'Egra en 1350, de Constance en 1440, chassés d'Orléans & de plusieurs autres villes en 1180 sous le regne de Philippe-Auguste, qui ayant été entretenu pendant son enfance des cruautés de ce peuple, attendit avec impatience qu'il montât sur le trône pour ven-

ger le christianisme & faire sentir à cette nation ennemie de tout autre culte que le leur, le poids de sa juste haine. En 1322 Philippe le long les bannit de la France pour avoir conspiré contre lui avec les lépreux &c. Il est prouvé par l'histoire que l'on rasa leurs maisons à Augsbourg, à Ulm, à Eslingen. L'on ne finiroit pas si l'on vouloit entrer dans le détail de tous les crimes, dont les annales de tous les tems chargent les juifs, & des punitions qui les ont suivies. Nous nous contenterons d'un certain nombre de faits avérés, que nous avons trouvés dans les auteurs les plus dignes de foi, leurs noms & leurs ouvrages se trouveront cités dans cette brochure, ils pourront instruire les lecteurs de tous les maux que cette maudite nation a causé aux chrétiens. Nous citerons le temps & les auteurs qui ont travaillé à dévoiler les malheurs, que les autres peu-



ples ont effuyés de la part des anciens  
 habitans de la Paléftine; hé! plût à Dieu  
 qu'ils y foient encore, nous n'aurions  
 pas tant de mifères, fur-tout dans cette  
 province inondée d'Ifraélites, & que ces  
 fangfues ont prefque entièrement épuifée  
 depuis plus d'un fiecle qu'ils s'y  
 font introduits. Le refus que la Muni-  
 cipalité de Strasbourg au nom & à la de-  
 mande de fa commune à faite de les  
 recevoir dans l'enceinte de cette vil-  
 le, & de leur accorder le droit de cito-  
 yens actifs, déterminera fans doute l'Af-  
 femblée Nationale à leur refufer le même  
 droit; fi ce droit leur étoit accordé, il  
 feroit à craindre que les habitans de cet-  
 te province, & furtout ceux de la par-  
 tie fupérieure, dont l'efprit eft extrême-  
 ment aigri contre les juifs, ne fe portent  
 à une nouvelle infurrection contre eux,  
 Nous nous fommes fait honneur, en vou-  
 lant traiter de l'ufure, de prendre pour

guide M. de FOISSAC, Capitaine au corps Royal du génie & Commandant de la Garde nationale de la ville de Phalsbourg, dans son plaidoyer contre l'usure des juifs. Rien n'a échappé aux yeux clairvoyants de cet ami zélé de l'humanité, qui ne demande pas la mort du pécheur, mais sa conversion; quelque difficile qu'il soit de l'espérer d'une nation aussi aveugle & aussi ennemie du christianisme!



**I**L est des maladies éphémères qui ne causent que des douleurs passageres & même supportables, & pour la guérison desquelles on n'a pas besoin de recourir à des remèdes recherchés. Il en est d'autres de trop longue durée, & dont les suites sont si fâcheuses, que le malade languissant ne peut espérer de trouver d'autres remèdes, malgré toute la connoissance de la faculté de médecine, que la mort, qui vient impitoyablement trancher le fil de ses jours. On a beau se plaindre du peu de soin & d'habileté qu'on a eu à chercher les remèdes convenables au genre de la maladie, le malade a bien souffert, il a épuisé ses forces, & enfin il est rentré dans le sein de la terre, d'où il est sorti. Si dans le principe le malade se fut plaint, & eut fait connoître au médecin le genre & la cause de sa maladie, il aurait pu au moins pousser un peu plus loin la durée de ses jours: voilà le langage des hommes au sujet de la mort de ceux qui leur étoient attachés

par les liens du sang ou de l'amitié. Aujourd'hui une maladie épidémique & beaucoup plus dangereuse, s'est répandue insensiblement dans la province d'Alsace, & y a fait des progrès si rapides, qu'un nombre prodigieux d'Israélites en infectent l'air & forment autant de sangsues insatiables, qui ne cessent de tirer le sang de ses habitants, que lorsqu'ils s'apperçoivent qu'il ne leur en reste plus. Malgré le droit que cette province a d'éloigner & d'exclure de ses habitations, & encore plus de la possession de ses biens-fonds cette nation si dangereuse, surtout pour les habitants des campagnes, on voit cette semence croître parmi les peuples & pulluler dans les villes & même dans la capitale, qui cependant a le droit solidement établi de n'en point souffrir dans l'enceinte de ses murs, au signal d'une cloche qu'on sonne tous les jours pour cet effet. La complaisance que le Magistrat a eu autrefois d'y tolérer le juif Blien, entrepreneur des vivres pour l'armée d'Allemagne, fut une marque certaine de son obéissance aux ordres de Sa Majesté, qui n'autorisoit pas cependant ledit Blien à y fixer sa demeure, & encore moins à

y faire des acquisitions d'immeubles. Or c'est du relâchement de la rigueur des privilèges & réglemens de cette ville, que le Sr. Cerf Beer juif s'est enhardi à demander la même grace sous de semblables prétextes. Déjà depuis longtemps établi avec sa famille nombreuse au village de Bischheim près de Strasbourg, séjour sans doute peu agréable pour un homme de son état, il alléguait d'une manière assez gauche, que ce village le mettoit peu à l'abri des voleurs; & en conséquence il sollicita du ministre la permission de résider à Strasbourg pendant l'hiver; grace qu'il obtint du Magistrat de cette ville, non comme un privilège d'y établir un domicile constant, & encore moins le droit d'acquisition d'immeubles, mais seulement une demeure momentanée. Le succès de cette démarche fut regardé par le Sr. Cerf Beer comme un moyen de lui faciliter la réussite d'un projet plus étendu; car son dessein étoit de fixer sa demeure, avec toute sa nombreuse famille, à Strasbourg, malgré les loix qui en excluent la nation juive, & même d'y faire des acquisitions de biens-fonds. Mais pour pouvoir y parvenir plus sûrement, il fal-

lut employer la ruse en y achetant, sous un nom emprunté, un hôtel assez considérable & en tenant secrète cette acquisition. Dans la même année, & par la voie du même ministre, il obtint la permission (& non le droit) de résider toute l'année dans la ville, & toujours sous le prétexte du service du Roi. Après l'obtention de ces graces, il revint à la charge, & présenta une requête au Magistrat pour en obtenir la permission de louer, outre la maison qu'il occupoit personnellement, deux autres maisons pour ses gendres & leurs enfants, à condition toutefois que cette permission seroit révocable à la volonté du Magistrat, & qu'il se borneroit à ces deux maisons. Il en donna sa soumission par écrit, & cette grace lui fut encore accordée, sans pouvoir prétendre aucun dédommagement en cas de révocation. Quelque temps après il obtint la permission d'échanger ces deux maisons contre deux autres plus belles, plus vastes & plus commodes pour sa famille. Tout cela n'étoit qu'artifice, pour déguiser les acquisitions qu'il en faisoit & qu'il en a effectivement faites; ce que l'on reconnoitra, comme on a reconnu l'achat qu'il a fait de sa première maison.

Voilà

Voilà donc déjà trois grandes maisons envahies par le Sr. Cerf Beer & les siens, dans une ville où ils n'ont pas même le droit de pernocter. Le Sr. Cerf Beer s'étant présenté pour payer les lods & ventes de cette acquisition, le Magistrat refusa de les recevoir, comme s'agissant d'un achat fait par un homme, qui à défaut de droit de bourgeoisie ou de permission particulière, demandée & obtenue à cet effet, n'était pas habile à acquérir cet immeuble, quand même il eut été chrétien, & qui par sa qualité de juif, n'était sous aucun prétexte susceptible de cette permission. Ce refus le porta à lever le masque & à présenter les lettres de naturalité qu'il avoit obtenues déjà depuis quelques années, pour les faire enregistrer, & prétendit que, comme elles lui permettaient d'acquérir des biens-fonds dans le royaume, leur effet devait s'étendre à la ville de Strasbourg. Le Magistrat refusa l'enregistrement. Malgré cela le Sr. Cerf Beer se croyait si sûr du succès de sa demande, qu'il ne craignit pas de déclarer que son dessein était d'ajouter l'acquisition de six autres maisons à celle qu'il avait déjà faite des trois premières. Or est-il juste d'enlever à la ville de Strasbourg un droit

immémorial confirmé par le Roi & ses ministres, pour satisfaire la fantaisie d'un juif, qui veut faire sa demeure & des acquisitions de biens-fonds dans son enceinte, au lieu de les faire dans tout le reste du royaume? l'engagement que le Souverain a pris avec la ville de la maintenir dans ses anciens droits & statuts, ne serait donc d'aucun poids pour une ville & des habitants qui lui sont si intimement attachés? . . .

Suivant un règlement fait en 1784 sur les juifs, non-seulement tout seigneur est le maître de n'admettre aucun juif qui voudrait s'établir dans son territoire, mais encore dans les communautés, où ils n'avaient jamais été admis précédemment, il ne dépend pas du seigneur seul d'en introduire, & que les communautés sont en droit de s'opposer à de pareilles innovations, quand elles ont intérêt de le faire. Les juifs n'ont de domicile légal, que dans les lieux où leur nation a été admise & maintenue depuis une époque plus ou moins reculée. Là seulement la permission du seigneur, toujours indispensable & toujours chèrement achetée, leur suffit pour s'y perpétuer. Partout ailleurs, & dans le dernier des



hameaux, la possession des habitants de n'en pas admettre, est respectée, quand ils la réclament. Et une capitale aussi intéressante, que Strasbourg, distinguée par des privilèges particuliers, ne jouirait pas du même avantage? Quelle prétention! — Si donc liberté d'habitation & d'acquisition de biens-fonds étoit accordée à la nation juive, bientôt cette engeance dangereuse & si fertile par les mariages qu'elle contracte presque avant l'âge de puberté, étoufferait la semence de la chrétiennerie, & la religion dominante dans cette province serait le judaïsme. Un royaume sagement administré, tel que le nôtre, prend exemple sur son monarque.

*Principis exemplo totus componitur orbis.*

Les faits cités dans cet exposé, sont prouvés dans deux mémoires imprimés en 1787, qui ont été distribués par le Sénat de Strasbourg à tous ses membres. Ces mémoires renferment le détail de la contestation vive qui s'étoit élevée entre le Chef de l'Empire & les villes impériales, sur l'admission des juifs. Les peuples ruinés par l'usure de cette nation, les avoient chassés; les juifs voulurent envain acheter de l'Em-

pereur le droit de résider en allemagne ; il est résulté de cette querelle un double droit attaché à la supériorité territoriale, celui de ne pouvoir être forcé par l'Empereur de recevoir les juifs , & celui de les admettre sans son concours : ce qui prouve le traité *de juribus & privilegiis civitatum Imperialium* de KNIPSCHILD Livre II. Chap. 30. No. 2. & 14. &c. VITRIARIUS Livre III. tit. 17. No. 88.

En 1383 la ville s'étant relachée de sa rigueur, en tolérant de nouveau le séjour momentané de quelques juifs, fut ensuite obligée de les expulser à cause de leurs vexations ; le fait est attesté par Koenigshoffen pag. 1114. il n'en a été admis aucuns depuis cette époque ; voyez à la fin de cet ouvrage les réglemens que le Magistrat a fait à ce sujet , ainsi que différens décrets , arrêts , ordonnances , l'extrait des statuts de 1322 & le diplôme de l'Empereur Maximilien II. &c. en outre la déclaration du 13 Avril 1615 & celle de 1685 & l'édit de 1724 garantissent à jamais le royaume de l'invasion des juifs.

La soif insatiable de l'argent , source de toute sorte de crimes & d'abominations , compagne fidèle de l'usure , est

encore un vice naturel à la nation juive, & cette passion dominante lui fait tenter toute sorte de moyens pour la satisfaire. Les juifs puissants à la cour de Louis le débonnaire, trouverent le secret de se maintenir dans celle de Charles le chauve, qui avait pour médecin un juif nommé Sédécias, fameux imposteur. Le Roi trop crédule avait mis en lui toute sa confiance; ce Prince était souverainement haï, l'on chercha les moyens de s'en débarrasser à quelque prix que ce fut: comme les sollicitations des gens en place, les présents & l'argent font des impressions sensibles sur le cœur de l'homme, que l'intérêt guide en tout & partout, on parvint bientôt à gagner ledit médecin. Boson, quoique beaufrère de Charles, & un grand nombre de Seigneurs de la cour, n'eurent pas beaucoup de peine à faire entrer le cœur corrompu de Sédécias dans leurs vues & le déterminèrent d'attenter aux jours du Roi, ce qu'il exécuta par le moyen du poison.

Nous (a) lisons dans les actes des Apôtres que St. Paul, après sa conversion, fut accusé par les juifs de vouloir détruire la loi Moïsaïque, & que St. Jacques lui proposa de se faire raser la tête & d'aller se purifier dans le temple avec quatre juifs, afin, dit-il, que tout le monde sache que tout ce que l'on dit de vous, est faux, & que vous continuez à garder la loi de Moïse. Paul chrétien, alla donc se soumettre pendant sept jours à toutes les cérémonies judaïques; mais ce tems n'étoit pas encore écoulé, lorsque des juifs d'Asie le reconnurent; & l'ayant vu entrer dans le temple mêlé parmi les juifs, & les gentils, ils crièrent à la profanation. On le saisit, on le mena devant le gouverneur Félix, & ensuite on s'adressa au tribunal de Festus. (b) Les juifs en foule demandèrent sa mort; mais Festus leur répondit, que ce n'étoit point la coutume des Romains de condamner un homme, avant de lui avoir présenté ses accusateurs pour lui donner la liberté de se défendre. Les paroles de Festus sont d'autant plus

---

(a) Chap. 21, & 22,

(b) Act. des Apôtres Chap. 25.

remarquables dans un Magistrat Romain, qu'il paroît n'avoir eu aucune considération pour St. Paul, & n'avoir senti pour lui, que du mépris. Trompé par les fausses lumières de sa raison, il le prit pour un fou, & lui dit en face qu'il étoit en démence: *Multo te litteræ ad insaniam convertunt.* Festus n'écouta donc que l'équité de la loi romaine, en donnant sa protection à un inconnu qu'il ne pouvait estimer. L'Empereur (c) Constantin, reconnoissant combien il étoit dangereux pour la religion de Jésus-Christ d'avoir commerce avec les juifs, condamna à diverses peines ceux qui embrasseraient leur religion, parce qu'ils employaient toutes sortes de voies pour entraîner dans leur parti quiconque avait l'esprit assez foible pour se laisser séduire.

(d) L'Empereur Théodose, sensible aux reproches que St. Amphiloque, Evêque d'Icone, lui faisait sur les progrès de l'hérésie, & du judaïsme, défendit aux hérétiques & aux juifs de s'assembler, même dans les maisons particulières, & per-

(c) L'an 315. Dom. Calmet Tom. 5. pag. 266.

(d) L'an 313. Dom. Calmet Tom. 5. pag. 567.

mit aux catholiques de les en empêcher ; l'année suivante il fit une loi, par laquelle il fut défendu aux juifs d'avoir des esclaves chrétiens, & de leur donner la circoncision, sentant combien il étoit d'angereux de donner tant de liberté à une nation aussi infidieuse.

C'est dans le siècle d'Auguste, que la religion chrétienne, a pris sa naissance & son accroissement ; ce fut le siècle le plus éclairé & le plus fécond en Savants qu'on ait vu dans l'Empire romain ; l'on ne peut donc pas dire, que cette religion si merveilleuse & si divine a été prêchée dans un temps d'ignorance, & reçue par des peuples idiots, superstitieux & trop crédules, qui ont cru sans examen & sans discernement, & qui enfin se sont rendus sans résistance. Dieu a permis au contraire des discussions & des débats entre les juifs & les payens, qui ont même dégénérés en persécutions contre les premiers, & que malgré les efforts des uns & des autres, la religion chrétienne ait triomphé de l'impiété, de la superstition, de l'idolâtrie, de la corruption des mœurs, de la vaine science des Philosophes & de l'entêtement des juifs, qui,

en ces temps là, étoient à Rome en grand nombre & qui en furent chassés par une aventure toute singulière. Un homme de cette nation, ayant été obligé d'abandonner son pays pour éviter la punition de ses crimes, vint à Rome & s'affocia avec trois autres juifs, qui faisaient métier d'interpréter la loi de Moïse. Ils eurent le secret de convertir au judaïsme quelques personnes, & entre autres une Dame de condition, nommée *Fulvie*, à qui ils persuaderent d'envoyer au temple de Jérusalem de riches présents en or & en étoffes de pourpre. Ces scélérats retinrent l'argent & les étoffes, & voulurent faire croire à cette Dame, qu'ils les avaient fait tenir à Jérusalem, leur fripponerie ayant été découverte, *Fulvie* s'en plaignit à son mari *Saturnin*, ami de *Tibère*, qui aussitôt fit rendre un arrêt par le Sénat, qui bannit tous les juifs de l'Italie, à moins que dans un certain nombre de jours ils ne renonçassent à leur religion . . . Partout & dans tous les temps la fourberie des juifs s'est manifestée, chaque fois elle a été punie. (e) La chute de Jé-

---

(e) Dom. Calmet Tom. 4. Livre 53. pag. 618.

rusalem & du temple, entraîna en quelque sorte la ruine de la nation & de la religion des juifs. Depuis ce moment fatal, si souvent prédit par les prophètes & par Jésus-Christ même, on ne vit plus parmi ce malheureux peuple, ni exercice public de sa religion, ni succession de ses souverains Pontifs. Le malheur le suivait partout, & la main de Dieu ne se retirait point de dessus la tête des juifs. Leur esprit, toujours inquiet, les porta à faire encore dans la suite quelques efforts pour se relever & pour secouer un joug qui les accablait partout où ils se trouvaient ; mais ces efforts ne servirent qu'à avancer leur perte, & à achever d'accomplir en eux les prédictions des anciens prophètes, & les menaces du Sauveur ; car on compte jusqu'à onze-cents-mille juifs morts au siège de Jérusalem (f) & quatre-vingt dix-sept-mille vendus ; encore avait-on de la peine à trouver des marchands, qui voulussent les acheter. C'est de-là qu'ils ont été semés & répandus dans tant de pays, où ils n'avaient d'abord point de demeure fixe, ni exercice public de religion.

---

(f) An. de J. C. 70.



L'an (g) 694 se tint le dix-septième Concile de Toledé, où il fut arrêté que les juifs d'Espagne, convaincus d'avoir conspiré contre l'état & les chrétiens, feraient condamnés à être dépouillés de leurs biens, réduits à une servitude perpétuelle & distribués comme esclaves aux chrétiens suivant la volonté du Roi: à charge de ne leur laisser aucun exercice de religion & de leur ôter leurs enfants dès l'âge de sept ans, pour les élever dans le christianisme & les marier à des chrétiens.

(h) Philippe-Auguste Roi de France, dès le commencement de son règne, rendit un arrêt contre les juifs le 14 février 1180, qui étoit un jour de Sabbat, il fit investir la synagogue qu'ils avoient à Paris, & leur fit signifier qu'ils eussent à remettre entre les mains de ses Officiers tout l'or & l'argent-monnoyé & non-monnoyé dont ils étoient possesseurs. Quelque temps après on publia un autre édit qui déchargeait tous leurs débiteurs de payer ce qu'ils leur devoient, comme étant le fruit de leurs usures; & enfin

(g) Dom. Calmet 7. Vol. pag. 58.

(h) Dom. Calmet Livre 116. Tom. 10.

on leur ordonna de sortir de Paris. Il fallut obéir & ils furent tous obligés d'abandonner cette ville avant la fin de Juillet 1182; il leur fut permis de vendre leurs meubles, mais on confisqua leurs fonds, la cinquième partie au profit du Roi, & le reste au profit de ceux, dont ils les avaient achetés à trop bas prix. La même chose fut exécutée à Estampes, à Orléans & dans les autres lieux du domaine royal, & par-tout leurs synagogues furent changées en églises ou en chapelles.

L'ouverture (i) du quatrième concile général de Latran se fit le jour de St. Martin 11 de Novembre 1215. il y fut ordonné que les juifs & les juives porteraient quelque marque à leurs habits pour les distinguer des chrétiens, tant leur conversation & leur commerce paroissaient dangereux à la religion chrétienne & au bien de l'état: il y fut aussi défendu de donner aux juifs aucune charge ou office public, & aux chrétiens d'avoir avec eux aucun commerce. Enfin il fut défendu aux juifs d'exercer l'usure

---

(i) Dom. Calmet Tom. XI. 4<sup>e</sup> Concile général de Latran l'an 1215.

envers les chrétiens , qui en devenaient la triste victime.

(k) On ignore le motif qui porta Philippe le bel à chasser tous les juifs de son royaume. Le dérangement de ses finances pourrait bien y avoir donné occasion, aussi bien que l'usure que pratiquait cette malheureuse nation, dit l'historien Hangi pag. 622. Philippe les fit tous arrêter en un seul jour , ce fut le 22 de Juillet 1306 fête de Ste. Madelaine. L'ordre en fut donné si secrètement & ils étaient si peu aimés , que personne ne les en avertit ; tous leurs biens furent confisqués, on ne laissa à chacun, que ce qu'il lui falloit d'argent pour sortir du royaume & il leur fut défendu d'y rentrer sous peine de la vie.

(l) L'an 1279 tous les juifs, qui étaient en Angleterre, furent arrêtés en un même jour, comme coupables du désordre arrivé dans la monnoye qui avait été extrêmement corrompue & altérée pendant les derniers troubles du royaume; 280 d'entr'eux, ayant été convaincus

---

(k) Juifs chassés de France l'an 1306. Dom. Calmet. Tom. 12.

(l) Les juifs maltraités en Angleterre l'an 1279 & 1286.

d'avoir rogné les espèces, d'en avoir battu de fausses, ou d'avoir prêté la main à les débiter, furent condamnés à mort & exécutés sans miséricorde. Le Roi Edouard en 1286 fit encore arrêter tous ces malheureux en un seul jour. Les communes lui accordèrent un subside de la cinquantième partie des biens mobiliers, pour obtenir de lui qu'il chassât du royaume tous ces étrangers qui étaient à charge à la nation. Il le promit; mais après avoir reçu le subside de ses sujets, il accorda aux juifs un délai, qu'il leur vendit chèrement. Ce délai ne dura que jusqu'à son retour de France en 1289. alors il les bannit entièrement du royaume & leurs biens furent confisqués. Ils avaient à Londres une synagogue, un chef de leur religion & des juges de leur nation. Ils étaient alors au nombre d'environ quinze mille en Angleterre.

(*m*) Tant que le peuple juif fut fidèle à Dieu, qui le gouvernait avec une tendresse paternelle, il en reçut en toute occasion des marques d'une protection visible & miraculeuse; mais lorsque, se

---

(*m*) Dictionnaire Géographique de la Martinière  
Tom. 3.

partageant en plusieurs royaumes, il abandonna le culte établi à Jérusalem, & courut après des dieux étrangers, Dieu le livra aux nations, dont il avait adopté les égarements . . . Le nom juif ne fut guères en usage qu'après la captivité de Babylone. Les étrangers, voyant que la tribu de Juda était presque la seule, qui fit quelque figure dans le pays, appellèrent toute la nation du nom de cette tribu. Ils s'étaient bien rétablis depuis le retour de la captivité jusqu'au temps de notre Seigneur Jésus-Christ, qu'ils étaient devenus l'un des plus puissants peuples de l'Orient. Mais les prophéties, dont ils étaient les dépositaires, ayant été accomplies à la mort du Messie, qu'ils méconnaurent & qu'ils condamnèrent eux-mêmes à un supplice ignominieux, Dieu permit qu'ils outragassent les Romains, leurs maîtres . . . leurs fréquentes révoltes firent prendre contre eux les armes aux Romains, qui mirent à feu & à sang cette malheureuse nation, dont il se fit à diverses reprises de sanglantes boucheries. Leur temple & le culte qu'ils rendaient à Dieu, n'étant qu'une figure de l'église chrétienne, périrent avec la ville de Jérusalem. Il y a quelque chose

de singulier dans ce peuple ; au lieu que toutes les autres nations, qui , après avoir paru quelque temps avec éclat , ont été vaincues & saccagées , comme les juifs , ont enfin disparu , sans qu'il n'en restât que le nom : les juifs au contraire subsistent & font un peuple à part , qui sans avoir ni pays , ni prêtres , ni magistrat , vit dispersé parmi les autres peuples chrétiens ou mahométans , qui veulent bien en souffrir quelques-uns , à condition toutefois d'observer les loix nationales : ils ont d'anciens usages qu'ils pratiquent scrupuleusement , comme l'abstinence des animaux défendus par la loi de Moïse , la circoncision & autres de l'ancienne loi , & c'est ce qui les sépare des autres hommes , auxquels ils ne s'allient jamais. C'est une des raisons , qui fait que leur nation ne se confond point avec celles au milieu desquelles elle vit. D'un autre côté , privés du fruit de leurs sacrifices , qu'il ne leur est plus permis d'offrir , n'ayant plus de temples ni d'autels , & ce qui est de plus déplorable , privés des avantages de la venue du Messie , qu'ils s'obstinent à ne pas vouloir reconnoître , ils n'ont plus qu'une ombre de religion. Rigides observa-

teurs

teurs de minuties , ils en rejettent l'essentiel , & nous voyons dans leur opiniâtreté l'accomplissement du souhait impie que leurs aveugles ancêtres firent autrefois , lorsqu'ils demandaient la mort de notre Sauveur en disant : *que son sang tombe sur nous & sur nos enfants* : & voilà pourquoi ils sont errants & vagabonds , sans biens-fonds , sans profession , si ce n'est celle de ruiner , autant qu'il est en eux , ceux qui ont le malheur d'avoir quelque commerce avec eux.

Si les loix morales ont été nécessaires dans tous les temps , si autrefois elles ne furent pas nombreuses , du moins elles furent propres à favoriser la pureté des mœurs & la vertu , données à un peuple voué dès sa naissance à l'agriculture , & surtout à la vie pastorale ; puisque les premiers citoyens du monde , que nous offre son histoire (n) , l'un Caïn , labourait la terre & l'autre Abel , gardoit les brebis , elles encouragèrent toujours ces professions utiles. L'orgueil humaine ne dédaignoit point encore les travaux qui augmentent nos richesses en

---

(n). Genèse chap. 4. v. 2.

fertilisant nos campagnes. (o) Abraham fut pasteur : Isaac le fut comme lui ; des troupeaux étaient l'opulence de Jacob. Joseph en soigna longtemps avant de gouverner l'Egypte. Moïse (p) avait l'intendance de ceux de Jéthro, & c'est en les conduisant vers le mont Horeb, fertile en pâturages. (q), qu'il entendit la voix de l'Éternel sortir d'un buisson enflammé. Gédéon (r), choisi pour délivrer la Palestine de l'oppression des Madianites, fut trouvé par l'ange que *Jéhovah* lui envoya, battant & nettoyant le bled nécessaire à sa subsistance & à celle de sa famille. (s) Quand les députés de Jabès arrivèrent à Gabaa pour implorer les secours du Roi Saül, ce prince étoit dans les champs, où il dirigeait les bœufs consacrés au labourage. David n'étoit qu'un simple berger, lorsque Dieu l'appella au trône d'Israël.

Il est donc bien naturel, que si le souverain Législateur parle fréquemment

(o) Genèses, chap. 13, 24. 25. 26. &c.

(p) Genèses, chap. 37.

(q) Exode, chap. 3.

(r) Juges, chap. 6.

(s) 1. Liv. des Rois, ch. 6. & 11. v. 4. & 5.



aux hébreux de leurs terres & de leurs troupeaux, ils s'occupent à les cultiver & à prendre soin de ce qui peut servir à leur entretien, plutôt que de rester oisifs au coin d'une rue, ou dans quelque carrefour pour y faire jouer tous les ressorts de leur ruse contre les chrétiens.

Il ne suffisoit point à Moïse d'encourager les Israélites ou de les épouvanter par la crainte ou l'espoir de la fertilité de leurs terres ou de leurs troupeaux, il leur indiqua plus d'une fois la manière, dont il souhaitait qu'ils dirigeassent leurs travaux; tantôt il les exhorte à ne rien semer dans leurs vignes, de peur que le fruit de ces vignes & la graine semée ne se corrompent l'une l'autre, & en général à ne pas confondre dans un champ des semences diverses. (t) Tantôt il leur recommande de ne pas labourer la terre avec un bœuf & un âne attelés ensemble, de ne pas accoupler des animaux d'une espèce différente, notamment ceux qui sont domestiques, avec ceux qui ne le sont pas. Ici (u), prévoyant le cas où une incen-

---

(t) Lévitique, ch. 19. d'Entronome ch. 22.

(u) Exode, ch. 22.

die dévorerait des gerbes entassées, ou des bleds en pied encore dans les guérêts, il condamne l'auteur du feu à payer la perte qu'il aurait causée; là il oblige celui qui fait du dégât dans une vigne ou un champ étranger, soit par lui-même, soit en souffrant qu'une bête, qui lui appartient, aille y assouvir sa faim, à payer le dommage, suivant l'estimation, parce qu'il a de meilleur dans son propre champ & dans sa vigne. Enfin quand il prescrit des réglemens sur les animaux, ce sont toujours ceux des cultivateurs & des bergers, le bœuf & les brebis, qui fixent son attention & sa bienveillance. Et si l'habitude des occupations champêtres & pastorales eut une si grande influence sur les mœurs des Israélites, pourquoi aujourd'hui semblent-ils en avoir tant d'aversion; & pourquoi l'Etat ne les oblige-t-il pas à employer à la culture de la terre tant de bras oisifs? les campagnes en vaudraient mieux, & l'oïveté, source de toute sorte de vices, ne régneroit pas tant parmi cette nation fainéante, & pour ainsi dire, inutile à l'Etat.

Quand (x) on pense aux horreurs, que les juifs ont éprouvées depuis Jésus-Christ, au carnage qui s'en fit sous quelques Empereurs romains, & à ceux qui ont été répétés tant de fois dans tous les états chrétiens, on conçoit avec étonnement que ce peuple subsiste encore; cependant, non seulement il subsiste, mais selon les apparences, il n'est pas moins nombreux aujourd'hui qu'il l'était autrefois dans le pays de Canaan. On n'en doutera pas, si, après avoir calculé le nombre des juifs qui sont répandus dans l'occident, on y joint les prodigieux effaims de ceux qui pullulent en orient, à la Chine, entre la plupart des nations de l'Europe, & de l'Afrique, dans les Indes orientales & occidentales, & même dans les parties intérieures de l'Amérique. Leur ferme attachement à la loi de Moïse n'est pas moins remarquable sur-tout si l'on considère leurs fréquentes apostasies, lorsqu'ils vivaient sous le gouvernement de leurs rois, de leurs juges, & à l'aspect de leurs temples . . . Le judaïsme est maintenant, de toutes les religions du monde, celle qui est la

---

(x) Encyclopédie Tom. IX.

plus rarement abjurée ; & c'est en partie le fruit des persécutions qu'elle a souffertes. Ses sectateurs, martyrs perpétuels de leur croyance, se sont regardés de plus en plus comme la source de toute sainteté, & ne nous ont envisagé que comme des juifs rebelles, qui ont changé la loi de Dieu en suppliciant ceux qui la tenaient de sa propre main.

Leur nombre doit être naturellement attribué à leur exemption de porter les armes, à leur ardeur pour le mariage, à leur coutume de le contracter de bonne heure dans leurs familles, à leur loi de divorce, à leur genre de vie sobre & réglée, à leurs abstinences, à leur travail & à leur exercice.

Leur dispersion ne se comprend pas moins aisément. Si, pendant que Jérusalem subsistait avec son temple, les juifs ont été quelquefois chassés de leur patrie, par les vicissitudes des empires, ils l'ont encore été plus souvent par un zèle aveugle de tous les pays, où ils se sont habitués depuis les progrès du christianisme, & du mahométisme, réduits de courir de terres en terres, de mers en mers, pour gagner leur vie, partout déclarés incapables de posséder aucun bien-

fonds; & d'avoir aucun emploi, ils se font vus obligés de se disperser de lieux en lieux, & de ne pouvoir s'établir fixement dans une contrée, faute d'appui, de puissance pour s'y maintenir, & de lumières dans l'art militaire.

Cette dispersion n'aurait pas manqué de ruiner le culte religieux de toute autre nation; mais celui des juifs s'est soutenu par la nature & la force de ses loix. Elles leur prescrivent de vivre ensemble, autant qu'il est possible, dans un même corps, ou du moins dans une même enceinte, de ne point s'allier aux étrangers, de se marier entr'eux, de ne manger de la chair, que des bêtes, dont ils ont répandu le sang, ou préparées à leur manière. Ces ordonnances & autres semblables, les lient plus étroitement, les fortifient dans leur croyance, les séparent des autres hommes, & ne leur laissent, pour subsister, de ressource, que leur commerce, profession longtemps méprisée par la plupart des peuples de l'Europe.

Delà vient qu'on la leur abandonna dans les siècles barbares, & comme ils s'y enrichirent nécessairement, on les traita d'infames, d'usuriers,

St. Louis au commencement de son règne, fit convoquer une Assemblée à Melun, dans laquelle il fut arrêté qu'aucun chrétien dans toute l'étendue de ses états, n'emprunterait rien des juifs, ni ne pourrait prendre de l'argent à intérêts chez eux, afin d'ôter par ce moyen à cette nation tout prétexte de faire des violences & des injustices aux chrétiens.

A son exemple le duc de Bretagne fit un arrêt en 1239 qui mérite attention. Les juifs répandus dans cette province, étaient fort nombreux, & comme ils étaient presque tous usuriers, ils ruinèrent bientôt le peuple. La Noblesse & les marchands s'en plainquirent amèrement.

Jean le Roux, qui était alors Duc de Bretagne, parce que Manclere son pere s'était démis du gouvernement, assembla les états pendant lesquels il fut ordonné, à la requête des Evêques, Abbés, Barons & Vassaux de la Bretagne, que tous les juifs en seraient chassés pour jamais, comme gens nuisibles au bien & au repos public . . . . Dans le temps même que Louis IX était prisonnier dans la terre sainte, il envoya de-là un édit qui prouve, combien ce St. Roi détestait

la nation juive. Cet édit porta qu'on chassât de son royaume le plutôt possible tous les juifs, qui le ravageaient, & dont le nombre était si grand, qu'il fallut faire venir d'autres personnes pour repeupler les lieux, que les juifs avaient abandonnés; & si on considère le vuide qu'ils laissèrent en France, il faudra juger qu'ils y étaient aussi bien puissants, puisque, pour ne pas trop affoiblir le royaume, on permit à tous ceux qui voudraient être marchands ou artisans, de venir s'y établir. On prétend que les Sarrafins avaient inspiré au roi cette résolution, en lui reprochant, qu'il aimait peu Jésus-Christ, puisqu'il tolérait ses meurtriers.

Blanche, mere de St. Louis qui re-  
gnoit en son absence, ne perdit point  
de temps à satisfaire l'intention de  
son fils, & s'empressa à faire exé-  
cuter ses ordres le plus promptement qu'il  
fut possible. Il est même des juifs qui  
prétendent, que ce fut ce Prince qui les  
bannit de ses états, après son retour de  
la terre sainte. Ce grand Monarque sen-  
tait bien quel intérêt il y avait pour son  
royaume d'en exclure les usuriers, com-  
me étant la ruine de ses sujets.

Ce n'est donc que par tolérance & sans autorité publique, qu'un certain nombre de juifs est demeuré en France; encore n'y-a-t-il que la ville de Metz, dans laquelle ils ont conservé leur synagogue & leur espèce de privilège; parce que cette ville était impériale, & que depuis la conquête de Henri II, jusqu'à l'an 1638, que Louis XIII. y établit un parlement, les bourgeois ressortissaient à la chambre impériale, & que, comme les juifs sont tolérés dans l'Empire, on leur laissa la même liberté à Metz; mais l'usure & l'altération de la monnoye, dont on a souvent accusé les juifs, ont toujours été le mobile, qui a fait haïr & détester cette nation. Enfin si l'on veut parcourir l'histoire ancienne & moderne, on reconnoîtra, à n'en pouvoir douter, que cette nation errante & fugitive a été détestée & chassée de tous les royaumes, depuis la mort de notre Seigneur Jésus-Christ, jusqu'à nos temps où ils sont encore en horreur par toute la chrétienté.

Dans (y) le moyen âge on en a vu & on en voit encore en Espagne qui sous

---

(y) Traduction de l'Alcoran par Du Ryer.



les dehors les plus spécieux du christianisme, qui judaïsant en secret sans être circoncis, travaillent le samedi, ne s'abstiennent d'aucuns mets, sans que pour cela les Rabbins les regardent comme déserteurs de leur culte. Moïse à la vérité avait donné à son peuple une loi qui l'isolait, loi très-sage, pour consolider l'union des Israélites avec leurs frères & pour combattre le penchant qui les portait à imiter les mœurs dépravées & le culte idolâtre des nations voisines de la Judée. C'est par cette raison qu'elle réprouvait leurs unions matrimoniales avec les gentils; mais ces loix relatives aux dangers, rompaient-elles l'union sociale & ne souffroient-elles pas d'exception? empêcherent-elles Esther d'épouser légitimement Assuérus, & Salomon de s'allier avec Hiram? condamnaient-elles l'hébreu, lorsqu'il allait aiguïser son soc chez les Philistins, qu'il accueillait les officiers de la reine de Sabà & qu'il était Ministre ou courtisan dans le palais de Babylone? la disparité du culte ne rapproche pas les hommes, mais cet inconvénient, commun à toutes religions, affoiblit seulement les liaisons civiles; il ne les détruira jamais, que chez les hom-

mes, dont la croyance ordonnerait de haïr ceux qui en ont une différente de la leur.

Les maximes féroces de quelques Rab-  
bins, trop suivies sans doute, ne sont  
pas revêtues de l'approbation générale.  
Les juifs leur opposent la pluralité de do-  
cteurs qui ont écrit différemment. Ce  
Maimonide accusé d'avoir prononcé  
dans un de ses ouvrages la sentence de  
proscription contre les idolâtres, dit ce-  
pendant ailleurs qu'un Israélite, qui n'ai-  
me pas tous les hommes observateurs  
de la religion naturelle, ne connoît pas  
la sienne; presque tous les livres symbo-  
liques des juifs, imprimés depuis trois  
siècles, portent au frontispice un axiome  
du même auteur, qui ordonne expres-  
sément aux juifs l'amour des autres na-  
tions; quand l'usage d'imprimer cette  
épigraphe à la tête de leurs ouvrages,  
serait une affectation politique, toujours  
serait-il-vrai, de dire qu'au moins la na-  
tion défavoue publiquement la morale  
infernale qui prescrirait la haine des au-  
tres hommes. Les docteurs hébreux ont  
concouru à dégrader le peuple; mais  
nous leur exposerons les moyens de les  
faire concourir à le régénérer, & nous

ferons en leur faveur ce que nous n'avons pas encore exécuté pour nous, qui avons tant de traités sur l'éducation, & pas un seul sur celles des ecclésiastiques chargés d'instituer les trois quarts du royaume. Les rabbins influenceront efficacement : car les juifs s'en rapportent aveuglement à ce qu'ils leur enseignent, & jurent *in Verba Magistri*. Cependant quoiqu'ils soient entièrement soumis aux décisions des docteurs, il est possible de les en détacher. Quelques constitutions leur défendent à la vérité la lecture de nos ouvrages ; mais ces défenses ont excité leur curiosité, ils ont voulu s'éclairer de lumières étrangères. Plusieurs même se sont livrés à la philosophie platonicienne, c'est-à-dire, à celle qui devoit être la moins attrayante pour eux. Car (z) le dogme de la Trinité fut toujours, comme on le fait, une pierre d'achoppement & de scandale pour les juifs ; & l'idée si longtemps reçue que la distinction des trois personnes étoit le système de Platon, auroit dû leur inspirer de l'averfion pour ce philosophe. Certainement

---

(z) Supplément aux cérémonies & coutumes des juifs de Léon de Modene par Simon Ville, Richard Simon.

Mendelssohn, en est au moins à l'aurore de la raison. Déjà nombre de juifs dégoutés de tout fatras Rabbanique, élaguent les additions humaines faites à la loi, sans toucher à la vérité des principes. On se plaint même que d'autres poussent jusqu'à la licence la liberté de penser; car trop souvent l'homme parcourt les extrêmes, & va de la crédulité grossière à un scepticisme décidé. Quant à l'aversion des juifs pour les autres peuples, nous en avons exposé les motifs; la cause & l'effet sont corrélatifs: supprimons les causes, & nous verrons qu'ils n'attendent qu'un changement de notre part, pour changer à notre égard; d'ailleurs il en coûte à l'homme pour haïr; c'est un principe qu'on est forcé d'admettre, non par grace, mais par justice: le juif harcelé par les hostilités continuelles, par les attentats les plus criants, a quelque fois repoussé la force par la force, ou opposé la haine à la fureur. Cette conduite ne sort pas de la nature, quoiqu'elle s'écarte de la raison. Mais prendra-t-on les paroxismes instantanés de la vengeance pour l'état habituel & nécessaire de son ame? est-ce raisonner, que de dire; le juif nous

hâit, parce que nous l'accablons de maux; il nous haïra donc, lorsque nous le comblerons de bontés.

Mais les juifs, dit-on, sont incapables d'être régénérés, parce qu'ils sont absolument pervers: tant de loix portées contre eux, leur supposent toujours une méchanceté native & indélébile; mais ces loix, qui sont le fruit de la haine & de la prévention, n'ont d'autre fondement, que le motif, qui les inspire. Cette perversité n'est pas tellement inhérente à leur caractère, qu'elle en affecte tous les individus; on voit éclore en eux des vertus & des talents partout dans les états du Pape, qui sont depuis si longtemps leur paradis terrestre, dans la Hollande, la Prusse & même parmi nous. MM. Hertz, Block & Marz illustrent actuellement la nation juive en Allemagne & Pinto est à la Haye. Nous croyons ce peuple susceptible de moralité; jusqu'à ce qu'on nous montre des obstacles invincibles dans son organisation physique, dans sa constitution religieuse & morale. Chérifflons les vertus, là où elles se trouvent, mais ne soyons pas assez inconséquents pour en

demander à ceux que nous avons contraints à devenir vicieux ; rectifions leur éducation , pour rectifier leurs cœurs. Il y a longtemps qu'on répète qu'ils sont hommes comme nous : ils le sont effectivement avant d'être juifs.

*M. Michaëlis* objecte à cette nation, qu'étant en opposition constante avec les mœurs générales, elle ne deviendra jamais patriote ; nous convenons qu'il est difficile de l'amalgamer à la société universelle ; mais entre l'impossible & le difficile il y a même distance qu'entre l'impossible & le possible. Le juif est invariable , il est vrai , dans ses mœurs & ses usages ; mais la plupart de ses usages ne contrariaient pas les fonctions civiles , & quant à celles qui paroîtraient en collision avec les obligations du citoyen , elles ne se sont maintenues que par l'invariabilité de conduite des nations à leur égard. Si nous ne disons pas avec *Helvétius* que l'homme en total est le produit de son éducation , nous conviendrons au moins qu'il est en grande partie le résultat des circonstances. Le juif peut-il jamais devenir patriote ? C'est la question de ceux qui lui reprochent de n'avoir pas aimé une patrie , qui le repouffoit

repouffait de son fein , & de n'avoir pas chéri des peuples acharnés contre lui.

Dans chaque pays les flatteurs exaltent l'attachement des peuples à leurs Souverains , à leur patrie , & l'on encense le maître aux dépens de la vérité. Qu'on étudie le caractère des hommes de diverses contrées , on verra que le plaisir , ou l'intérêt font les grands mobiles de leurs affections , pourvû que le peuple dorme avec sécurité dans ses foyers & qu'il y mange en paix les fruits du champ qu'il a cultivé fans trouble ; pourvû qu'il ne soit pas écrasé par le despotisme , il est satisfait ; mais hors de-là , le gouvernement lui est plus qu'indifférent , ainsi que le souverain : il fait même des vœux secrets pour des mutations ; parce qu'il imagine qu'un nouvel ordre de choses amenerait le bonheur ; du *patriotisme* , il ne connaît que le mot , excepté peut-être dans les lieux où il participe , même de loin , à l'autorité législative. Aussi peut-on poser en fait , que depuis deux ans le caractère français a acquis plus d'énergie & développé plus de patriotisme , que pendant deux siècles entiers.

Le juif répandu par-tout , & fixé nulle part , n'a guères que l'esprit du corps ,

mais qui n'est pas l'esprit national ; aussi observe-t-on communément , qu'à Londres il n'est pas anglais , ni hollandais à la Haye , ni français à Metz : c'est toujours un état dans l'état , parce qu'il n'est jamais traité comme fils de la patrie. Dans les républiques même , où le peuple actif dans la législation , n'obéit qu'à soi-même , le juif est toujours passif , toujours compté pour rien ; il n'a aucune propriété terrienne , le seul commerce lui procure des richesses portatives , qui le consolent foiblement de l'opprobre & de l'oppression , & si vous voulez qu'il aime une patrie , donnez lui en une.

Mais , dit M. Michaëlis , le juif envisagera toujours la palestine comme le terme de son repos , & ne verra jamais les autres pays que comme des lieux de passage , sans s'y attacher. Que faut-il croire de lui ou de *Boulanger* ? (a) Celui-ci nous assure que le fanatisme des juifs se refroidit , & qu'à la fin il pourrait s'éteindre totalement. Ils espèrent un retour dans la Palestine : mais ils espèrent en même temps la conquête de l'univers , qui assurera leurs possessions , en d'autres con-

---

(a) Boulanger , antiquité dévoilée.



trées. D'ailleurs ce retour est fixé à une époque incertaine : le Talmud leur défend d'y songer, de faire des démarches en conséquence, avant que des prodiges éclatants aient annoncé l'arrivée du libérateur.

On ne trouve en Europe que très-peu de juifs artisans ou artistes; dira-t-on pour cela que c'est faute d'aptitude? on en voit souvent signaler leur adresse: plusieurs réussissent dans la gravure, & actuellement la Prusse s'honore de posséder Abraham son célèbre médailleur (b). En orient, quoique la plupart des marchés passent par leurs mains, il sont (c) teinturiers, ouvriers en foye &c; dans les royaumes de Fez & de Maroc, en Ethiopie, où ils sont si nombreux & sur les côtes orientales de l'Afrique, où le commerce a peu d'activité, ils sont orfèvres, forgerons, taillandiers, tisserands, ils exercent tous les métiers.

Nos juifs seraient bientôt assimilés à ceux d'Orient & d'Afrique, si, malgré les clameurs de la haine, l'autorité publique daignoit les instruire & les maintenir dans

---

(b) Voyage de Tournefort, Tôm. 1. & 3.

(c) Etat présent de l'Empire de Maroc, pag. 83. & 105.

l'exercice de tous les arts mécaniques.  
(d) Beaucoup de chrétiens verraient peut-être avec peine, & d'un œil jaloux, qu'on les admit dans les corps d'artisans.

Faut-il forcer l'administration ? non, ne brusquons pas les préjugés, afin de les combattre d'une manière plus efficace ; la rivalité établira un foyer d'émulation qui tournera au profit des arts en les perfectionnant, & au profit des acheteurs même, en maintenant le bas prix pour fixer la concurrence dans le débit ; & qu'importe qu'ils soient reçus dans les corps d'artisans, si leur exclusion ne leur en dérobe aucun avantage, ni aucun privilège ? la plupart des métiers n'exigent que des avances assez modiques pour l'apprentissage & l'emplette des instrumens nécessaires ; l'indigence donc ne ferait pas un obstacle : bientôt on verrait des âmes ardentes & sensibles, des sociétés philanthropiques ouvrir des souscriptions pour former des ateliers gratuits, & les dons de la fortune couler dans les canaux creusés par la bienfaisance.

On pourrait même obliger les juifs en certains lieux à n'habiter que les maisons qu'ils auraient bâties, à ne porter

---

(d) Basnage Liv. 9. chap. 29.

que les étoffes qu'ils auraient fabriquées, & l'on pense bien que pour n'être pas aussi injuste que ridicule, ces réglemens exigeraient des modifications, selon les circonstances des temps & des lieux : que d'ailleurs, on accorde une libre circulation à leurs ouvrages ; qu'on encourage leur industrie, qu'on couronne leurs efforts par des distinctions & des récompenses ; la nécessité, cette maîtresse impérieuse, aura bientôt développé les facultés de l'Israélite, dont le génie souple se plie à tout ; l'honneur & l'amour du gain lui donneront plus de courage & d'énergie ; voilà donc cette nation conduite à la culture des arts & métiers ; & dut-elle y porter son génie rapace, rarement pourrait-elle en recueillir un gain frauduleux ; parce que les ouvrages mécaniques étant constamment soumis à l'inspection des acheteurs, il est assez facile d'en constater le mérite.

Un (e) second avantage, c'est d'établir entr'eux & les chrétiens des liaisons plus intimes. On demandera sans doute s'il faut aussi les rendre cultivateurs, & pourquoi pas ? jamais peut-être aucun peu-

---

(e) M. Gregoire, chap. 17.

ple ne fut si occupé d'agronomie, que les israélites en Palestine, c'est la remarque du judicieux Fleuri. Il (f) faut convenir cependant que tout ce qui tient à l'économie rurale, est actuellement aussi étranger à leur goût, qu'à leurs connoissances. Ceux qui possèdent des héritages attenants à leurs maisons, ignorent jusqu'aux éléments du jardinage, & sont obligés d'avoir recours à des mains étrangères; depuis leur dispersion, les juifs n'ont guères été cultivateurs.

(g) Pétachias qui, au douzième siècle, a voyagé en orient, en vit cependant qui labouraient vers Ninive. (h) Lorsqu'au même siècle Benjamin de Tudele visita la Grèce, il trouva le mont Parnasse habité par deux cents juifs qui le cultivaient & y recueillaient même des légumes; & pour citer des faits plus voisins de notre temps, on voit encore des juifs cultivateurs dans la Perse septentrionale & en Lithuanie. Au (i) siècle dernier le Cardinal Commandon vit beau-

(f) Mœurs des Israélites.

(g) Peregrinatio Rabbi Petachias.

(h) Benjamin itinerarium, traduit par Baratier.

(i) Vie du Cardinal Commandon par Gratiani.

coup de juifs en Ukraine livrés au labourage, & dont les travaux honnêtes n'étaient point avilis par l'usure; son assertion est très-croyable: quoique la rosée du ciel ne fertilise pas toujours le champ du laboureur, la bénédiction céleste paroît presque toujours répandue sur son état; & parmi les classes inférieures de la société, il n'en est point où l'on rencontre des mœurs plus pures & une probité plus intègre.

On conçoit que les juifs peuvent être propres aux métiers, dont la plupart exigent moins de force que d'adresse; mais, me dira-t-on, l'agriculture exige une constitution robuste, que le juif n'a pas; le doute qu'on forme sur la possibilité de les rendre agricoles, ne nous empêche pas d'embrasser l'affirmative; car nous ne prétendons pas dire aux juifs de fermer aujourd'hui leurs boutiques, & demain de labourer la terre; ils pourront s'éclairer des lumières & s'aider des bras d'autrui. Les travaux rustiques appelleront donc l'hébreu dans nos champs jadis arrosés du sang de ses pères, & qui le feront désormais de ses sueurs. Il quittera son manoir pour aller respirer l'air des côteaux: bientôt stimulé par l'in-

térêt, ses bras qui ont déjà la souplesse, se fortifieront par l'exercice, & cet avantage physique en amenera pour les mœurs un plus précieux ; puisque le premier des arts est encore le premier en vertu. Il est plus que probable qu'en peu de temps on rendrait les juifs agricoles, & que bientôt ils s'estimeraient heureux de faigner un marais, de défricher une lande qu'ils fertiliseraient ou qu'ils bâtiraient.

Quelques-unes de nos colonies, & plusieurs de nos provinces, comme la Bretagne, la Guyenne, demandent des bras ; que la voix du gouvernement les appelle dans ces contrées & les disperse parmi les chrétiens. Si l'Espagne, appauvrie au milieu de ses trésors, eut connue ses propres & vrais intérêts, ses campagnes s'embelliraient sous la main de trois cents mille juifs, qu'elle a chassés de ses états.

N'allez pas croire que les juifs, devenus cultivateurs, voulussent suivre les dispositions du Pentateuque, relativement aux années sabbatiques & jubilaires ; persuadés que ces ordonnances étaient purement locales, ils les ont toujours restreintes aux limites de la Palestine. Trop heureux s'ils avaient compris que leur

religion était la seule, dont l'ensemble soit devenu par-tout une pratique impossible ; l'Eternel les appelait dans une nouvelle alliance, dont la première n'était que la figure. Il est à la vérité certaines défenses concernant l'art rustique, qui, si l'on en croit (k) Léon de Modène, sont encore censées obligatoires ; telle est celle de semer du méteil, d'accoupler diverses espèces d'animaux pour se procurer des mulets. Le juif n'attellera peut-être pas l'âne à côté du bœuf & ne tissera pas le lin avec la laine. Mais on ne voit là que des usages différents des nôtres & non de grands inconvénients. Il est fort douteux que les rabbins voulussent presser l'observation de ces statuts. (l) Le dix-neuvième chapitre du Lévitique qui les contient, en offre d'autres sur la conservation de la barbe, dont les juifs portugais ont cependant abrogé l'usage. Ne craignons donc pas qu'ils soient longtemps asservis aux réglemens Talmudiques, dont heureusement la partie la moins absurde est celle

---

(k) Voyage de Dalmatie, de Grece & du Levant, par Wfules.

(l) Cérémonie & coutume des juifs, par Léon de Modène.

qui concerne l'agriculture. Espérons que bientôt le juif en mettroit les rêveries au niveau de celle de Matthieu Landsberg. Il tira d'abord la défense d'enter des arbres, d'avoir dans son clos des arbres greffés, tandis qu'on lui permet d'en manger le fruit. Cette contradiction choquante le révoltera, & de telles chimères s'évanouiront au souffle d'une raison cultivée.

Mais, dira peut-être quelqu'un : obligerez-vous les juifs à chomer avec vous les dimanches & les fêtes ? alors deux jours consécutifs de la semaine seront dérobés au travail ; leur permettrez-vous d'y vâquer en ces jours ? cette innovation aigra les peuples, & l'on ne doit pas, ce semble, la permettre, du moins actuellement ; mais on peut interdire aux juifs le travail extérieur ou trop bruyant, qui troublerait la sanctification des dimanches, sans cependant les réduire à l'imitation. On n'ira pas l'épier dans sa maison pour savoir s'il s'occupe à tiler son chanvre, à cribler son grain, tandis que son épouse maniera l'aiguille ou la quenouille ; & lorsqu'une moisson déperissante ou d'autres raisons urgentes exigeraient le travail du dimanche, le juif



jouirait, bien entendu, de la même liberté que les chrétiens.

On fait combien est stricte l'observation du sabbat, malgré cela il est à croire que les rabbins se relâcheraient sur cet article, lorsque leurs décisions seraient autorisées par le besoin: & le juif éloignerait ses scrupules, lorsqu'il aurait pour caution l'infailibilité de ses docteurs.

Passons maintenant à la question de savoir : s'il est possible de former les juifs à l'art militaire. Voyons de quoi ils sont capables; si d'un juif on peut faire un laboureur, comme nous venons de le prouver, pourquoi n'en ferait-on pas un soldat? pourquoi serait-il borné, comme le voudraient certaines personnes, à défendre la patrie par son argent & non par sa personne? chez les Romains, la profession militaire demandait une constitution forte: le soldat, chargé d'armes pesantes portait encore sa provision pour plusieurs jours & soit en paix ou en guerre, il conservait sa vigueur par l'apreté d'un travail continu, au lieu que dans nos gouvernements modernes, le soldat s'énervé en temps de paix par l'inaction qui le conduit au libertinage, qui l'abâtardit de

plus en plus ; & depuis l'invention de la poudre , quand il faut marcher contre l'ennemi , le courage & l'adresse lui sont plus nécessaires que la force. Un savant respectable l'a dit avec raison , la guerre n'est presque plus que le résultat d'une opération de chymie ( *M. Duhamel de Metz dans son mémoire* ).

Peut-être sera-t-on surpris de supposer aux juifs le germe de la valeur ? Caron les regarde comme des vils esclaves , parmi lesquels on trouverait à peine un Spartane : mais cette nation si belliqueuse sous les princes amonéens , qui au sixième siècle soutint Naples contre les entreprises de Belisaire , ( *Procop. bel. goth. Liv. 1. chap. 8.* ) qui au dixième aida les chrétiens à chasser les brigands , dévastateurs de la Bohème ; ( ce qui leur valut la liberté d'ériger une synagogue à Prague ), qui en 1346 se fortifia dans Burgos , & résista à Henri de Transmar , assassin de son Souverain légitime : cette nation qu'on dit avoir fourni un général habile au Portugal & un commodore à l'Angleterre ; qui dans le siècle dernier s'est distinguée à la défense de Prague & de Bude assiégés en 1648 , qui brilla à l'attaque de Port-Ma-

hon ; ne peut-elle s'annoblir sous nos  
 mains & se rendre digne de marcher  
 sous les drapeaux français ? lorsqu'on  
 voudra recevoir les juifs dans nos régi-  
 ments, ou les soumettre aux levées des  
 milices, il est essentiel de les disperser  
 dans les corps militaires ; car plus on  
 multipliera leurs rapports avec nous,  
 plus on aura de facilité pour les réformer.

On conçoit la possibilité de lever une  
 légion uniquement composée de juifs.  
 Mais tant de raisons combattent la for-  
 mation d'un corps ainsi constitué, que  
 les déduire, ferait insulter à la  
 pénétration du public. Une police vi-  
 gilante & ferme mettrait les juifs,  
 distribués dans nos régiments, à l'abri  
 des avanies. Quand on commande aux  
 Français, la subordination & l'honneur  
 sont deux ressorts puissants, toujours fa-  
 ciles à mouvoir, & le ministère saura  
 en diriger les mouvements d'une maniè-  
 re conforme à l'accomplissement de ses  
 vues, à l'exécution de la réforme qu'on  
 propose. Quelques observances rabbini-  
 ques établiraient d'abord quelque diffé-  
 rence entre les soldats juifs & chrétiens :  
 par exemple, ils ne mangeront pas au  
 même repas du laitage & de la viande :

mais bientôt l'impérieuse nécessité, l'exemple & les plaisanteries innocentes qui attaqueraient la chose & non la personne, feront disparoître ces vétilles. Tel, qui auparavant eut cru faire une faute en se servant à table du couteau d'un chrétien, devenu son camarade, il finira par user des mêmes mets que lui.

Les juifs Levantins & Allemands ne boivent pas communément du vin que les chrétiens ont pressuré, tandis qu'ils ne se font aucun scrupule de boire du cidre & de la bierre préparée par nos mains. Mais déjà ceux d'Italie, plusieurs même des nôtres, ont abrogé ces petitesse. Ne croyons pas même qu'ils dussent se refuser longtemps à manœuvrer le jour du sabbat. Déjà dans le Talmud & dans (m) Maimonides on a trouvé deux passages qui le permettent formellement.

Les journalistes juifs de Berlin viennent de tranquilliser sur cet article la conscience de leurs frères enrôlés par l'Empereur. D'ailleurs l'exemple de Josué & des Machabées, leur apprendrait

---

(m) Le Code Theodor, Liv. 34. de Juddis en 418.

qu'en pareil cas on peut non-seulement défendre ses foyers, mais encore attaquer ceux de l'ennemi; & l'on fait qu'au siège de Jérusalem ils travaillèrent sans distinction de jour; admis dans les troupes romaines pendant quatre siècles, ils continuèrent sur le même pied, jusqu'à ce que l'Empereur Honorius s'avisa de déclarer incapable du service militaire une nation qui avait brillée dans les armées d'Alexandre & de Ptolémée; qui vaincue par Pompée, avoit conquis l'estime de son vainqueur: qui, dans la guerre contre Mithridate, avait forcé la victoire à se déclarer en faveur de César, & qui depuis quatre siècles figurait avec distinction sous le drapeau des légions romaines.

Dans les quatre ou cinq premiers siècles de l'ère chrétienne, les juifs dispersés avaient la même loi qu'aujourd'hui & à-peu-près les mêmes préjugés, car les Talmuds existaient: ils exerçaient tous les arts & métiers, & remplissaient toutes les fonctions civiles; parsemés chez ces nations, toutes allaient adorer le Créateur, chaque une en sa manière dans leurs temples respectifs, & au sortir de là, elles montaient de concert sur

les mêmes vaisseaux pour fillonner les mers, elles marchaient au combat sous les mêmes étendarts & arrosaient les mêmes campagnes de leurs sueurs.

De là on peut conjecturer si on peut incorporer les juifs à la société générale. Toutes ces objections tombent d'elles-mêmes quand l'expérience parle ainsi, comme on vient de le prouver : s'il est évident que leurs loix religieuses & politiques, que leurs mœurs & préjugés sont compatibles avec la révolution proposée, pour lors la proportion parallèle est établie ; car le nœud de la difficulté était de savoir, si leur état actuel pouvait admettre des changements calqués sur les loix religieuses, politiques & fiscales des chrétiens. Mais dans une matière de cette importance pourrait-on se plaindre d'une surabondance de raisonnemens qui fasse taire toutes réclamations ? ce peuple est la seule chose qui embarrasse les Souverains ; car tous desireront cette réforme. Trop longtemps ils se sont privés de l'industrie d'un peuple qui, bien dirigé, eût avancé le règne de la prospérité publique. Le citoyen sensé s'écrie depuis longtemps : pourquoi faut-il que la maison du juif mon voisin, m'offre

m'offre un individu pros crit? donnez-moi dans sa personne un être utile, qui partageant avec moi les charges & les avantages de citoyen, puisse alléger mon fardeau, & avoir part à ma tendresse; le juif insouciant & faisant peu de cas de l'opinion publique, est toujours livré à de basses spéculations: parce qu'on n'a pas dirigé d'une manière efficace son génie vers d'autres objets, que le commerce.

Pour réformer les juifs, qu'on ne croye pas qu'il fût de leur accorder des lettres de naturalité. Les juifs portugais qui jouissent en France de ce bienfait depuis le règne de Henri II, ont ordinairement des connoissances sensées, des sentiments plus délicats, que les autres juifs. Calomniés sous Henri III, ils furent justifiés d'une manière éclatante.

Cependant ils ne sont pas encore Français, & l'œuvre de leur régénération n'est encore que commencée. L'éducation & la législation n'atteignent jamais leur but qu'en adoptant une marche graduellement réglée sur les circonstances & la nécessité; ce but est souvent manqué, parce que les méthodes & les loix ne sont point adaptées au génie national, & s'il était permis d'opi-

ner sur les actions d'un Souverain , on diroit que (n) l'édit impérial a le défaut essentiel de franchir tous les intermédiaires. Il est arrivé de-là , qu'en Gallicie & Lodomerie , on s'est vu contraint de leur ôter plusieurs privilèges & de restreindre les autres.

## COMMERCE DES JUIFS ET BORNES A Y METTRE.

(o) Un auteur a écrit qu'un état commerçant ne saurait tout-à-fait se passer de juifs. Et pourquoi , dit M. Grégoire , ne le pourrait-il pas ? Tyr & Carthage ont fleuri sans eux. Genève , Brême , Augsbourg & Nuremberg n'en ont point , & même cette dernière ville ne les souffre pour quelques moments dans l'enceinte de ses murs , que sous l'escorte d'une garde qui tranquillise le gouvernement sur leurs démarches. A Augsbourg , ils payent un florin par heure ; a Brême , un ducat par jour. Le raisonnement sim-

---

(n) Journal de Luxembourg 1754.

(o) Institution politique par le Baron de Bielfeld ,  
2<sup>e</sup> partie.



ple détruit en même temps l'assertion du spectateur anglois, (p) qui les considère comme les chevilles & les cloux absolument nécessaires pour lier les parties d'un grand édifice. Leurs fonctions mercantiles sont-elles de nature à ne pouvoir être exercées par d'autres mains ? faut-il absolument tenir à la synagogue pour acheter des fonds de boutique, s'occuper à la fripperie & s'employer à la remonte de la cavalerie ? on a demandé quelque-fois s'il ne ferait pas expédient de leur interdire tout commerce. Ce serait l'équivalent d'affaffiner des malheureux, qui, privés tout-à-coup du seul moyen qui leur reste pour avoir du pain, ne pourraient plus se sustenter, que par le vol, au défaut du trafic ; faudrait-il aussi les aggréger au corps des marchands (q) ? Cette question, qui, dans plusieurs tribunaux a causé des débats fort aigres, eut été décidée facilement, si on n'avait consulté que la raison & l'humanité. Celle-ci aurait invoqué la commisération en leur faveur, & l'autre aurait fait leur apologie. Elle aurait pu alléguer leur soumission aux

---

(p) Spectateur anglois, Tom. 5. pag. 442 & suiv.

(q) Plaidoyer de M. Lacrételle fils. Bruxelles 1775.

puissances, leur résignation dans leur malheur, leur activité dans tout ce qui s'appelle commerce de détail; avec autant de patience, de sobriété & d'économie, que les marchands arméniens, ils ont plus de sagacité pour épier l'occasion & pour la saisir . . .

Dans chaque pays il y a des branches de commerce, des manufactures abandonnées ou languissantes, & l'on supplée à la paresse nationale en important de chez l'étranger. Voilà de vraies mines d'or que le juif industrieux pour tout ce qui est lucratif saurait exploiter, outre l'avantage de leur fournir par-là des occupations & des moyens de vivre, pour peu qu'ils fussent encouragés par le ministère, bientôt, ils feraient baisser le prix des marchandises importées, & empêcheraient le numéraire de passer chez l'étranger.

(r) Mais lorsqu'enfin leurs ouvrages auraient acquis une supériorité décidée, ils voudraient peut-être tyranniser les acheteurs, en réglant les prix d'après leur avarice. Peut-être aussi que, sous prétexte de faire le cabotage ou d'ex-

---

(r) M<sup>r</sup>. Caroni voyage en Pologne. Leipzig 1784.

exploiter leurs ouvrages, quelques-uns se livreraient au commerce interlope. Dans ces deux cas on sévirait contre eux, en rectifiant les loix trop peu sévères, qui punissent le monopole & les loix trop sévères qui punissent la contrebande. Tant que les juifs pourront subsister par le commerce & l'usure, ils le feront, tant ils y sont habitués; mais n'oublions pas qu'il est essentiel de les éloigner de cette route, & de les porter vers d'autres objets pour éteindre ou amortir en eux l'esprit d'usure, & si, pour opérer une révolution, on croit qu'il soit essentiel de le leur interdire, il faudra partir de la date de l'édit promulgué, laisser un intervalle de quelques années pour les préparer à cette réforme, mais alors il paraîtrait aussi juste que nécessaire, de ne pas y soumettre les individus mariés, ou qui, sans l'être, auraient vingt ans; car le juif lié à cet état ou parvenu à cet âge, a probablement formé son plan d'occupation pour la vie: il a pris son pli, & vouloir le soumettre à la prohibition, ce seroit en pure perte mettre son génie à la torture; & peut-être renverser l'édifice de sa fortune.

L'édit que nous avons proposé, n'offre aucun de ces inconvénients ; car il leur laisse la liberté de commercer en faisant les échanges à prix comptant : & il ne les expose pas à être frustrés de ce qui leur est dû (s). Parce que n'ayant pas force rétroactive , ils laissent subsister toutes les créances antérieures à sa promulgation ; & en le publiant , on reculeroit de quelques années le moment où il commencerait à être en vigueur ; le juif , qui , dans un avenir peu éloigné , verra les entraves préparées à son commerce , s'assurera d'autres moyens de fortune , quoi qu'on le dise ennemi du travail manuel , & ses enfants , qui grandiront , chercheront dans l'exercice d'un métier une subsistance assurée. C'est ici où prudemment il faudrait leur interdire des occupations d'un certain genre , comme la tenue d'auberge , chose si commune en Pologne : cet état facilite les manipulations pernicieuses ; les falsifications de comestibles : il laisse trop à volonté la taxation de dépenses , & dans leurs maisons il présenterait une invitation à la fripponnerie , & préparerait aux

---

(s) M. Grégoire.

voyageurs des vexations pécuniaires & des dangers pour la santé. Il faut encore les éloigner de toutes les fonctions qui pourraient les constituer receveurs d'impôts gabelles, &c. caissiers, douaniers, procureurs, & autres qui donnent trop de facilité pour commettre des concussions, pour faire la maltôte & la contrebande ; car il ne faut jamais perdre de vue le caractère de la nation juive, qu'on se propose de rectifier.

Ce serait un abus d'assigner aux juifs des quartiers séparés : nous pensons qu'il ferait plus à propos de les mêler avec les chrétiens (1), dans les premiers siècles de leur dispersion, ils ont souvent tenté de se rétablir en corps national : des brigands s'en déclaraient libérateurs, & des milliers d'hommes volaient sous l'étendard de la revolte. Mais en voulant secouer leurs chaînes, ils les ont toujours rendues plus pesantes : leurs efforts n'aboutissaient jamais qu'à les couvrir de confusion & à leur attirer de nouveaux malheurs. Trois hommes d'entre les chrétiens passent pour avoir for-

---

(1) Essai sur la régénération physique, morale & politique des juifs.

més, chacun en particulier, le projet ou du moins le desir de rassembler les juifs dans quelques coins du globe; la Payrere au siècle dernier, dans le nôtre le duc de Riparda, mort à Tétuan en 1737 & le marquis de Langallerie mort en prison à Vienne, vingt ans auparavant. Les-îles de l'archipel étaient dit-on, l'asile que ce dernier destinait au peuple hébreu.

Ces projets, dignes de leurs auteurs, sont enterrés avec eux, en supposant qu'ils eussent fait des tentatives efficaces pour réunir ce peuple, seraient-ils parvenus à former un gouvernement bien organisé? non sans doute, ils n'eussent rassemblés que des fanatiques, dont le fanatisme eut empiré journellement; parce qu'enivrés d'une prospérité passagère, ils auraient cru bonnement que le Messie allait paroître pour leur donner l'empire du monde, & soumettre tout à Israël.

Réunir les juifs pour les guérir de leurs préjugés, c'est jeter du souffre sur un brasier pour en éteindre l'activité, il est donc essentiel de les isoler, de rompre, autant que faire se pourra, toute communication entr'eux.

Il semble qu'on ait cru pouvoir limiter leur population en limitant l'étendue de leurs habitations ; car on leur a presque toujours assigné des quartiers à part, où ils n'ont la liberté que de s'étendre en hauteur, & pour ne citer que la province de Lorraine, on dira que telle est la disposition formelle d'un arrêt du Conseil d'Etat de Léopold en 1726. Cet usage universel admet très-peu d'exceptions : quelques villes d'Italie ont même conservé l'usage de les enfermer tous les soirs dans les rues séparées qui leur sont assignées (u). On n'est pas de l'avis de Bœhmer, lorsqu'il approuve & conseille cet usage, sous prétexte que le mélange des juifs avec nous, sert à entretenir la haine & l'aversion contr'eux.

Il semble au contraire qu'en isolant les juifs, on alimente la haine des chrétiens, d'ailleurs la religion de jour en jour mieux connue, appuie les droits de l'humanité en ralliant les mœurs, & les chrétiens d'aujourd'hui ne sont pas ceux du XII<sup>e</sup> siècle ; nous avons parlé des traitements que les juifs essuyaient autre-fois à Tou-

---

(u) *Dissertatio juridica de causa judaeorum tolerantia*, par Bœhmer. Hal. Magd. 1736.

louse & à Beziers, mais si actuellement un bourgeois de ces villes, oubliant les maximes de l'évangile, outrageait un juif, la sévérité la plus grande réprimerait sûrement un attentat également lâche & cruel, aux inconvéniens que Boëmer a cru voir dans le mélange des juifs avec les chrétiens; on peut opposer les dangers plus réels qui résultent de leur séjour dans des quartiers séparés (x). C'est dans ces tristes réduits que fermentent sans cesse un air pestilentiel & capable à répandre ou même à causer des maladies épidémiques. C'est là que les juifs sont toujours un peuple à part, & qu'ils concentrent leur misère & leurs préjugés qui s'enracinent d'autant plus, qu'ils sont soutenus par l'exemple & l'enthousiasme; qui agissent par le rapprochement des individus & le juif, plus qu'un autre, est facilement subjugué par ces deux moyens: son ignorance & ses principes le disposent à la séduction. Lorsqu'ensuite on veut détromper un peuple égaré par ces deux voies, on en a meilleur compte en le prenant en détail, qu'en travaillant sur une quantité réunie.

---

(x) Avis aux Messins sur leur santé, par M. du Tennetar.



Presque tous les juifs desirer la facilité de se disperser ; parce qu'elle donne plus d'extension à leur liberté, & à leurs moyens de fortune : on fait même que les plus sensés d'entr'eux la souhaitent encore par un autre motif ; on conçoit qu'ayant plus de connoissances & de pénétration , qu'une populace plongée dans les préjugés & le cagotisme, ils s'ennuyent d'un voisinage où ils échappent plus difficilement aux tracasseries de l'ineptie fanatique. Croirait-on, par exemple, qu'à Metz la synagogue a dressé procès-verbal & a voulu intenter action judiciaire contre quelques jeunes juifs coupable du crime abominable, suivant eux, de vouloir être propres : ils poudraient leurs cheveux : en conséquence un célèbre avocat de Metz (y) fut consulté par ces derniers. Il est fâcheux que son mémoire n'ait pas paru, il eut charmé le Public, & eut couvert la synagogue d'un ridicule ineffaçable. Les juifs auront donc la liberté de s'établir indistinctement dans tous les coins de la cité ; mais on limitera le nombre de ceux qui pourront habiter

---

(y) M. Emmery.

en chaque lieu, suivant l'étendue de la ville ou du village, & ce nombre complété, les autres seront obligés de résider ailleurs, sans que les seigneurs ni les municipalités puissent refuser les postulans, dès qu'en payant les droits d'entrée, ils se seront procuré un logement, & qu'ils auront fournis la preuve de l'impossibilité à rester dans le lieu d'où ils sortent; on ne recevra dans les villages, que ceux qui seront artisans ou artistes, fermiers ou propriétaires, sans quoi le juif de l'endroit ferait bientôt l'usurier, le maltôtier & deviendrait le vautour du canton; en donnant au juif des relations permanentes avec tous les citoyens, il s'attachera insensiblement à tout ce qui l'entoure, & ses liaisons multipliées avec nous, donneront plus de prise & de force pour battre en ruine ses préjugés.

Le Talmud, qui a fort enchéri sur la loi de Moïse (1) leur défend de travailler, de toucher aucun instrument mécanique & de l'argent, d'écrire, d'aller à cheval ou en voiture, même de s'éloigner à pied de la barrière de la ville au

de-là de 2000 pas, les jours de fêtes: que cette défense & plusieurs autres les rendent incapables de presque tout service militaire & d'emplois publics: mais il remarque aussi qu'elles ne les empêchent point de s'adonner au commerce, aux arts & à l'agriculture, ce qui les attachera à la patrie, où ils ne se regarderont plus comme étrangers.

Il faut donc leur permettre l'exercice de tous les arts libéraux & mécaniques & sur-tout l'agriculture, ce qui diminuera parmi eux le nombre des marchands, & par conséquent celui des fripons.

On sent qu'on doit accorder des encouragements à ceux qui dessècheront des terres incultes, qui établiront des manufactures, ou qui introduiront dans le royaume quelque nouvelle branche de commerce; pour (a) atteindre ce but il sera indispensable de leur défendre l'usage de la langue & du caractère hébraïque & sur-tout du jargon qui leur est particulier, tant pour leurs livres que pour leurs contrats de commerce soit entr'eux,

---

(a) Journal Encyclopédique.

soit avec les chrétiens & qu'aucune traduction de l'hébreu en l'ange vulgaire ne soit admise dans la société civile, bien moins encore en justice.

Il faut en conséquence ouvrir à leurs enfants les écoles publiques pour y apprendre les langues usitées, ce qui produira un double avantage, en leur facilitant les moyens d'éclairer leur conduite, & en les rendant dès leur enfance familiers avec les chrétiens, ces liaisons les engageront à les imiter dans leur manière d'agir & dans leur façon de vivre; ils contracteront avec eux des liaisons d'amitié, qui se fortifieront avec le tems, par la conformité de la langue & des usages, sur-tout par reconnoissance pour la liberté qu'on leur aura accordé; ils apprendront par ces liaisons, que les chrétiens adorent l'être suprême, comme eux, & par conséquent ils ne se permettront pas à leur égard le dol auquel le Talmud les autorise à l'encontre des payens.

Pour mieux faciliter ces liaisons, il faut défendre sévèrement à leurs Rabbins & sin-dics de s'arroger la moindre autorité sur leurs confrères hors de la sinagogue, d'en défendre l'entrée & les honneurs à ceux qui se coupent la barbe, qui se frisent,

qui ne sont point munis de la marque extérieure & apparente qui leur sera prescrite pour les distinguer d'avec les chrétiens ou qui persistent à observer les usages superstitieux & indifférents à leur culte, il faut leur défendre tout prêt d'argent, & déclarer nuls tous leurs titres sur le militaire, ou sur toute autre personne qui n'est pas marchands à moins que ce ne soit un acte passé par-devant notaire, ou un mémoire d'ouvrage ou de marchandises fournies, dans lequel ils spécifieront les quantité, qualité, prix & époque de la livraison de chaque article, il faudra en outre qu'ils prouvent qu'à cette époque ils faisaient réellement le commerce de la marchandise fournie; si ces moyens ne préviennent pas tous les abus mercantiles, ils en empêcheront au moins un très grand nombre; le cordonnier par exemple, ne pourra point prétendre avoir vendu vingt paires de souliers en une seule fois à un particulier qui n'est pas marchand, ni lui avoir prêté de l'argent, ni lui avoir fourni des meubles, des bijoux, & tout autre article qui n'est point de son commerce.

Lorsqu'un auteur connu (b) examine s'il est des changements qui peuvent s'accorder avec les loix religieuses & politiques des juifs, & avec leurs préjugés, tels que ceux ci-dessus proposés, il observe que des changements qui n'embrassent que les arts, le commerce & l'agriculture, &c. ne sont point incompatibles avec les loix religieuses de l'ancien Testament, qu'aujourd'hui même l'agriculture est débarrassée de la plûpart des préceptes que Moyse n'avait donné que pour la Palestine; que le Talmud, dont le texte est traduit en latin, renferme plusieurs traités de commerce & d'agriculture; aussi dit-il, voit-on des cultivateurs juifs en Pologne, en Turquie & en Perse, il y en a aussi quelques-uns aux environs de Bayonne sous la protection des maisons de Crammont & d'Aprémont; comme à Pinache, à la Bartide &c.

Le dimanche ils s'occupent dans l'intérieur de leurs maisons à régler leurs comptes, à reparer leurs instruments de labourage, à soigner leurs bestiaux, &c.

Le

---

(b) M. Zalkind hourwitz dans son apologie des juifs.

Le samedi même n'est pas entièrement perdu pour eux : ils l'emploient à la lecture , à l'instruction de leurs enfans , à visiter leurs amis.

En conséquence du système que nous venons de proposer , il conviendrait qu'on permit aux juifs d'acquérir ; d'acheter & de changer des biens-fonds ; car jamais la terre n'est mieux cultivée, que par les mains du propriétaire. Lorsqu'ils auront des possessions terriennes, leur fortune sera mieux connue, on aura plus de facilité d'empêcher qu'ils ne deshéritent ceux de leurs enfans qui embrasseraient le christianisme ; mais en conservant les droits de ceux-ci, nous n'imiterons pas l'injustice de Giasar-Sadec qui statua que les enfans juifs ou chrétiens qui se feraient musulmans seraient héritiers universels de leurs parents. L'édit (c) qui annullerait les créances des juifs sur les chrétiens, les rendrait aussi incapables d'acquérir des droits d'hypothèque sur les biens de ceux-ci, sans cela l'usure rentrerait par cette porte : la mauvaise politique de la Pologne doit servir de préservatif, il fut un temps où les juifs.

---

(c) M. le Comte d'Arco. Venise 1782.

de ce pays, faisant tout le commerce extérieur & intérieur, y possédaient encore les meilleurs fonds de terre: en laissant aux juifs la liberté d'acquérir des fonds & de prendre des fermes à bail, ne pourrait-on pas les obliger à les exploiter par eux-mêmes ou par les mains d'autres juifs, aidés cependant de domestiques chrétiens? ce règlement aurait le double avantage de les forcer à la culture, & d'empêcher qu'ils n'agrandissent trop leurs héritages; si l'on craignait que ce moyen ne limite trop leur liberté, l'on pourra y donner plus d'extension, mais il conviendra au moins de régler que leurs acquisitions, en biens immeubles, ne pourront excéder la valeur d'une somme déterminée, par exemple celle de 20. 24 ou 30,000<sup>fr</sup>.

En 1434 les habitans de Verdun envoyèrent des députés au concile de Basle & y exposèrent, qu'étant limitrophes d'un pays souvent dévasté par la guerre, il leur fut permis d'admettre dans leur pauvre ville des juifs, qui par leur industrie, pussent la vivifier & y amener l'aisance. Cette requête, dit Vassebourg, (d)

---

(d) Vassebourg, antiquité de la gaule. belg. L. 7. pag. 480.



fut agitée & rejetée bien rigoureusement, les juifs pouvaient-ils réaliser les desirs de cette ville, ou les Verduinois avaient-ils mal spéculé? c'est ce que nous n'examinerons pas; mais il est au moins très douteux qu'aucune ville désirât leur admission; car, selon le même auteur, heureuse est la ville dans laquelle on ne trouve pas Abraham, Nemrod & Naaman, c'est-à-dire, dans laquelle on ne trouve ni juifs, ni tyran, ni lepreux.

Léon de Modene (e) a essayé de justifier sa nation sur l'article de l'usure, en alléguant les défenses portées dans le pentateuque; c'est une singulière apologie, que de citer le texte d'une loi, pour prouver qu'on ne l'a pas enfreinte. Qui ne fait au contraire, que les livres saints ont servi de prétexte aux brigandages des juifs, & qu'appuyés sur un passage du Deutéronome (f) commenté par la cupidité, ils se sont étendu par toute la terre de Chanaan, pour avoir droit de trouver par-tout des Ammonites & des Phi-

(e) Histoire des rits & coutumes des juifs, par Léon de Modene.

(f) Deutéronome ch. 23. v. 19 & 20.

listins ? d'ailleurs, toujours préoccupés de l'idée d'un Messie, qui doit leur soumettre l'univers, ils ont cru sans doute que leurs profits usuraires n'étaient qu'une légère anticipation sur ces futures conquêtes (g). On assure, que bien des synagogues empruntent à gros intérêts, parce qu'elles ont la certitude d'un profit clair, en prêtant ensuite elles-mêmes à intérêts plus forts; aussi TOSTAT, & avec lui une foule d'auteurs prétendent, que les juifs ne croient pas pécher en fraudant les chrétiens. Et le chapitre II. de l'Exode v. 2. & 3. semble les autoriser à dire & prétendre que tous les biens de la terre appartiennent à la semence d'Abraham; conséquemment que les chrétiens les possèdent injustement, & que pour cette raison, suivant le commandement de Dieu, qu'ils interprètent très-mal & appliquent encore plus mal dans ledit onzième chapitre de l'Exode, il leur est permis, ainsi qu'à leurs pères, de les réclamer, & en quelque façon de se les approprier; si l'affertion était vraie, comme la conduite des juifs le fait croire, trouverait-on de la franchise par-

---

(g) M. Grégoire.

mi des hommes qui auraient le secret de friponner sans remords & qui ne pourraient être honnêtes gens, qu'en agissant contre leurs principes? la crainte du châtement fera donc le seul frein qui les arrêtera; mais le flambeau de la justice ne peut pas toujours dissiper les ténèbres dont le crime se couvre, on fait d'ailleurs que la justice est aussi un effet commercable, & qui devient, pour certaines gens, une branche d'industrie assez lucrative. Avec des écus, le juif achete des protecteurs en crédit, qui les couvrent de leurs ailes; & par ce moyen la fourberie devient une maladie contagieuse qui altère la pureté des mœurs nationales.

*Comment les juifs sont devenus commerçants & usuriers.*

L'état politique des puissances Européennes, dans le moyen âge, fournissait aux juifs bien des moyens, même légitimes, de s'enrichir. Toutes les ressources du commerce se trouvaient naturellement entre leurs mains, car alors (le clergé mis à part) de quels hommes étaient composées les nations? de seigneurs & d'esclaves. Ceux là, livrés

à la dissipation, à la chasse & aux exploits militaires, ne pensaient pas à bonifier leur fortune par la voie du commerce : ils l'auraient dédaigné, s'ils l'avaient connu, ceux-ci n'avaient ni la facilité de quitter leurs chaumières pour faire circuler les productions de la nature, ni le desir de multiplier les jouissances des tyrans, qui ne leur en laissaient aucune.

Les juifs, pour la plupart, étaient serfs également; mais n'étant pas attachés à la glébe, ils conservaient une certaine portion de liberté qui ouvrait une carrière à leur industrie. Vendre & acheter, furent alors des occupations réservées presque exclusivement à eux seuls, ils faisaient tout le commerce de détail, surtout en Allemagne; on laisse à penser si, avec de l'avidité pour le gain, une intelligence, qui d'un coup d'œil voyait les profits à faire, de la facilité pour la correspondance entr'eux & leurs frères des autres pays, & des occasions pour faire valoir tous ces moyens; ils durent amasser des richesses . . . Presque toujours on a vu la partie la plus nombreuse de cette nation se traîner paisiblement sous les lambeaux de la misère, tandis

qu'un petit nombre avait le talent d'accumuler des trésors; mais ces richesses, acquises par des voies odieuses, furent souvent la proie d'une populace effrénée qui prétextoit le recouvrement de son bien. Quand l'orage étoit passé, le même prétexte autorisait le juif à des vexations nouvelles, qui donnaient lieu à de nouveaux pillages. Revenu (i) sur la scène, le juif, suivant l'expression du Cardinal Hugues, contemporain de St. Louis, sans battre monnoye, d'un sol *tournois* en faisait un *Paris*, & suivant celle de Chrysippe dans Lucien, il tirait, l'anatocisme, l'intérêt de l'intérêt, comme d'une conséquence on en tire une autre; parce qu'il régloit les usures sur le risque qu'il courait de perdre tout.

Un (k) édit de l'an 1228, rendu sous la minorité de St. Louis, avait déjà ordonné, que pour dettes contractées envers les juifs, on dresserait trois exemplaires du billet obligatoire, dont l'un serait remis aux officiers royaux, un autre au débiteur & le troisième au juif créancier; en Normandie il fut un temps,

---

(i) Hugues in Psal. 14.

(k) Martene *Thesaurus novus anecdotarum*, Tom. 1. pag. 1222.

où les dettes contractées envers les juifs, n'étaient censées légitimes que lorsqu'elles avaient été enrégistrées par le bailli, devant lequel les créanciers étaient obligés de citer leurs emprunteurs.

En (l) Hesse, on leur a défendu de prêter sous seing privé, une somme excédant vingt florins. Dans (m) les terres de Darmstadt, on a exigé que l'emprunteur marié fut accompagné de sa femme; il est défendu en outre aux juifs, sous peine de perdre l'intérêt, de prêter pour un laps de temps plus long que deux ans. Toutes ces formalités prescrites ont eu l'effet qu'on devait en attendre: elles ont approchés du but, mais aussi sans qu'on ait jamais pu l'atteindre.

Une loi impériale a défendu aux juifs, qui auraient des créances sur les chrétiens, de les transférer à qui que ce soit, sous peine de perdre la somme. En 1441 il fut ordonné que les actes entre juifs & chrétiens seraient passés devant le Magistrat: il fut aussi défendu aux premiers de faire aucun acte sous seing privé, excepté en temps de foire, parce qu'on a supposé qu'en public la fraude

---

(l) Edit de 1728 & 1748.

(m) *Tractatus juris germanici.*

était plus difficile; plusieurs Souverains ont adopté cette loi.

Louis XV. par une déclaration de 1733 défend aux juifs, les billets sous feing privé contre les chrétiens: ainsi en Lorraine le Prince Léopold, par un édit du 30 décembre 1728, défend de commercer avec les juifs par billets de cette nature, ordonne, que pour ventes & emprunts, on ne s'engagera que par des actes passés devant notaires, à la vuë desquels se fera la tradition des deniers: en cas d'emprunts, défend de cumuler l'intérêt avec le capital. En différents pays, ces ordonnances ont été réitérées cent fois & violées cent-mille fois; l'expérience a refuté tous ces moyens, & telle que l'hydre de Lerne, l'usure renaissait sans cesse pour faire de nouveaux ravages. Voilà les principales loix portées dans les différents pays & en différents siècles contre l'usure judaïque, mais qui malheureusement n'en ont pu arrêter le cours; un moyen, qui en obviant au prêt usuraire des juifs, soulagerait les malheureux; serait d'établir dans toutes les villes un peu considérables, un Lombard ou Mont de

Piété (n), qui jouirait de la confiance publique. On y prêterait sur des nantissements sans intérêts, ou du moins l'intérêt serait très-modique. Un autre moyen serait de réduire les juifs à ne vendre qu'à prix comptant, & d'annuler toutes les créances qu'ils pourraient avoir à l'avenir sur les chrétiens : voilà peut-être l'arme la plus sûre qu'on puisse opposer aux friponneries usuraires.

Lorsque l'usure n'aura plus d'autre garant, que la bonne foi des débiteurs, il est bien douteux que pour commettre une injustice, le juif veuille se livrer à la discrétion de ses victimes. Ainsi, prêter sur parole, vendre à crédit sur parole, ne fera jamais de son goût; car il augure d'autant plus mal de la probité des hommes, que la sienne lui sert de point de comparaison pour en juger. Prêter ou vendre devant témoins, ne le rassurera pas, en eut-il cent: parce que n'ayant jamais action pour dette contre un chrétien, il ne pourra réclamer l'appui de la justice, au cas que le débiteur niât la dette. On n'est pas tenté de convertir en argent comptant des

---

(n) Mont de Piété.



billets, dont on ne peut faire aucun usage, après les avoir acheté; voilà donc encore, par la même loi, l'agiotage usuraire des juifs anéanti; une clause essentielle de cette loi, serait, de fixer un temps, à dater du jour de sa promulgation, pendant lequel tout juif, ayant des billets sur un chrétien, serait obligé de les faire enrégistrer au greffe de la juridiction, dont il ressortirait; son titre serait invalidé par sa négligence. Le motif de cette clause n'est pas difficile à saisir. On empêcherait par là le juif, de venir dans dix ans, dans vingt ans, présenter des créances récemment fabriquées & antidatées pour éluder la loi; le seul moyen qui resterait, serait l'usage des billets au porteur: on fait que le créancier n'y est pas désigné. Dans un moment de crise, vous emprunterez cent écus d'un juif, vous lui passerez un billet au porteur de cent-cinquante, il le vendra pour cent-trente, & voilà son gain.

Les inconvéniens de ces billets en ont assez constamment balancé les avantages; & si l'on veut créer un peuple, si l'on desire absolument que les juifs deviennent citoyens, la proscription des

billets à porteur doit entrer dans le plan que l'on suivra pour réaliser ce vœu : au moins pourrait-on en revêtir l'usage, de formalités, qui serviraient de digue à l'abus, telle serait celle d'exiger, lorsqu'il y aurait soupçon d'usure, qu'on déclarât & qu'on prouvât de qui on tient les billets, quoique divers arrêts aient décidé qu'on n'y est pas obligé. Ce ferait encore, d'affujettir ces billets à un contrôle qui indiquât d'une manière sûre le premier propriétaire du billet, afin qu'au moindre doute, on pût consulter ce registre qui éclaircirait le fait. La nécessité des formalités que nous proposons pour les billets au porteur, retarderait un peu la circulation des effets ; mais ce léger inconvénient serait abondamment compensé par d'heureux fruits . . . il est inutile de remarquer, que tous les réglemens proposés cesseraient d'être en vigueur, dès que les circonstances les rendraient inutiles : on sent bien qu'un édit ne détruira pas tout-à-coup l'usure dans son principe ; car le vice est trop enraciné chez le peuple hébreux, & l'on ne change pas le caractère national comme l'uniforme d'un corps militaire ; ce changement ne pourra s'opérer qu'à la

longue. On a vu que le penchant des juifs pour l'usure était une suite de leur position malheureuse dans les pays différents qu'ils habitent: dès lors il est évident qu'une révolution dans leur état, en produira une autre dans leur conduite; devenus citoyens, & livrés à d'autres fonctions que le commerce, l'usure ne sera pas plus commune chez eux que chez les autres sujets de l'état auxquels ils seront assimilés en tout; en attendant que le cœur soit converti, nous arrêtons les ravages que cause l'usure, nous la réduisons, pour ainsi dire, à l'inaction & il en fera d'elle, comme d'un feu, qui insensiblement s'éteint, quand on ne l'alimente pas . . .

La dispersion des juifs est un événement unique dans l'histoire des hommes. Dépositaires des premiers archives du monde & des oracles qu'ils ont méconnus, ils vont, la bible à la main, vérifier les prédictions de ce livre & rendre témoignage à la vérité d'une religion qu'ils abhorrent.

Parmi les crimes nombreux dont on accuse les juifs, il y en a beaucoup que personne ne révoque en doute; par exemple: la ville de St. Diez en conserve

entr'autres un monument bien authentique. Le duc de Lorraine chassa de cette ville tous les juifs à cause du crime de celui qui avait profané une sainte hostie, sa maison fut vendue; elle appartient actuellement au chapitre : en mémoire de cet événement, tous les ans, le locataire en manteau noir, va seul à l'offrande le jour du vendredi saint, & pose sur l'autel une boîte contenant un millier d'hosties pour être consacrées.

Si je voulais m'en rapporter à ce que les historiens nous racontent de toutes les atrocités qui ont été commises par les juifs en différents pays, je pourrais en citer un grand nombre qui paraîtraient si dénués de vraisemblance, que je craindrais de passer pour un compilateur absurde ou frénétique; mais comme dans le nombre il s'en trouve cependant de véritables qui pourraient intéresser la curiosité de mes lecteurs, en même tems qu'ils leur feront connaître le caractère de ce peuple abhorré de toutes les nations parmi lesquelles il vit, je les invite à consulter les auteurs qui ont parlé des juifs, & me bornerai à en indiquer simplement les plus remarquables.

En 1349, horrible complot des juifs à Meiningen. *Théâtre de Henri Anselme de Ziegler* pag. 396. Col. 1 & 2.

En 1571. Joachim II. empoisonné par un juif. *Sleidanus* vol. 10. pag. 60.

La même année M. A. Brogadinus écorché vif. *Cosmographie de Sebastien Münster*.

En 1611 les juifs achètent 90,000 chrétiens, & les massacrent tous. *Épître historique de Claverius*.

En 1665 les juifs assassinent une femme dans leur quartier à Vienne. *Théâtre du susdit Ziegler* pag. 553. Col. 1 & 2.

En 419 action abominable des juifs à Inmestar, en Syrie. *Histoire ecclésiastique de Socrate* Liv. 7. Ch. 16.

En 1282 à Munich. Voy. *Mathæi Raderi Bavaria Sancta* Tom. 2. pag. 315 & *Aventini Analium Bojorum* Liv. 7.

En 1303 à Weisensée. *Conversations de chaque mois, de Tentzel*, Juillet 1693 pag. 556.

En 1345 à Munich. *Mathæus Raderus* dans sa *Bavaria sancta* Tom. 2. pag. 333 & le Liv. 7. du susdit *Aventinus*.

En 1486 à Ratisbonne. *Le même auteur* Tom. 3. pag. 172.

En 1669 à Metz. Ce fait est rapporté dans un petit ouvrage imprimé à Paris

en 1670 intitulé: *Abrégé du procès fait aux juifs de Metz, &c.*

Les prodiges opérés en faveur des premiers hébreux, inspirent à leurs descendants un mépris pour les nations, que l'Éternel n'a point honoré des mêmes faveurs; ils sont plus enflés des dons accordés à leurs peres, qu'humiliés des fléaux qui les frappent; actuellement encore, dit *M. Bossuet*, ils regardent les graces du ciel envers leurs ancêtres, comme une dette envers leurs enfants; leur grandeur à la vérité n'est pas tout-à-fait illusoire, mais il n'est pas moins vrai que l'orgueil est chez eux une maladie invétérée, & qu'ils deviendraient facilement insolents, si, n'étant plus courbés sous le joug, on les livrait à l'effort de leur esprit imbu de préjugés sans chercher à les déraciner.

Pourquoi les hébreux, toujours flottants dans leurs principes religieux, toujours enclins à l'idolâtrie avant la captivité de Babylone, sont-ils présentement attachés, non seulement à la loi mosaïque, mais aux chimères sur-ajoutées dont se repaît, ou semble se repaître une aveugle crédulité? voila une énigme, dont on demandera l'explication à la religion, si les

si les causes suivantes ne fussent pas pour la dévoiler.

Persecuter une religion, c'est presque toujours un moyen sûr de la rendre plus chère à ses sectateurs, qui dans tous les tems n'ont eu que trop d'occasions de constater cette vérité. En pareil cas l'amour-propre s'intéresse à conserver des principes qui ont coûté des peines, des tourmens mêmes; & d'ailleurs le malheur, qui conduit quelque fois au crime, au désespoir, conduit rarement à l'incrédulité; parce que l'homme abandonné des autres hommes, tourne ses regards vers le ciel pour y trouver une consolation & même un confident de ses peines. Tels sont les juifs; si on leur fait grace de cette intention, l'attente d'un Messie, que la gloire & les plaisirs doivent accompagner, selon eux, leur fait oublier, pour ainsi dire, les angoisses d'une vie orageuse, & l'espoir prétendu d'un bonheur futur, est pour eux, disent-ils, une consolation présente.

Si la nation juive se trouve sans sceptre, sans magistrat & sans liberté, & si par un arrêt prononcé par la justice divine, les juifs sont condamnés à être toujours errans, fugitifs & vagabonds; si

dans nuls endroits ils n'ont aucune propriété permanente ; si la malédiction les poursuit par-tout , si par-tout ils traînent avec eux la chaîne de leur esclavage ; ce sont les suites terribles de leur Déicide qui en est la cause.

Si on veut parcourir l'histoire de tous les pays , on s'appercvra que la main de Dieu appesantie sur eux , les poursuit dans tous les coins du monde : s'ils ont été chassés de la Palestine , de Jérusalem , de L'Espagne , du Portugal &c. s'ils ont été six fois bannis & chassés de la France , on reconnoîtra aisément qu'il n'est ni pays , ni siècle , dont l'histoire ne nous représente les persécutions que le juste courroux du ciel a fait éprouver à cette nation ; si des gouvernements , dont cette nation a acheté le droit d'asile au poids de l'or , les ont tolérés de nouveau ; les yeux vigilants de la police ont toujours veillé de près sur elle : Le pouvoir législatif s'est toujours trouvé forcé de multiplier les loix & d'exercer son autorité pour les contenir ; car leur aveuglement d'esprit , les ressorts de la ruse qu'ils font sans cesse jouer , & leur penchant à l'usure , les ont rendus & rendront toujours , selon qu'il leur



a été prédit, l'objet de l'exécration de tous les peuples parmi lesquels ils sont dispersés, & ceux même qui les ont tolérés, ne cessent de les accuser des crimes les plus atroces.

C'est en 1349, suivant la chronique, (Fait que plusieurs savans révoquent en doute) qu'on a compté à Strasbourg 16,000 personnes mortes empoisonnées par les juifs, lesquels furent accusés d'avoir jetté du poison dans les puits: crime que la question doit leur avoir fait avouer, & il y en eut 2000 qui furent brulés dans leur propre cimetiére, où la populace furieuse les avoit enfermés.

Ce ne fut qu'en 1446 que les juifs furent rétablis dans la haute Alsace, & le 25 janvier 1574, comme on peut le voir dans nos pièces justificatives, il fut enjoint à tous les juifs d'évacuer cette province qui se trouva purgée de cette nation jusques vers l'année 1630, où elle s'y est introduite de nouveau & s'y est maintenue jusqu'à présent.

Dans tous les pays où il y a des juifs, ils y sont bornés, soit à raison de leur nombre, soit pour leurs habitations; en Empire l'existence des juifs est circonscrite dans les bornes les plus étroites; il y a des

villes qui leur ont assigné des quartiers pour leurs demeures, & d'autres ont fixé le nombre de ceux qu'ils entendent tolérer; ces principes de l'ordre public ne semblent être connus que dans cette province. L'appas du luxe est cause, que bien des Seigneurs accordent à la race juive une protection spéciale & l'invitent même à venir s'établir dans leurs terres; causes funestes de l'augmentation & de la multiplication de ces anciens habitans de la Palestine; j'avoue qu'il est d'autres Seigneurs, qui ne pouvant voir avec indifférence les juifs se loger & se multiplier au détriment de leurs vassaux, s'opposent & résistent à en admettre en plus grand nombre dans leurs terres; mais tous les efforts de ces cœurs vraiment nobles ne peuvent plus rien contre l'insolence de cette nation. Car quoique la Cour souveraine de la province ait jugé à plusieurs reprises, que l'admission d'un juif est de pure grâce, que l'agrément lui est accordé personnellement, & n'est pas un droit successif ni transmissible à son fils, néanmoins on voit tous les jours les fils se marier & s'établir dans le lieu de leur pere, malgré la résistance du Seigneur.

Cependant un juif est serf de toutes les dominations où il se réfugie, il est étranger par-tout & par conséquent inhabile à acquérir nulle part le droit de cité; reçu sous protection, sa conservation ne peut toujours être que la tolérance.

Le juif sous l'étendart de l'impunité, choisit par préférence & en dérision du christianisme, les jours de dimanches & de fêtes pour courir dans les villes & villages étrangers à sa demeure, inviter les chrétiens au trafic, ou à machiner sa ruine dans l'étude d'un patricien, qui le reçoit avec plaisir, pour y faire un commerce & trafic clandestin.

## ÉPILOGUE.

Quoi! serait-il donc réservé à notre siècle, de voir en Alsace couronner l'usure judaïque, & orner son triomphe du sacrifice d'un nombre infini de chrétiens? quoi! serait-il dit que dans un siècle, où on se félicite d'avoir humanisé & éclairé les hommes, on laisse périr des milliers de citoyens, peres de famille, & cultivateurs, pour laisser libre l'indigne commerce de la nation juive.

La justice & l'intérêt de l'état s'y opposent, & en arrêteront le cours. Que la calomnie ne nous taxe point de vouloir dicter au tribunal auguste de l'Assemblée Nationale l'arrêt qu'il doit prononcer ! cette présomptueuse témérité n'entra jamais dans notre esprit & encore moins dans notre cœur.

## C A U S E S

*pour lesquelles on ne rencontre que très-rarement un juif, qui jouisse d'une parfaite santé.*

Ramazzini, dans son traité des maladies des artisans, a inséré un chapitre sur celles des juifs. Il assure que déjà ils repandaient une très-mauvaise odeur, lorsqu'ils vivaient dans la splendeur à Jérusalem, & il donne pour cause de leur fétidité & de leur pâleur réelle, la nature de leurs occupations ; telles que sont entre autres la fripperie jointe à l'extrême pauvreté d'un grand nombre. D'autres (o) attribuent ces effets à l'usage fréquent de certains légumes, dont l'odeur est péné-

---

(o) Hecquet & Saury.

trante, comme l'oignon & l'ail. D'autres (p) enfin prétendent que la chair d'oye, pour laquelle ils ont un goût décidé, les rend atrabilaires & livides, attendu que cette nourriture abonde en sucs grossiers & visqueux. Toutes ces causes particulières peuvent, il est vrai, influencer sur leur tempérament; mais peut-être rencontrerait-on mieux, en assignant diverses causes, dont l'action réunie peut abâtardir la figure & lui imprimer le sceau de la dégradation: telles sont la mal-propreté, qui, à certains égards, est légale en temps de deuil, & qui est une source constante de maladies cutanées, si communes chez les juifs, & en effet, l'expérience nous apprend, qu'un pareil genre (q) de nourriture, tel qu'est l'usage d'alimens mal choisis & mal préparés, fait promptement dégénérer l'espèce humaine; assertion à laquelle l'autorité de M. de Buffon (r) donne un nouveau poids; or il est certain que dans la crainte de manger du sang, les juifs l'expriment entièrement

---

(p) Lemery fils, traité des aliments. chap. 21. & Beckreus &c.

(q) M. Vicat traité sur la Plique Polonoise,

(r) Histoire naturelle, Tom. 5.

des viandes, & leur enlèvent par là beaucoup de suc nourricier. On assure qu'en certains pays ils font peu leurs mets, ils doivent conséquemment avoir une qualité mal-saine & rendre les digestions laborieuses; car on fait combien l'usage du sel a d'heureuses influences sur l'économie animale.

Les juifs réunis souvent en petit nombre dans un même lieu, se dispensent de courir au loin pour former des alliances: ils s'épousent au second degré, & c'est presque toujours le même sang qui circule dans des familles différentes. Une autre cause enfin c'est l'usage général de se marier fort jeunes (*t*). Cet usage nuisible aux deux sexes, qu'il énerve, procure des grossesses prématurées, qui selon M. Venel, n'étant pas dans l'ordre de la nature, affoiblissent la mère & son fruit.

Une (*u*) population nombreuse est une source de prospérité pour un état, & peut assurer la félicité publique, en supposant qu'on puisse nourrir tous les indi-

(s) M. Venel.

(t) Danger de tolérer les juifs tels qu'ils sont à cause de leur population.

vidus. L'état tire ses comestibles de son sein ou de l'étranger : cette alternative l'expose aux refus de la nature ou de ses voisins, & ses souffrances augmentent en proportion du nombre de ses sujets. On ne peut donc prévenir les disettes, qu'autant qu'il y aura toujours un nombre suffisant d'hommes occupés à procurer les denrées de première nécessité ; & tandis que le luxe est accusé avec raison d'enlever beaucoup de bras aux campagnes, nous conservons chez nous une nation qui consomme sans reproduire, & qui jamais ne remplira les vuides de sa consommation par son commerce de détail. Ainsi les juifs ne pouvant nourrir la patrie, ni la défendre, deviendront de jour en jour plus nuisibles à l'état. Il est vrai que la population parvenue à un certain terme, s'arrête ; les bornes en sont marquées par la nature du gouvernement civil & religieux sous lequel on vit, par l'étendue du pays qu'on occupe, par la fertilité du sol qu'on cultive ; la multiplication des hommes se proportionne à la facilité de se procurer des établissements & des subsistances. C'est d'après ces principes que la population juive est dans le cas d'aller plus loin que

la nôtre. Nous avons vu avec quelle facilité ils pullulent, & comme par-tout ils se rendent les cultivateurs tributaires; les objets de première consommation passeront d'abord entre leurs mains, & leur population continuera d'étendre ses rameaux. Ce sont des plantes parasites qui rongent la substance de l'arbre, auquel elles s'attachent, & qui pourraient enfin l'épuiser & le détruire: plusieurs personnes sont d'avis que pour arrêter les progrès extraordinaires de leur population, il faut n'admettre la réunion des deux sexes qu'à l'âge de 30 ans. Ce moyen est sans contredit le plus sûr, mais non le plus sage; car ce serait vouloir contraindre & mettre des bornes à la nature, à laquelle on ne peut imposer des loix. Or pour empêcher cette multiplication exorbitante, divers législateurs ont mis des obstacles à leurs mariages. Les lettres-patentes de 1784 concernant ceux d'Alsace, leur défendent d'en contracter sans permission. Un édit de Prusse en 1722 avait statué la même chose, en les soumettant à payer un droit au trésor militaire, lorsqu'on leur accorderait la permission de se marier.



La relation du siège de Jérusalem qui nous a été transmise par l'historien Joseph, contient des événements si extraordinaires & si singuliers, qu'on n'en voit point d'exemple dans l'histoire. Les punitions, dont les juifs furent affligés, portent avec évidence le caractère de la colère de Dieu contre cette nation ; il semble qu'il ait pris plaisir à la dépeindre avec les couleurs les plus vives, & qu'il ait voulu imprimer de la terreur à leur nom ; les juifs accablés d'opprobres & d'ignominie furent obligés d'errer çà & là ; on verra que de siècle en siècle ils ont toujours été en but au courroux du ciel.

Rien n'est plus remarquable que la prédiction que fit Jésus-Christ de la désolation de Jérusalem. Il annonça, que l'on verrait l'abomination de la désolation dans le lieu saint, prédite par Daniel dans le septième & le neuvième chapitre ; c'est-à-dire lorsque la ville étant prise, les Romains y placeraient leurs enseignes chargées de figures de leurs faux Dieux ; les chrétiens l'ont toujours ainsi entendu. On ne peut pas rassembler des traits plus frappants, que ceux qui sont dans le vingt-quatrième chapitre

de saint Matthieu (x); le temple fut durant le siège un théâtre de guerre où regnoit le carnage, où l'on répandait le sang, non des victimes offertes à Dieu, mais des hommes immolés à l'ambition, à la vengeance & à la cruauté des plus scélérats. Aussi plusieurs interprètes croient que c'est-là l'abomination de la désolation, & Joseph paraît avoir pris dans ce sens la prophétie de Daniel. Jésus-Christ ordonna à ses disciples de se retirer de la Judée, quand ils verraient des présages de ce malheur, ils prévirent aussi ce temps-là; *qui in Judea sunt fugiant ad montes.* „ Que ceux dit l'écriture sainte, qui seront dans la Judée en ce temps-là, s'enfuyent sur les montagnes. Je conseille donc à ceux qui se trouvent alors dans la Judée, de quitter le plat pays, & de gagner les hauteurs, & que celui qui sera sur le toit, n'en descende point pour prendre quoique ce soit dans sa maison, & que celui qui sera dans les champs, ne retourne point sur ses pas pour prendre son vêtement.”

Ces paroles marquent le danger de ceux qui ne pourront pas s'enfuir dans

---

(x) Voyez l'article de la prédiction.

un temps, où il n'y aura de salut que dans la fuite. *v. autem prægnantibus & nutrientibus in illis diebus.* „Malheur aux femmes qui en ce temps-là se trouveront enceintes, & à celles qui allaiteront des enfants.” Le Sauveur plaint ici le malheur des juifs durant le siège de Jérusalem, pendant lequel on vit arriver tout ce qu'il leur avait prédit de plus funeste. La désolation passa tout ce qu'on peut imaginer de plus affreux & de plus terrible.

*Orate autem ut non fiat fuga vestra in hyeme, vel in sabbato.* . . . „Cependant priez que vous n'ayez point à fuir en hyver, ou le jour du sabbat ;” durant l'hyver les jours sont courts, les chemins sont mauvais, les voyages sont incommodés, temps peu propre pour une fuite précipitée. Les juifs croyaient qu'il ne leur était pas permis de faire plus d'une demi-lieue le jour du sabbat. Toutes ces expressions faisaient entendre qu'il ne serait plus temps alors d'éviter les tristes effets de la colère divine.

*Erit enim tunc tribulatio magna qualis non fuit ab initio.* „La désolation sera grande, & telle qu'il n'y en a point eu de semblable depuis le commencement

du monde jusqu'à lors, & qu'il n'y en aura jamais de pareille." Cette prédiction s'est pleinement vérifiée, & par la guerre que les juifs se firent à eux-mêmes ensuite de leurs divisions domestiques, & par les persécutions qu'ils souffrirent de la part de tous leurs voisins, & par les maux que leur firent les Romains durant cette dernière guerre. Joseph avoue aussi que les crimes des séditeux, qui s'étaient emparés du temple, monterent à un tel excès, que si les Romains n'étaient venus pour exterminer une race si corrompue & si impie, la terre se serait ouverte pour les engloutir, ou que Dieu aurait envoyé un nouveau déluge pour les noyer, ou le feu du ciel pour consumer une ville aussi criminelle. *Et nisi brevianti fuissent dies illi, non fieret salva omnis caro,* Et si le nombre de ces jours-là n'eut été diminué, il n'y aurait eu personne de sauvé; mais il sera diminué à cause des élus. En effet, si le siège de Jérusalem eut duré plus longtemps, il ne fut pas resté un seul juif dans la ville. Mais ce fut en faveur des juifs, qui avaient embrassé l'évangile, que Dieu abrégea le nombre de ces jours de tribulation;

felon quelques interprètes, Dieu avait encore en vuë les chrétiens des fiècles à venir, en empêchant la déSTRUCTION entière de toute la nation juive. Dieu voulait que ces malheureux restes, méprisés, dispersés, aveuglés, subsistassent pour vérifier dans tous les fiècles les prophéties, & pour servir à tous les peuples de monument éternel de la vérité de tout ce que Jésus-Christ leur avait prédit : *Non relinquetur hic lapis super lapidem qui non destruat*, on ne laissera pas du temple pierre sur pierre. On voit dans saint Luc (x) que J. Christ a prédit : qu'il viendrait un jour où les ennemis environneraient Jérusalem de tranchées, où ils l'enfermeraient & la ferteraient de toute part ; *quid venient diēs in te ; & circumdabunt te inimici tui vallo , & circumdabunt te , & coangustabunt te undique ;* c'est ce que les Romains accomplirent à la lettre.

Toutes ces expressions (y) tirées du stile, figuré des Prophètes qui s'appliquent

(x) Chap. 15. v. 43. Car les jours viendront sur-toi que tes ennemis t'environneront de tranchées ils t'enfermeront, t'enfermeront de tous côtés.

(y) Gayot de Pitaval, Tom. 19.

au dernier jugement , marquent que les juifs seront abandonnés de Dieu & livrés à leur aveuglement , qu'ils ne seront plus éclairés par l'esprit saint ; que la lumière qui luifait sur eux , sera éteinte ; ténèbres affreuses, nuit obscure sur toute la nation ; la synagogue ne sera plus la vraie église.

## D E L' U S U R E.

S'il est quelqu'un dans le monde , qui n'a pas éprouvé les extorsions des usuriers , chacun au moins a ouï parler de l'usure & de mille artifices dont fait usage ce monstre pour dévorer les fortunes des familles & absorber des fleuves de larmes humaines , sans jamais éteindre sa soif , ni sans rien diminuer de son avidité barbare. Il faudrait habiter les provinces peuplées de juifs , & surtout de juifs allemands de la secte de ceux qui se trouvent en Alsace & dans la Lorraine , pour connaître la marche rapide & progressive des malheurs , que l'usure entraîne , & tous les moyens dont elle se sert en secret pour les porter au comble. Vouloir les exposer tous , ce serait vouloir écrire en plusieurs volumes , l'histoire de la passion la plus obscure , la plus

plus détestable & la plus nuisible au genre humain. Il n'en faut pas tant pour animer l'indignation des législateurs, & soulever contre ce terrible fléau les décrets de leur justice. Nous nous contenterons donc de vous rapporter de ce vaste & triste tableau quelques traits capables d'en former une esquisse, qui, quoique légère, fera aisément deviner tous les autres. D'abord la seule chose que le juif a de commun avec l'honnête capitaliste, c'est la prudence; talent dans lequel il le surpasse même très-souvent. Dès qu'un Israélite s'établit dans un endroit, où il se propose de faire ce qu'il appelle son commerce, il fait prendre une connoissance exacte des fortunes de ceux qui l'entourent, pour pouvoir donner une base solide à sa confiance; les spéculations qu'il forme, en fait de prêt, portent rarement sur de grands objets. De grands emprunts supposant de grands desseins & de grands biens, procurent un crédit qui échappe toujours à la nécessité de recourir à l'usure, quand ils ne sont pas administrés par des dissipateurs, ou des jeunes gens égarés par la fougue des passions & le défaut d'expérience. Ainsi le juif s'attache ordinaire-

ment & plus volontiers au laboureur, à l'artisan & à l'homme nécessaire de la campagne, à qui il reste encore un champ ou une portion de chaumière; ou enfin aux domestiques, qui pour avoir un certain air de propreté & se procurer quelque douceur, dérobent des effets à leurs maîtres pour les vendre secrètement aux juifs qui en promettant de garder le secret, les obtiennent à vil prix.

Mais un paysan a-t-il malheureusement contracté un engagement de quelques Louis, sa perte est prochaine, & elle est inévitable, s'il ne peut rendre la somme au terme du crédit. C'est à la première échéance que le juif l'attend; & pour parvenir à ce but d'un pas sûr & rapide, il ne prête jamais qu'à court terme: rarement il fait crédit pour un an. L'homme imprudent, qui puise à une source si dangereuse, a presque toujours besoin d'un terme plus long: & c'est dans l'instant où il se trouve dans l'impuissance actuelle de s'acquitter, qu'il reconnoît qu'il n'a eu recours qu'à un monstre qui va bientôt le dévorer.

Ainsi l'usure est une reine qui partage en secret le tribut des peuples à portion



inégale avec le Souverain , dont elle est la plus dangereuse , comme la plus indigne rivale. Le citoyen est bientôt épuisé par cette double contribution , bientôt il ne peut plus y satisfaire. Son impuissance résulte non seulement de la force de l'intérêt , mais encore du choix de l'instant , où le juif en poursuit le paiement ; instant qu'il fixe ordinairement après que le produit des moissons est consommé , après que les charges de l'état ont été acquittées , & lorsque son misérable esclave manque quelque-fois de pain.

Si cette méthode paroissait étrange , nous observerions que le but du créancier n'est point encore d'avoir de l'argent , mais seulement de grossir la créance , jusqu'au plus haut degré & même jusqu'à la concurrence de la valeur de toutes les possessions de son malheureux débiteur. Pour y parvenir sans délai , bientôt il met en jeu sa grosse artillerie. Le payfan est assigné , & l'Israélite obtient sans peine une sentence , qui devient dans ses mains le sceptre de fer avec lequel il gouverne. Le débiteur n'évite les horreurs de la contrainte qu'en passant une nouvelle obligation , & voici

le décompte qui en règle le montant : en capital cent quarante-quatre livres, en intérêt pour l'année qui commence, trente-fix livres. Plus douze livres pour le renouvellement de l'effet, & pour lesquels il faut en passer quinze : Total cent quatre-vingt-quinze livres : l'année suivante même calcul : en capital cent quatre-vingt-quinze livres, en intérêts au quart environ quarante-neuf livres, pour la nouvelle obligation quinze livres : en tout deux-cent cinquante-neuf livres. Au bout de la troisième année, la même règle donne pour nouveau résultat un billet de 339<sup>fr</sup>. la progression continue ainsi pendant plusieurs années, quand le paysan est riche : mais enfin arrivé à la quotité qui avertit le juif qu'il ne peut pas aller plus loin, sans compromettre ses intérêts, il ne s'entend plus à la proposition du renouvellement de l'obligation, il prévient *charitablement* son homme qu'il se perdrait, s'il s'engageait d'avantage, qu'il ne veut pas en agir *inhumainement* avec lui, qu'il se contente de l'intérêt de son prêt, mais que pour cet intérêt il lui faut *en conscience*, sans retard & d'avance pour la cinquième année au moins trois Louis & demi.

Voilà donc son capital triplé en quatre années, & de ce capital triplé il tire pour intérêt cinquante pour cent de l'argent qu'il a réellement déboursé, puisqu'il ne monte alors qu'à sept Louis environ. Il est évident que l'homme qui n'a pu payer la première année trente-six livres, ne peut pas en payer quatre-vingt-quatre chaque année subséquente à la quatrième. Il faut donc qu'il donne successivement sa vache, ses bœufs, ses chevaux, ses meubles, ses hardes, celles de sa femme, enfin tout son mobilier. Cette ressource est-elle épuisée, le plus redoutable de tous les hommes, l'huissier, arrive enfin, & de la main, que nous disons être celle de la justice, il arrache avec un œil sec & sévère jusqu'au dernier lambeau d'une famille éplorée, à laquelle il ne laisse que les larmes & le désespoir. Il est vrai que l'huissier respecte les instruments de labourage, mais il enlève le champ. Qu'on se représente actuellement, s'il est possible, la désolation d'une famille de gens de la campagne désormais sans un champ, sans chaumière, sans vêtements, sans pain, abandonnée de tous les hommes, comme de toutes les ressources : est-il rien de

plus affreux & de plus terrible, que sa situation; une mere désolée pousse des gémissements, que souvent dix enfans encore foibles répètent à chaque instant avec des cris, que le juif & l'huissier seuls peuvent entendre sans pitié. Le cœur du mari est déchiré en autant de morceaux, qu'il a fait de malheureux. Une douleur morne, noire & concentrée fait dans son sein les ravages les plus horribles. Il maudit la loi, ses sujets, son bourreau, ses agens & tous les instruments de son malheur: il se maudit lui-même, & c'est le triomphe de la vertu & de l'amour paternel, si ce volcan de douleurs ne fait pas quelque explosion criminelle.

Cependant ces maux, tels grands qu'ils soient, ne sont pas encore à leur comble. Il espère au moins s'affranchir des chaînes de l'usure: il se sent courageux, fort & robuste: il va travailler dans l'indépendance, sinon son propre champ, du moins celui de quelque propriétaire voisin, qui a besoin de ses bras; sa femme fait les calculs de la laitière, son imagination va lui faire bientôt réparer ses pertes. Mais hélas! le juif n'a pas assisté au compte, & c'est lui qui va inhumainement renverser le pot au lait.

Mais pourquoi, me dira-t-on peut-être, pourquoi se laisser ainsi tromper? c'est à chacun à se garantir des pièges, que la mauvaise foi lui tend. Sans doute, mais le peut-on toujours? la nécessité a mille yeux, pour appercevoir les objets, qui lui manquent, & n'en a pas un pour mesurer la profondeur des abîmes qu'il faut qu'elle brave pour les atteindre. C'est cette force irrésistible qui préside aux engagements usuraires du côté de l'emprunteur, & qui le livre sans défenses au prêteur, dont le ton imposant imprime le mot effrayant du refus à la plus légitime difficulté.

Tous les vices ont leur apologiste; celui de l'usure, qui peut richement salarier les siens, n'a pas été un des moins vantés, des moins protégés. Sans les usuriers, disent quelques-uns de ces nobles athlètes, il est beaucoup de gens aisés qui ne trouveraient aucune ressource contre des besoins imprévus. L'usurier est un négociant qui abandonne son vaisseau sur une mer parsemée d'écueils: il doit donc lui être permis de prendre un intérêt proportionné à ses risques, & sous le régime de la liberté, il doit être aussi libre de louer son argent à un prix

quelconque, qu'il l'est de louer ainsi sa maison. Ces sophismes de l'avarice sont déjà suffisamment réfutés par les effets désastreux que nous avons énoncés d'une manière générale, & dont les preuves sont susceptibles des vérifications les plus rigoureuses. Nous ne craignons pas cependant d'y répondre directement. L'homme aisé, qui a de l'arrangement, n'a pas besoin des secours de l'usure & celui qui n'en a pas, est heureux de ne pas les trouver. Le premier est rarement dans le besoin, & quand il l'éprouve, son crédit lui ouvre les bourses qui peuvent le satisfaire à moindre prix. Le second est toujours pressé, & le genre de soulagement qu'il obtient est par lui-même toujours mortel. L'usure a cela de dangereux, c'est qu'elle est un appas pour le désordre, c'est qu'on se flatte de n'y recourir que pour un instant & sans y revenir; vain espoir du besoin & des passions! j'en appelle aux larmes & au déshonneur de tant de familles dont l'usure a perdu les enfants, au dérangement des jeunes militaires dans les garnisons, à celui des bourgeois dans les villes & des payfans dans tous les lieux où il y a des juifs & sur-tout dans les environs de leur domicile. Ce dérangement seroit-il aussi fréquent, aussi gé-

néral, aussi considérable, souvent aussi irréparable, sans cette funeste facilité d'emprunter? rien n'enchaîne plus nos desirs désordonnés, que la privation de l'aliment qui peut les satisfaire : rien ne les provoque d'avantage que lorsqu'ils n'ont qu'à naître pour se voir comblés. Si les passions voyaient & calculaient, il n'y aurait point de profit à faire sur leurs erreurs, & l'usure serait un commerce sans chalants : la loi est pour elle le bâton des aveugles.

Ce serait à tort qu'on soutiendrait, que l'usurier court plus de risques, qu'un autre capitaliste. Le sordide intérêt qui le guide, est le gage de sa prudence. Rien ne la prouve davantage que ces nantissements, dont il s'empare pour toute créance, dont la solidité lui paraît douteuse.

N'a-t-il pas encore son recours ordinaire aux cautionnements, même dans les cas où les risques ne lui paroissent que très-éloignés? & ces cautionnements sont une nouvelle source de malheurs qui s'étendent à ceux mêmes qui se font personnellement préservés des atteintes de l'usure, mais qui se sentent irrésistiblement entraînés au soulagement des be-

soins des autres par les affections les plus nobles qui puissent gouverner le cœur de l'homme ; je veux dire , par sa douce compassion & sa sainte amitié. Voyons maintenant , si l'usure avec des caractères si mal-faisants, est justifiée par le droit naturel : si l'usure qui a ensanglanté & ébranlé des empires , sous laquelle Rome & les Gaules ont gémi & tremblé , doit être consacrée dans le droit civil des Francs ressuscités.

## DU DROIT DE L'HOMME.

Dans l'état de société, les droits de l'homme ont exigé des modifications conventionnelles, qu'on a appelé des loix , & qui ont été déclarées devoir servir de règle à chacun.

L'habitation de tout homme au milieu d'une société, est une accession de fait à ces loix : il convient implicitement qu'il échange la portion de liberté, dont elle exige le sacrifice, contre les jouissances attachées à la sociabilité ; & s'il apporte dans cette société le germe des malheurs, s'il y apporte des principes opposés à ses règles, il n'est qu'un traître, auquel elle doit au moins interdire les



droits dont il abuse: c'est une victime qu'il faut immoler à l'équité & au bonheur de tous. Il n'est point de raison pour obliger une société de souffrir dans son sein le serpent qui la dévore, à moins qu'on ne puisse lui arracher son venin. Il est sous-entendu que cette habitation est libre; car tout habitant, qui est retenu de force, éprouve une tyrannie à laquelle il ne doit que de l'indignation; il n'y a point de pacte social entre la victime & l'oppresser. Les hommes sont nés égaux en droits, mais inégaux en moyens. Ainsi la terre, supposée primitivement partagée en portions égales, a dû bientôt offrir des propriétés inégales. Les hommes les plus intelligens & les plus robustes, doivent avoir accru leurs possessions par les services qu'ils ont été à même de rendre aux dépens de celles des hommes les plus foibles & les plus imbéciles. Mais comme la loi doit une égale protection à tous & que la plus grande force de la société dépend du plus petit nombre des malheureux, elle doit empêcher que cette inégalité ne s'établisse d'une manière trop arbitraire, trop prompte, trop sensible, trop générale: elle doit veiller conséquemment à

ce que le salaire de tout service soit proportionné au bien qu'il procure ; c'est-à-dire , à ce que le service rendu soit à peu près égal au service reçu. Pour établir cette sorte d'équilibre , il est évident que le premier pas que la loi ait à faire, c'est de fixer la valeur des objets d'une nécessité première & générale, afin de détruire les évaluations arbitraires & exagérées , de rendre le commerce d'échange uniforme & facile , d'éviter les discussions nuisibles à la concorde, & de distribuer à la masse de la société par des canaux toujours ouverts & dont la navigation soit facile & connue, tous les moyens de jouissance , qui peuvent être à la portée de chaque individu , & qui sont l'objet de la réunion de tous. Cette fixation , qui assure les propriétés en même temps qu'elle est leur mesure comparative , est aussi le véhicule qui meut l'homme actif & industrieux ; elle est surtout la sauve-garde de l'homme nécessaire : elle est donc la pierre angulaire de l'édifice du bonheur public. Ainsi de cette fixation résulte évidemment, en première analyse, la nécessité de celle du prêt en argent ; puisque l'argent est la

matière représentative de tous les objets de nos besoins.

Toute convention, soit verbale, soit écrite, qui blesse la loi, concernant l'intérêt du prêt en argent, suffisamment connue, est donc un délit public du côté de celui qui la transgresse à son profit pour ruiner son concitoyen. Elle est donc nulle de droit civil, comme elle l'est de droit naturel, & aucune forme judiciaire ne peut la légitimer; parce que rien ne peut faire que ce qui est injuste en soi, soit juste; ni que ce qui est défendu, soit permis.

Il n'est donc pas permis de prêter son argent, comme son champ, au plus haut prix possible. Le prix du loyer d'un champ est toujours juste, parce que son produit le fixe; mais l'argent n'ayant point de valeur, c'est la loi qui en doit déterminer le loyer, afin que le locataire y trouve son compte, comme le fermier trouve le sien à la culture du terrain, qu'il tient à bail. On voit par cette courte discussion, qu'il n'est pas difficile de confondre les apologistes de l'usure.

D'après les principes que nous venons de développer, & qui sont en quelque sorte autant d'axiomes de morale & de

politique, tous les législateurs ont pros-  
crit l'usure avec une extrême sévérité &  
prononcé contre elle des peines afflictives.

Mais si l'usure est de tous les délits un  
des plus difficiles à prouver d'homme à  
homme, du débiteur au créancier, sur-  
tout dans la jurisprudence qui n'admet  
aucune preuve testimoniale contre un  
titre écrit dans les formes voulues par la  
loi; il n'en est pas de même quand on  
le considère sous un aspect général, &  
quand on admet les preuves qu'on peut  
tirer de la nature des faits accessoires,  
des relations d'intérêt; de la notoriété;  
de la morale & des actions de certains  
hommes, lesquels étant évidemment les  
causes ou les effets de l'usure, en prou-  
vent aussi évidemment l'existence, par  
cela seul qu'elles existent elles-mêmes.

Les preuves de cette espèce, quand  
elles se présentent de toute leur force  
& quand leur concours est complet, doi-  
vent prévaloir sur les écrits qu'elles dé-  
mentent, sur-tout quand il s'agit d'un dé-  
bit qui n'est point accessible à un autre  
genre de démonstration, & qui froisse jour-  
nellement l'intérêt public & particulier.

Puisque selon le droit naturel & poli-  
tique, l'engagement usuraire est nul:

puisque de tous les fléaux de la société, l'usure est non seulement un des plus grands, mais encore un de ceux, dont les malheureux effets croissent progressivement, comme une gangrène à laquelle on ne peut plus opposer qu'une douloureuse amputation : & puisqu'il est en quelque sorte impossible de l'attaquer avec le tranchant des preuves écrites, il paraît de la plus grande nécessité aux yeux de la justice & de la raison, que l'humanité & l'amour que nous devons à nos frères, nous prescrivent comme un devoir de la traduire au jour, par le moyen des preuves qui posent sur des faits généraux & sur des témoignages, dont l'humanité forme une déposition plus vraie que de simples écrits, qui souffrent assez souvent le mensonge. En partant de ce principe, nous allons faire voir, que l'usure des juifs est susceptible de ce genre de preuves.

Ces preuves se tirent 1°. de leurs mœurs, 2°. de leurs possessions, 3°. de la notoriété, 4°. de la ruine des provinces qu'ils habitent, 5°. de leurs loix, 6°. des nôtres, 7°. de leurs faux serments. En examinant successivement le poids de chacune de ces preuves séparément,

on connaîtra toute la force de la vérité qui résulte de leur réunion 1°. quelles sont les mœurs des juifs dans les provinces orientales de la France? ils sont errants, & cette existence ambulatoire est un article de leur loi, si l'on en croit à leurs propres dépositions. Ils ne sont point laboureurs, manœuvres, artistes, ni artisans, comme nous l'avons déjà dit; sur mille juifs il en est tout au plus un qui dans un lieu où il n'y a pas de juande, ait levé une petite boutique de marchand. (z) Parmi ceux qui sont déjà riches de nos dépouilles, il en est qui sont dans les entreprises & qui ne font plus l'usure en petit que par habitude, & pour servir, disent-ils, les besoins de tout le monde; mais en général la nation entière est oisive, & l'idée seule d'un travail un peu pénible fait pâlir un juif. Ce peuple regarde les chrétiens actifs & laborieux qui cultivent les champs, qui les nourrissent, comme les Spartiates regardaient les Illotes. Ce sont à leurs yeux des esclaves faits pour porter un fardeau, dont ils dédaignent se charger. Quand

---

(z) David Elias, juif de Bouxwiller, est le seul en Alsace, qui ait boutique ouverte.

le juif fait ses excursions , on les rencontre sur les foires avec des bijoux , ou dans les villages avec des chevaux , des vaches , des bœufs. Ces divers objets ont été par lui acquis au plus bas prix de quelques nécessiteux , pour être revendus à crédit à d'autres nécessiteux , qui en payent le plus gros intérêt ; ainsi ce genre d'activité , qui semble tenir à un commerce utile & légitime , rentre dans les moyens les plus dangereux de l'usure.

Si l'on veut se convaincre de plus en plus que la paresse est érigée en principe chez le juif , qu'on jette les yeux sur sa femme , ses filles , sa servante ; à peine s'occupent-elles une heure chaque jour dans l'intérieur de leur ménage. D'ailleurs ce ménage est rarement sans une sorte de luxe : leur religion , & plus encore l'usage , leur en prescrit pour le jour du sabbat. Ils ont leurs pauvres , leurs mendiants même ; mais en général ils dédaignent le pain grossier de nos cultivateurs & leurs pommes de terre. Dans les villes , on voit sur leurs tables des pâtisseries & presque toujours du poisson , dont ils sont particulièrement friands. Les diamans , les habits de soie , les galons , les dentelles d'or & de fil ,

les fatins & les velours, ne sont pas rares parmi leurs femmes. Il y a de riches synagogues, notamment celle de Metz; & dans les autres villes presque chaque famille a un maître d'école particulier pour l'instruction de ses enfants. Cependant ils sont généralement continents & sobres; & quoique ces vertus soient communes à l'avarice, loin d'en affoiblir ici le mérite, nous observerons que par une bizarrerie morale assez remarquable, ils nous surpassent en ce point, & semblent appuyer des actions iniques sur les bases les plus solides de la probité, comme un architecte inconséquent à lui même, élèverait sur des fondements du marbre le plus précieux un édifice de boue.

Les juifs ont des fêtes nombreuses & longues. Leur jour du sabbat leur fait perdre le vendredi & le samedi de chaque semaine: leur anniversaire de la destruction de Jérusalem, leurs pâques & plusieurs autres ne finissent pas, & leur font chômer au moins encore cinquante jours de l'année. Si l'on ajoute à ces jours d'inaction ceux où notre culte leur défend également le travail, on trouvera que, par principe ou par nécessité,



ils sont réduits à l'inutilité au moins pendant six mois de l'année. Cette oisiveté de la moitié de leur vie, jointe aux impressions de leurs préjugés & au penchant qui porte tous les hommes à la paresse, quand ils peuvent exister sans travail, produit l'habitude qui les livre à la fainéantise le reste du temps de leur existence.

D'où peuvent donc naître les moyens de soutenir cette aisance, ces habitudes si éloignées du travail extérieur & utile, qui fait l'unique ressource des autres citoyens ? il est évident que ce n'est que de l'usure. Jamais les juifs eux-mêmes ne pourraient indiquer d'autre source de leur fortune, d'autre point d'appui de leur bien-être & de leur paresse, s'ils voulaient rendre témoignage à la vérité.

Le mal-aise d'un certain nombre de juifs n'affaiblit pas ce que nous disons de leurs habitudes en général. Ceux que l'on ne voit vivre qu'avec peine, mourraient de faim sans l'usure. Ce sont ceux qui au lieu de pouvoir prêter cent Louis par an pour en tirer vingt-cinq, ne peuvent en prêter que vingt-cinq pour en tirer six. Ils restent dans cet état, jusqu'à ce que des Aubaines souvent étran-

gères & plus riches mêmes que le rapport de l'usure, les ayant élevés au-dessus de ce niveau. Ce sont des vautours qui n'ont point encore la serre assez forte pour saisir le plus bel agneau d'un troupeau, & qui sont réduits à plumer, en attendant quelques chétives fauvettes.

Ainsi, tandis que nos loix bornent, à l'égard des juifs, les moyens de l'industrie légitime, leurs mœurs nous prouvent : que loin d'user même du petit nombre de ceux qu'elles leur laissait, il leur paraît plus conforme à l'idée qu'ils ont de la noblesse de leur origine, de lever sur le peuple chrétien le tribut de l'usure, afin de vivre paisiblement, comme dans les temps heureux, dont l'écriture sainte dit : *Ce fut alors que tout Israël reposait en sûreté à l'ombre de son figuier.*

2°. Les possessions numéraires des juifs sont considérables & chacun fait que leur population prend un accroissement, d'où résulte celui de leurs besoins, & nécessairement aussi la démonstration de l'accroissement encore journalier de leurs richesses, puisque les fils parviennent bientôt aux mêmes jouissances que le père. Les causes qui introduisent la pauvreté dans le sein de nos familles opulen-

res , semblent au contraire entretenir l'opulence parmi les hommes sans possessions foncières. La misère à laquelle n'échappe pas la famille d'un cultivateur laborieux , semble presque toujours loin de l'habitation du juif , dont les nombreux enfants ne partagent que la paresse , & c'est à ce renversement surtout qu'il faut reconnaître l'usure.

On sait , il est vrai , qu'il est des juifs qui ont fait de grandes fortunes dans les entreprises : mais cette source de richesse ne pourrait être considérée que comme une exception rare & personnelle. Nous devons d'ailleurs ranger parmi les effets les plus désastreux de l'usure , ces profits énormes , souvent adjugés par des agens corrompus qui en recevaient leur part : profits , qui distraits des fonds de tous les départements de l'administration , ont fait en tous sens de profondes plaies aux finances de l'Etat. Ce n'est ni dans la complicité des valets infidèles , ni dans l'immensité des trésors détournés par cette voie , que l'usure peut trouver son excuse , ou le voile dont elle voudrait se couvrir. Le crime d'état ne peut plus servir d'égide aux vexations subalternes.

3°. Quand on parle aux juifs de leurs richesses, ils assurent qu'ils sont les plus pauvres gens du monde. Cette défaite contraste autant avec l'évidence qu'avec leur adresse ordinaire. En effet, leur grand moyen, leur moyen général ne pouvant être que le prêt; leurs richesses, quoiqu'ils en disent, se montrent tout à découvert dans le nombre des grandes ou petites obligations qu'ils possèdent. Les billets des seuls paysans de la province d'Alsace, enregistrés il y a quelques années par arrêt du Conseil souverain de Colmar, présentent dans leur totalité des sommes, dont l'immensité réunie fait gémir. On prétend que le tiers des possessions territoriales de cette belle contrée leur est hypothéquée. Cependant elles sont partagées entre cinq-cent-mille habitants très-actifs, très-bons cultivateurs, tandis que l'Alsace renferme tout au plus dix-huit à vingt mille juifs fainéants. Il est donc évident par le rapport seul de ces deux nombres, comparé aux mœurs différentes & à la qualité des biens engagés par ces cinq-cent-mille citoyens utiles, à ces dix-huit à vingt-mille paresseux, que les juifs semblables aux frêlons, pompent en gran-

de partie le miel de cette belle ruche peuplée de si laborieuses abeilles.

Nous tirons une nouvelle démonstration de l'usure des juifs de cette notoriété qui résulte du témoignage uniforme de tant de millions d'hommes. Parcourez l'Europe du nord au midi, du couchant à l'aurore, partout vous y verrez cette usure tournée en proverbe. Cette tradition y constitue le caractère de l'évidence. Car si nous tenons de nos ancêtres, qui l'avaient appris de leurs pères, que les juifs ont toujours été des usuriers depuis qu'ils sont dispersés parmi les peuples chrétiens, nous l'apprenons encore par le témoignage de tous ceux qui ont été ou qui sont actuellement en relation d'affaires avec eux. Dira-t-on, que ces derniers témoins sont suspects & récusables? nous répondrons qu'il ne s'agit pas ici du témoignage d'homme à homme, mais de l'accusation de plus de mille hommes contre un. Il est donc impossible que l'intérêt seul puisse ici produire une uniformité de dépositions parmi des hommes, pour qui le refus d'une dette légitime est un des plus grands crimes, pour qui la calomnie est le plus grand de tous, pour qui les institutions

sociales , la morale naturelle , & sur-tout les principes sévères de leur croyance, font autant de freins qui contiennent la multitude dans le sentier de la probité & de l'honneur. Devroit-on plus de confiance au témoignage contraire de ces hommes , dont les opinions ne donnent aucune prise à toutes ces chaînes , & quoiqu'ils soient en nombre si inférieur à celui de leurs accusateurs ? mais si le chrétien à un intérêt à nier ce qu'il doit à l'Israélite , l'Israélite a un intérêt parfaitement égal à demander ce qui ne lui est pas dû.

Après avoir fait ce calcul d'un chrétien à un juif , rangez maintenant d'un côté mille chrétiens de tous les états , déposant également contre le juif , vous atteindrez à une probabilité mille fois plus grande , qui sera conséquemment une véritable certitude : & que dis-je , mille fois plus grande ? ici la probabilité augmente en raison multiple du nombre des témoins ; car il est impossible que mille hommes pris dans tous les états de la société , dans des lieux éloignés & différents , qui n'ont aucune relation personnelle entr'eux , puissent s'accorder pour confirmer un mensonge , dût-il même tenir

à leur intérêt personnel. Veut-on une surabondance de preuves qui n'offrent les traces d'aucun intérêt personnel? qu'on joigne à l'universalité de la tradition les témoignages de tous les hommes qui ont eu autre-fois avec les juifs des affaires terminées aujourd'hui, & sur lesquelles ils ne peuvent établir aucun espoir : qu'on y ajoute, si on veut, la formule imposante de l'affirmation, on entendra toujours des millions de bouches confirmer la même vérité : on l'entendrait en Allemagne, en Angleterre, en Hollande, & dans tous les pays, où le peuple juif se trouve dispersé comme en France. Cette preuve serait celle de toutes les contrées, de toutes les langues. Est-il dans la nature de caractère plus certain, auquel on puisse plus facilement reconnaître la vérité?

4°. Jettons les yeux sur la situation des provinces, pour les comparer à cet égard entr'elles. Je suppose l'activité du cultivateur la même par-tout, quoiqu'il soit prouvé qu'elle croît en raison de l'abondance des moissons : je suppose encore une population proportionnelle à l'étendue des terres en culture, & j'examine toutes les provinces de la France, de

l'Allemagne, de tous les états de l'Europe. Je trouve dans telle contrée, en Suisse, par exemple, qui peut à peine nourrir ses habitans, moitié moins de terres engagées aux capitalistes chrétiens, qu'on n'en trouve d'hypothéquées aux seuls Israélites en Alsace, en Lorraine, dans le Palatinat, dans la Suabe, dans le Brabant &c. qui sont tous des pays réputés pour leur fertilité. D'un côté les habitans se sont maintenus dans l'aïssance & dans l'arrangement avec la seule ressource du prêt fixé par la loi ; de l'autre ils sont obérés, ils sont dans la misère, ils ne sont, pour ainsi dire, que dans la dépendance des juifs ; n'est-il donc pas évident que c'est parce que cette dépendance est ruineuse, & usuraire.

5°. Il importe peu de savoir s'il y a dans la doctrine des juifs des préceptes positifs qui les autorise à l'usure ; ainsi il est inutile d'aller fouiller dans les sources obscures de leur Misnah, du Talmud & de la Gémare ; parce que chacun sait que ce prêt est un usage trop généralement adopté parmi eux pour qu'il soit possible de supposer que leur religion leur en fait un crime. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils ne nous regardent pas comme leurs frères ; &



ils en ont plusieurs raisons, dont quelques-unes même sont de leur nature indéstructibles. D'après cela ils observent entr'eux l'ancienne loi, qui défend de mettre un prix quelconque d'intérêt au prêt que l'on fait à son frère, mais en prenant ce que son énoncé paraît avoir de négatif pour les étrangers, dans un sens illimité & applicable sur-tout aux adhérens des cultes les plus opposés à leur foi. Ils fondent encore leur morale à cet égard sur l'opinion que tous les biens de la terre appartiennent de droit au peuple du Dieu d'Israël : les autres nations ne sont que des usurpateurs sur lesquels il leur est permis de reprendre, par tous les moyens possibles, leurs anciennes propriétés. C'est ainsi que le juif se fait une vertu profitable de ce qui est pour les sociétés le vice le plus désastreux. Le juif usurier est honnête homme à ses propres yeux, tandis qu'aux nôtres il est un dangereux fripon.

Les juifs conviennent en général que leur loi leur permet le prêt à intérêt à l'égard des étrangers; (a) & comme cette loi ne fixe pas la quotité de cet intérêt en rapport avec celle du prêt, ils en

---

(a) Tous ceux, qui ne sont pas de leur loi, les Tyriens, les Phéniciens & autres Négociants.

concluent qu'il est arbitraire, & ne soumettent leur conscience pas plus à cet égard qu'à aucun autre aux réglemens des peuples parmi lesquels ils habitent. Mais quand ils ne feraient point cet aveu, en rassemblant toutes les autres preuves de l'existence de leur usure, on ne pourrait douter qu'elle ne soit autorisée par leurs dogmes, ou qu'elle ne résulte de leur morale, & de ce qu'ils appellent les conseils des sages. En effet ce peuple, peut-être le plus fidèle de tous aux pratiques les plus pénibles de sa loi : ce peuple qui a résisté à des siècles de persécutions, à un opprobre qui s'est sans cesse renouvelé, à la haine invétérée des nations au milieu desquelles il habite : ce peuple, dis-je, ne serait pas généralement prévaricateur de ce culte, où la morale qui en découle défendait absolument ou n'autorisait pas l'usure.

Nous avons sur les principes des juifs, à l'égard de l'usure, des aveux de ceux mêmes qui étaient initiés dans les mystères de leur croyance.

6°. Toute religion étrangère à la nôtre a été jusqu'ici proscrire par nos loix. Cette proscription, qui n'était que pure intolérance dans les siècles, où le fan-

tisme voulait obliger chaque homme à n'aller en paradis que par l'unique sentier qu'il lui traçait, a été ensuite appuyée sur des motifs politiques que l'on croyait plus raisonnables & plus légitimes. On a voulu démontrer que la différence des opinions religieuses étoit nuisible à l'harmonie publique ; que les cultes les moins sévères ne pourraient corrompre la rigidité orthodoxe, & changer les mœurs nationales : mais quoiqu'il en soit de ces allégations, qui n'ont plus de force aujourd'hui qu'aux yeux du fanatisme & des mauvais calculateurs en politique ; toujours est-il certain que l'expulsion totale des juifs a eu en France pour raison particulière, la nécessité de la purger de ces armées d'usuriers qui l'avaient investie & dévastée : peut-être pensait-on que ce serait vainement qu'on s'attacherait à ne proscrire que l'usure. Une morale qui l'érige en principe, en vertu même. La difficulté de l'enchaîner par de simples formalités, avec lesquelles il était en même temps indispensable & presque impossible de concilier la liberté du commerce, tels sont sans doute les obstacles, dont la puissance prouvée par tant de désastres, & jusques là toujours

supérieure à tous les efforts qui devaient les vaincre, a tellement effrayé le gouvernement, qu'il a paru indispensable de frapper sur l'usurier lui-même pour arrêter les progrès fouteerrains & ruineux de l'usure. Ces proscriptions, qui avaient été inhumaines & presque toutes accompagnées des horreurs de l'insulte & du pillage, furent successivement levées d'une manière illégale. Les ministres, les intendants, tous les administrateurs donnerent à l'envi aux juifs le droit de domicile ; & comme la loi n'avait pas prévu le retour, elle n'avait pas établi de régime propre à circonscrire les effets de l'usure, qu'elle croyait avoir anéantie par le bannissement des usuriers. Alors tout devint arbitraire dans la condition des juifs. Un mélange bizarre d'exemptions & de charges humiliantes furent accumulées sur leurs têtes.

D'un côté on les dispensait de la milice & de corvées personnelles, sous la condition d'une redevance payée à la communauté ou au seigneur ; de l'autre on leur faisait payer le droit d'entrée d'un animal au pied fourchu. On les gêna d'ailleurs en les privant à certains égards par injustice, à d'autres par né-

cessité , de la plupart des droits utiles & honorifiques du citoyen : on les couvrit d'opprobre sous trop de rapports : on éleva pour eux seuls des barrières à l'industrie légale , sans faire attention que de telles entraves , en produisant l'aviilissement & la misère , au lieu de détruire le vice , devaient en quelque sorte le légitimer en le convertissant presque en nécessité. Ainsi le juif qui ne veut point travailler de ses mains , qui ne peut acquérir aucuns biens-fonds , pour les cultiver , qui n'est susceptible sous aucun rapport d'être admis aux emplois publics ou domestiques , ne fait que trafiquer de son numéraire & chercher , en faisant des dupes , à tirer de ce trafic ses moyens de subsistance ; moyens qui ne peuvent résulter que d'une usure d'autant plus grande , que ses fonds sont moindres & ses charges plus pesantes. Le droit d'habitation & de protection qu'on faisait payer aux juifs fort chèrement , se convertissait , par les moyens secrets de l'usure , en un véritable impôt payé par les nécessiteux des villes & des campagnes , que leur imprudence & leur malheur entraînaient dans ce goufre. Et tel est l'aveugle pouvoir de l'esprit

d'intérêt, que des seigneurs, des présidens, des conseillers, des hommes d'épée, en un mot des citoyens distingués de tous les états, semblent encore se disputer à l'envi l'avantage de faire chacun de sa terre une nouvelle Jérusalem. Nos institutions nous fournissent donc une preuve de l'existence de l'usure des juifs, lorsque nous comparons aux besoins des hommes, & sur-tout d'une classe d'hommes, dont les succès surpassent de beaucoup les nôtres, le très petit nombre des moyens étrangers à l'usure que nous leur avons laissé pour leur subsistance; car un de ces oisifs, qui ne possède que mille écus, s'il ne meurt pas de faim avec sa femme & ses enfans, est nécessairement au moins un usurier; & combien n'en est-il pas, dont la première fortune est moindre? à peine un pere a-t-il acquis quelque chose, qu'il marie ses fils & ses filles, en ne leur donnant qu'un petit fond, auquel il ajoute les secrets de son art, qui doit bientôt lui fournir les moyens d'élever une nouvelle génération d'usuriers. Les paroles de la Genèse *Ite & multiplicamini; allez & multipliez*; sont un précepte observé d'autant plus exactement par

par ce peuple, qu'il est généralement fobre, avare même, & qu'il attache à la reproduction de son être l'espoir de reprendre sa splendeur & sa puissance première, en même tems que celui de donner naissance à ce Messie, qu'il attend depuis si longtems. Or en comparant les effets de ces différens véhicules opposés à de si nobles vues, il devient évident qu'ils produiraient nécessairement la misère & un dépérissement final, parmi un peuple qui fuit le travail, s'ils n'étaient étayées sur les produits moins nobles de l'usure. On peut donc dire que sans l'usure, les juifs n'existeraient pas parmi nous; mais ils y existent, mais il en est un grand nombre qui y vivent dans l'aisance, dans l'opulence même, donc ils sont usuriers: la conséquence est peremptoire. Cependant cette espèce de nécessité de recourir à l'usure ne justifie pas, comme leurs avocats le prétendent, le mal qu'ils nous font.

Ils connoissent nos loix, ils savent qu'elles les avaient exclus de notre société, qu'elles n'étaient point faites pour leur morale, mais pour la nôtre. Ils devaient donc se tenir dans l'éloignement

& non venir les braver au milieu de nous, pour se remplir de notre substance au sein de l'oïveté. Ils ont commencé par pécher contre le droit de la société, & chaque jour ils foulent aux pieds les droits de l'homme. Ce ne sont point là assurément des titres pour acquérir ceux de citoyen.

7°. Parmi les preuves qui servent à démontrer l'usure des juifs, on peut encore ranger la protestation qu'ils font annuellement le jour de leur fête de l'expiation, contre les serments qu'ils pourraient faire, soit volontairement, soit de force, & qui ne seraient pas prononcés conformément au rit de leur loi. Cette protestation que l'on connaît par le témoignage de ceux qui ont quitté leur religion, achève de prouver le danger de leur morale, puisqu'elle ne donne de prise sur leur conscience, qu'autant que l'on peut se procurer la certitude d'avoir deviné le secret de ce serment, qu'ils cachent avec d'autant plus de soin, qu'il devient dans leurs mains le *Palladium* de l'imposture (b). Le juif est donc toujours prêt à transf-

---

(b) Voyez le serment à la fin de cette matière.



greffer les règles les plus saintes de la société. Il se fait donc une étude d'abuser de notre foi sous le manteau des formules qui nous lient & nous imposent. Ainsi dans la lutte de l'affirmation, l'Israélite est un athlète dégagé; qui se joue de nos forces, & qui triomphe par la subtilité chaque fois que nous l'attaquons. Le limon, dont il a imbibé sa conscience, le soustrait bien autrement à la prise de nos loix que cette huile, dont se frottaient les anciens gladiateurs, pour échapper aux atteintes de leurs adversaires. Qu'un quelqu'un méprise dans son cœur les serments qui pourraient compromettre ses intérêts, c'est un de ces vices secrets attachés à la nature humaine qu'on doit déplorer & dont heureusement la rareté dédommage en quelque sorte de ce qu'il y a de nuisible & d'impie; mais qu'un peuple, qui prétend aux droits du citoyen, à la confiance & à la fraternité sur laquelle ils sont établis, fasse de ce mépris un acte solennel de religion, qu'il attache à la profession du mensonge les dehors sacrés du culte; c'est une de ces corruptions, qui semblent n'admettre aucune autre espèce de remède que l'amputation du membre qui

en est infecté. Puis donc que de toutes les transgressions légitimées par les principes des juifs, l'usure est la plus profitable & la moins susceptible de ce genre de preuves; la protestation, dont nous venons de vous entretenir, démontre évidemment qu'ils sont usuriers. En réunissant toutes les preuves que nous venons de donner de l'usure des juifs, on sera forcé de convenir que chacune d'elles acquiert le plus grand degré d'évidence par la réunion de toutes les autres. Cette conviction nous porte à conclure: qu'une société d'hommes, dont plusieurs millions sont ruinés par les extorsions de l'usure, est en droit d'annuler l'effet des engagements injustes qui sont couler tant de pleurs. Ni la raison, ni l'équité naturelle, ni le bonheur de tant de familles, ni la prospérité de l'état, si fort altérée par l'atteinte que l'usure porte aux citoyens utiles, au commerce, à l'agriculture, ne doivent succomber sous l'empire d'une foule d'écrits mensongers, par ce motif seul qu'ils sont écrits & que les mensonges qu'ils renferment, les exactions odieuses dont ils sont l'instrument, ne sont évidemment prouvés que d'une manière testimoniale. La même

règle qui émane d'une jurisprudence sage dans nos mœurs , est inadmissible quand on veut l'appliquer aux mœurs des juifs. Une loi est opposée à l'équité naturelle , à tous les droits à la fois , lorsqu'elle protège un prêteur évidemment de mauvaise foi , contre un emprunteur évidemment dupe & dont l'impérieuse nécessité a seule pu conduire la main lorsqu'elle a signé sa propre perte. Les juifs ont d'autant moins de droit au bénéfice de la loi qui n'admet point de preuves testimoniales contre un engagement écrit, qu'ils n'habitent parmi nous que par surprise & qu'il serait absurde de dire : qu'il existe un pacte social entre un peuple hétérogène à la nation , & cette nation dont il brave les institutions, même par principes. Ce bénéfice ne doit résulter que de la présomption de la fidélité , base de toutes les conventions , & que la loi suppose être sur-tout celle des engagements écrits. Mais les dilapidations d'une usure , contre laquelle la législation prononça toujours des peines capitales , sont-elles évidentes ? le droit de toutes les formes tombe. Le juif qui ne voudrait pas y renoncer , tandis qu'il prétendrait que le corps législatif doit

affimiler sa condition à celle de tous les autres citoyens, serait encore (si je puis parler ainsi) plus usurier en politique qu'en matière d'intérêt pécuniaire, puisqu'il aspirerait au privilège de retirer d'une société tous les avantages qu'elle peut procurer aux membres qui la composent, tandis qu'il n'y répandrait qu'un poison, qui leur donnerait la mort & qui lui vaudrait l'usurpation de leurs héritages. Ainsi toute loi positive à cet égard doit rester muette pour lui: nous ne lui devons que de la justice naturelle & de l'humanité: nous ne pouvons abandonner à ses coups les citoyens qu'il frappe sous le manteau sacré des loix, qui devraient le punir & les protéger.

Dans l'instant où tous les citoyens françois s'efforcent de combler l'abyme creusé sous les fondements de la monarchie, en y précipitant des biens acquis par les voies les plus légitimes, achetés par les services les plus périlleux & les plus signalés, consacrés dans les mains du Clergé & de la Noblesse par la possession la plus antique; dans ce moment où le salut de la patrie & la gloire de pouvoir y contribuer, sont le premier but & la première jouissance à laquelle

tout bon citoyen aspire : où l'intérêt particulier , écrasé sous nos pieds , voit élever sur son cadavre livide le trône du patriotisme , vers lequel il ne peut plus proférer que quelques injures infectes & languissantes : dans un tel instant, dis-je, on nous verrait pénétrés d'un respect profane pour les énormes déprédations des juifs ! les juifs , qui échappent depuis tant de temps à l'impôt public , en leur qualité de capitalistes , jouiraient encore tranquillement, dans ce moment de détresse générale, d'une richesse mal acquise ; tandis que le citoyen, qui doit un nouvel effort aux circonstances, demeurerait chargé du poids énorme & toujours progressivement croissant de l'usure , qui tend à en faire un mendiant, un fugitif, ou un désespéré ! nous pourrions repousser les gémissements d'une multitude innombrable de nos frères, pour n'écouter que les réclamations de quelques milliers d'ennemis , qui ne se sont assis au milieu d'eux que pour les dépouiller ! par humanité pour les uns, nous serions barbares pour les autres ! on nous verrait immoler le droit de l'homme & des sociétés à des principes absurdes , au droit ridicule & dangereux

des formes, pour faire triompher des faussetés revêtues du timbre, sur des vérités établies à la fois par des démonstrations extérieures & une conviction intime! une telle disposition paraît impossible, & s'il est dans l'ordre des affections d'un peuple usurier de méconnaître le desintéressement, de se refuser aux sacrifices dictés par l'équité, même à celui des objets qui ne lui appartiennent pas; il est dans l'ordre des principes d'une nation juste & puissante de l'y contraindre & d'abattre l'hydre de ses vexations. Les français n'auront pas attaqué leur gouvernement, les profusions des ministres, les services trop intéressés des grands, les richesses énormes accumulées par les mains avides de leurs financiers, pour ne respecter que les dilapidations effrayantes des juifs: ils n'auront pas opéré une révolution pour soulager le peuple du poids de l'impôt national, & laisser écraser une partie de ce même peuple sous le poids cent fois plus lourd & plus insupportable du tribut que lui arrache l'iniquité.

On dira sans doute que les faits, que nous avons rapportés & les raisonnemens qui nous ont servi à les dévelop-

per, pour les comparer à l'équité naturelle, aux droits de l'homme & des sociétés, semblent prouver que la condition civile des juifs ne peut jamais être assimilée parmi nous à celle des autres citoyens. Mais en soutenant ce principe, nous sommes très-éloignés de lancer contre eux les foudres de l'intolérance, ces proscriptions odieuses qui déshonorent l'humanité & qui n'eussent jamais été mises en usage par le peuple le plus doux & le plus généreux de la terre, s'il eut toujours été éclairé des lumières du dix-huitième siècle. Nous sommes de l'avis du bon pasteur : nous ne voulons pas égorger la brebis infectée du mal contagieux, nous aimons mieux la charger sur nos épaules pour lui administrer un baume salutaire.

En même tems que nous nous garantissons du reproche d'avoir exclu de notre société des êtres pétris du même limon que nous, & dont nous pouvons nous contenter d'enchaîner la malfaisance, nous éviterons de grossir le bercail, de loups dévorants : l'individu réveillera tout notre intérêt, & le vice toute notre sévérité : comme hommes nous traiterons les juifs comme amis &

comme frères : comme usuriers, la conservation de nous-mêmes nous ordonnera de leur lier les mains, & même de les traiter durement, s'ils devaient librement habiter parmi nous. Ils nous feront redevables du bien que nous leur ferons : mais la gêne & le mal qu'ils éprouveront feront leur propre ouvrage. Ainsi tandis que la loi du Talmudiste lui permet de déchirer secrètement le sein de la société qui le nourrit, il éprouvera que la nôtre nous ordonne de lui pardonner & de travailler à le rendre meilleur. Mais si ce changement d'habitudes & de principes était impossible, s'il résistait à la main si puissante de la bienfaisance, alors la philosophie & l'humanité, au lieu de militer pour lui, s'accorderaient pour nous demander l'amputation de ce membre putréfié, dont une plus longue conservation entraînerait inévitablement le marasme de notre corps politique, fut-il d'ailleurs le plus vigoureusement constitué.

Que le juif soit donc citoyen sous tous les rapports sous lesquels il ne sera pas citoyen nuisible ; que tous les droits dans l'exercice desquels nos loix pourront surveiller sa conscience qui l'appelle toujours aux secrètes transgressions, lui



soient acquis sans distinction ; mais qu'il ne jouisse d'aucune de ces facultés importantes & délicates , dans l'exercice desquelles notre morale doit essentiellement guider nos actions , & qui intéressent nos autres frères.

Dans cette limite de la condition civile d'un juif , il trouvera la faculté d'habiter dans toute l'étendue du royaume ; il pourra voter dans les assemblées primaires de la nation , pour élire les représentants & concourir avec les autres citoyens à la rédaction des cahiers d'instruction ; il pourra tenir une place dans les délibérations publiques & partager les affouages ou autres produits des possessions communales ; il pourra acquérir une maison pour l'occuper avec sa famille ; il pourra être admis dans toutes les corporations des arts libéraux & mécaniques ; il pourra faire le commerce , devenir fermier , cultivateur , posséder des terres à baux emphytéotiques , devenir même acquéreur de biens-fonds , lorsque les obligations actuelles de l'usure seront une fois éteintes , & que l'expérience aura confirmé la solidité des précautions prises pour l'empêcher de faire à l'avenir de nouvelles plaies

à l'état; enfin il pourra exercer librement son culte, tant qu'il ne troublera pas l'ordre: & pour jouir de tous ces droits, il ne devra payer à l'Etat que les mêmes charges que payent tous les autres citoyens. Peut-être serait-il même avantageux de leur permettre l'acquisition des biens ecclésiastiques & du domaine, par ce moyen leur numéraire refluerait dans la caisse nationale, & l'état se chargerait de leurs créances sur les citoyens, on soulagerait tout à la fois deux êtres souffrants. Mais en aucun cas le juif ne sera éligible pour les corps politiques, administratifs & judiciaires; il ne pourra être revêtu d'aucune fonction publique, & la liberté du prêt sera restreinte pour lui aux seuls cas, où l'usure ne pourra pas en abuser, sans qu'elle soit évidemment exposée aux peines infamantes prononcées contre elle.

Les fonctions publiques, qui tiennent au bonheur de la société, n'étant que trop corruptibles par le puissant attrait de la cupidité, ne doivent point être confiées en des mains flétries & corrompues d'avance par ce vice anti-patriotique. Les fonctions publiques, auxquelles doivent toujours présider les principes

d'une morale épurée, ne doivent point être exposées à l'impulsion d'une croyance ennemie, qui se fait une vertu de nous tromper & de braver nos institutions. Enfin les fonctions publiques & sur-tout l'administration de la justice, qui demandent que nous soyons liés à nos devoirs par le nœud sacré d'un serment, seraient profanées dans les mains des hommes, dont la conscience échappe à nos formules, qui nous font un secret dangereux des leurs, & qui, de la protestation contre leur serment, font un acte de dévotion.

La jouissance illimitée de tous les droits du citoyen mettrait d'ailleurs les avantages de la condition du juif au-dessus des biens attachés à celle de tout autre François. Car d'un côté il moissonnerait l'or en abondance avec la faux de l'usure, & cet or même, mettant dans ses chaînes un grand nombre d'esclaves, desquels il dirigerait les suffrages dans les assemblées, lui servirait d'instrument pour s'élever de l'autre jusqu'au fauteuil du président de la nation, ou bien pour se placer sur les fleurs de lys, & juger contre les vexations des débiteurs, contre ses propres délits, contre sa propre morale. Sous ce rapport le juif jouirait

de tous les moyens qui menent par le chemin de l'iniquité aux grandes richesses, aux premiers honneurs, aux emplois qui influent sur la destinée d'un empire que sa religion déteste, qu'elle voudrait & qu'elle espère même renverser.

8°. Dans l'ordre actuel des mœurs & des principes des juifs, le genre d'activité, pour lequel ce peuple montre le plus de répugnance, est celui qui tient aux travaux rustiques. Bien différents aujourd'hui à cet égard, comme à celui de beaucoup d'autres vertus, de l'ancien peuple d'Israël, ils se plaisent même à prouver que le nombre de leurs jours ouvrables ne suffirait pas à cet objet : d'après le calcul que nous en avons fait, nous sommes forcés de convenir avec eux de cette vérité ; mais elle n'en prouvera que mieux, à leurs yeux mêmes, combien ils ont altéré les principes de la raison dans leurs institutions morales, puisqu'ils se sont ainsi placés entre la nécessité de mourir de faim, ou d'habiter toujours parmi des peuples de dupes, disposés à nourrir & nourrissant effectivement des fainéans, & à se charger des travaux les plus pénibles pour récompense du mal qu'ils en reçoivent. Ainsi, parmi

les services que nous leur rendons, le plus essentiel pour eux, celui qui seul peut les mettre à portée de recupérer un jour leur ancienne splendeur, de voir renaître de leur vertu prolifique un nouveau peuple d'Israël aussi actif, aussi grand, aussi respectable, que celui qui obéissait à Salomon; c'est de leur apprendre à pouvoir se passer de nous, à se nourrir eux-mêmes, comme le font nos laboureurs; aucun rit, s'il n'est essentiellement vicieux, ne peut contrarier les premiers besoins de la nature. Le Dieu qui nous donna la vie, ne peut applaudir aux dispositions qui tendraient à nous la ravir, ou à nous la rendre insupportable.

Les juifs doivent donc concilier les travaux de la terre avec des fêtes que leur paresse a trop multipliées, & nous leur ferons grace de chommer les nôtres comme nous les dispensons d'affister à notre office.

Il serait bon qu'il fut ordonné que les juifs ne puissent faire cultiver leurs champs, sous telle modification qu'ils les possédassent que par les hommes de leur religion; que sous aucun prétexte ils ne puissent s'aider ni des bras, ni de la

charrue , ni des voitures , ni des bestiaux des chrétiens pour préparer & recueillir leurs moissons , ou faire des opérations domestiques quelconques dans l'intérieur de leurs maisons.

On les encouragerait par-là à embrasser tous les genres d'occupations utiles, en laissant aux chrétiens la liberté d'y employer des juifs pour pouvoir les y façonner. C'est ainsi que le juif serait ramené à la condition de citoyen actif & respectable ; c'est ainsi qu'il reprendrait les vertus que possédaient ses peres il y a deux mille ans & que , détaché par la force du commerce le plus barbare & le plus avilissant, il goûterait le bonheur d'être estimé & de faire succéder les sentiments de la fraternité à l'ignominie & à la haine implacable, dont le ressentiment public le couvre aujourd'hui. Si ces avantages ne sont pas capables de le toucher, de le séduire, de l'entraîner, comme il doit cesser d'espérer que nous immolerons plus longtems la félicité de nos provinces à ses désastreuses spéculations , il s'apercevra, sans doute pour son malheur, qu'il élève lui-même une barrière insurmontable à son union sociale avec nous, & il cherchera,

chera, de son propre mouvement, des victimes hors des limites de la France, qui sera comme forcée de les rejeter de son sein. Cette dépopulation ne serait alors qu'un accroissement de forces, & bientôt elle serait richement remplacée par le retour de tant de citoyens, que la misère, produite par l'usure, a fait abandonner leurs foyers, & de quantité d'étrangers qui viendraient avec plaisir se placer sous l'égide de nos nouvelles loix, quand le régime de la justice & de la liberté sera solidement établi. Plut au ciel que ces raisonnemens fassent impression sur le cœur d'une nation, qui autrefois était chérie de l'Être suprême, qui la tira du néant comme tout le reste des autres hommes. Si nous avons prouvé par l'écriture sainte combien la nation juive a éprouvée les effets de la colère de Dieu, cette même écriture nous assure aussi que, si le peuple hébreux veut s'humilier & se repentir de ses péchés & de sa rébellion, Dieu usera de miséricorde envers lui, & lui pardonnera ses fautes; s'il pouvait guérir les plaies qu'il nous a faites, nous en oublierions le souvenir.

*Liv. II. de Moïse Exod. Chap. 22.*

- V. 25. „ Si tu prêtes de l'argent à mon  
 „ peuple, au pauvre, qui est avec toi, tu  
 „ ne te comporteras point avec lui en  
 „ usurier; vous ne mettrés point sur lui  
 „ d'usure. ”
- V. 26. „ Si tu prens en gage le vêtement de  
 „ ton prochain, tu le lui rendras avant  
 „ que le soleil soit couché. ”
- V. 27. „ Car c'est sa seule couverture, c'est  
 „ son vêtement pour couvrir sa peau; où  
 „ coucherait-il? s'il arrive donc qu'il crie  
 „ à moi, je l'entendrai, car je suis mi-  
 „ séricordieux. ”

*Liv. III. de Moïse. Lévitique Chap. 25.*

- V. 36. „ Tu ne prendras point de lui d'u-  
 „ sure, ni d'intérêt, mais tu craindras ton  
 „ Dieu, & ton frère vivra avec toi. ”
- V. 37. „ Tu ne lui donneras point ton ar-  
 „ gent à usure, ni ne lui donneras de tes  
 „ vivres à surcroît. ”
- V. 38. „ Je suis l'Eternel votre Dieu qui vous  
 „ ai retirés du pays d'Egypte, pour vous  
 „ donner le pays de Canaan, afin de  
 „ vous être Dieu. ”

*Liv. V. de Moïse. dit le Deutéronome,  
 Chap. 23.*

- V. 19. „ Tu ne prêteras point à usure à ton  
 „ frère; soit à usure d'argent, soit à usure  
 „ de vivres, soit à usure de quelque autre  
 „ chose que ce soit, qu'on prête à usure. ”



## D U S E R M E N T.

Le serment des juifs mérite peu de foi, ce qu'on a prouvé dans le cours du présent ouvrage ; car suivant leur doctrine, tout serment qui se fait par contrainte, ne saurait être réputé valable, & que d'ailleurs un serment peut devenir nul par le sens qu'on y attache : cette manière illicite & infame de tromper les hommes par de faux sermens, de parler différemment que l'on ne pense, de renier au fond du cœur ce que les lèvres ont prononcées, sont autant de mauvais principes puisés dans le Talmud & inculqués aux juifs par leurs rabbins ; car dans le traité, *COLLA fol. 28. Col. 2.* on lit : que le rabbin *Akkeva* ayant interrogé une femme de sa nation sur l'état de son fils, ajoute que si elle lui en faisait la confidence, il lui procurerait la vie éternelle ; celle-ci lui ayant demandé son serment pour sûreté de sa promesse, il l'annulla au fond de son cœur, ce qui fait que les juifs prêtent très-volontiers le serment qui leur est déferé, parce que par la falsification de leur Talmud & les changements qu'ils y ont faits, ils n'y sont engagés à rien, ils le considé-

rent comme un enfantillage ; il consiste en quelques mots hébreux , & ils le tiennent pour un des principaux points de la loi , qu'ils supposent leur permettre de jurer en tout état de cause contre les chrétiens ; ils persisteront dans ce faux principe tant qu'on ne leur fera point prêter le serment que leur doctrine approuve , & qui est ignoré des chrétiens ; on fait en outre qu'ils n'entendent pas s'engager par les serments , & ils protestent d'avance contre leurs attestations , dont ils se lavent à l'arrivée du jour de leur fête d'expiation. Quoique l'on nous ait assuré que la formule ci-après soit la seule que cette nation redoute tant , l'on n'ose cependant pas garantir cette assertion. Toute la foi qu'on peut y avoir , se repose sur les expressions qu'il renferme , elles sont si sacrées & si importantes , que les juifs ne le prêteront jamais à faux , selon l'esprit de leur ancienne loi.

Pour preuve de l'endurcissement du cœur de cette nation réprouvée & la violence que leurs propres docteurs sont obligés de leur faire pour tirer d'eux la vérité , à défaut d'autres preuves , je joins ici la formule du serment tiré du livre du Rabbin Maïmon leur grand do-

teur d'Egypte; ce serment a été communiqué aux chrétiens par Guillaume-Antoine-Joseph Limbourg, juif baptisé, nommé auparavant Abraham-Benjamin Capplan, de la race d'Aaron Haquan établi en haute Alsace, qui a proposé à M<sup>rs</sup>. les Présidents du Conseil souverain d'adopter cette formule de serment.

---

*Manière de prêter le serment chez les juifs,  
tiré du livre du Rabbin Maïmon, le grand  
Docteur de l'Egypte.*

Dix hommes juifs doivent y assister avec la femme & les enfans de celui qui veut jurer : chacun des assistans doit avoir un cierge allumé à la main ; le jurant doit tenir embrassé des deux bras les *Thoras*, c'est-à-dire les dix commandemens qu'ils conservent dans le tabernacle de leur synagogue. A cette cérémonie doit présider leur Rabbin, qui par trois reprises différentes est obligé de rappeler au jureur de quelle conséquence est un serment, les malheurs qu'on a à craindre, s'i l'on jure faux. Si malgré cela il dit qu'il veut jurer, le Rabbin doit donner trois coups de cors ou trompettes & le jurant commence en se nommant par le

nom qu'il a reçu à la circoncision, y ajoutant celui que son pere a reçu à la circoncision & dit :

*Moi NN, je jure devant Dieu tout-puissant Créateur du ciel & de la terre, qui a créé le soleil, la lune, les étoiles, & toutes les planètes, l'eau & le feu. Je jure sincèrement & sans fausseté, car je le pense dans le fond de mon ame, comme je le dis de bouche; je jure aux très-respectables & terribles noms d'Adonai (c) Elohim, Adonai Zevoes (d), Adonai eil Schaday, Adonai (e) eil chay, Adonai eil (f) canna Vinnaucain, Adonai eil (g) maurum Vikodusch, Adonai eil (h) chai Veikaium, Adonai olief (i) Mischbôt; je jure que je dis aussi vrai, que Dieu est la vérité même, je jure sur la vérité des Israélites, sur la vérité de la Ste. Ville de Jérusalem, sur tous les noms saints qui conviennent à Dieu, sur les dix commandements écrits sur le Thauras qui sont dans le tabernacle de noire sy-*

---

(c) le Seigneur Dieu.

(d) le Dieu des armées, le Dieu fort (tout-puissant.)

(e) le Dieu vivant.

(f) le Seigneur Dieu le vengeur.

(g) le Seigneur Dieu le très-haut & saint.

(h) le Seigneur Dieu vivant & constant.

(i) le Seigneur aimant la justice.

nagogue, sur tous les Thauras qui se trouvent chez les juifs de tout l'univers, que j'ai payé cet homme jusqu'à la dernière obole & que je ne lui dois plus rien. Oui, je veux que la malédiction de Josué ( Jos. Chap. 7. v. 25. ) tombe sur moi, que toutes les malédiction & anathèmes que Moïse & Josué ont annoncés aux Israélites en leur défendant de ne point faire de faux serments, m'arrivent; si j'annule mon serment dans mon intérieur, & fais volontairement un faux serment, soit par malice, soit par adresse; je veux que toutes les malédiction & anathèmes qui sont annoncés dans tous les Thauras & tous les prophètes viennent fondre sur moi, ma femme, mes enfans, mes petits-enfans & sur toute ma famille; que tous les malheurs, que David a souhaité à ses ennemis malins, m'arrivent, que ma femme soit veuve dans l'instant que je parle, & mes enfans des orphelins, que la mort enlève tout aussitôt ma famille, que mon nom soit oublié dans ce monde-ci & dans l'autre, que mon ame n'ait ni repos, ni demeure dans l'éternité, que la terre refuse la sépulture à mon cadavre, que les playes d'Egypte & les maux de Job, la lèpre de Naaman viennent couvrir mon corps, si j'ai fait un faux serment.

*Ainsi que les Sts. noms d'Adonai (k) Elohim, Adonai Zevoes, Adonai (l) eil Schadey, Adonai (m) eil chay, Adonai (n) eil canna Vinnaucain, Adonai eil (o) maurum Vikodusch, Adonai eil chai (p) Veikatum, Adonai Ohef (q) mischbot, viennent donc à mon secours. Amen, Amen.*

Ensuite tous les assistans tournent leurs cierges le haut en bas, afin que la cire en coulant les éteigne, & ils doivent dire ces paroles de l'écriture : *de même que la cire fond à la vue du feu, ainsi doivent périr les pécheurs à la vue de Dieu.* Ps. 67. v. 3.

### *Première prédiction. (r)*

V. 26. „J'appelle aujourd'hui à témoin les  
„cieux & la terre contre vous; que cer-  
„tainement vous périres aussitôt dans ce  
„pays, pour lequel vous allés passer le

(k) le Seigneur Dieu.

(l) le Dieu des armées, le Dieu fort (tout-puissant.)

(m) le Dieu vivant.

(n) le Seigneur Dieu le vengeur.

(o) le Seigneur Dieu le très-haut & saint.

(p) le Seigneur Dieu vivant & constant.

(q) le Seigneur aimant la justice.

(r) Ancien Testament Liv. 5. de Moïse, Chap. 4.

„Jourdain, & vous n'y prolongerez pas  
 „vos jours; mais vous serés entièrement  
 „détruits. ”

V. 27. „Et l'Eternel vous disperfera entre  
 „les peuples & il ne restera de vous qu'un  
 „petit nombre parmi les nations chez les-  
 „quelles l'Eternel vous fera emmener. ”

V. 29. „Mais tu chercheras delà l'Eternel  
 „ton Dieu; & tu le trouveras, parce que  
 „tu l'auras cherché de tout ton cœur &  
 „de toute ton ame. ”

### *Seconde prédiction. (s)*

Notre Seigneur leur dit:

V. 37. „Jérusalem, Jérusalem, qui tues les  
 „Prophètes, & qui lapides ceux qui te  
 „sont envoyés, combien de fois ai-je vou-  
 „lu rassembler tes enfants, comme la pou-  
 „le rassemble ses poussins sous ses ailes,  
 „& vous ne l'avez point voulu. ”

V. 38. „Voici, votre maison va devenir dé-  
 „serte. ”

V. 39. „Car je vous dis, que désormais vous  
 „ne me verrez plus, jusqu'à ce que vous  
 „disiés, béni soit celui qui vient au nom  
 „du Seigneur. ”

---

(s) Nouveau Testament, Evang. de St. Matthieu,  
 Chap. 23.

## REMARQUES

ET

## OBSERVATIONS INTÉRESSANTES.

Les juifs haïssent les chrétiens, qu'ils appellent par dérision *les enfans d'Esau*. Ils leur donnent aussi le nom de *Cuthéens*, parce que leurs rabbins nommaient ainsi les Samaritains, qui anciennement habitaient la province de *Cutha*; c'est par la même raison qu'ils appellent l'Empire romain: *l'Empire des Cuthéens*.

Cette dénomination, à la vérité, mérite peu d'attention; mais M. le Professeur *Eisenmenger* (1), nous apprend de quelle manière les juifs ont coutume de maudire les chrétiens, & de leur souhaiter tout le mal possible.

Il nous dit en même tems avec quelle adresse ils cherchent à se justifier d'un pareil reproche; savoir: par le livre *Choschen* (u) *hammischpot*, par le livre

(1) le Judaïsme dévoilé, partie 2. Chap. II.

(u) Le portrait du jugement. (d'après l'Exode 28, 15.)



*Maafe* (x) *haschem*, par celui *Meos* (y) *enaim*, & par leur livre de prieres; ils savent donner tant de vraisemblance à ces fortes d'allégations que quiconque n'est pas suffisamment instruit, serait tenté de croire qu'en général les juifs ne maudissent point les chrétiens, qu'ils sont fort éloignés de leur vouloir du mal & qu'ils ne méritent point de pareils reproches. Quelqu'illusoires que puissent être leurs moyens de défenses, le même auteur n'a pas moins démontré la vérité de son assertion par les preuves les plus incontestables. C'est en vain que les rabbins prétextent l'obligation où ils sont de prier pour la conservation des princes & des peuples de l'univers; ils ne sauraient guère s'appuyer sur de pareilles raisons, d'autant moins qu'il est fort incertain si effectivement ils s'acquittent de ce devoir; ils le devraient sans doute, à l'imitation des anciens Israélites; mais ils sont bien éloignés de s'y conformer, car si réellement c'était leur intention, elle se manifesterait dans leurs

---

(x) L'ouvrage du nom, c'est-à-dire, du nom de Dieu.

(y) Cent yeux.

livres de prières ordinaires, imprimés en grande quantité & dont ils se servent dans leurs écoles ainsi que chez eux. On peut juger de leur ardeur & sincérité à prier pour les monarques chrétiens, par celle avec laquelle ils ne cessent de demander à Dieu la venue du Messie, afin de pouvoir bientôt ravager & détruire toute la chrétienté. On pourra encore se convaincre par le livre *Zerór* (z) *hammor*, fol. 37. Col. 2. dans *Parascha Vajéze*, qu'ils prient Dieu d'exercer sa vengeance sur les chrétiens à la venue du Messie par les paroles suivantes que ce livre contient : *Dans ces tems-là le Seigneur se manifestera à son peuple, pour exercer sa vengeance sur Edom. Par Edom ils entendent la chrétienté.*

Dans le *Siddurim* (a) polonais fol. 88. Col. 2. on lit dans une prière qui commence par ces mots : *Ascher jach dasim jedidas* „ Ne craignez rien, le tems viendra où vous verrez la chute de vos ennemis ; le jour de la vengeance sera leur partage ; l'année où vous combatrez pour votre Jérusalem, sera votre

---

(z) le faisceau de myrrhe.

(a) les sections, les chapitres.

„récompense; cet événement sera pré-  
 „cédé du carnage & de la destruction  
 „de ce peuple, qui a ravagé la demeure  
 „que j'avais établie parmi vous,  
 „(c'est-à-dire mon temple.)” Par ces  
*ennemis* ils entendent les chrétiens. Comme c'est par les Romains que Jérusalem & son temple ont été détruits, & que les juifs comprennent sous cette dénomination tous les chrétiens en général, ils prétendent que cette vengeance doit s'étendre sur ces derniers sans exception, & qu'ils doivent tous être exterminés.

La même vengeance (b) ils la réclament au jour de leurs propiciations dans une prière qui commence par ces mots: *Ribbon col haolamim mélech malke ham-meláchim*, & qui se trouve dans le gros *Tephilla* (c), fol. 50. Col. 2. sous le titre de *Schacharith*. En voici la substance :  
 „Rends-moi digne de voir la venue du  
 „Messie; venges ton peuple, venges la  
 „tribu d'Israël & le sang que tes servi-  
 „teurs fidèles ont répandu pour toi;  
 „que nos jours soient témoins de ta  
 „prompte vengeance!”

---

(b) Les juifs implorent la vengeance divine contre les chrétiens.

(c) prière.

On trouve encore dans ledit *Tephilla*, sous le titre : *Schacharith* (d) *schel schabbath*, fol. 68. Col. 3. une petite prière qu'ils ont coutume de dire tous les jours de sabbat, en voici le sens : „ Prens „ pitié de Sion, car c'est le lieu de notre existence; daignes sauver ceux qui „ vivent dans l'opprobre, venges nous „ promptement & de nos jours. Nous te „ bénissons, Seigneur, toi qui réjouis „ Sion dans ses enfans, Seigneur Dieu, „ réjouis-nous encore avec le prophète „ Elie ton serviteur, & avec le royaume „ de la maison de David ton Messie; „ daignes hâter sa venue, afin que la „ joie remplisse nos cœurs; nul autre ne „ doit occuper son trône, ni jouir plus „ longtems de ses honneurs; (c'est-à-dire „ les monarques chrétiens.) Nul autre „ ne doit régner dans ce monde; car „ tu as juré par ton saint nom, que sa „ lumière ne s'éteindra jamais. „

Cette courte prière prouve avec quelle ferveur ils prient pour les chefs de la chrétienté, puisqu'ils invoquent l'Être suprême d'envoyer le Messie, pour détruire à jamais la domination des chrétiens.

---

(d) L'aurore du sabbat prière du matin du Sabbat.

Quelques jours après la fête de la nouvelle lune qu'ils célèbrent tous les mois, les juifs ont coutume de sortir de nuit en plein air dès qu'ils apperçoivent la lune, & de dire une certaine priere qu'ils appellent *Bircháth hallevaná*, ou (e) *Bichas hallevóno*; voici les paroles qu'ils adressent à la lune: „Béni soit celui qui „t'a faite, béni soit celui qui t'a préparée, béni soit celui qui t'a créée.” Cela dit, ils sautent trois fois en l'air, & continuent ainsi: „De même que „je saute vers toi sans pouvoir t'atteindre, de même mes ennemis ne pourront m'approcher pour me faire du mal.” Après quoi ils répètent par trois fois: „Puissent la crainte & la terreur s'emparer de leur ame! Puissent-ils par la „grandeur de ton bras devenir muets „comme la pierre! Ils deviendront muets „comme la pierre par la force de ton „bras, la crainte & la terreur s'empareront de leur ame.” Par leurs ennemis ils entendent les chrétiens, & c'est sur nous seuls que portent leurs malédictions.

---

(e) La bénédiction de la lune.

Le soir de la fête des propiciations ils ont coutume d'invoquer Dieu contre les chrétiens de la manière suivante, dans une prière qui commence par ces mots : *El Elohim bemillalai*, ainsi que l'on peut voir dans le *Selichoth* (f) de Prague, fol. 71. Col. 2. sous le titre de *léeref* (g) *jom Kippurim* : „que Dieu veuille allumer „parmi les Cuthéens (c'est-à-dire parmi „les chrétiens) le feu de la guerre; qu'ils „soient couverts de nuages pendant six „mois & tourmentés par des ulcères; „que leurs corps soient couverts de pustules & que le courroux céleste s'appesantisse sur eux; car le Seigneur ordonna un massacre dans *Bozra*, (c'est-à-dire à Rome, & même dans toute la chrétienté, qui bien souvent est représentée par le seul mot de Rome.) „Accomplis cette œuvre dans *Bozra*, & „fais que le Roi (des Romains) périsse „dans le combat, au moment qu'éclatera ta vengeance; renverse dans la „poussière le Chef romain, & assure par là le bonheur de tes bien-aimés. (juifs) ”

Com-

---

(f) Les rémissions, les indulgences.

(g) Le soir du jour des propiciations.

*Comment ils invoquent Dieu contre les  
Chrétiens au jour des propiciations.*

Au jour des propiciations, autrement *Jom (h) Kippur*, ils adressent cette priere à Dieu, ainsi qu'il est dit dans le *se-lichot (i)* de Francfort, fol. 75. Col. 1. elle commence ainsi: *Eschpóch séchi lè-janecha zûri.* „Soutiens-nous dans notre „combat & délivre nous; fais endurer „sept fois à nos persécuteurs, les peines „qu'ils nous suscitent; (c'est-à-dire aux chrétiens, qu'ils regardent comme leurs plus grands ennemis) „que ta vengeance „ce les poursuive & les extermine à „jamais. O Dieu! O notre Créateur! O „Dieu tout-puissant! Annonce nous cet- „te année de récompenses, où nous pour- „rons combattre pour Sion; humilie les „superbes, tel que la chaleur ardente dans „un lieu aride &c. ”.

*Comment ils ont coutume de prier à la  
fête des tabernacles.*

A la fête des tabernacles qui se célèbre le 15 Septembre & qui dure pendant huit jours, les juifs, dans une priere

---

(h) Les remissions, les indulgences.

(i) Le soir du jour des propiciations.

contenu dans la première partie du *Machsors* (k) de Prague, fol. 141. Col. 1. commençant par ces mots: *Ana hoschiana* s'expriment ainsi: „Frappe nos ennemis comme tu as frappé les premiers nés d'Egypte, & accable les d'afflictions; „sépare-les comme tu as séparé la mer rouge, & nous t'invoquerons, & tu „nous exauceras.”

Au second jour de la fête ils répètent la même prière, suivant le susdit *Machsors* de Prague, première partie, fol. 149. Col. 1. mais dans les *Machsors* imprimés à Francfort, il se trouve un mot de changé, & au lieu d'*Ojesenu*, (nos ennemis) on lit *Kamécha*, (tes adversaires) ce qui revient au même, puisque par l'un & l'autre ils entendent les chrétiens, qu'ils appellent les ennemis de Dieu & les leurs; & ils se persuadent que les mêmes plaies, qui jadis avaient affligé l'Egypte, affligeront de même la chrétienté.

---

(k) La couronne, le recueil entier de prières, toute une liturgie.



*Prière faite dans la soirée du premier jour de  
la fête des tabernacles & au premier  
sabbat de la dédicace.*

La soirée du premier jour de la sus-  
dite fête des tabernacles ils font une prie-  
re qui commence ainsi : *Toané nité ze-*  
*machóth* comme on peut le voir dans le  
*Siddurim* polonais , fol. 158. Col. 1.  
„Casse le cou à *Edom* , trempe tes flê-  
„ches dans le sang des *Edomites* ;  
(c'est-à-dire des chrétiens) ces mots  
néanmoins se trouvent supprimés dans la  
grande *Tephilla* , fol. 80. Col. 3. 4. quoi-  
qu'elle renferme la même prière , & cela  
uniquement par crainte.

Au premier sabbat de la dédicace, fixé  
au 25 Novembre & qui dure huit jours,  
en hébreux *Chanucca* , ils invoquent Dieu  
dans une prière qui commence par ces  
mots : *Sethim nichrathim* , & que l'on  
trouve dans la grande *Tephilla* , fol. 71.  
Col. 3. 4. en ces termes : „Sou-  
„viens-toi de leur semence , (c'est-à-dire  
„des Israélites) pour les délivrer , & an-  
„nonce leur une année de jubilations ;  
„fais les rentrer dans la place qu'occu-  
„paient leurs peres ; afin qu'ils regnent  
„dans l'univers entier , & qu'ils arra-

„ chent l'anneau de la main du chasseur ;  
 (c'est-à-dire de la main d'*Eſau* ; car dans la  
 Genèſe Chap. 25. v. 27. *Eſau* eſt appelé le  
 chasseur ; c'eſt ſous ce nom qu'ils enten-  
 dent la chrétienté, & par l'anneau du  
 chasseur ils entendent la domination des  
 chrétiens ) „ tourne les yeux ſur nous,  
 „ & rends à la ville de Sion ſon Empire  
 „ que tû aſ ſuspendu.” Par-là les Monar-  
 ques chrétiens peuvent juger de la diſpo-  
 ſition des juifs à leur égard.

*Comment ils maudiſſent les chrétiens à la  
 fête Purim.*

A la fête *Purim*, dont il eſt fait mention  
 dans le livre d'*Eſther*, Chap. 9. v. 26. qui  
 ſe célèbre le 14 Février, ils ont coutume  
 de maudire les chrétiens dans la priere  
*Birchath (l) hamminim*, ainſi qu'on peut le  
 voir dans la ſeconde partie du *Machſor*  
 de Prague, fol. 19. Col. 1. & dans la  
 grande *Tephilla*, fol. 24. Col. 3. intitulée :  
*Jôzer lepûrim*, c'eſt ainſi qu'ils s'expri-  
 ment : „ Maudit ſoit *Haman*, béni ſoit *Mar-*  
 „ *dochai* ; maudite ſoit *Seres*, (la femme de  
 „ *Haman*) ; bénite ſoit *Eſther* ; maudits  
 „ ſoient tous les *Idolâtres*, bénis ſoient tous

---

(l) Malédiction des hérétiques.

„les *Israélites* ; ainsi que *Harbona* , qui a  
 „pendu *Haman*. ” Cela est prouvé par  
 le livre *Orách (m) chajim*, numéro 690.  
 fol. 316. Col. 2. où il est à remarquer,  
 que ces mots : *maudits soient tous les Ido-*  
*lâtres*, s'adressent aux chrétiens, qu'ils  
 accusent d'idolâtrie.

*Prière au premier jour de Mars & à la  
 veille de Pâques.*

Dans une prière pour le premier jour  
 de Mars, qui commence par ces mots :  
*Mevâsser am sachtioth* ; tel qu'on peut voir  
 dans la grande *Tephilla*, fol. 48. Col. 1. 2.  
 & dans la seconde partie du *Machsors* de  
 Prague, fol. 38. Col. 2. sous le titre de  
*Müsaph Cepharascháth hachódesch* : ils  
 s'expriment ainsi : „ Nous foulerons  
 „ à nos pieds les quatre Empires,  
 (c'est-à-dire les quatre Monarchies)  
 „ lorsque tu auras prononcé contr'eux,  
 „ comme tu as prononcé jadis, suivant  
 „ qu'il nous a été dit ; (lorsque les Egy-  
 „ptiens ont péri.) hâte-toi donc, & ven-  
 „ ge-nous de même des *chrétiens*, qui  
 „ sont nos ennemis. ”

---

(m) Le chemin de la vie.

Dans plusieurs autres prieres ils expriment de même le desir de voir la chrétienté affligée de tous les maux qui jadis ont désolé l'Egypte, car ils sont fortement persuadés, que les plaies des anciens Egyptiens deviendront également le partage des chrétiens.

La veille de Pâques on verse à chacun de leur nation quatre coupes de vin, qu'ils sont obligés de boire, & lorsqu'ils ont rempli la quatrième coupe, ils prient de la manière suivante, ainsi qu'on le lit dans la grande *Tephilla*, fol. 6. Col. 3. sous le titre *Haggada*, Ps. 79.v.6. & *Jerem. C. 10. v. 6.* ainsi que le Ps. 69. v. 25. & encore dans *Thren. C. 3. v. 66.*  
 „Verse ton courroux sur les infidèles,  
 „qui te méconnaissent, & sur les royaumes qui n'invoquent point ton nom;  
 „que ta disgrâce s'appesantisse sur eux,  
 „& qu'ils ressentent les effets de ta colère ! que ton courroux les poursuive  
 „& que ta main les extermine sous le ciel du Seigneur.” Cette priere d'imprécations est dirigée contre les chrétiens, ainsi que cela a été affirmé par deux juifs convertis; savoir: par *Ferdinand Hess*, vers la fin du 5<sup>e</sup>. Chap. de la seconde partie de son livre intitulé : *les juifs*

*fouettés; & par Jean-Adrien d'Emden,*  
dans sa *Lettre d'admonition* pag. 27.

Outre plusieurs autres prieres de cette nature, comme sont celles qu'ils disent la veille de leurs Pâques & les jours suivants, ils en font une le premier sabbat après ladite fête, qui commence par ces mots: *En camócha baïllemim*; (Priere d'imprécations au premier sabbat après la fête de Pâques.) „Dieu tout-puissant „défends ta loi, munis-toi de ta vengeance & de ton zèle, & fais éclater „ta puissance; réprouve ou extermine „l'animal nuisible & remuant, (c'est-à-dire la chrétienté, qu'ils appellent l'animal dans les roseaux) soit par la destruction ou le ravage; fais le périr par „la peste lui & son peuple; ne garde „point le silence, & de même que „dis tu as anéanti l'orgueilleux, (les anciens Egyptiens) anéantis de même „cette *Adina*, (chrétienté) qui demeure „en repos, & enfonce lui le crâne d'un „coup de marteau &c.”

*Priere au cinquième sabbat après Pâques.*

Au cinquième sabbat après la fête de Pâques, ils disent la priere, qui commence par ces mots: *acharé nimcar*

*geulla*, (voyez dans la grande *Tephilla*, fol. 41. Col. 4.) c'est-à-dire : „ Nos oreilles „ ont entendu le récit de tes merveilles ; „ fais que nos yeux puissent voir de même (à l'égard des chrétiens) ce que „ nous avons ouï dire de l'Egypte ; ré- „ pète encore une fois la même chose ; „ & achete-nous pour rien &c. foule „ dans la cuve l'Empire d'*Edom*, (la „ chrétienté) & fais que dans un instant „ il soit tourné sens dessus dessous comme „ *Sodome* ; arme-toi de ton glaive pour „ exterminer tes adversaires &c. ”

*Ulmann* pag. 2. Misna des bénédictions. „ Béni soit Dieu, de m'avoir créé Israéli- „ te ; béni soit Dieu de n'avoir été *Goi*, (payen, gentil ou chrétien). Voyez la préface de *Buxtorff* le fils, sur la synagogue judaïque de son pere.

Outre les prières dont je viens de parler, il y en a quantité d'autres, dont les juifs se servent à de certaines fêtes, dont je n'ai point fait mention dans ce traité, pour ne pas donner trop d'étendue à cette matière ; & parmi toutes ces prières il n'en est pas une seule qui ne contienne quelques horreurs contre les chrétiens.

*Comment ils maudissent les chrétiens le  
jour de leurs nœces juives.*

Aux cérémonies de leurs nœces ils disent la priere suivante qui se trouve dans le *Siddurim* (n) polonais, fol. 110. Col. 2. & qui commence par ces mots: *El adon al col hammaasim.* „ Extermine les orgueilleux, (c'est-à-dire les chrétiens) „ de même que le feu consume les chaumes qui tourmentent & incommodent „ ton peuple.”

*Preuves de la méchanceté des juifs.*

Toutes ces imprécations & malédictions sont autant de preuves convaincantes de l'extrême méchanceté des juifs; elles prouvent à quel point ils sont esclaves du vice, & indignes de porter le nom du peuple chéri de Dieu. Ils ne peuvent d'ailleurs se dissimuler l'injustice d'un pareil procédé, qui heurte directement le précepte de Jérémie C. 29. v. 7. (o)

(n) Les sections, les chapitres.

(o) Jérémie Chap. 29. v. 7. „ Et cherchez la paix „ de la ville, dans laquelle je vous ai fait transférer, „ porter, & priés l'Eternel pour elle, „ parce „ qu'en sa paix vous aurez la paix.”

*Exemple de la mauvaise doctrine des juifs.*

Les juifs se croient autorisés à tuer ceux d'entr'eux qui ont abjuré leur culte ; *le traité sur les juifs*, par Victor de Carben, en fournit un exemple :

Il est prouvé par *Eisenmenger* de la manière la plus convaincante , en différens passages de livres hébreux , rapportés dans son *Judaïsme dévoilé*, Chap. IV. que c'est par un mouvement de flatterie & de dissimulation que les juifs accordent aux chrétiens l'espoir du salut. Voilà comme il s'exprime la-dessus pag. 226. (p) Pour ce qui regarde les chrétiens , en particulier , le Rabbin *Bechai* , dans son interprétation des cinq livres de Moïse, fol. 34. Col. 4. de la *Parascha Toledóth* , dit : Cette *Parascha* annonce encore , que l'enfer est destiné au troupeau d'Esau ; (c'est-à-dire aux chrétiens) le Paradis au contraire , au troupeau de Jacob & à ses enfans (c'est-à-dire aux juifs) &c.

Ce qui prouve encore que les juifs croient fermement à la damnation des

---

(p) La damnation des chrétiens est un point de la doctrine des juifs.



chrétiens, c'est l'habitude qu'ils ont de dire chaque fois qu'il meurt un chrétien : *Nischmathó* (ou *Nischmoso*) *begehénnom*; c'est-à-dire, *son ame est aux enfers*. Cela est attesté par plusieurs juifs convertis ; entre autres par *Dietrich Schwab*, Tom. 1. de son *voile judaïque*, pag. 66. chap. 7. & par *Ferdinand Hess*, Tom. I. chap. 4. de sa *verge pour les juifs* ; & encore par *Samuel-Frédéric Brentz*, dans son livre intitulé : *le juif dépouillé de sa peau de vipère*, Chap. 4. pag. 17. Le susdit *Dietrich Schwab* observe encore , que les juifs ont coutume de proférer ces sortes d'imprécations mains jointes , & avec l'expression de la joie.

Toute liaison avec les juifs devient d'autant plus dangereuse, que leur doctrine erronnée leur assûte l'espoir du salut, malgré qu'ils aient commis durant leur vie les plus grands péchés , les actions les plus infâmes dont l'homme puisse se souiller. C'est ce que nous voyons dans le second Tome du *Judaïsme dévoilé* l'auteur cité, Chap. 4. pag. 293.

Il est également notoire, que les juifs se permettent d'enseigner : que non-seulement les chrétiens, mais toutes les autres nations quelconques tenaient leur

pouvoir du diable ; par la même raison ils ont coutume de désigner l'Empire chrétien sous différens noms infâmes & injurieux ; ils l'appellent, entre autres, *l'Empire profane, le porc, le chien, le serpent, l'araignée* & même *Sammaël*, qui est le nom du chef supérieur des esprits infernaux.

Dela on pourra facilement juger de leurs dispositions à l'égard des puissances chrétiennes ; mais, malgré ce penchant naturel des juifs à la calomnie la plus noire & la plus sacrilège, ils savent dissimuler avec art, & tromper ces mêmes supérieurs, par une soumission hypocrite, tandis qu'au fond du cœur ils ne respirent que haine, vengeance & trahison.

*Comment les juifs cherchent à se disculper de leurs tromperies.*

Dans le Chap. XI. du même ouvrage, pag. 574. on trouve le passage suivant : Personne n'ignore à quel point les juifs sont faux & trompeurs ; mais, si on leur reprochait que la fraude parait être autorisée parmi eux, à en juger par la grande habitude qu'ils en ont contractée ; ils pourraient se disculper en disant,

qu'elle leur est défendue par les rabbins, comme étant un péché capital; & que dans le traité talmudique *Bava mezia*, fol. 59. Col. I. il est expressement dit: Il y a trois choses sur lesquelles le rideau n'est point tiré: (c'est-à-dire, qui ne sauraient échapper à la vengeance céleste) la tromperie, le vol & l'idolâtrie.

De plus ils avancent, que celui qui trompe son *compagnon*, (voulant dire un juif) ou même un *idolâtre*, (voulant dire un chrétien) soit en mesurant ou en pesant, transgresse la loi qui le défend; car il est écrit Levit. C. 19. v. 35. „Vous ne ferés point d'iniquité en jugement, ni en règle, ni en poids, ni en mesure.”

A toutes ces allégations des juifs & de leurs rabbins, le même auteur *Eisenmenger* répond: que cette doctrine des rabbins est fort bonne; & qu'il serait à désirer, que tous les juifs la suivissent exactement, afin que les chrétiens ne soient pas continuellement exposés à tomber dans les pièges que ces fourbes tendent à leur fortune, & à devenir les victimes de leurs manœuvres frauduleuses, comme cela est prouvé par des exemples fréquens. Mais, puisque les

rabbins non seulement tolèrent ces fourberies infâmes dans ceux qui leur sont subordonnés, sans les punir en aucune manière; mais, qu'eux-mêmes cherchent à tromper les chrétiens dans tous les cas possibles; il y a toute apparence que leurs livres contiennent encore une autre doctrine diamétralement opposée à la première; n'étant pas rare de trouver chez les rabbins des préceptes contradictoires, qu'ils n'annoncent pas moins pour la parole de Dieu.

Il est très-certain, que la doctrine dont nous avons parlé ci-dessus, se trouve démentie par les rabbins en d'autres endroits (q), & qu'ils lui substituent des principes absolument contraires. Dans leur traité talmudique *Bava mezia*, fol. 61. Col. 1. sur la fin du *Tosephoth* (r), il est expressément dit: „Il est permis „de tromper un *Goi*, (ou chrétien) & „de lui vendre ou prêter à usure.” Suivant le Deuter. Chap. 23. v. 20. „Tu „pourras exercer l'usure envers l'étranger.” Il est également permis de le tromper, suivant ce passage du Levit.

---

(q) Par leur prochain, les juifs n'entendent que ceux de leur nation.

(r) additions.

Chap. 25. v. 14. où il est dit : „ Lorsque „ tu vendras quelque chose à ton prochain, ou que tu acheteras quelque chose de lui, tu te garderas bien de „ tromper ton frère. ” D’après ce précepte il ne leur est pas défendu de tromper un *Goi*, ou un chrétien, puisque dans la loi de *Moïse*, cette défense ne porte que sur leur prochain, ou sur leur frère.

Dans le *Machsor* de Francfort, fol. 44. on trouve une prière qu’ils récitent au jour des propiciations ou *Jom (s) Kippur*, pour demander le pardon de leurs péchés ; elle commence par ces mots : *al chet schiechatanu tefanécha*. „ Pardonne „ les péchés que nous avons commis devant toi, en trompant le prochain. ” Sans qu’il y soit fait la moindre mention des *Gojim* ou chrétiens.

Par leur *prochain* ils n’entendent que ceux de leur religion. On lit à ce sujet dans les notes ou remarques sur le numéro 95. §. 1. du livre *Choschen hamischpat*. fol. 132. Col. 2. imprimé à Amsterdam, ce qui suit : „ Partout où dans „ la loi de *Moïse* il est question de son „ prochain, les idolâtres n’y sont point „ compris. ”

---

(s) Le soir du jour des propiciations.

*Paroles trompeuses des juifs.*

Il est vrai que dans le livre intitulé : *Sepher mizvoth* (t) *gadol*, du rabbin *Mosche Mikkozi*, on lit, qu'il est défendu de tromper un *Goi* (u), ne serait-ce que par des paroles; mais le fourbe *Rascachana*, leur docteur talmudique, donne aux juifs l'exemple du contraire; car chaque fois qu'il abordait un *Goi*, il lui adressait ces mots: *Schelama lemor*, c'est-à-dire, salut au Seigneur; son intention cependant n'était point de saluer le *Goi*, mais bien le rabbin son supérieur, qu'il prenait intérieurement pour l'objet de sa salutation, & voilà comme ce faux Israélite démentait à chaque instant les prétendus préceptes du livre ci-dessus, en trompant les *Gojim* par des complimens équivoques.

Dans le *Miroir judaïque* de *Ferdinand Hefs*, juif converti Chap. 2. pag. 10. nous lisons entre autres, le passage suivant: „Lorsqu'un juif a trompé un *Goi*, „& qu'il en fait la confidence à un autre „juif, celui-ci lui répond : *Tu as très-bien fait*,

---

(t) Le grand livre des préceptes.

(u) Chrétiens.

fait, car tu as présenté un *korban*; c'est-à-dire, tu as offert un sacrifice à Dieu; ou bien, ton action est agréable au Seigneur, puisque tu as trompé un chrétien.

*Comment les juifs se vantent de leurs fourberies.*

*Samuel-Frédéric Brenz*, autre juif converti, observe de même dans son livre intitulé : *le juif dépouillé de sa peau de vipère*, Chap. 4. pag. 21. que les juifs, après avoir rodé le pays durant la semaine, & trompé les chrétiens par-tout où ils peuvent, se rassemblent ordinairement le jour du sabbat, & se glorifient de leurs fourberies, à quoi les autres juifs ajoutent, que l'on devrait ôter aux *Gojim* le *lef* hors de la *néphefch lokéach*; c'est-à-dire, que l'on devrait arracher le cœur aux chrétiens. Ils disent encore, *tofschebegojim harog*; c'est-à-dire, le meilleur de tous les chrétiens ne mérite pas mieux que d'être affommé. Lorsqu'un chrétien a été grandement trompé par un juif, celui-ci en est félicité par ceux de sa nation, qui lui disent, qu'il a offert un *korban*, c'est-à-dire un sacrifice.

*Preuve que les juifs se croient autorisés à la rapine.*

Pour ce qui regarde le larcin & la rapine, il leur est en quelque sorte défendu de s'y livrer; quoique d'un autre côté plusieurs de leurs docteurs talmudiques le leur permettent; car dans un traité sur cette matière intitulé *Bava mezia*, on lit fol. 3. Col. 2. Il est permis de dépouiller un *Goi*; & la preuve qu'on en donne c'est parce qu'il est dit au Chap. 19. v. 13. du Lévitique: Tu ne feras point tort à ton *prochain*; & tu ne voleras point; bien entendu que ce précepte ne s'applique qu'au *prochain* seul, & nullement au *Goi* (x). Ainsi que le porte ledit traité *Bava mezia*, fol. 61. Col. 1. vers la fin du *Tosephoth*.

*Les juifs se permettent d'employer la force & la ruse pour faire tort aux chrétiens.*

Dans le même traité talmudique *Bava mezia*, fol. 3. Col. 2. sur ces mots du Deuté. Chap. 24. v. 14. „Tu ne repousseras point loin de tes frères le journalier qui est dans la peine & dans la pauvreté; tu n'emploiras ni force ni ruse pour lui

---

(x) Chrétien.



faire injustice." On trouve, que ce précepte est enseigné avec la clause suivante: *les autres en sont exceptés*. Le rabbin *Salomon Jarchi*, dans son commentaire sur cette doctrine nous apprend: que ces mots ne signifient autre chose, si non que tous les peuples de la terre qui ne professent point le judaïsme, en sont *exceptés*.

Suivant la loi de Moïse, il ne serait donc pas défendu aux juifs d'employer la force ou la ruse, pour faire tort à un *Goi* ou chrétien; puisqu'on lit dans le traité talmudique, *Sanhédrin*, fol. 57. Col. I. du *Tosephoth*: Il est permis à un Israélite de faire tort à un *Goi*; car il est dit: tu ne feras pas tort à ton *prochain*; sans qu'il soit question du *Goi*.

Par cette doctrine erronnée & contradictoire, par ces interprétations de la Bible ou du Talmud modulées sur les intérêts & le bien-être temporel des juifs, il est prouvé: que quand même quelques rabbins auraient défendu de voler les chrétiens; d'autres, au contraire l'approuvent & le permettent.

*Rapine & perfidie parmi les juifs même.*

La perfidie & la rapine ne sont pas moins en vogue parmi les juifs même;

c'est ce qui est prouvé par une prière usitée dans tous leurs *Machsor*, sous le titre de *Schacharith schel jom kippur*; entre autres, dans le premier Tome du *Machsor* de Prague, fol. 104. Col. 1. cette prière, qu'ils ont coutume de dire à la fête des propiciations, commence par ces mots: „Nous sommes coupables; nous avons été perfides; nous avons volé, calomnié, fait des injustices &c.”

C'est ainsi qu'ils confessent tous les ans, le jour des propiciations, qu'ils ont commis des larcins; & je ne crois pas que l'on puisse leur opposer un témoin plus digne de foi que leur propre aveu.

*Fausse interprétation du commandement  
Exode Chap. 20. v. 15.*

Pour ce qui regarde le commandement Exode, Chap. 20. v. 15. „Tu ne voleras point.” Les juifs l'interprètent à leur manière & prétendent qu'il ne proscriit que le rapt, c'est-à-dire, qu'il défend de voler les hommes personnellement; ainsi qu'il est annoncé dans le traité talmudique *Sanhédrin*, fol. 86. Col. 1. „Nos rabbins enseignent que l'écriture, en disant: *Tu ne voleras point*, ne parle que des voleurs d'ames; mais que par ces mots du

Lévit. Chap. 19. v. 11. „Vous ne volez point;” elle défend de voler de l'argent ou d'autres effets.

*S'il faut rendre à un chrétien ce qu'il a perdu ?*

Pour ce qui concerne la question : s'il est permis aux juifs, de garder les effets qu'ils ont trouvés, lorsque ces effets appartiennent à un chrétien; les juifs pourront répondre, que cela est défendu, suivant le *Sepher (y) chafidim* N°. 355. où il est dit: mets-toi en garde contre les erreurs de l'étranger, qui est soigneux à observer les sept commandemens, qui ont été recommandés aux enfans de Noé; (afin que tu ne le trompes point, en profitant des erreurs qu'il peut faire en comptant) car un pareil abus est prohibé; tu lui rendras ce qu'il a perdu; tu ne le mépriseras point, & même tu l'honoreras plus qu'un Israélite qui néglige d'étudier la loi.

*Réponse à cette question.*

M. le Professeur *Eisenmenger* répond à cela, pag. 93. du Tome II. cité plus

---

(y) Le livre des pieux.

haut : que ce précepte ne saurait être en faveur des chrétiens , puisqu'en général les juifs les regardent comme autant d'idolâtres , & que l'idolâtrie est expressement défendue dans les sept commandemens des enfans de *Noé*. Delà il s'ensuit : que les juifs se croient autorisés à ne point restituer au chrétien ce qu'il a perdu.

*Doctrine des rabbins sur cette matière.*

D'ailleurs les rabbins enseignent ouvertement qu'il est permis de s'approprier ce qu'un *Goi* a perdu. On lit à ce sujet , dans l'interprétation du rabbin *Bechai* , des cinq livres de Moïse , fol. 150. Col. 1. dans la *Parascha Behar Sinai* , le passage suivant : „il est permis de garder la chose qu'il a perdue ; ( que le *Goi* a perdue ) car il est dit au Deutér. Chap. 22. v. 3. „avec tout ce que ton frère „perdra ; ” mais non pas ce qu'un *Goi* perdra. Le même rabbin , dans la *Parascha kitéze* , fol. 212. Col. 1. s'exprime ainsi sur les paroles du Deutér. Chap. 22. v. 3. „ce commandement concernant la restitution de la chose perdue , ne doit être observé que parmi les Israélites , & ne lie point ceux-ci vis-à-vis le *Goi*.”

Outre cela nos rabbins ont dit : „ Avec  
 „ tout ce que ton frère aura perdu ; mais  
 „ non pas ce que perdra un *Goi* ; car un  
 „ *Goi* n'est pas l'élú de Dieu , il est esclavé  
 „ des idoles ; il tient à la terre seule ,  
 „ & ce qu'il perd ne doit point lui être  
 „ rendu , puisque la chose perdue n'a pas  
 „ été trouvée sur la terre des vivans ;  
 „ cette perfection n'appartenant qu'aux  
 „ Israélites seuls , à l'exclusion de tous les  
 „ autres peuples de la terre , suivant la  
 „ promesse qui leur en a été faite par ces  
 „ paroles d'Isaïe , Chap. 26. v. 19. *Tes*  
 „ *morts vivront.* ”

Cette doctrine est tirée du traité talmudique *Bava kamma* , fol. 113. Col. 2. où l'on trouve encore l'article suivant :  
 „ Comment peut-on prouver qu'il est permis de garder ce qu'un *Goi* a perdu ?  
 Puisqu'il est dit au Chap. 22. v. 3. de Deutér. *avec tout ce que ton frère aura perdu.* Par conséquent tu le rendras à ton frère , mais jamais à un *Goi.* ”

*Autre doctrine des rabbins sur cet objet.*

Cela ne suffit pas encore ; car les rabbins vont plus loin : ils enseignent qu'il est défendu de rendre à un *Goi* ou à un chrétien ce qu'il a perdu. Cette défense est

prouvée par le livre *Sepher* (7) *Mizvóth gadol*, du rabbin *Mosche Mikkozi*, où il dit fol. 132. C. 3. sous le titre de *Hilchoth haschávath avéda*: c'est un commandement obligatoire de rendre à un Israélite ce qu'il a perdu; puisqu'il est ordonné au Chap. 22. v. 1. du Deuté. Tu en feras la restitution à ton frère; & l'interprétation que nous donnons à ces mots du Deuté. Chap. 22. v. 3. avec tout ce que ton frère perdra; laquelle est rapportée dans le traité *Avoda* (a) *Sara*, Chap. II. fol. 26. Col. 2. porte: qu'un *Meschummad*, (c'est-à-dire un juif qui a abjuré sa religion) est également compris dans la prière suivante: Quand même celui qui a perdu quelque chose, ferait un impie, quand même il mangerait de la charogne par goût, ou qu'il ferait autre chose semblable, il n'est pas moins prescrit de lui restituer ce qu'il a perdu; mais celui qui mange de la charogne dans l'intention de fâcher quelqu'un, est hérétique; & il est défendu de rendre la chose perdue aux hérétiques, aux épicuriens & aux idolâtres, ainsi qu'à ceux qui profanent ouvertement le jour du sabbat &c.

---

(7) Le grand livre des préceptes.

(a) L'idolâtrie.

*Nota.* Les juifs appellent charognes tous les animaux qui ont été tués par des chrétiens; & on trouve encore dans le Talmud, fol. 88. Col. 4. du traité *Goma*, dans le *Piske Tosephoth*, N°. 26. la phrase suivante: Il est défendu de restituer à un *Goi* ce qu'il a perdu.

*Les juifs croiraient pécher, s'ils rendaient à un chrétien ce qu'il a perdu.*

Voici ce qu'enseigne à cet égard le rabbin *Mosche bar Maïmom*, dans le quatrième Tome de son livre intitulé: *Jad (b) chafaka*, fol. 31. Col. 1. Chap. 11. N°. 3. à l'article *hilchoth geséla vaavéda*: „Il est permis de garder ce qu'ont perdu les impies & idolâtres *Cuthéens*, puisqu'il est dit au Chap. 22. v. 3. du Deutér. *Avec tout ce que ton frère aura perdu.* Et celui qui leur en fera la restitution commettra un péché, puisqu'il fortifie la main des méchans.”

Si cependant il faisait une pareille restitution à l'honneur de Dieu & à la gloire d'Israël, pour prouver aux *Gojim*, que les Israélites sont des gens fort équitables, alors son action serait digne de

---

(b) La main forte.

louange. Il est également défendu de garder ce qu'un *Goi* a perdu, lorsque le nom de Dieu pourrait être profané par une telle rétention; & alors c'est un devoir de le lui rendre.

*Nota.* Lorsqu'un pareil cas se présente, & qu'un juif rend au chrétien la chose perdue; ce qui arrive bien rarement, ce n'est jamais de la part qu'une politique infidieuse, par laquelle il cherche à gagner la réputation d'un honnête homme, pour pouvoir ensuite exercer avec d'autant plus de facilité son usure & ses fourberies.

*Doctrine des juifs, lorsqu'un chrétien a perdu un gage.*

Mais si c'est un gage que le chrétien a perdu, alors ils croient être autorisés à le garder.

Cela est prouvé par le livre du rabbin *Jerucham sepher mescharim*, fol. 51. Col. 4. sous le titre *Nathibh ésrin, chelek schéni*, où il s'exprime ainsi: „Lorsqu'un *Goi*, tient devers lui le gage d'un Israélite, pour sûreté de l'argent qu'il a prêté à ce dernier; & que le *Goi* vient à perdre ce gage, l'Israélite qui l'aura trouvé, le remettra à son propriétaire, & nullement au *Goi*; car dès l'instant que celui-ci



l'a perdu, l'obligation ou le nantissement reste sans effet, puisque c'est un Israélite qui l'a trouvé &c."

*Usure des juifs entr'eux.*

Pour ce qui regarde l'usure entr'eux, il est dit dans le traité *Bava mezia*, fol. 75. Col. 1. „ Le rabbin *Jehuda* a annoncé, que *Samuel* avait affirmé qu'il est permis aux sages & doctes rabbins de prêter entr'eux à usure; & pourquoi cela? c'est parce qu'ils n'ignorent point que l'usure est défendue, & que tout ce qu'ils reçoivent de cette manière, ne doit être considéré que comme un don volontaire. *Samuel* a dit à *Aboth barichi*: prête-moi cent livres de pfennings, pour cent-vingt livres, car cela est juste & équitable; ” (en ce que les vingt livres payés au-delà du prêt, ne sont pas une usure, mais un don fait en reconnaissance du service rendu.) *Raf jehuda* annonce que *Rafa* dit: „ Il est permis à l'homme de prêter à usure à ses enfans & domestiques, afin qu'ils apprennent à connaître le goût de l'usure. ”

*Leur doctrine concernant l'usure envers les chrétiens.*

Quant à l'usure envers les chrétiens & autres nations, on voit qu'elle leur est également permise, par le passage sui-

vant du 4. Tome de *Jad* (c) *chafaka*, fol. 172. Col. 1. Chap. 5. N°. 1. „ on emprunte d'un Cuthéen & d'un habitant, (c'est-à-dire, d'un *Goi*, qui habite avec nous le pays d'Israël, & qui observe les sept commandemens de Noé.) „ Et on leur prête de même à usure, ainsi qu'il est dit au Deutér. Chap. 23. v. 20. „ tu n'exerceras point l'usure envers ton frère, car envers ton frère elle est défendue; mais elle est permise avec les autres habitans de la terre. „ Dans le *Piske* (d) *Tosephoth* du traité talmudique *Avoda* (e) *sara*, fol. 77. Col. 1. N°. 1. on lit, au sujet des *Gojims*: „ Il est défendu de leur prêter sans usure; mais à usure cela est permis. ”

*Contradiction des juifs dans l'interprétation des paroles du Deutér. C. 23. v. 20.*

Les rabbins ne s'accordent point dans l'interprétation des paroles du Deutér. Chap. 23. v. 20. les uns les expliquent ainsi: tu *peux* mettre à usure l'étranger; c'est-à-dire, „ il t'est libre de le faire, si bon te semble, ou de ne pas le faire. ” D'autres au contraire, prétendent que

---

(c) La main forte.

(d) additions.

(e) l'idolâtrie.

leur vrai sens est : tu *dois* mettre l'étranger à usure. Ils l'enseignent comme un commandement obligatoire , qui les astreint à exercer l'usure envers les *Gojim*, & qu'ils ne peuvent enfreindre, sans commettre un péché, puisqu'ils agiraient contre la volonté de Dieu.

Cette dernière opinion est exprimée par ces mots , dans le livre *Pesikta* (f) *Rabbétha*, fol. 80. Col. 4. dans la *Parascha Téze*, où il est dit : Ces mots „*Lenochri tafschich* , sont un commandement obligatoire, & signifient : „tu dois exercer l'usure envers l'étranger.”

Quoiqu'il en soit, c'est une vérité reconnue & suffisamment démontrée par l'expérience journalière, que les juifs s'en rapportent de préférence à la doctrine de ceux d'entre leurs rabbins, qui enseignent, que l'usure envers les *Gojim* est un commandement obligatoire, qu'ils ne doivent pas enfreindre.

On n'a pas jugé à propos de comprendre dans ce traité tout ce que M. le Professeur *Eisenmenger* ajoute dans sa dite seconde partie, Chap. 12. relativement à l'opinion des juifs concernant

---

(f) La grande décision.

notre nourriture ; ni tout ce qu'il rapporte au Chap. 13. du *Messie*, & des imposteurs qui en ont emprunté le nom. On n'y rapporte point les événemens qui ont accompagné l'époque de la venue du *Messie*, détaillés au Chap. 14. ni tout ce que les fables juives débitent sur la durée de son règne, & sur les autres événemens qui doivent avoir lieu ; tout cela ayant été discuté avec beaucoup d'érudition au Chap. 15. par le même auteur ; l'unique but que l'on se propose dans cet ouvrage, c'est d'inviter le chrétien honnête & sincère à profiter de ces avis salutaires, pour éviter les pièges que l'astuce, l'usure & la méchanceté des juifs ne cessent d'ouvrir sous ses pas ; c'est de lui faire sentir le danger de leur liaison, & de l'abus qu'ils font de la tolérance que notre humanité leur accorde. Mille exemples viennent à l'appui de cette vérité, que l'on peut d'autant moins révoquer en doute, que tous les faits en général, cités des livres hébreux, ont été parfaitement vérifiés & constatés par le célèbre Professeur *Eisenmenger* & autres auteurs, sur les originaux même.

## OBSERVATION

*Concernant les opérations des juifs, leur trafic journalier dans la ville de Strasbourg; en réponse à une question faite, de savoir comment peut s'entretenir un si grand nombre de gens de cette nation; dont la plus grande partie est très-pauvre.*

Il sera facile de juger de cette quantité d'Israélites, dont nous sommes malheureusement inondés pendant toute l'année, si l'on jette un coup-d'œil sur le dénombrement qui en a été fait. (g) Il résulte du calcul de ceux, qui demeurent à la proximité de cette ville (sans compter ceux qui n'en sont éloignés que de quelques lieues & qui pernoctent en cette ville) un total de 881. suivant le calcul ci-bas. Ceux des 4 premiers villages peuvent être en ville à la porte ouvrante, - comme véritablement ils s'y trouvent & ils y restent jusqu'à la clôture des portes; ils peuvent même se rendre chez eux avant la nuit à cause du peu de distance de leur domicile; comme il est aisé de le voir : sur-tout ceux de

---

(g) Voyez pag. 36. des pièces justificatives.

Bischheim au Saum distance de	1	} lieues
Hoenheim . . . . .	1	
Lingolsheim . . . . .	1	
Wolfisheim . . . . .	1	
Fegersheim . . . . .	2	

## P R E U V E.

Selon le dénombrement de l'année 1784, il y avait à

Bischheim au Saum	100 familles	570	} individus.
Hoenheim . . . . .	6	34	
Fegersheim . . . . .	40	175	
Lingolsheim . . . . .	18	84	
Wolfisheim . . . . .	14	18	

Total 178 familles . 881 individus. (h) Sans compter l'augmentation de leur population depuis cette époque ; ni les familles que les Seigneurs ont reçues depuis dans les autres quatre villages susdits. Or pour avoir un nombre proportionnel & presque juste des juifs qui se trouvent journellement en

---

(h) Les dénombremens que plusieurs juifs mêmes ont fait, m'ont prouvé en 1788 & depuis confirmé, qu'il y avait audit Bischheim 110 à 115 familles & plus de 600 individus, mais pour ne pas m'écarter de la valeur du terme exagéré, j'en compte que cent familles & 570 individus.

en cette ville, nous déduirons les deux tiers du nombre de ces 881 individus, y compris leurs femmes & enfants, & il se réduira à 597 sans y comprendre l'augmentation susdite, qui, compensée avec ceux que l'on suppose absens ou malades & le nombre de ceux qui couchent en ville, peut ordinairement, d'après les observations faites, monter à 40 ou 50, ce qui fait 500 juifs par jour, non compris la famille de Cerf Beer qui est très-nombreuse, évaluée à 80 individus.

Dans ce total l'on ne comprend point ceux qui se rendent journellement en ville de plus loin, & qui s'y arrêtent une journée plus ou moins, ce qui naturellement en augmente de beaucoup la quantité journalière de 500 ci-dessus dénommée que l'on peut porter, un jour portant l'autre à 600 juifs.

Par ce détail il est aisé de faire revenir de leur étonnement ceux qui ne peuvent concevoir pourquoi l'on voit journellement tant de juifs à Strasbourg, dont les sept huitièmes sont très-pauvres & ne peuvent vivre qu'aux dépens des chrétiens qu'ils rendent infortunés & malheureux.

La question est donc de savoir, com-

ment sans biens, sans arts & sans métiers, ils peuvent se soutenir eux & leurs nombreuses familles. Cette proposition n'est point problématique, on peut en peu de mots la résoudre; c'est par l'*usure* & la *rapine* &c.

Reste actuellement à faire connaître le huitième dudit nombre. Ce sont ceux qui sont assés à leur aise, qui possèdent certains biens, mais qui également, comme les autres, font un commerce plus lucratif, mais aussi toujours plus ruineux pour les citoyens.

Remarquez ici, que ceux de cette classe ont presque tous en ville des chambres particulières qui en même temps leur tiennent lieu de magasins, composés de toutes sortes de marchandises & effets: les acheteurs y sont reçus à toute heure, ils ont des colporteurs & le sont souvent eux-mêmes, allant de maison en maison pour y étaler ce qu'ils ont à vendre.

L'occasion & le bas prix engagent les citoyens à acheter de leurs marchandises, parce que l'honnête négociant ne peut pas ordinairement donner les siennes au même prix; la raison en est que les magasins des juifs sont un ramassé d'effets achetés à vil prix, soit de jeunes



gens , qui ont besoin d'argent , soit de personnes qui les ont volés , & qui n'en ont acquitté aucuns droits.

Qu'on ne s'étonne donc pas de voir des banqueroutes si fréquentes. L'honnête marchand, réduit à ne pouvoir vendre que très-peu , & souvent rien , se trouve malheureusement dans le cas de faillir. S'il se plaint de son peu de débit à des personnes connues , elles lui disent qu'elles trouvent chez le juif, ce dont elles ont besoin , à un prix beaucoup inférieur au sien ; & par-là il reste une journée entière dans sa boutique sans rien vendre. Pendant ce temps-là les paiements arrivent & le loyer considérable d'une boutique & l'entretien de sa famille, le réduisent fort à l'étroit. Quelle malheureuse situation pour un pere de famille !

Il existe , il est vrai , des réglemens , qui défendent aux juifs le trafic en cette ville. On les a lu & publié cent fois & cent fois ils ont été violés. Voyez les pièces justificatives.

Cette immense quantité de juifs , qui sans interruption exercent le commerce pendant toute la semaine , ne quittent la ville que le vendredi au soir pour se

rendre au sabbat. Mais les portes de la ville sont à peine ouvertes le dimanche, qu'on les voit fourmiller dans les rues. Ce nombre a un peu diminué depuis l'Assemblée primaire du 7 Avril, mais ce ne sera pas pour longtems, l'on y observe déjà une augmentation journalière.

Le dimanche est le jour le plus favorable à leur trafic & aux échanges secrets avec les habitans, qui sous prétexte d'aller à l'église, vont les trouver, dans leurs chambres & ceux-ci par des appas flatteurs parviennent presque toujours à les faire tomber dans leurs filets; les malheurs qui en résultent sont inexprimables & sans nombre.

Il n'est malheureusement que trop vrai, que le vol, le libertinage, le désordre & la ruine en sont les suites funestes.

L'on pourrait citer plusieurs exemples de ce genre, mais que l'on passe sous silence pour ménager la sensibilité de certaines familles respectables. L'assurance que le juif donne à ses dupes, de dénaturer ce qu'ils lui vendent, ou l'expédition qu'il en fait à l'étranger, les tranquillise.

Quelque mesure que prenne le juif pour que tout ce qui tombe entre ses mains, ne soit point reconnu, on en découvre cependant souvent quelque

échantillon ; & quelque précaution qu'il prenne , tout n'échappe pas aux yeux des citoyens , surtout de ceux qui demeurent aux environs de la tribu des pelletiers & des petites rues voisines , lieu où se rassemblent journellement un grand nombre de juifs & y restent depuis le matin jusqu'au soir , pour y attendre les victimes de leur cupidité.

Qu'on interroge les voisins de ce quartier dangereux , ils vous assureront qu'ils voyent tous les jours & à toute heure de la journée , arriver différentes personnes & particulièrement des jeunes gens , des domestiques de l'un & de l'autre sexe , portant certains effets bien enveloppés pour en dérober la vue aux curieux. Mais quittent-ils la compagnie des juifs , on les voit retourner déchargés de leurs paquets ; & remarquez que le produit de ces ventes frauduleuses ne sert qu'à entretenir le luxe de la jeunesse des deux sexes , sur-tout de celle de la classe des domestiques , & à satisfaire leurs passions en tout genre. Quiconque veut réfléchir aux suites funestes , qui résultent de cet infame trafic , portera ses soins & ses attentions à arrêter le cours de ces maux ; soit par un motif de cha-

rité, soit par voie de la justice, qui ne fermera pas sans doute les yeux sur de tels désordres.

En mon particulier, j'implore respectueusement la Municipalité & la police à y faire porter une surveillance suivie & infatigable; c'est l'unique moyen d'arrêter les progrès rapides de ce honteux commerce, source malheureuse de la ruine & de la défunion d'une infinité de familles.

Mais, me dira-t-on, les juifs ne sont pas les seuls à faire ce trafic odieux? j'en conviens, & on ne doit pas moins chercher aussi les moyens propres à y remédier; mais on avouera aussi que le nombre n'en est pas si grand, & que c'est un métier où le chrétien ne fait point d'apprentissage comme le juif que les parents instruisent de bonne heure à ce trafic. On ne voit pas ordinairement de chrétiens se placer aux coins des rues, ou sur les places publiques depuis le matin jusqu'au soir, comme le font les juifs, pour attendre leur proie. D'ailleurs on fait que peu de chrétiens oseraient s'hasarder à entreprendre un pareil commerce sur-tout avec leur semblable, auquel certainement ils ne vou-

draient pas se fier , dans la crainte d'être découverts & dénoncés à la justice. Car ordinairement ces sortes d'effets tombent tôt ou tard entre les mains des revendeurs , lesquels les colportent en ville , & ignorant d'où ils venaient , il est arrivé que ces sortes d'effets ont été proposés à ceux-mêmes , auxquels l'infidélité les avait soustrait.

Les chrétiens ont aussi à craindre plus que les juifs , que les effets volés &c. qu'ils achètent & revendent , ne soient exposés en vente au marché public.

La dénonciation au procureur-fiscal , les avis imprimés soit sur la feuille hebdomadaire ou autres , sont des moyens qui ont très-souvent produits l'effet désiré.

Il n'est pas sans exemple que des personnes honnêtes qui ont connaissance de ce trafic frauduleux , donnent des avis secrets , soit aux personnes volées , ou à la police , de veiller à la conduite de ceux que l'on soupçonne d'être capables de commettre de pareilles infidélités &c. mais il est inoui que jamais un juif ait dénoncé un chrétien pour pareils faits ; c'est ce qui ne doit point paraître étonnant , puisque le juif agirait contre

ses propres intérêts ; car souvent le receleur vient traiter avec le juif pour peu de bénéfice.

## P R O J E T.

La grande question est de savoir le parti qu'il conviendrait de prendre à l'égard des juifs pour les réduire à un point qui les empêchât de nuire si considérablement à la société, en attendant que par un heureux retour sur eux-mêmes ils soient personnellement convaincus du tort qu'ils ont de persister si opiniâtement dans leur système, & pour qu'ils se prêtent en conséquence à profiter des moyens qu'on leur présente pour se rendre supportables & utiles au genre humain ; pour les rendre moins à charge à la province, il faudrait réduire leur nombre, c'est sans doute là l'embarras général. Il serait facile de le surmonter en les distribuant dans les 83 cantons ou districts de la France, d'autant plus que l'arrêt de 1784 leur permet déjà d'établir des fabriques & d'acquérir des métairies, par conséquent de devenir cultivateurs : si à cette faculté on ajoute celle de s'appliquer aux arts & métiers tels qu'ils le font dans d'autres états que nous avons cité dans cet ouvrage, il y

aurait déjà beaucoup de gagné sur eux & l'on aurait lieu d'espérer une entière réussite de leur régénération.

Il se présente une occasion unique de les employer, ils le feront utilement pour eux aussi bien que pour l'Etat. Il y a longtems que le projet est formé de dessécher les marais, les lacs, les landes &c. M. l'Abbé Grégoire l'a renouvelé par sa motion faite à l'Assemblée Nationale le 1. Mai 1790, il en a sollicité l'approbation, & a fortement insisté à ce qu'il soit mis en exécution.

Lorsque Philippe III. Roi d'Espagne chassa les maurisques mêlés des juifs, ceux-ci implorèrent la protection de la France & offrirent de défricher les landes de Bordeaux, à telles conditions auxquelles il plairait au Roi de les soumettre; mais le bon Henri, fidèle au traité de Vervins conclu avec l'Espagne après deux ans de négociation, leur refusa une protection ouverte & déclarée, il leur permit cependant de traverser la France (i) & de s'embarquer pour les ports d'Afrique; les juifs d'aujourd'hui étant tolérés à Bordeaux, en Lorraine, en Alsace, ils pour-

---

(i) Prefixe histoire de Henri IV. l'année 1608.

ront tous être employés, leur nombre, quoique relativement grand & en même temps très-petit, tant par leur dispersion, qu'en proportion des travaux pour le dessèchement de quantités de landes, marais ou toutes autres terres incultes à défricher, dont l'évaluation faite par aperçu est de quinze-cent mille arpens; par ce moyen la province se verra débarrassée de plusieurs mille fainéans & usuriers, qui se rendront utiles, comme nous l'avons dit, tant à l'Etat qu'à eux-mêmes, qui apprendront à manier la pelle & la pioche & qui se feront à l'ardeur du soleil, dont les membres se fortifieront par l'exercice.

*Démonstration de l'utilité & des avantages  
qui en résulteront.*

L'agriculture (k) a toujours passé pour la source principale & réelle d'un royaume riche & florissant. *Sully* n'en sentit pas peu l'importance, il ne cessa de solliciter le bon Roi *Henri*, à s'occuper des moyens de la rétablir & de l'encourager pour la faire prospérer; ce grand & sage ministre prit à cœur cette branche d'économie & lui donna la préfé-

---

(k) Mémoire de Sully, Tom. VII. pag. 121.



rence sur toutes les autres qui tiennent à l'industrie, même sur les manufactures quelconques : il soutint avec raison que la subsistance des sujets est la première de toutes les richesses de l'Etat.

Il y a (1) dans le royaume beaucoup de terrains communaux & plusieurs terres, hermes ou vaccantes; on prétend que les deux cinquièmes de la superficie des terres de Bretagne sont en friche, les landes de Bourdeaux sont immenses, les calculateurs les plus modérés portent, au quinzième de la totalité du royaume, la quantité de terrains vagues. C'est ainsi un cinquième de la France à conquérir.

Il s'agit donc de chercher les moyens de dessécher une grande quantité de marais dont le fond est bon & deviendra fertile, s'il est mis en état d'être cultivé.

Il a été récemment proposé à l'Assemblée Nationale de donner un décret portant : que chaque assemblée de départements s'occupera des moyens de faire dessécher les marais, les lacs & les terres de son territoire, habituellement inondés, dont la conservation dans l'état

---

(1) Journal encyclopédique de 1790. Tom. 3, partie 2.

actuel ne serait pas jugée d'une utilité préférable au dessèchement pour les particuliers ou les communautés, dans l'enclave desquelles ces terres seront situées, en commençant autant qu'il sera possible, par les marais les plus nuisibles à la santé & dont le sol pourrait devenir le plus propre à la production des subsistances de chaque assemblée de départements.

Un pareil décret, modifié aux circonstances ci-dessus détaillées, remplirait le double objet, de rendre les juifs utiles en faisant disparaître l'usure & leur commerce clandestin, & de mettre en valeur une partie énorme de la surface de ce vaste royaume.

---

#### N O T E.

*A la séance de l'Assemblée Nationale du 21 & 23 décembre 1789 il fut, entr'autres, question des juifs, qui furent maltraités par l'évêque de Nanci, MM. Reubel & l'Abbé Maury : on s'est étonné de ne pas entendre M. l'Abbé Grégoire, surtout parce qu'il avait jusqu'ici défendu les juifs avec tant d'éloquence ; sans doute que son silence est d'un mauvais augure pour cette nation.*

PIECES

---

## PIECES JUSTIFICATIVES.

---

N°. 1.

### EXTRAIT *des Statuts 1322.*

**E**S en sol den heim jude eigen noch erbe han in disse stat zu Strazburg, noch in dem burgban disse stette.

Aucun juif ne doit avoir une propriété, ni emphytéose dans cette ville de Strasbourg, ni dans la banlieue de cette ville.

Extrait traduit, collationné & trouvé conforme au contenu de l'article, qui se trouve à la tête des statuts & réglemens relatifs à la police des familles juives pour-lors tolérées en ville f°. 68. verso. déposé aux archives d'icelle & cotté E. lequel livre a reçu sa sanction des Maître, Sénat & Echevins de ladite ville, ainsi qu'il est certifié fol. 94. feriâ tertiâ ante Martini Episcopi anno Domini 1322.

N<sup>o</sup>. 4.**DÉCRET** *du Sénat du 16 Mars 1530.*

LEQUEL ordonne à tous bourgeois & dépendans de la ville de Strasbourg, que dorénavant ils ne prêtent ni acceptent rien d'aucun juif, & en cas d'engagement, qu'ils s'en libèrent au plus vite. Sous peine de punition sévère suivant les circonstances.

Traduit, collationné & trouvé conforme à son original allemand, déposé aux archives de la ville de Strasbourg.

N<sup>o</sup>. 5.**DÉCRET** *du Sénat du 13 Sept. 1539.*

LEQUEL ordonne & défend respectivement à tous & un chacun, ecclésiastiques & séculiers, sur-tout aux bourgeois & manans de la ville de Strasbourg & de la campagne d'acheter, ou échanger aucune dette avec les juifs; défend également aux juifs d'en vendre ou échanger, ni d'en charger personne. Fait en outre défense de passer de pareilles ventes & échanges en la ville de Strasbourg sous quelque prétexte que cela puisse

être, sous peine qu'à chaque contravention l'acheteur, le revendeur & celui qui aura rédigé un pareil acte prohibé, soient amendés, & ce un chacun pour une somme pareille à celle portée par ledit contrat d'achat ou d'échange, sans rémission &c.

Traduit, collationné & trouvé conforme à son original allemand déposé aux archives de la ville de Strasbourg.

## MANDEMENT

*du Magistrat du 19. Avril 1570.*

QUI ordonne à tous bourgeois & dépendans dans la ville de Strasbourg & à la campagne, qui se feroient engagés envers des juifs ou juives par des achats, ventes, ou par telle autre maniere que ce soit, de s'en dégager & libérer entièrement dans l'espace d'un an, à dater de la publication du présent; sous peine de confiscation de leurs biens & fortune, & qu'en général aucun de nos bourgeois & dépendans ne puisse rien acheter, vendre, ou faire aucune affaire avec un juif; à l'exception des comestibles, & ce à deniers comptans, le tout sous peine

de dix livres pfennings d'amende, à laquelle nosdits bourgeois & justiciables seront tenus sans remise, & feront en outre les contrevenans dans le cas non seulement de quitter le bourg & l'endroit qu'ils habitent, mais encore d'éviter les terres de la juridiction de Strasbourg sous des peines réservées suivant les circonstances; avec défense auxdits contrevenans de se présenter dans lesdites terres ou demeures avant de s'être libérés avec les juifs, & jusqu'à ce qu'ils aient payé l'amende susdite.

Le même mandement défend pareillement à tous juifs à l'avenir la ville & territoire de Strasbourg, hors celui du passage sur les grandes routes libres impériales: & leur interdit tout négoce avec les sujets de Strasbourg sous la peine susdite de dix livres pfennings, & la confiscation de leurs créances. Cependant il leur demeure libre d'acheter du vin, du pain & autre comestibles pour argent comptant.

Traduit, collationné & trouvé conforme à son original allemand déposé aux archives de la ville de Strasbourg.

## DIPLOME

*de l'Empereur Maximilien II. donné sur la supplique des Maître & Sénat de la ville de Strasbourg le 10 Octobre 1570. confirmé en 1582 & 1621 par les Empereurs Rodolphe II. à la diète d'Augsbourg, & Ferdinand II. à Vienne.*

QUI défend aux juifs & juives tous prêts & avances, soit gratuitement, soit sur biens, meubles, immeubles, gages, cédules, obligations; ni faire aucune espèce de trocs avec eux, si ce n'est pour denrées avec les bourgeois & habitants de la ville de Strasbourg & dépendance, sous peine de confiscation des sommes par eux déboursées.

Ordonne, que les juifs qui ne feront apparoir en présence des Maître & Sénat de la ville de Strasbourg de leur dû avant la publication des présentes, ou par-devant les seigneurs dans la juridiction desquels ils demeurent, perdront leurs créances.

Que si au préjudice des présentes aucun desdits bourgeois & habitans s'avisait de contracter avec lesdits juifs de la

manière ci-dessus, & qu'ils fussent cités à la requête desdits juifs pardevant la Cour Impériale de Rothweiller, tous ces contrats seront cassés & annullés, & lesdits juifs condamnés en une amende de dix marcs d'or au profit de l'Empereur & de ses successeurs à l'Empire.

Traduit, collationné & trouvé conforme à son original allemand en parchemin, scellé du sceau impérial déposé aux archives, ainsi que les diplômes des Empereurs Rodolphe II, Ferdinand II. confirmatif de celui de Maximilien II.

## RÈGLEMENT

*du Sénat du 21 Mars 1639.*

QUI ordonne, que si un juif se présente pour entrer en ville, il sera examiné à la porte sur les espèces de marchandises qu'il a sur lui, ainsi que sur la personne avec qui il a à négocier.

Qu'il lui sera alors permis d'entrer en ville, où étant, il sera accompagné d'un valet ou geolier de la ville, qui le mettra dehors dès que ses affaires seront finies.

Et dans le cas, où il n'auroit aucunes marchandises, ou qu'il auroit des mar-



chandises inutiles, il ne lui sera point permis d'entrer. Le tout à peine d'amende contre les contrevenans.

Traduit, collationné & trouvé conforme à son original allemand déposé aux archives de la ville.

## MANDEMENT

*du Sénat du 27 Avril 1648.*

QUI défend très-sévèrement aux juifs tout monopole & autre contrat, tant dans l'intérieur de la ville, que hors des portes, si ce n'est pour comestible à deniers comptans, & des chevaux & bestiaux, dont le commerce leur a été permis sur le marché aux chevaux jusqu'à présent, à peine de confiscation de l'objet acheté, & celui ou celle qui auroit traité avec les juifs, sera puni suivant l'exigence du cas, & il sera accordé cinq schillings de l'amende à celui, ou à celle qui aura dénoncé un pareil commerce au Magistrat.

## EXTRAIT

*du Règlement du Sénat du 12 Octobre 1661.*

QUI contient les mêmes dispositions comme ci-dessus, à peine contre celui

qui contreviendra , d'une amende de 200<sup>th</sup>. tournois; & si le cas y échet , de prison ou de bannissement de la ville &c. & contre le juif, à peine de confiscation de l'effet qui aura par lui été acheté, acquis ou échangé.

Les deux mandemens ci-dessus traduits, collationnés & trouvé conformes à leurs originaux imprimés en allemand & déposés aux archives.

*Nota.* Un Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 18 Juin 1757 confirme le statut du Magistrat ci-dessus , portant défense à ses bourgeois, manans & justiciables de contracter avec les juifs. Ledit arrêt ayant préalablement cassé & annullé l'arrêt rendu par le Conseil supérieur d'Alsace du 20 Mars 1754, qui donnoit aux juifs demeurans dans le territoire de Strasbourg la faculté libre & indéfinie de contracter avec les chrétiens.

## RÈGLEMENT

*du Sénat du 14 Avril 1668.*

Qui ordonne 1°. l'exécution de l'Ordonnance de 1639 avec défense absolue à nos ouvriers en or & en argent de cé-

der aux juifs aucun autre or, argent, ou grenaille pour les transporter hors de la ville, & aux monnoyes étrangères sous la peine de 200<sup>th</sup>. tournois.

2<sup>do</sup> Défend aux juifs d'engager les enfans & domestiques des chrétiens de rien dérober à leurs parens, seigneurs & maîtres pour le leur vendre sous peine d'amende & autres peines graves.

3°. Défend aux bourgeois & habitans, sous les mêmes peines, d'aller dans les villages circonvoisins pour faire acheter & vendre par l'entremise des juifs ce dont ils ont besoin.

4°. Enjoint aux geoliers d'accompagner les juifs en tous lieux, conformément au règlement & à l'instruction de 1659 à peine de cassation; & s'il arrivoit que le nombre des juifs, auxquels on accorderoit l'entrée de la ville, fut si grand que les geoliers ne pourroient les accompagner tous, il est ordonné aux gardes de police de les aider dans leurs fonctions.

Traduit, collationné & trouvé conforme à son original imprimé en allemand, déposé aux archives.

## D É C R E T

*de la chambre de Mrs. les XV. du*

*19 Février 1700.*

L'EXPÉRIENCE journalière apprenant que les juifs font le trafic dans cette ville, de l'or & argent, de perles, pierres précieuses, bijoux & autres effets de valeur, non seulement par eux-mêmes, mais encore qu'ils font colporter ces marchandises par certaines revendeuses, & que cependant ils n'en font point la déclaration à la douane, ni en acquittant à la ville les droits qui en sont dus; que même ils osent vendre des marchandises falsifiées pour bonnes & véritables, trompant ainsi à dessein prémédité les honnêtes gens; & lesdits abus, fraudes des droits & entreprises malicieuses mettant dans l'indispensable nécessité d'y obvier avec vigueur, Messieurs les quinze ont arrêté, veulent & ordonnent très-sévèrement, que les juifs ne pourront plus acheter ni acquérir par échange aucune argenterie dans cette ville; qu'ils seront tenus au contraire de déclarer chaque fois à la douane, ainsi qu'il est ordonné, toutes les marchandises d'or & d'argent,

bijoux & autres choses précieuses qu'ils apporteront ici, d'acquitter à la ville les droits usités de ce qu'ils y vendront, & de faire visiter par les jurés visiteurs leurs dites marchandises, ainsi & de même que tous étrangers commerçants en matières d'or & d'argent, sont obligés de faire, & que lesdits juifs ne pourront s'aviser à l'avenir de rien faire colporter & vendre dans la ville par les revendeuses ou autres personnes, quelle chose que ce soit; faisant défense par les présentes à toutes revendeuses de rien recevoir, ni vendre pour aucun juif, le tout sous peine de confiscation, ou d'autres fortes amendes: à quoi ils auront à se conformer pour se préserver de tout dommage. Décrété le 19 Février l'an 1700.

Traduit, collationné & trouvé conforme à son original imprimé en allemand, déposé aux archives de la ville de Strasbourg.

## REGLEMENT

*du Sénat & des XXI. du 24 Janvier 1716.*

Qui ordonne qu'aucun bourgeois, manant & justiciable soit en ville, soit dans

les bailliages ne puisse contracter avec aucun juif ou juive, en quelque sorte & manière que ce soit, à l'exception des comeestibles, & ce à deniers comptans, sous peine de 80<sup>th</sup>. tournois d'amende, & que lesdits bourgeois, habitans & justiciables, s'ils avoient connoissance d'une contravention à la présente constitution, foyent tenus de dénoncer sous leur serment les contrevenants au présent règlement, sous peine de 40<sup>th</sup>. tournois d'amende.

Traduit, collationné & trouvé conforme à son original imprimé en allemand, déposé aux archives,

## A R R Ê T

*du Conseil Souverain d'Alsace, du 19  
Janvier 1717.*

QUI défend aux Notaires & Tabellions de passer obligation au profit des juifs, que sur deniers nombrés & délivrés en présence desdits Notaires, & de renouveler lesdites obligations sous prétexte de décompte ou autre.

M<sup>r</sup>. le Procureur-général du Conseil Souverain d'Alsace ayant été informé

de toutes parts des usures que des juifs insatiables exercent impitoyablement sur les chrétiens, & d'autres forfaits en ce genre, il a obtenu le susdit arrêt, ouï le rapport de M<sup>r</sup>. François-Bernard SCHWILGUÉ, Conseiller.

## D É C R E T

*de la Police renouvelé en 1728.*

QUI défend aux bourgeois & habitants de contracter en quelque sorte & manière que ce soit avec les juifs pour autres choses que pour comestibles, soit en personne, soit par l'entremise d'un tiers, soit en secret, soit ouvertement, sous peine contre le chrétien de 50<sup>rs</sup> pfennings & contre le juif sous peine de la confiscation des deniers, créances ou marchandises achetées.

## R É G L E M E N T

*du Conseil souverain d'Alsace du 19  
Février 1735.*

CE n'est pas sans raison, comme on le peut voir plus amplement dans le recueil d'Ordonnances du Roi, qu'il y a un règlement du Conseil souverain d'Al-

face du 19 Février 1735 qui ordonne que les juifs rédigeront & signeront en langue vulgaire les quittances & autres actes qu'ils passeront avec les chrétiens.

## EXTRAIT

*des Régistres de l'audience de l'Ammeistre régent de l'an 1738.*

SUR la demande de Moyse Blim, Fermier du péage des juifs, il est ordonné que les juifs couchants en ville, déposeront en outre les 8 sols de la permission entre les mains de l'aubergiste un écu de 3<sup>te</sup>. pour sûreté du péage du lendemain, & que le cabaretier fera tenu d'en répondre.

Traduit, collationné & trouvé conforme à son original imprimé en allemand, déposé aux archives.

## LETTRE

*de M<sup>r</sup>. D'ARGENSON à M<sup>rs</sup>. les MAGISTRATS de Strasbourg. Le 15.*

*May 1743.*

AU sujet dudit Moyse Blim & ses associés Juifs, comme Entrepreneurs de différentes fournitures pour les armées.



du Roy , Sa Majesté par une lettre du 15 May 1743. à M<sup>rs</sup>. les Magistrats de Strasbourg, a mandé que son intention est que, pendant que ses armées seront en Allemagne, & sans tirer à conséquence pour l'avenir, M<sup>rs</sup>. les Magistrats relachent de la rigueur de leurs réglemens en faveur dudit Blim, de ses associés & de ses correspondants, sur la réquisition qu'ils feront au Magistrat en la forme ordinaire.

Collationné & trouvé conforme à son original déposé aux archives de la ville.

## EXTRAIT

*d'une Ordonnance de Police du 2<sup>er</sup>*

*Octobre 1750.*

QUI défend à tous Cabaretiers & Aubergistes de loger chez eux aucun Juif ni Juive, sans une permission par écrit de l'Ammeistre régent, à peine de 100 Liv. d'amende.

Collationné & trouvé conforme à son original imprimé en langue françoise & allemande, déposé aux archives.

## M É M O I R E

*Et soumission du S<sup>r</sup>. Cerf Bær, du 3  
Août 1767.*

SUR des représentations faites à M<sup>rs</sup>. les Magistrats de Strasbourg par ledit Cerf Bær, que des bandes nombreuses de brigands infectent le pays, qu'ils en veulent surtout aux juifs, & qu'ils sont surtout à craindre pendant l'hyver, où la longueur des nuits leur en donneront encore plus de facilité: ledit Cerf Bær supplioit de lui permettre de se réfugier avec sa famille & ses meilleurs effets dans la ville pendant l'hyver, en y louant une maison bourgeoise, se soumettant de ne faire aucun commerce contraire aux statuts, & d'y observer la plus exacte police; conservant sa maison à Bischheim pour y retourner après l'hyver, & après que le calme contre les voleurs sera rétabli: il espère que la grace qu'il demande lui sera accordée.

Collationné & trouvé conforme à son original déposé aux archives.

COPIE

## C O P I E

*de la Lettre de Monseigneur le Duc DE  
CHOISEUIL à M<sup>rs</sup>. les Prêteurs, Con-  
suls & Magistrats de Strasbourg. Ver-  
sailles le 22 Janvier 1768.*

MESSIEURS!

JE vous avouerai, qu'après avoir examiné les considérations que vous opposez à la demande du juif Cerf Beer, je ne vois rien qui les fonde. De ce que les gens de sa nation ne doivent avoir ni bureaux ni comptoirs à Strasbourg, il ne s'en suit nullement, que vous ne puissiez permettre à ce juif d'y demeurer durant la saison de l'hyver; toute exception aux règles en est communément regardée comme la confirmation, parce qu'elle en renferme la reconnoissance & l'aveu. Mais elle est si légère dans le cas actuel, qu'à peine peut-elle faire la moindre sensation; car il ne s'agit point ici de tolérer un domicile constant, mais une demeure momentanée, que le seul motif de l'humanité devrait faire accorder, quand le Juif en question n'auroit pas pour lui l'exemple de Moysè BLIEN. D'ailleurs vous êtes à portée de

prendre les précautions nécessaires pour prévenir ou réprimer tout abus de sa part, & je suis persuadé que ces réflexions vous porteront à penser, que la permission, dont il a besoin, ne souffre point de difficultés réelles. Je suis très-parfaitement M<sup>rs</sup>. votre très-humble & très-affectionné serviteur,

Signé le Duc DE CHOISEUL.

Collationné & trouvé conforme à son original déposé aux archives de la ville de Strasbourg.

L'Acquisition faite par Cerf Beer de l'hôtel de Ribeaupierre (connue sous la dénomination de Rappoltsfeinisch hoff) sous un nom emprunté en 1771, cachée pendant quatorze années à compter de sa date, & pendant près de dix ans, à dater de ses lettres-patentes, prouve la conviction dans laquelle Cerf Beer étoit de la surprise faite à la justice & à la religion du Roi.

## E X T R A I T

*du Contrat d'acquisition de l'hôtel de  
Ribeaupierre par M. le Chevalier DE  
LA TOUCHE, passé par M. LACOMBE,  
Notaire Royal à Strasbourg le 16 Jan-  
vier 1771. &c. &c. &c.*

QU'AYANT les S<sup>rs</sup>. comparans M<sup>r</sup>. Jean-  
David PAPELIER, chancelier de la sérénissime maison Palatine des Deux-Ponts,  
& le S<sup>r</sup>. Casimir-Henry RADIUS, conseiller de ladite sérénissime maison, trouvé qu'il étoit plus avantageux, à tous égards, pour sadite Altesse sérénissime Monseigneur le Duc des Deux-Ponts, d'accepter les offres & propositions qui leur ont été faites depuis la dernière enchère du 31 Décembre dernier, pour la vente dudit hôtel & dépendances de gré à gré de la part de M. Charles-Joseph DE LA TOUCHE, Lieutenant-Général des armées du Roi, demeurant à Strasbourg, ils ont vendu en toute propriété à mondit S<sup>r</sup>. Charles-Joseph DE LA TOUCHE à ce présent & acquéreur, ledit ancien hôtel des Deux-Ponts avec ses appartenances & dépendances, sans exception; la vente faite pour le prix de trente trois milles livres tournois. &c. &c. &c.

Signé LACOMBE, Notaire Royal avec  
paraphe.

## C E S S I O N

*sous feing privé du même jour, en faveur de Cerf-Beer, déposée le neuf Juillet suivant en l'étude de M. KOENIG, Notaire Royal à Colmar.*

NOUS soussignés Charles-Joseph DE LA TOUCHE, Lieutenant-Général des armées du Roi, cy-devant son Ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Prussienne, demeurant à Strasbourg, certifions par les présentes que l'acquisition que nous venons de faire ce matin par-devant M. LA-COMBE, Notaire Royal à Strasbourg de l'hôtel de Ribeaupierre, scis quai St. Louis, n'est pas pour nous, ni en notre nom, qu'au contraire nous avons acquis & accepté ledit contrat, dont copie cy-dessus, pour le S<sup>r</sup>. Cerf-Beer, fournisseur des fourrages aux troupes du Roi en Alsace; qui nous en a prié, & à qui ledit hôtel appartient, tel qu'il est porté & désigné au susdit contrat.

Que c'est de ses deniers, que la somme de six mille Livres & intérêt d'une sorte, & trois cents livres de l'autre, qui ont été payés comptant à la passation de l'acte, l'ont été, ainsi que tous les frais & loyaux coûts de la dite vente; qu'en

conséquence nous n'avons & ne prétendons rien ni pour nous, ni pour nos héritiers ou ayant cause, au susdit hôtel & dépendances, dont ledit Cerf Beer, est véritablement maître & propriétaire, prenant ce dernier également souffigné, sur lui & faisant sa propre affaire de payer & acquitter le prix restant dudit hôtel de la manière qu'il est stipulé audit contrat &c.

Et pour donner l'exécution parfaite et toute l'authenticité convenables aux présentes; nous souffignés consentons, voulons même qu'elles soyent & demeurent déposées dans l'étude d'un Notaire royal, à fin de date, d'hypothèque & à tels autres fins qu'il appartiendra; donnant de ce faire pouvoir et procuration à M. François JACQUOT, Procureur au Conseil souverain d'Alsace, & de reconnoître nos signatures véritables pardevant le Notaire, qui recevra les présentes en dépôt, & de faire pour leur donner force & authenticité, tout ce qui sera requis & nécessaire.

En foi de quoi nous avons signé les présentes & y apposé le cachet ordinaire

de nos armes. Fait à Strasbourg le seizième Janvier 1771.

Ainsi signé, le Chevalier DE LA TOUCHE, CERF BEER, & au bas se trouvent deux empreintes sur cire d'Espagne rouge.

Suit l'acte de dépôt, fait à Colmar le 9 Juillet 1771. de la cession & procuration sous seing privé ci-dessus par M. François JACQUOT, Procureur au Conseil, pardevant M<sup>rs</sup>. REUBEL & KÖNIG, Notaires, vers lequel dernier la minute est restée. Collationné,

Signé KÖNIG, Notaire, avec paraphe.

## A R R Ê T

*de la Cour des monnoyes du 27 Novembre 1771.*

QUI défend à tous juifs, colporteurs &c. de vendre, acheter, troquer ou débiter aucuns ouvrages, bijoux, vaisselles ou marchandises d'or & d'argent, sans y être autorisés par des permissions particulières dûment enregistrées en ladite cour.

Par cet arrêt le Roi a ordonné que son arrêt précédent du 20 Janvier 1759. sera exécuté selon sa forme & teneur, &



en tant que de besoin , a renouvelé & fait des expresse inhibitions & défenses à tous juifs , colporteurs &c. sous quelque dénomination que ce soit , de vendre , acheter , troquer , ou autrement débiter aucuns ouvrages , bijoux , vaisselles , ou autres marchandises d'or & d'argent généralement quelconques ; à peine de confiscation des ouvrages & dits articles & de 500<sup>fr.</sup> d'amende , même d'être poursuivis extraordinairement , le cas y échéant.

Permissions successives demandées & obtenues par le Sr. Cerf Beer pour la continuation de sa demeure & celle de sa famille dans la ville de Strasbourg.

## 1<sup>re</sup>. L E T T R E

*de M. le Marquis de MONTEYNARD à  
M. le Prêtreur Royal de Strasbourg,  
du 5 Novembre 1771.*

LE juif Cerf Beer a déjà obtenu , M. la permission de résider pendant l'hiver à Strasbourg , où sa présence est également nécessaire durant l'été ; le Roi ne juge pas que la différence des saisons doive obliger ce particulier à changer de domicile , & son intention est , qu'il

demeure dans la ville pendant toute l'année; c'est ce dont je vous prie de vouloir bien prévenir le Magistrat.

Je suis &c.

## L E T T R E

*du Magistrat à M. le Marquis de MONTEYNARD, du 20 Novembre 1771.*

MONSEIGNEUR !

M. le Préteur Royal nous a communiqué la lettre que vous lui avez adressée sous le 5 de ce mois, au sujet du juif Cerf Beer, à l'effet qu'il lui soit permis de demeurer dans la ville de Strasbourg, pendant toute l'année.

Quoique ce juif, par le placet qu'il avoit adressé en 1767 à M. le Duc de CHOISEUL, & par la requête qu'il nous avoit présentée, se fut engagé lui-même à ne demeurer dans cette ville que pendant l'hyver, nous n'avions pas pensé à l'inquiéter, même pendant les tems d'été; nous l'inquiéterons encore moins, M. depuis vos ordres; nous osons cependant espérer, fondés sur l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 24 Novembre 1768. qui nous a maintenu dans nos anciens

droits au sujet des juifs, que cette exception en faveur du juif Cerf Beer ne tirera à conséquence ni pour la prolongation de sa demeure au delà du terme de son entreprise des fournitures pour le service du Roi, ni pour l'exempter des conditions relatives à la police, auxquelles il s'est lui-même soumis en 1768, en demandant & obtenant du Magistrat la permission de louer une maison dans cette ville. Nous sommes &c,

## QUITTANCE

*& subrogation du 11 Mai 1772 postérieure à ladite cession, consentie, requise & signée par M. le Chevalier DE LA TOUCHE, comme acquéreur, pardevant M. LACOMBE, Notaire Royal à Strasbourg, lesdites pièces produites le 31 Janvier 1785, jointes à la requête du Sr. Cerf Beer, aux fins d'homologation, sous son nom, dudit contrat d'acquisition.*

CEJOURD'HUI onzième Mai 1772 avant midi, pardevant le Notaire sus-& souffigné, fut présent M. Jean-David de PAPELIER, écuyer agissant ès noms & qualités déjà par lui pris en la vente

des autres parts, & encore pour & au nom de M. Casimir-Henri RADIUS, aussi y qualifié & dénommé, en vertu de son pouvoir sous seing privé du neuf du courant, qui demeurera joint aux présentes; certifié véritable par mondit Sieur de PAPELIER & paraphé, ne varietur, par les témoins & ledit Notaire, lequel a reconnu, confessé & déclaré avoir touché & reçu de M. le Chevalier DE LA TOUCHE, acquéreur mentionné en la même vente, la somme de vingt-mille livres, dont il étoit resté redevable sur le prix de ladite vente, ensemble les intérêts en dûs & échûs jusqu'à ce jour; au moyen duquel remboursement le prix total de la susdite vente se trouve présentement fait & parfait, s'en tenant mondit Sr. de PAPELIER, ès noms & qualités qu'il agit, payé, content & satisfait, en quittant & déchargeant mondit Sr. Chevalier DE LA TOUCHE et tous autres. Et attendu que la somme de vingt-mille livres, qui a été payée à mondit Sr. de PAPELIER, provient des deniers que le Sr. ESCHENAUER, Banquier de cette ville, et Dame Marie-Marthe-Anne ROEDERER, veuve de feu Jean-George OTT, vivant tanneur de cette ville, ont avan-

cés pour le susdit payement, sçavoir le Sr. ESCHENAUER, la somme de neuf-mille livres, et ladite Dame veuve OTT, onze-mille livres, mondit Sr. de PAPELIER, ès noms qu'il agit, a mis et subrogé, met et subroge ces deniers en tous les droits, noms, raisons, actions, hypothèque et préférence qui compétoient à LL. AA. SS. MM. les Comtes Palatins du Rhin sur ladite maison, en vertu de la réserve d'hypothèque faite en ladite vente, afin qu'ils ayent les mêmes droits et privilèges qu'avoient et pouvoient avoir LL. AA. SS; le tout sans novation ez dits droits & hypothèque, mais sans garantie: laquelle subrogation a été consentie & requise même par mondit Sr. LATOUCHE & acceptée par mondit Sr. ESCHENAUER ci-présent & encore par Jean-David OTT, bourgeois tanneur de cette ville, ci-présent, stipulant pour ladite sa mere, car ainsi &c.

Pour extrait conforme à l'expédition originale collationnée par les Notaires mentionnés, jointe à la requête de Cerf Beer, produite le 31 Janvier 1785 & déposé au greffe de la Chambre des vingt & un.

## LETTRES - PATENTES

*accordées au Sr. Cerf Beer, en Mars  
1775.*

## N O T A.

ELLES ne font aucune mention de la ville de Strasbourg; elles ne peuvent par conséquent déroger à son droit. Elles portent une permission générale à Cerf Beer de s'établir dans tout le royaume: en ces termes:

VOULANT donner au Sr. Cerf Beer un témoignage particulier de la satisfaction, que nous avons des services qu'il a rendus, & qu'il continue de nous rendre, avec autant de zèle & d'intelligence que de désintéressement & de probité. A ces causes & de notre grace spéciale, nous avons accordé & accordons audit Cerf Beer, à ses enfans nés ou à naître en légitime mariage, les mêmes droits, facultés, exemptions, avantages & privilèges, dont jouissent nos sujets naturels ou naturalisés. En conséquence permettons audit Cerf Beer d'acquérir par achat, donation, legs, succession, ou autrement tenir & possé-

der dans notre royaume tous biens, meubles & immeubles de quelque nature qu'ils puissent être &c.

Registré ez registres du Conseil souverain d'Alsace en conséquence de l'arrêt rendu en icelui le 5 Avril 1775.

## SOUMISSION

*du Sr. Cerf Beer, du 21 Juillet 1777.*

JE soussigné m'engage dans le cas où Messieurs de la Chambre des treize accorderont à mes deux gendres Alexandre & Wolff-Lévi, la permission de tenir chacun une maison à loyer dans cette ville, sur la demande portée par le mémoire que le 23 Juin dernier, j'ai eu l'honneur de présenter à Messieurs à ce sujet, de déclarer dans le temps au protocole de Messieurs les treize les deux maisons que je trouverai à louer; suppliant néanmoins Messieurs de la Chambre des treize, au cas que les propriétaires de l'une ou de l'autre desdites deux maisons que j'aurai déclaré, même de toutes les deux, me dénoncent par la suite le bail, d'étendre leur permission à deux autres maisons, promettant de me borner à ce nombre, & de ne les posséder

que sous la condition de pouvoir être révoquée à la volonté de ladite chambre.

A Strasbourg le 21 Juillet 1777.

Signé Cerf Beer & en hébreu  
avec paraphe.

## EXTRAIT

*des Registres de la Chambre de Mrs. les  
treize de la ville de Strasbourg,  
du 15 Septembre 1777.*

Vu la Requête présentée le 30 Juin dernier par Cerf Beer juif commerçant, demeurant en cette ville, tendante: à ce qu'il nous plût, à l'effet de loger deux de ses filles, les S<sup>rs</sup>. Alexandre et Wolff Lévi leurs époux, ainsi que leurs enfants, lui permettre de louer deux maisons situées dans la rue des ferruriers, appartenantes l'une à Laurent KLOPPER, bourgeois horloger de cette ville, & l'autre à N. GÜRSCHING, aussi bourgeois d'icelle, & tout considéré, il a été décrété: que ladite permission seroit accordée au suppliant, avec la réserve expresse cependant que d'après la soumission faite par écrit le 21 du mois de Juillet, il se



bornera à la jouissance de ces deux maisons, et que la présente permission ne subsistera qu'autant qu'il n'en sera autrement ordonné, sans qu'il puisse en aucun cas prétendre aucun dédommagement.

### EXTRAIT

*des Registres de la Chambre de Mrs. les  
treize de la ville de Strasbourg  
du 12 Mars 1778.*

Vû la Requête présentée en ce jour par Cerf Beer juif, commerçant, demeurant en cette ville, tendante à ce qu'il nous plût lui accorder la permission de louer pour son second gendre Wolff Lévi la maison des héritiers Marclési, scise dans la rue de Ste. Elisabeth, à l'effet de l'occuper sous les mêmes conditions et réserves, au lieu de celle située dans la rue des ferruriers, au coin de la rue du Puits appartenante aux héritiers GÜRSCHING, laquelle il tient à bail en vertu de notre permission du 15 Septembre 1777, et tout considéré, il a été décrété : que ladite permission lui seroit accordée sous la réserve itérative et expresse des clauses et conditions re-

renuës audit décret & inférées audit bail passé en notre chambre des contrats, & à charge de ne donner la maison Gürsching en arrière-bail qu'à des chrétiens.

## EXTRAIT

*des Registres de la Chambre de Mrs. les  
treize de la ville de Strasbourg,  
du 17 Février 1783.*

Vû la requête présentée le 13 de ce mois, signée par Cerf Beer juif, commerçant, demeurant en cette ville, tendante : à ce qu'il nous plaise accorder la permission de louer à l'usage de son gendre Alexandre Lévi, la maison ci-devant HITSCHLER, présentement appartenante aux héritiers HAFNER, & scise derriere l'église de St. Louis, & tout considéré, il a été décrété : que ladite permission seroit accordée au suppliant, à charge & condition d'évacuer incontinent la maison de KLOPFER scise dans la rue des ferruriers, de se borner à la jouissance de celle de Hitschler ci-dessus, & que la présente permission ne subsistera qu'autant qu'il n'en sera autrement ordonné, sans qu'il puisse, en cas de révo-

révocation, prétendre aucun dédom-  
magement.

Collationné & les pièces ci-dessus  
N°. 1 - 6. trouvées en tout conformes tant  
aux lettres originales qu'en sens & sub-  
stance, aux registres de la Chambre  
de M<sup>rs</sup>. les treize de Strasbourg, déposées  
aux archives de cette ville.

Par les LETTRES-PATENTES du Roi,  
*portant règlement concernant les juifs  
d'Alsace, du 10 Juillet 1784.*  
*Art. XVI.*

IL est ordonné : faisons défenses à tous  
les juifs d'écrire et signer en caractères  
hébraïques les quittances qu'ils donneront  
à leurs débiteurs, et les écrits qu'ils fe-  
ront avec eux; déclarons nuls et de  
nulle valeur tous écrits et toutes quitan-  
ces de cette espèce, qui seront rédigés  
autrement qu'en françois, ou dans la  
langue vulgaire usitée en Alsace; sauf,  
lorsqu'un juif ne saura écrire ni signer  
son nom en françois, ni en allemand,  
à y suppléer en observant les formalités  
que les ordonnances prescrivent à cet  
égard.

*Le 23 Décembre 1740.*

*M. le Maréchal DU BOURG, a rendu une Ordonnance qui défend aux juifs de loger sous le même toit avec les chrétiens. Défenses aux sujets du grand Chapitre d'avoir aucun commerce avec les juifs, ni de négocier avec eux ; des années 1529 & 1546.*

Ancienne Ordonnance de M. DE LA GRANGE renouvelée en 1700 par M. DE LA FOND ; la première défend aux juifs d'exposer leurs marchandises en vente dans aucun lieu de la province, hors les jours des foires & marchés, la seconde qui est contradictoire leur défend de tenir boutiques ouvertes, si non dans les foires et marchés et leur permet néanmoins pour les autres temps, de faire leur commerce dans leurs maisons ; il y a encore une ordonnance de M. DE LA HOUSSAYE du 18 Juin 1700 qui confirme les précédentes rendues sur cette matière.

Les usures que les juifs exerçaient en Lorraine ont donné lieu à un Edit remarquable du 30 Décembre 1728 qui

fut enrégistré à la Cour souveraine le même jour. Cette loi déclara nuls tous les billets et actes sous seing privé, qui seraient faits avec les juifs, tant pour argent prêté, que pour vente des marchandises ou autre engagement.

Il fut en outre ordonné, que dans le cas où un juif se serait rendu coupable de dol ou d'usure envers quelques sujets chrétiens, il serait puni par la perte de sa créance, & tenu d'en payer le double au débiteur, en outre une amende de 500<sup>tt</sup>. sans que cette somme puisse être remise ni modérée par les juges.

# DÉNOMBREMENT GÉNÉRAL DES JUIFS,

*qui sont tolérés en la Province d'Alsace en  
exécution des Lettres-Patentes de Sa  
Majesté, en forme de Règlement du 10  
Juillet 1784.*

N O M S des L I E U X.		NOMBRE des FAMILLES	NOMBRE des INDIVIDUS
1	Artzheim	unique	9
2	Avenheim	id.	3
3	Balbronn	33	170
4	Batzendorff	12	54
5	Berg	unique	6
6	Bergheim	67	327
7	Biesheim	53	256
8	Birckwald	7	25
9	Bischheim au Saum	79	473
10	Bischoffsheim	6	30
11	Blotzheim	47	226
12	Bollweiler	45	199
13	Bolsenheim	12	50
14	Bösenbiefen	7	36
15	Bouschweiller	38	201
16	Bouffemberg	18	79
17	Buesweiller	14	71
18	Bouxweiller	50	297

N O M S				NOMBRE	NOMBRE
des				des	des
L I E U X.				FAMILLES	INDIVID.
19	Brumpt	.	.	9	51
20	Cernay	.	.	30	138
21	Dahn	.	.	9	42
22	Dambach	.	.	30	129
23	Dangendorff	.	.	15	64
24	Dangolsheim	.	.	3	19
25	Dettwiller	.	.	18	96
26	Dirmenach	.	.	73	340
27	Dornach	.	.	11	58
28	Dosenheim	.	.	5	28
29	Drachenbronn	.	.	8	41
30	Diebolzheim	.	.	19	72
31	Dippigheim	.	.	19	88
32	Düttlenheim	.	.	11	72
33	Eckversheim	.	.	5	30
34	Epffig	.	.	12	68
35	Erlenbach	.	.	9	38
36	Ettendorff	.	.	20	124
37	Fegersheim	.	.	40	175
38	Fort-Louis	.	.	13	55
39	Fouffemagne	.	.	22	139
40	Frœningue	.	.	33	154
41	Frœschweiler	.	.	5	30
42	Gerstheim	.	.	15	74
43	Gœrsdorff	.	.	5	21
44	Gruffenheim	.	.	29	138
45	Guebweiler	.	.	7	40
46	Gundershoffen	.	.	8	38
47	Gundstett	.	.	8	53

N O M S des L I E U X.		NOMBRE des FAMILLES	NOMBRE des INDIVID.
48	Habsheim . . . . .	29	128
49	Hägen . . . . .	4	29
50	Haguenau . . . . .	64	325
51	Ville de Haguebach .	2	14
52	Hagenbach . . . . .	7	42
53	Château de Hartmansch- weiler . . . . .	18	78
54	Hatten . . . . .	13	61
55	Hattstatt . . . . .	41	229
56	Heguenheim . . . . .	83	409
57	Heusseren . . . . .	12	51
58	Herlisheim . . . . .	36	160
59	Herrlisheim, Basse-Alface	12	63
60	Herxheim . . . . .	9	48
61	Hirfingen . . . . .	20	95
62	Hochfelden . . . . .	10	71
63	Hoehnheim . . . . .	6	34
64	Horbürg . . . . .	18	92
65	Ittersweiler . . . . .	19	108
66	Ingenheim . . . . .	41	206
67	Jugenheim . . . . .	17	70
68	Ingersheim . . . . .	7	28
69	Ingwiller . . . . .	38	195
70	Isenheim . . . . .	23	114
71	Jungholtz & Rimbach	43	215
72	Kembs . . . . .	17	84
73	Kittolsheim . . . . .	11	63
74	Kolbsheim . . . . .	11	59
75	Krautergersheim . . .	29	152



N O M S  
des  
L I E U X.

NOMBRE NOMBRE  
des  
FAMILLES INDIVID.

76 Landau . . . . .	29	145
77 Langensulzbach . . . . .	2	12
78 Lauterbourg . . . . .	16	48
79 Lembach . . . . .	12	59
80 Lichtenberg . . . . .	1	7
81 Lingolsheim . . . . .	18	84
82 Linienhauffen . . . . .	5	25
83 Luembfchwiller . . . . .	25	141
84 Mackenheim . . . . .	17	92
85 Marckolsheim . . . . .	8	47
86 Marmoutier . . . . .	51	299
87 Mertzwiller . . . . .	14	73
88 Minversheim . . . . .	11	52
89 Mittelhaufen . . . . .	2	9
90 Mommenheim . . . . .	30	167
91 Mülhausen . . . . .	23	94
92 Müttersholtz . . . . .	28	130
93 Moutzig . . . . .	54	307
94 Neuwiller . . . . .	14	73
95 Niederbronn . . . . .	29	135
96 Niederenheim . . . . .	37	178
97 Niederhagenthal . . . . .	67	356
98 Niederkutzenhaufen . . . . .	8	48
99 Niederroderen . . . . .	31	159
100 Niederottfott . . . . .	10	48
101 Idem . . . . .	14	62
102 Idem . . . . .	14	75
103 Niederseebach . . . . .	12	45
104 Niedersteinbronn . . . . .	1	6

N O M S des L I E U X.			NOMBRE des FAMILLES	NOMBRE des INDIVIDU
105	Oberbronn	.	21	113
106	Oberdorff	.	28	132
107	Oberenheim	.	36	196
108	Oberhagenthall	.	52	271
109	Oberlauterbach	.	6	24
110	Idem	.	3	13
111	Obersteinbronn	.	17	91
112	Odratzheim	.	39	181
113	Offendorff	.	2	13
114	Offweiler	.	3	12
115	Ohlungen	.	12	63
116	Osthauffen	.	14	63
117	Osthoffen	.	16	85
118	Otterswiller	.	5	27
119	Pfaffenhoffen	.	16	84
120	Pfaffstätt	.	22	104
121	Plobsheim	.	4	20
122	Quatzenheim	.	22	97
123	Regisheim	.	18	112
124	Reichshoffen	.	39	175
125	Ribeauville	.	58	286
126	Riedfeltz	.	8	50
127	Riedweyer	.	3	39
128	Ringendorff	.	5	24
129	Rixheim	.	50	243
130	Romantzweiler	.	41	206
131	Rossenweiler	.	1	5
132	Rosheim	.	53	268
133	Rothbach	.	11	47

N O M S des L I E U X		NOMBRE des FAMILLES	NOMBRE des INDIVID.
134	Rultzheim . . . . .	20	108
135	Saverne . . . . .	21	100
136	Schaffhausen . . . . .	12	52
137	Scæffolsheim . . . . .	16	73
138	Scharrach-bergheim . . . . .	21	108
139	Scherweiller . . . . .	31	169
140	Schirhoffen . . . . .	27	127
141	Shweinheim . . . . .	21	101
142	Schwindratzheim . . . . .	11	42
143	Seppois le bas . . . . .	42	162
144	Sierentz . . . . .	43	217
145	Soufflenheim . . . . .	4	19
146	Soultzmatt . . . . .	41	202
147	Stotzenheim . . . . .	5	29
148	Strutt . . . . .	17	70
149	Sultz-Dachstein . . . . .	6	29
150	Sultz-Fleckenstein . . . . .	34	164
151	Sultz, ville haute Alface . . . . .	20	102
152	Surbourg . . . . .	30	143
153	Strasbourg . . . . .	4	68
154	Thann . . . . .	7	35
155	Thränheim . . . . .	6	25
156	Trimbach . . . . .	22	102
157	Türkheim . . . . .	10	42
158	Uffheim . . . . .	26	122
159	Uffholtz . . . . .	44	206
160	Ulweiller . . . . .	3	17
161	Urweiller . . . . .	8	41
162	Utenheim . . . . .	28	132

N O M S d e s L I E U X.		NOMBRE des FAMILLES.	NOMBRE des INDIVID.
163	Vogtingshoffen . . .	10	52
164	Walck . . . . .	13	62
165	Walff . . . . .	18	94
166	Walthenheim . . .	5	35
167	Wattweiler . . . .	8	31
168	Weinbourg . . . . .	9	42
169	Weiffembourg . . .	28	165
170	Weitersweiler . . .	24	94
171	Westhausen . . . .	25	131
172	Westhoffen . . . .	58	282
173	Wettolsheim . . . .	20	114
174	Wingersheim . . . .	22	100
175	Wintzenheim, partie d'Hohen-Landsb. h.A.	8	36
176	Wintzenheim, part. de la Reichsvogtey de Kayfersberg h. Alf.	79	381
177	Wintzenheim . . .	18	88
178	Wittelsheim . . . .	5	31
179	Wittenheim . . . .	10	50
180	Wittersheim . . . .	30	163
181	Wœrth . . . . .	10	34
182	Wolffisheim . . . .	14	80
183	Zellweiler . . . . .	33	157
184	Zillisheim . . . . .	63	332
185	Zimmersheim . . . .	5	31
186	Zinsweiler . . . . .	5	29
		3940	19624

## OBSERVATIONS

*sur la Multiplication de la Nation Juive.*

AU commencement de ce siècle on a recherché ce qu'il y avoit de Juifs établis en Alsace avant la paix de Ryswick, & ce qu'il s'en est trouvé après la paix de Bade vers l'an 1716. & on a trouvé que suivant un dénombrement exact, il n'y avoit en tout en l'année 1689. que 587. familles juives établies dans l'étendue de cette Province. & en l'année 1716. on en comptait jusqu'à 1348. Quoique les Juifs marient leurs enfans de très bonne heure, il n'est pas possible cependant que 587 familles se soyent multipliées dans l'espace de 27 ans jusqu'au dit nombre de 1348; car selon le calcul & les différentes observations faites sur la multiplication de l'espèce humaine de 1000 enfans nés dans une même année, il en reste tout au plus 600 au bout de 20 ans.

IL faut donc que la multiplication des Juifs en Alsace ait eu une autre cause, & effectivement elle est venue principalement de la liberté qu'ont les seigneurs particuliers & les Magistrats des villes de recevoir tous ceux qui se présentent.

LES seigneurs leur accordaient de mettre dans les pâturages communs les bestiaux nécessaires pour leur ménage, mais quant aux troupeaux qu'ils ont pour leur commerce, ils s'arrangent avec les préposés des communautés, qui moyennant une rétribution leur assignent des cantons particuliers; ce qui ne peut guère se faire sans préjudicier aux droits des habitans chrétiens. Les faits sont constatés par les observations qui ont été faites en 1779 par un auteur respectable & digne de foi.

---

---

Par la célèbre Thèse juridique soutenue par le savant Sieur JEAN-FRÉDÉRIC FISCHER, à Strasbourg, l'an 1763 intitulée: *de l'état & juridiction des juifs*, il est prouvé, que dans le quatorzième siècle & suivans, il y avait des plaintes au sujet de l'usure des juifs. Ladite Thèse dit pag. 69. §. 56:

„ Qu'après que tous les Princes de l'Empire avaient obtenus le droit de recevoir des juifs, ledit droit a commencé d'être aussi accordé aux états inférieurs de l'Empire, comme, aux comtés, à la Noblesse inférieure & aux villes. Qu'il y avait un si grand nombre de ces privilèges dans le quatorzième siècle & les suivans, qu'aux uns les juifs ont été donnés en donation, aux autres en hypothèque, & qu'enfin ils ont été vendus aux autres. Et de sorte il est enfin arrivé, dois-je dire par la libéralité ou prodigalité des Empereurs? que dans le seizième siècle, chaque bourgeois de l'Empire pouvait recevoir des juifs. La preuve de ceci se trouve dans la réformation politique d'Augsbourg de l'année 1530 où on lit: „ Statuons, ordonnons & voulons, que qui donc veut

„ souffrir des juifs chez lui , qu'il les tienne  
 „ de façon , qu'ils s'abstiennent de l'usuſe  
 „ & des contrats ufuriers & défendus.”

Car Charles - quint s'eſt bien apperçu de l'abus de ces libéralités & privilèges de recevoir des juifs ; mais étant occupé d'autres affaires ſérieuſes , il n'a pas voulu en ce temps employer des moyens pour y remédier ; ou il a été empêché de le faire. Mais l'an 1548 quand ſa puiffance avoit atteint un comble formidable , ſes Ordonnances n'étoient plus ambiguës : il ne diſoit plus : Qui donc veut ſouffrir des juifs chez lui ? mais il ſe ſervit des expreſſions plus dignes de la Maieſté Impériale ; dans le Titre 20. de la réformation politique d'Augsbourg , ſavoir : „ Statuons ,  
 „ ordonnons & voulons , que dorénavant il  
 „ ne ſera accordé à perſonne de recevoir  
 „ des juifs qu'à ceux qui ont le droit de  
 „ régale de nous , ou de l'Empire , ou qui  
 „ ſont à ce ſujet ſpécialement privilégiés &c.”





# LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un Décret de l'Assemblée Nationale, portant  
que les Juifs, connus en France sous le nom  
de Juifs Portugais, Espagnols & Avignonois,  
y jouiront des droits de Citoyen actif.*

Données à Paris, au mois de Janvier 1790.

**L**OUIS, par la grâce de Dieu, & par la Loi  
constitutionnelle de l'État, ROI DES FRANÇOIS :  
A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée  
Nationale a décrété le 28 janvier présent mois, &  
Nous voulons & ordonnons ce qui suit :

**T**ous les Juifs connus en France sous le nom de *Juifs  
Portugais, Espagnols & Avignonois*, continueront de jouir  
des droits dont ils ont joui jusqu'à présent, & qui leur

avoient été accordés par des Lettres patentes. En conséquence, ils jouiront des droits de citoyen actif, lorsqu'ils réuniront d'ailleurs les conditions requises par les Décrets de l'Assemblée Nationale, dont Nous avons ordonné l'exécution.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs Registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme Loi du Royaume. En foi de quoi Nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles Nous avons fait apposer le sceau de l'État. A Paris, au mois de janvier, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le Roi, DE SAINT-PRIEST. *Visa* † L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX, Et scellées du sceau de l'État.



ÉTAT FRANÇAIS

---

# STATUT DES JUIFS

Français et Etrangers  
en  
France occupée  
France non occupée  
et aux  
Colonies et Pays de Protectorats

---

Gestion  
des entreprises privées de leurs dirigeants

---

Législation française et  
ordonnances allemandes

*publié sous le contrôle  
de la rédaction du*

Recueil des Sommaires de la Jurisprudence Française

et

Recueil des Lois Usuelles

RÉUNIS

---

France non-occupée : 1, Rue des Capucins, Cahors (Lot)

France occupée : 143, Avenue de Suffren, Paris (7<sup>e</sup>)

Prix : 10 francs



# TABLE DES MATIÈRES

## Généralités.

Loi du 29 mars 1941 créant un commissariat général aux questions juives .....	1
Loi du 19 mai 1941 modifiant l'art. 2 de la loi du 29 mars 1941 créant un commissariat général aux questions juives .....	1

## Statut des juifs français.

Loi du 12 mai 1941 relative aux pensions des ouvriers des établissements militaires et industriels de l'Etat licenciés en vertu des lois des 17 juillet 1940 et 3 avril 1941 concernant l'accès aux emplois dans les administrations publiques, du 17 juillet 1940 sur les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat relevés de leurs fonctions et du 3 octobre 1940 portant statut des juifs .....	2
Loi du 2 juin 1941 remplaçant la loi du 3 octobre 1940 portant statut des juifs .....	3
Loi du 2 juin 1941 prescrivant le recensement des juifs .....	6

## Colonies et Pays de Protectorat.

Loi du 7 octobre 1940 portant abrogation du décret du Gouvernement de la Défense nationale du 24 octobre 1870 et fixant le statut des juifs indigènes des départements de l'Algérie .....	7
Loi du 11 octobre 1940 portant suspension de la procédure instituée par les art. 3 à 11 L. 4 février 1919 en ce qui concerne les israélites indigènes de l'Algérie .....	7
D. 20 novembre 1940 fixant la procédure à suivre pour l'application des art. 4 et 5, L. 7 octobre 1940, relative au statut des juifs de l'Algérie .....	7
D. 12 février 1941 modifiant le D. 20 novembre 1940 concernant le statut de juifs .....	8
D. 9 mars 1941, étendant aux colonies le statut des juifs .....	8
Loi du 1 <sup>er</sup> juin 1941 interdisant la détention, l'achat et la vente d'armes et de munitions par les juifs indigènes d'Algérie .....	8

## Juifs étrangers.

Loi du 4 octobre 1940 sur les ressortissants étrangers de race juive .....	9
--	---

(V. suite de la Table, page 3).

**A nos lecteurs :** Toutes les lois et autres dispositions législatives, françaises et allemandes concernant les Juifs, paraissent les 1<sup>er</sup> et 15 de chaque mois dans le Recueil des Sommaires de la Jurisprudence française et Recueil des Lois Usuelles réunis.

Un troisième fascicule consacré à la Jurisprudence donnera l'interprétation de ces lois par les tribunaux.

Prix : 109 francs par an.

Adresser les abonnements, 1, rue des Capucins, à Cahors (Lot)  
Compte chèques postaux Toulouse 14-190.



---

# STATUT DES JUIFS

---

## Généralités

---

**Loi du 29 mars 1941 créant un commissariat général aux questions juives.** (*J. O.*, 31 mars, n° 1450).

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé, pour l'ensemble du territoire national, un commissariat général aux questions juives.

Art. 2. — Le commissaire général aux questions juives a pour mission :

1° De préparer et proposer au chef de l'Etat toutes mesures législatives relatives à l'état des juifs, à leur capacité politique, à leur aptitude juridique à exercer des fonctions, des emplois, des professions ;

2° De fixer, en tenant compte des besoins de l'économie nationale, à la date de la liquidation des biens juifs dans les cas où cette liquidation est prescrite par la loi ;

3° De désigner les administrateurs séquestres et de contrôler leur activité.

Art. 3. — Le commissaire général est désigné par arrêté du ministre secrétaire d'Etat chargé de la vice-présidence du conseil.

**Loi du 19 mai 1941 modifiant l'art. 2 de la loi du 29 mars 1941 créant un commissariat général aux questions juives.** (*J. O.*, 31 mars, n° 2169).

Art. 1<sup>er</sup>. — L'art 2 de la loi du 29 mars 1941 est modifié comme suit :

« Le commissaire général aux questions juives est chargé de :

« 1° Proposer au Gouvernement toutes dispositions législatives et réglementaires, ainsi que toutes mesures propres à mettre en œuvre les décisions de principe arrêtées par le Gouvernement relativement à l'état des juifs, à leur capacité civile et politique, à leur aptitude juridique à exercer des fonctions, des emplois, des professions ;

« 2° Assurer la coordination nécessaire entre les différents secrétariats d'Etat pour l'application de ces diverses dispositions et décisions, et suivre cette application ;

« 3° Pourvoir, en tenant compte des besoins de l'économie nationale, à la gestion et à la liquidation des biens juifs, dans les cas où ces opérations sont prescrites par la loi ;

« 4° Désigner les agents chargés des dites opérations et contrôler leur activité ;

« 5° Provoquer éventuellement à l'égard des juifs, et dans les limites fixées par les lois en vigueur, toutes mesures de police commandées par l'intérêt national ».



## **Statut des Juifs français**

---

**Loi du 12 mai 1941 relative aux pensions des ouvriers des établissements militaires et industriels de l'Etat licenciés en vertu des lois des 17 juillet 1940 et 3 avril 1941 concernant l'accès aux emplois dans les administrations publiques, du 17 juillet 1940 sur les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat relevés de leurs fonctions et du 3 octobre 1940 portant statut des juifs. (J. O., 15 juin, n° 2005).**

Art. 1<sup>er</sup>. — Les droits à pension des ouvriers et ouvrières des établissements militaires et industriels de l'Etat licenciés en vertu des lois des 17 juillet 1940 et 3 avril 1941 sur l'accès aux emplois dans les administrations publiques, du 17 juillet 1940, sur les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat relevés de leurs fonctions et du 3 octobre 1940 portant statut des juifs sont réglés selon la durée de leurs services et le régime de retraites qui leur est applicable dans les conditions ci-après.

Art. 2. — Les ouvriers qui demeurent soumis au régime des pensions militaires auront droit sans condition d'âge :

S'ils remplissent la condition de durée de services exigée pour l'ouverture du droit à pension d'ancienneté, à une pension de cette nature ;

S'ils ne remplissent pas cette condition, mais s'ils réunissent au moins quinze ans de services effectifs, à une pension proportionnelle calculée conformément aux dispositions de l'art. 44 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires.

Art. 3. — Les ouvriers âgés de cinquante ans au moins pour les hommes et de quarante-cinq ans au moins pour les femmes et qui sont soumis au régime de retraites de la loi du 21 oct. 1919 modifiée par la deuxième loi du 14 avril 1924 auront droit, sous déduction des rentes constituées à leur profit sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse :

S'ils remplissent la condition de durée de services exigée pour l'ouverture du droit à pension d'ancienneté, à une pension de cette nature augmentée de l'allocation supplémentaire annuelle prévue au par. 1<sup>er</sup> de l'art. unique de la loi du 12 janvier 1938 ;

S'ils ne remplissent pas cette condition, mais s'ils réunissent quinze ans au moins de services effectifs à une pension proportionnelle à jouissance immédiate calculée à raison de un trentième des minima prévus à l'art. 24 de la loi du 21 mars 1928, pour chaque année de services civils et de un vingt-cinquième pour chaque année de services militaires sans pouvoir dépasser ces minima. Cette pension sera augmentée d'une allocation proportionnelle calculée selon la même distinction à raison de un trentième ou de un vingt-cinquième de l'allocation prévue au par. 1<sup>er</sup> de l'art. unique de la loi du 12 janvier 1938.

Art. 4. — Les ouvriers âgés de cinquante ans au moins pour les hommes et de quarante-cinq ans au moins pour les femmes et qui sont soumis au régime de retraites de la loi du 21 mars 1928 auront droit, sous déduction des rentes constituées à leur profit sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse :

S'ils remplissent la condition de durée de services exigée pour l'ouverture du droit à pension d'ancienneté, à une pension de cette nature, réduite, le cas échéant, dans les conditions prévues par les al. 2 et 3 de l'art. 4 de la loi du 21 mars 1928 ;

S'ils ne remplissent pas cette condition, mais s'ils réunissent quinze ans au moins de services effectifs, à une pension proportionnée à jouissance immédiate, calculée à raison de un trentième de la pension minima d'ancienneté pour chaque année de services civils et de un vingt-cinquième pour chaque année de services militaires. Toutefois, pour les bénéficiaires âgés de moins de cinquante-cinq ans en ce qui concerne les hommes, de moins de cinquante ans en ce qui concerne les femmes, le montant de la pension ne pourra dépasser le minimum forfaitaire de la loi précitée, diminué de cinq-trentièmes ou de cinq-soixantièmes



## Statut des Juifs

suivant qu'ils auraient pu se voir appliquer les dispositions des al. 2 ou 3 de l'art. 4 de ladite loi. Pour les bénéficiaires âgés de cinquante-cinq ans et plus, en ce qui concerne les hommes, de cinquante ans et plus, en ce qui concerne les femmes, le montant de la pension ne pourra dépasser le minimum attribué à un ouvrier ou une ouvrière de même âge réunissant trente ans de services effectifs. Au montant de la pension ainsi prévue pourra s'ajouter, le cas échéant, la liquidation des bonifications pour services hors d'Europe et des bénéfices de campagne.

Art. 5. — Les ouvriers âgés de moins de cinquante ans pour les hommes et de moins de quarante-cinq ans pour les femmes soumis aux régimes de retraite des lois du 21 oct. 1919 ou du 21 mars 1928 auront droit s'ils réunissent quinze ans au moins de services effectifs à une allocation annuelle égale à la différence entre le montant de la pension à laquelle ils auraient pu prétendre en vertu des art. 3 et 4 précédents et celui de la rente constituée à leur profit au jour de leur licenciement sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. La jouissance de cette allocation sera fixée à la date à laquelle les intéressés auraient atteint respectivement soixante ou cinquante-cinq ans.

En cas de décès, leurs veuves ou leurs orphelins auront droit à la réversion de cette allocation dans les conditions prévues en matière de pension par leur régime de retraites, compte tenu de l'art. 9 ci-après.

Art. 6. — Les ouvriers et ouvrières visés à l'article précédent pourront, toutefois, opter pour l'attribution immédiate d'une indemnité calculée à raison de cent soixante-huit fois leur salaire horaire par année de service.

Ils conserveront, en outre, le bénéfice de la rente constituée à leur profit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Art. 7. — Les ouvriers et ouvrières qui réunissent moins de quinze ans de services effectifs recevront, quel que soit leur âge, une indemnité mensuelle égale à quatre-vingt-quatre fois leur salaire horaire, augmentée, le cas échéant, de la totalité des allocations familiales. Cette indemnité sera attribuée pendant une période déterminée à raison de quinze jours par année de services effectifs.

Les ouvriers visés par le présent article conserveront le bénéfice des rentes constituées à leur profit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

En outre, la part affectée au fonds spécial des versements qu'ils ont effectués pour la retraite sera transférée à leur compte à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Art. 8. — Le décret du 7 février 1941 concernant les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Imprimerie nationale, et des établissements industriels de l'Etat est abrogé.

Art. 9. — Pour les ouvriers mis à la retraite par application du présent acte et nonobstant toutes dispositions contraires, le droit à pension de veuve sera ouvert, même si le mariage a été contracté moins de deux ans avant la cessation de l'activité sous la réserve que le temps à courir entre la date du mariage et l'âge normal de l'ouverture de leur droit à pension soit au moins de deux ans.

### **Loi du 2 juin 1941 remplaçant la loi du 3 octobre 1940 portant statut des juifs. (J. O., 4 juin, n° 2332).**

Art. 1<sup>er</sup>. — Est regardé comme juif :

1° Celui ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive, ou de deux seulement si son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive.

Est regardé comme étant de race juive le grand-parent ayant appartenu à la religion juive ;

2° Celui ou celle qui appartient à la religion juive, ou y appartenait le 25 juin 1940, et qui est issu de deux grands-parents de race juive.

La non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905.

Le désaveu ou l'annulation de la reconnaissance d'un enfant considéré comme juif sont sans effet au regard des dispositions qui précèdent.

Art. 2. — L'accès et l'exercice des fonctions publiques et mandats énumérés ci-après sont interdits aux juifs :

1. Chef de l'Etat, membres du Gouver-



## Statut des Juifs

nement, du conseil d'Etat, du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur, de la cour de cassation, de la cour des comptes, du corps des mines, du corps des ponts et chaussées, de l'inspection générale des finances, du corps des ingénieurs de l'aéronautique, des cours d'appel, des tribunaux de première instance, des justices de paix, des tribunaux répressifs d'Algérie, de tous jurys, de toutes juridictions d'ordre professionnel et de toutes assemblées issues de l'élection, arbitres.

2. Ambassadeurs de France, secrétaires généraux des départements ministériels, directeurs généraux, directeurs des administrations centrales des ministères, agents relevant du département des affaires étrangères, préfets, sous-préfets, secrétaires généraux des préfectures, inspecteurs généraux des services administratifs au ministère de l'intérieur, fonctionnaires de tous grades attachés à tous services de police.

3. Résidents généraux, gouverneurs généraux, gouverneurs et secrétaires généraux des colonies, inspecteurs des colonies.

4. Membres des corps enseignants.

5. Officiers et sous-officiers des armées de terre, de mer et de l'air, membres des corps de contrôle de la guerre, de la marine et de l'air, membres des corps et cadres civils des départements de la guerre, de la marine et de l'air, créés par les lois du 25 août 1940, du 15 sept. 1940, du 28 août 1940, du 18 sept. 1940 et du 29 août 1940.

6. Administrateurs, directeurs, secrétaires généraux dans les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, titulaires de postes à la nomination du Gouvernement dans les entreprises d'intérêt général.

Art. 3. — Les juifs ne peuvent occuper, dans les administrations publiques ou les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, des fonctions ou des emplois autres que ceux énumérés à l'art. 2, que s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

a) Etre titulaire de la carte du combattant, instituée par l'art. 101 de la loi du 19 déc. 1926 ;

b) Avoir fait l'objet, au cours de la campagne 1939-1940, d'une citation don-

nant droit au port de la Croix de guerre instituée par le décret du 28 mars 1941 ;

c) Etre décoré de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre ;

d) Etre pupille de la nation ou ascendant, veuve ou orphelin de militaire mort pour la France.

Art. 4. — Les juifs ne peuvent exercer une profession libérale, une profession commerciale, industrielle ou artisanale, ou une profession libre, être titulaires d'une charge d'officier public ou ministériel, ou être investis de fonctions dévolues à des auxiliaires de justice, que dans les limites et les conditions qui seront fixées par décrets en conseil d'Etat.

Art. 5. — Sont interdites aux juifs les professions ci-après :

Banquier, changeur, démarcheur ;

Intermédiaire dans les bourses de valeurs ou dans les bourses de commerce ;

Agent de publicité ;

Agent immobilier ou de prêts de capitaux ;

Négociant de fonds de commerce, marchand de biens ;

Courtier, commissionnaire ;

Exploitant de forêts ;

Concessionnaire de jeux ;

Editeur, directeur, gérant, administrateur, rédacteur, même au titre de correspondant local, de journaux ou d'écrits périodiques, à l'exception des publications de caractère strictement scientifique ou confessionnel ;

Exploitant, directeur, administrateur, gérant d'entreprises ayant pour objet la fabrication, l'impression, la distribution ou la présentation de films cinématographiques, metteur en scène, directeur de prises de vues, compositeur de scénarios ;

Exploitant, directeur, administrateur, gérant de salles de théâtre ou de cinématographie ;

Entrepreneur de spectacles ;

Exploitant, directeur, administrateur, gérant de toutes entreprises se rapportant à la radiodiffusion.

Des règlements d'administration publique fixeront pour chaque catégorie les conditions d'application du présent article.



## Statut des Juifs

Art. 6. — En aucun cas, les juifs ne peuvent faire partie des organismes chargés de représenter les professions visées aux art. 4 et 5 de la présente loi ou d'en assurer la discipline.

Art. 7. — Les fonctionnaires juifs visés aux art. 2 et 3 sont admis à faire valoir les droits définis ci-après :

1° Les fonctionnaires soumis au régime de la loi du 14 avril 1924 recevront une pension d'ancienneté avec jouissance immédiate s'ils réunissent le nombre d'années de service exigé pour l'ouverture du droit à cette pension.

Si, sans remplir cette condition, ils ont accompli au moins quinze années de services effectifs, ils bénéficieront avec jouissance immédiate d'une pension calculée à raison, soit d'un trentième du minimum de la pension d'ancienneté pour chaque année de services de la catégorie A, soit d'un vingt-cinquième pour chaque année de services de la catégorie B ou de services militaires. Le montant de cette pension ne pourra excéder le minimum de la pension d'ancienneté augmenté, le cas échéant, de la rémunération des bonifications pour services hors d'Europe et des bénéfices de campagne ;

2° Les fonctionnaires soumis au régime de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse obtiendront, s'ils comptent au moins quinze ans de services effectifs, la jouissance immédiate d'une allocation annuelle égale au montant de la rente vieillesse qui leur serait acquise à l'époque de la cessation de leurs fonctions si leurs versements réglementaires avaient été effectués dès l'origine à capital aliéné. Cette allocation cessera de leur être attribuée à compter de la date d'entrée en jouissance de leur rente sur la caisse nationale des retraites ;

3° Les fonctionnaires des départements, communes ou établissements publics qui possèdent une caisse spéciale de retraites bénéficieront, avec jouissance immédiate, de la pension d'ancienneté ou de la pension proportionnelle fixée par leur règlement de retraites, s'ils remplissent les conditions de durée de services exigées pour l'ouverture du droit à l'une de ces pensions ;

4° Les agents soumis au régime de la loi sur les assurances sociales et comptant au moins quinze années de services effectifs recevront, de la collectivité ou établissement dont ils dépendent, une allocation annuelle égale à la fraction de

la rente vieillesse constituée par le versement de la double contribution durant toute la période où ils sont restés en service. Cette allocation cessera de leur être attribuée à compter de la date d'entrée en jouissance de ladite rente ;

5° Les fonctionnaires tributaires de la caisse intercoloniale de retraites ou des caisses locales, et comptant au moins quinze années de services effectifs, bénéficieront d'une pension dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique ;

6° Les fonctionnaires et agents ne remplissant pas les conditions requises pour pouvoir bénéficier des pensions et allocations ci-dessus recevront leur traitement pendant une durée qui sera fixée par un règlement d'administration publique ;

7° La situation des ouvriers des établissements militaires et industriels de l'Etat sera réglée par une loi spéciale.

Les fonctionnaires ou agents juifs visés par les art. 2 et 3 de la loi du 3 oct. 1940 sont considérés comme ayant cessé leurs fonctions à la date du 20 déc. 1940.

Les fonctionnaires ou agents qui sont atteints par les nouvelles interdictions édictées par la présente loi cesseront leurs fonctions dans le délai de deux mois après la publication de celle-ci.

L'application des dispositions de la présente loi aux prisonniers de guerre est différée jusqu'à leur retour de captivité.

Les fonctionnaires ou agents juifs visés aux art. 2 et 3 et actuellement prisonniers de guerre cesseront d'exercer leurs fonctions deux mois après leur retour de captivité.

Les dispositions de la présente loi ne seront applicables aux ascendants, conjoint ou descendants d'un prisonnier de guerre que dans un délai de deux mois après la libération de ce prisonnier.

En ce qui concerne les personnels en service outre-mer, un décret rendu sur la proposition des secrétaires d'Etat intéressés déterminera les conditions de la cessation de leurs fonctions.

Art. 8. — Peuvent être relevés des interdictions prévues par la présente loi, les juifs :

1° Qui ont rendu à l'Etat français des services exceptionnels ;



## Statut des Juifs

2° Dont la famille est établie en France depuis au moins cinq générations et a rendu à l'Etat français des services exceptionnels.

Pour les interdictions prévues par l'article 2, la décision est prise par décret individuel pris en conseil d'Etat sur rapport du commissaire général aux questions juives et contresigné par le secrétaire d'Etat intéressé.

Pour les autres interdictions, la décision est prise par arrêté du commissaire général aux questions juives.

Le décret ou l'arrêté doivent être dûment motivés.

Les dérogations accordées en vertu des dispositions qui précèdent n'ont qu'un caractère personnel et ne créeront aucun droit en faveur des ascendants, descendants, conjoint et collatéraux des bénéficiaires.

Art. 9. — Sans préjudice du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est Français, est puni :

1° D'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 fr. à 10.000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, tout juif qui s'est livré ou a tenté de se livrer à une activité qui lui est interdite par application des articles 4, 5 et 6 de la présente loi ;

2° D'un emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 20.000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, tout juif qui se sera soustrait ou aura tenté de se soustraire aux interdictions édictées par la présente loi, au moyen de déclarations mensongères ou de manœuvres frauduleuses.

Le tribunal peut, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement.

Art. 10. — Les fonctionnaires ayant cessé leurs fonctions par application de la loi du 3 oct. 1940 et qui peuvent se prévaloir des dispositions de la présente loi sont admis à solliciter leur réintégration

dans des conditions qui seront fixées par décret en conseil d'Etat.

Art. 11. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat, en Syrie et au Liban.

Art. 12. — La loi du 3 oct. 1940, modifiée par les lois du 3 avril et du 11 avril 1941, est abrogée ; les règlements et les décrets pris pour son application sont maintenus en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés s'il y a lieu par des règlements et des décrets nouveaux.

**Loi du 2 juin 1941 prescrivant le recensement des juifs.** (J. O., 14 juin, n° 2333).

Art. 1<sup>er</sup>. — Toutes personnes qui sont juives au regard de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs doivent, dans le délai d'un mois à compter de la publication de la présente loi, remettre au préfet du département ou au sous-préfet de l'arrondissement dans lequel elles ont leur domicile ou leur résidence, une déclaration écrite indiquant qu'elles sont juives au regard de la loi, et mentionnant leur état civil, leur situation de famille, leur profession et l'état de leurs biens.

La déclaration est faite par le mari pour la femme, et par le représentant légal pour le mineur ou l'interdit.

Art. 2. — Toute infraction aux dispositions de l'art. 1<sup>er</sup> est punie d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 100 à 10.000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est Français.

Art. 3. — Des dispositions particulières fixeront les conditions dans lesquelles la présente loi sera appliquée en Algérie, dans les colonies, dans les pays de protectorat, en Syrie et au Liban.



## **Colonies et Pays de Protectorats**

**Loi du 7 oct. 1940 portant abrogation du décret du Gouvernement de la défense nationale du 24 oct. 1870 et fixant le statut des Juifs indigènes des départements de l'Algérie (J. O., 8 oct.).**

Art. 1<sup>er</sup>. — Le décret du Gouvernement de la défense nationale du 24 oct. 1870 est abrogé en ce qu'il règle les droits politiques des Juifs indigènes des départements de l'Algérie et les déclare citoyens français.

Art. 2. — Les droits politiques des Juifs indigènes des départements de l'Algérie sont réglés par les textes qui fixent les droits politiques des indigènes musulmans algériens.

Art. 3. — En ce qui concerne leurs droits civils, le statut réel et le statut personnel des Juifs indigènes des départements de l'Algérie restent réglés par la loi française.

Art. 4. — Les Juifs indigènes des départements de l'Algérie qui, ayant appartenu à une unité combattante pendant la guerre de 1914-1918 et 1939-1940, auront obtenu la Légion d'honneur à titre militaire, la médaille militaire ou la Croix de guerre, conserveront le statut politique de citoyens français.

Art. 5. — Ce statut pourra être conservé, par décret contresigné par le garde des sceaux min. sec. d'Etat à la justice, et par le min. sec. d'Etat à l'intérieur, aux Juifs indigènes des dép. de l'Algérie qui se seront distingués par des services rendus au pays.

Art. 6. — La présente loi est applicable à tous les bénéficiaires du D. 24 oct. 1870 et à leurs descendants.

**Loi du 11 oct. 1940 portant suspension de la procédure instituée par les art. 3 à 11 L. 4 fév. 1919 en ce qui concerne les israélites indigènes de l'Algérie. (J. O., 13 oct.).**

Art. 1<sup>er</sup>. — Est suspendue, en ce qui concerne les israélites indigènes des départements de l'Algérie, la procédure instituée par les art. 3 à 11 L. 4 fév. 1919 sur l'accession des indigènes de l'Algérie aux droits politiques.

**D. 20 nov. 1940 fixant la procédure à suivre pour l'application des art. 4 et 5, L. 7 oct. 1940 (v. Rec. Lois, p. 180) relative au statut des Juifs de l'Algérie. (J. O., 22 nov.).**

Art. 1<sup>er</sup>. — Les Juifs indigènes de l'Algérie ne pourront conserver le statut politique des citoyens français que s'ils justifient, dans le délai d'un mois, à compter de la promulgation du présent décret, qu'ils remplissent l'une des conditions exigées par l'art. 4 L. 7 oct. 1940.

Ce délai courra, en ce qui concerne les mobilisés et les prisonniers, à compter du jour de leur démobilisation.

Art. 2. — Cette justification se fera devant le juge de paix du domicile de l'intéressé ; ce dernier devra, à cet effet, produire toutes pièces authentiques établissant son droit à bénéficier de la dérogation prévue par l'art. 4 L. 7 oct. 1940.

La décision du juge de paix devra intervenir dans les vingt jours ; elle vaudra titre au demandeur à qui il en sera immédiatement délivré une copie sans frais. Une autre copie sera adressée à la mairie du domicile de l'intéressé pour servir notamment à la revision des listes électorales.

Art. 3. — Le demandeur dont la réclamation ne sera pas admise par le juge de paix pourra, dans les trois jours qui suivront la prononciation de la décision, se



## Statut des Juifs

pourvoir par simple requête adressée au président du tribunal de l'arrondissement au pied de laquelle le président indiquera une audience à trois jours de date au plus.

### ALGERIE.

Le président, après avoir entendu l'intéressé ou son défenseur, statuera en dernier ressort dans les dix jours. Le pourvoi en cassation ne sera pas suspensif.

Art. 4. — Tous les Juifs qui n'auront pas rempli les formalités prévues à l'article précédent se trouveront déchus du droit d'invoquer le bénéfice de l'art. 4 L. 7 oct. 1940 et seront rayés des listes électorales.

Art. 5. — Les Juifs originaires de l'Algérie qui désireront bénéficier des dispositions de l'art. 5 L. 7 oct. 1940 en adresseront la demande sur papier timbré au préfet du département de leur résidence.

Ils y joindront une expédition de leur acte de naissance et une expédition de leur acte de mariage sur papier timbré, ainsi que toutes pièces qu'ils croiraient devoir produire à l'appui de leur requête.

Art. 6. — Après enquête administrative, le préfet communiquera, pour avis, le dossier au procureur de la République du domicile du demandeur. Le procureur de la République joindra au dossier un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 2) et renverra le dossier au préfet ; celui-ci transmettra le dossier avec sa proposition au gouverneur général de l'Algérie qui, dans un rapport motivé, en saisira le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Art. 7. — Il est institué au ministère de l'intérieur une commission présidée par un membre du conseil d'Etat assisté d'un magistrat désigné par le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et d'un fonctionnaire désigné par le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur. Cette commission est chargée de l'examen des dossiers et de la préparation du décret.

**D. 12 fév. 1941 mod. le D. 20 nov. 1940 concernant le statut des Juifs.** (J. O., 13 mars).

Art. 1<sup>er</sup>. — L'art. 1<sup>er</sup> du décret du 20 nov. 1940 est remplacé par la disposition suivante :

« Les Juifs indigènes d'Algérie qui prétendraient conserver le statut politique de citoyen français comme remplissant les conditions exigées par la loi du 7 oct. 1940 devront justifier et faire constater leur droit suivant la procédure prévue par les articles suivants. »

Art. 2. — L'art. 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous les Juifs qui n'auront pas rempli les formalités prévues à l'art. précédent dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent décret seront rayés des listes électorales. Ils pourront y être inscrits au vu d'une décision définitive à la suite de la procédure déterminée aux articles qui précèdent. »

**D. 9 mars 1941 étendant aux colonies le statut des Juifs.** (J. O., 15 mars).

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont étendues aux territoires relevant du sec. d'Etat aux colonies les dispositions du décret du 26 déc. 1940, pris pour l'application de la loi du 3 oct. 1940 portant statut des Juifs.

**Loi du 1<sup>er</sup> juin 1941 interdisant la détention, l'achat et la vente d'armes et de munitions par les juifs indigènes d'Algérie.** (J. O., 6 juin, n° 2181).

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont interdits la vente aux juifs indigènes d'Algérie et l'achat par ceux-ci, d'armes, plomb, pierres à feu, poudre, soufre, salpêtre ou de toutes autres substances pouvant servir de munitions ou remplacer la poudre. Néanmoins, la vente et l'achat de ces objets seront permis à ceux qui auront obtenu une autorisation spéciale. Cette autorisation, qui devra rester entre les mains, soit du vendeur, soit de l'acheteur, sera délivrée



## Statut des Juifs

par le préfet ou le sous-préfet ou, dans les territoires du Sud, par le commandant du territoire.

Art. 2. — Tout individu qui contreviendra aux dispositions de l'article précédent sera puni d'une amende de 200 à 2.000 fr. et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. Le coupable pourra aussi être soumis à la peine de l'interdiction de séjour, par le jugement de condamnation, pour une période qui ne pourra excéder dix ans. Il pourra, en outre, être privé pour une durée de cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés à l'art. 42 du code pénal. En cas de récidive, les peines pourront s'élever jusqu'au double.

Art. 3. — Le transport, par des juifs indigènes ou par des personnes interposées, des armes et autres objets énumérés à l'art. 1<sup>er</sup>, la proposition de vente et celle d'achat, seront punis comme la vente et l'achat consommés.

Art. 4. — La simple détention, par un juif indigène, d'armes et de munitions

ou autres substances et matières énumérées à l'art. 1<sup>er</sup>, sans autorisation préalable, ou dépassant en quantité l'autorisation donnée, sera punie des peines édictées à l'art. 2.

Art. 5. — Les armes, munitions, poudres, soufres, salpêtre et autres matières pouvant servir à fabriquer la poudre saisis dans le cas de contravention au présent décret, seront confisqués. Il en sera de même des moyens de transport.

Art. 6. — Toutes dispositions contraires à celles de la présente loi sont et demeurent abrogées.

Art. 7. — Les juifs indigènes d'Algérie devront se conformer aux dispositions de la présente loi dans un délai de trois mois à dater de sa publication au *Journal Officiel* de l'Etat français.

Toutefois, ce délai est porté à six mois pour ceux qui sont propriétaires d'un fonds de commerce ayant pour objet l'achat et la vente des produits énumérés à l'art. 1<sup>er</sup>.

---

## Juifs étrangers

---

**Loi du 4 oct. 1940 sur les ressortissants étrangers de race juive.** (J. O., 18 oct.).

Art. 1<sup>er</sup>. — Les ressortissants étrangers de race juive pourront, à dater de la promulgation de la présente loi, être internés dans des camps spéciaux par décision du préfet du département de leur résidence.

Art. 2. — Il est constitué auprès du min. sec. d'Etat à l'intérieur une commission chargée de l'organisation et de l'administration de ces camps.

Cette commission comprend :

Un inspecteur général des services administratifs.

Le directeur de la police du territoire et des étrangers ou son représentant.

Le directeur des affaires civiles du ministère de la justice, ou son représentant.

Un représentant du ministère des finances.

Art. 3. — Les ressortissants de race juive pourront, en tout temps, se voir assigner une résidence forcée par le préfet du département de leur résidence.



## **France occupée**

### **Ordonnances Allemandes**

---

**Ord. 27 septembre 1940 relative aux mesures contre les Juifs.** (*J. O. des ord. du Gouverneur militaire pour les territoires français occupés du 26 janvier 1941*)

§ 1. — Sont reconnus comme Juifs ceux qui appartiennent ou appartenaient à la religion juive, ou qui ont plus de deux grands-parents juifs. Sont considérés comme Juifs les grands-parents qui appartiennent ou appartenaient à la religion juive.

§ 2. — Il est interdit aux Juifs qui ont fui la zone occupée d'y retourner.

§ 3. — Toute personne juive devra se présenter jusqu'au 20 octobre 1940 auprès du sous-préfet de son arrondissement, dans lequel elle a son domicile ou sa résidence habituelle, pour se faire inscrire sur un registre spécial. La déclaration du chef de famille sera valable pour toute la famille.

§ 4. — Tout commerce, dont le propriétaire ou le détenteur est Juif, devra être désigné comme « Entreprise juive » par une affiche spéciale en langues allemande et française jusqu'au 31 octobre 1940.

§ 5. — Les dirigeants des communautés israélites seront tenus de fournir sur demande des autorités françaises toutes les justifications et les documentations nécessaires pour l'application de la présente ordonnance.

§ 6. — Les contraventions à la présente ordonnance seront punies d'emprisonnement et d'amende ou d'une de ces deux peines. La confiscation des biens pourra en outre être prononcée.

§ 7. — Cette ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication.

**Ordonnance du 18 octobre 1940 concernant les mesures contre les Juifs.** (*J. O. ord. Gouv. mil. pour les territoires français occupés du 20 octobre 1940*).

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le Führer und Oberster Befehlshaber der Wehrmacht, j'ordonne ce qui suit :

§ 1. — Aux termes de cette ordonnance, est considérée comme entreprise économique toute entreprise ayant pour objet la participation autonome dans la fabrication, transformation, échange et l'administration de marchandises, sans tenir compte de la forme juridique de l'entreprise et de l'immatriculation dans un registre. En autres : les banques, les compagnies d'assurances, les études des notaires et avoués, la charge de l'agent de change et les sociétés immobilières sont également comprises dans cette catégorie.

Est considérée comme juive une entreprise dont les propriétaires ou titulaires de bail :

a) Sont juifs ou

b) Sociétés en nom collectif dont un associé est juif ou

c) Société à responsabilité limitée, dont plus d'un tiers des associés sont juifs, ou dont plus d'un tiers des participations sont entre les mains d'associés juifs, ou dont le gérant est juif, ou dont plus d'un tiers des membres du conseil de surveillance sont juifs ;

d) Sociétés anonymes dont le président du conseil d'administration ou un administrateur délégué ou plus d'un tiers des membres du conseil d'administration sont juifs.

En outre, est considérée comme juive toute entreprise qui recevra du préfet du lieu de son siège social la notification



## Statut des Juifs

qu'elle se trouve sous l'influence prépondérante juive.

§ 2. — Toute entreprise économique juive ou toute entreprise économique qui a été juive après la date du 23 mai 1940 sont à déclarer jusqu'au 31 octobre 1940 auprès du sous-préfet compétent et à Paris auprès du préfet de police. Sont compétentes les autorités de l'arrondissement où les personnes physiques ont leur domicile et où les personnes morales ont leur siège. Ceci s'applique également aux entreprises économiques juives ayant leur siège social en dehors du territoire occupé pour la partie de leur entreprise exploitée en territoire occupé. Les entreprises juives visées au § 1, alinéa 3, n'ont pas de déclaration à faire.

La déclaration doit contenir :

a) Raison sociale, siège et propriétaire ou titulaire de bail de l'entreprise, en faisant ressortir les faits sur la base desquels l'entreprise est juive ou avait été juive après le 23 mai 1940 ;

b) Pour les entreprises qui ne sont plus juives, l'exposé des faits qui ont fait disparaître ces présomptions ;

c) La spécification des marchandises ou biens qui sont négociés, fabriqués ou administrés, en faisant ressortir l'objet principal de l'activité ;

d) Succursales, usines et exploitations accessoires ;

e) Chiffre d'affaires d'après la dernière déclaration d'impôts ;

f) La valeur du stock des marchandises, des matières premières existantes, des propriétés immobilières administrées et des espèces.

§ 3. — Toute entreprise économique juive, ainsi que tous les juifs et conjoints de juifs et toutes les personnes morales qui ne sont pas des entreprises économiques ayant plus d'un tiers de juifs parmi leurs membres ou dans la direction doivent déclarer jusqu'au 31 octobre 1940 auprès du sous-préfet et à Paris auprès du préfet de police ;

Les actions leur appartenant ou qui leur ont été remises en gages ;

Participations dans les sociétés ;

Commandites dans des entreprises économiques et prêts effectués à des entreprises économiques ; de plus, leurs propriétés immobilières et leurs droits dans les propriétés immobilières.

Sont compétentes pour recevoir les déclarations : les autorités de l'arrondissement où se trouve le siège de l'entreprise visée ou l'emplacement de la propriété immobilière hypothéquée ou non.

§ 4. — Toute opération juridique effectuée après le 23 mai 1940 et disposant des biens des personnes nommées au § 3 pourra être déclarée nulle par le chef de l'Administration militaire en France.

§ 5. — Pour les entreprises juives, il pourra être nommé un commissaire administrateur à qui s'appliqueront les prescriptions de l'ordonnance concernant la gestion des affaires du 20 mai 1940 (V.O.B.I.F., p. 31).

Le § 1 de l'ordonnance concernant la gestion des affaires continue à être valable pour les entreprises économiques juives.

§ 6. — Les infractions aux §§ 2 et 3 seront punies par l'emprisonnement et amende ou une de ces deux peines. De plus, les biens des entreprises n'ayant pas fait de déclaration, ainsi que les biens qui, aux termes du § 3, devaient être déclarés, mais qui ne l'ont pas été, peuvent être confisqués.

§ 7. — Cette ordonnance entrera en vigueur dès sa publication.

**Avis du 12 décembre 1940 concernant les Juifs.** (J. O. ord. Gouv. mil. pour les territoires occupés du 26 janvier 1941).

En vertu du § 2, premier al., 1<sup>re</sup> phrase de l'Ordonnance concernant la gestion des affaires du 20 mai 1940 et du § 5 de la Deuxième Ordonnance concernant les mesures contre les Juifs du 18 octobre 1940, les préfets, et pour Paris le Préfet de Police, seront autorisés à nommer des commissaires-gérants pour des entreprises économiques juives, s'il s'agit de magasins ouverts sur rue.



## Statut des Juifs

**Ordonnance n° 3 du 26 avril 1941 relative aux mesures contre les Juifs.** (J. O. des ord. du Gouv. mil. pour les territoires occupés du 5 mai 1941).

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le Führer und Oberster Befehlshaber der Wehrmacht, j'ordonne ce qui suit :

§ 1. — *Juifs.* — (1) Est considérée comme juive toute personne qui a au moins trois grands-parents de pure race juive. Est considéré *ipso jure* comme de pure race juive un grand parent ayant appartenu à la communauté religieuse juive.

Est considérée également comme juive toute personne issue de deux grands-parents de pure race juive et qui,

a) Au moment de la publication de la présente ordonnance, appartient à la communauté religieuse juive ou qui y entre ultérieurement ; ou

b) Au moment de la publication de la présente ordonnance, a été mariée avec un juif ou qui épouse ultérieurement un juif.

En cas de doute, est considérée comme juive toute personne qui appartient ou a appartenu à la communauté religieuse juive.

(2) Le § 1 de l'ordonnance du 27 septembre 1940, relative aux mesures contre les juifs (VOBIF, p. 92) est abrogé.

§ 2. — *Déclaration postérieure.* — (1) Toute personne n'ayant pas été jusqu'à présent considérée comme juive mais qui tombe sous les dispositions de § 1<sup>er</sup> de la présente ordonnance devra, conformément au § 3 de l'ordonnance du 27 septembre 1940, relative aux mesures contre les juifs (VOBIF, p. 92) et aux §§ 2 et 3 de la deuxième ordonnance du 18 octobre 1940, relative aux mesures contre les juifs (VOBIF, p. 112) en faire la déclaration avant le 20 mai 1941.

(2) Seront abrogées sur requête les mesures contre des personnes ayant été jusqu'à présent considérées comme juives, mais qui ne tombent pas sous les dispositions du § 1<sup>er</sup> de la présente ordonnance.

§ 3. — *Interdiction d'exercer certaines activités économiques, ainsi que d'employer des juifs.* — (1) A partir du 20 mai 1941 il sera interdit aux juifs et entreprises juives pour lesquelles un commissaire-gérant n'a pas été nommé, d'exercer les activités économiques suivantes :

- a) Commerce de gros et de détail ;
- b) Restaurants et industrie hôtelière ;
- c) Assurance ;
- d) Navigation ;
- e) Expédition et entrepôt ;
- f) Agences de voyages, organisations de voyages ;
- g) Guides ;
- h) Entreprises de transport de toute catégorie y compris la location d'automobiles et d'autres véhicules ;
- i) Banques et bureaux de change ;
- j) Entreprises de prêt sur gages ;
- k) Agences de renseignements et d'encaissements ;
- l) Entreprises de surveillance ;
- m) Exploitations d'appareils automatiques ;
- n) Agences de publicité ;
- o) Entreprises de transactions sur appartements, terrains et hypothèques ;
- p) Agences de placement ;
- q) Agences matrimoniales ;
- r) Intermédiaires pour transactions sur marchandises et prestations industrielles (agents, courtiers, représentants, voyageurs, etc.).

(2) Dans aucune entreprise les juifs ne devront plus être occupés comme employés supérieurs ou comme employés en contact avec le public. Sont considérés comme employés supérieurs ceux qui possèdent seuls ou conjointement avec d'autres personnes la signature sociale, ceux qui sont intéressés dans les béné-



## Statut des Juifs

fices de l'entreprise ou ceux qui, individuellement, sont désignés comme employés supérieurs par le Militärbefehlshaber ou les autorités françaises compétentes.

(3) Sur la demande du Militärbefehlshaber ou des autorités françaises compétentes, les employés juifs congédiés doivent être remplacés par des employés non-juifs.

§ 4. — *Parts sociales et actions appartenant aux juifs.* — Des commissaires-gérants pourront être nommés pour gérer les parts sociales dans les sociétés à responsabilité limitée et les actions appartenant à des juifs ou entreprises juives. Les dispositions de l'ordonnance du 20 mai 1940 sur la gestion des affaires (VO-

BIF, p. 31) seront également applicables d'une manière analogue aux commissaires-gérants. Les commissaires-gérants sont autorisés de vendre les parts sociales et actions. Ils ont vis-à-vis de la société les mêmes droits que les possesseurs des parts sociales et des actions.

§ 5. — *Subsides indispensables.* — Jusqu'à nouvel ordre, les commissaires-gérants d'entreprises, d'actions et de parts sociales juives ne devront donner aux ayants droit, sur les revenus de la gestion, que des subsides absolument indispensables.

§ 6. — *Dédommagements.* — (1) Aucun dédommagement ne sera accordé pour le préjudice résultant de l'application des ordonnances relatives aux mesures contre les juifs.

(2) Les employés juifs qui seront congédiés au 1<sup>er</sup> mai 1941 ou ultérieurement,

bien que la continuation de leur emploi ne soit pas interdite, n'ont pas droit à réclamer en justice des indemnités pour congédiement anticipé.

§ 7. — *Dispositions pénales.* — Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'emprisonnement ou d'amende, à moins que, d'après d'autres dispositions, une peine plus sévère ne soit encourue.

En outre, la confiscation des biens pourra être prononcée.

§ 8. — *Entrée en vigueur.* — La présente ordonnance entrera en vigueur dès sa publication.

**Avis du 7 mai 1941 concernant l'application des ordonnances relatives aux mesures contre les juifs.** (V. J. O., ord. Gouv. mil. pour les territoires occupés, du 25 mai 1941).

En vertu du § 2, premier alinéa, 1<sup>re</sup> phrase, de l'ordonnance du 20 mai 1940, concernant la gestion des affaires, en liaison avec le § 5 de la deuxième ordonnance du 18 octobre 1940 relative aux mesures contre les juifs et le § 4 de la troisième ordonnance du 26 avril 1941 relative aux mesures contre les juifs, le Service du contrôle des administrateurs provisoires sera autorisé à nommer des commissaires-gérants pour des entreprises économiques juives, pour des parts sociales de sociétés à responsabilité limitée et pour des actions appartenant à des juifs ou entreprises juives, dans les cas où le délégué du Militärbefehlshaber auprès du Service du contrôle ne fait pas opposition à cette nomination.



## **Gestion des entreprises privées de leurs dirigeants**

**Ordonnance du 20 mai 1940 concernant la gestion réglée des affaires et l'administration d'entreprises de toutes sortes dans les territoires occupés des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg et de la France.** (J. O. des ordonnances du Gouverneur militaire pour les territoires français occupés du 4 juillet 1940).

Pour garantir l'approvisionnement de la population dans les territoires occupés, il faut maintenir la vie économique tout entière. C'est pourquoi toutes les entreprises de métier et d'industrie d'alimentation et d'agriculture, d'économie forestière et de bois doivent continuer à travailler, pourvu que des raisons de force majeure n'exigent pas d'autres décisions. Dans ce but il faut surtout assurer une gestion réglée des affaires et l'administration des entreprises.

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le Führer et Chef suprême de l'armée, je décrète donc ce qui suit :

§ 1<sup>er</sup>. — Les chefs responsables des entreprises de métier et d'industrie, d'alimentation et d'agriculture, d'économie forestière et de bois sont obligés d'administrer leurs affaires et de les continuer selon leurs devoirs.

§ 2. — 1° Si une gestion réglée des affaires ou leur administration ne sont pas garanties à cause de l'absence des personnes autorisées ou d'autres raisons de force majeure, les groupes d'armée et les autorités expressément désignées par eux pourront installer pour ces entreprises des administrateurs provisoires. L'installation de l'administrateur provisoire aura lieu par remise d'une nomination à laquelle sera ajoutée une copie de cette ordonnance. L'administrateur provisoire n'a pas le droit de transmettre l'administration provisoire à d'autres personnes ;

2° Pendant la durée de l'administration provisoire, toutes les attributions du détenteur ou du propriétaire et des personnes ordinairement compétentes pour la suppléance ou pour l'administration seront suspendues ;

3° Les groupes d'armées ou les autorités désignées par eux devront communiquer, autant que possible, l'installation de l'administrateur provisoire aux personnes mentionnées au deuxième alinéa, de même aux autorités chargées de la tenue des livres publics (cadastre, registre de commerce, registre des sociétés coopératives, d'associations, etc.).

§ 3. — 1° L'administrateur provisoire est autorisé à toutes les affaires et actions d'ordre juridique et non juridique, relatives à la gestion des entreprises respectives. L'installation comme administrateur provisoire tiendra lieu, dans ces limites, de toute autorisation spéciale exigée par les lois ;

2° C'est seulement avec l'autorisation expresse et donnée au préalable par le groupe d'armées ou les autorités chargées par lui que :

a) L'administrateur provisoire pourra modifier l'objet ou l'état juridique d'une entreprise ;

b) Faire des opérations juridiques qui aboutissent à l'aliénation ou à la liquidation d'une entreprise.

§ 4. — 1° L'administrateur provisoire est obligé d'employer pour la gestion des affaires tous les soins d'un commerçant ou administrateur sérieux. Il est responsable de tous les dommages résultant d'une violation de ses devoirs envers l'autorité qui l'a installé ;

2° Les frais de l'administration provisoire seront payés par les entreprises respectives. La rémunération de l'administrateur provisoire et des dépenses à lui rembourser seront fixées par l'autorité qui l'a installé.



## Statut des Juifs

§ 5. — Celui qui manquerait, comme propriétaire ou comme directeur responsable ou comme administrateur provisoire, aux prescriptions de cette ordonnance sera puni de prison et d'une amende ou d'une de ces deux peines.

§ 6. — Cette ordonnance entre en vigueur au moment de sa proclamation.

**Loi du 10 oct. 1940 prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants.** (J. O., 26 oct.).

Art. 1<sup>er</sup>. — Un arrêté du ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail peut nommer un administrateur provisoire de toute entreprise industrielle ou commerciale dont les dirigeants qualifiés sont, pour quelque motif que ce soit, placés dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions.

L'administrateur gère l'entreprise pour le compte des ayants droit avec tous les pouvoirs du propriétaire ou des dirigeants de la société propriétaire ou exploitante.

L'administrateur provisoire est nommé par arrêté du ministre secrétaire d'Etat aux finances, quand il s'agit d'une entreprise de banque ou d'assurance.

Art. 2. — Le min. sec. d'Etat à la prod. ind. et au travail peut provoquer la nomination, par le président du tribunal civil, d'un administrateur provisoire des biens de toute personne absente ou défailante, lorsqu'il y a un intérêt économique à ne pas laisser ces biens à l'abandon.

Art. 3. — Un décret, pris sous le contreseing du garde des sceaux, min. sec. d'Etat à la justice, du min. sec. d'Etat aux finances et du min. sec. d'Etat à la production ind. et au travail, déterminera les conditions d'application de la présente loi.

**D. 16 janv. 1941 relatif à l'application de la loi du 10 sept. 1940 prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants.** (J. O., 17 janv.).

Art. 1<sup>er</sup>. — Les administrateurs provisoires des entreprises dont les dirigeants qualifiés sont, pour quelque motif que ce soit, placés dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions sont choisis sur une liste arrêtée par le secrétaire d'Etat compétent, sur proposition du comité d'organisation auquel ressortit l'entreprise dont il s'agit, lorsqu'il en existe un.

Leur nomination est prononcée par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, en accord avec le secrétaire d'Etat auquel correspond l'objet de l'entreprise. Toutefois, s'il s'agit d'entreprises de banques ou d'assurances, la nomination est prononcée par arrêté du ministre secrétaire d'Etat aux finances.

Il est mis fin au mandat par les secrétaires d'Etat qui ont procédé à la nomination.

Art. 2. — Les pouvoirs de l'administrateur provisoire peuvent s'étendre à la totalité ou à une partie seulement de l'entreprise suivant les précisions apportées par l'arrêté de nomination.

Art. 3. — Dans le cadre fixé par l'arrêté de nomination, l'administrateur provisoire exerce les pouvoirs les plus étendus pour le compte des ayants droits. Il est tenu de solliciter l'approbation préalable des secrétaires d'Etat compétents :

1° Pour toutes opérations susceptibles de modifier l'objet principal de l'entreprise ;

2° Pour toutes opérations de nature à accroître ou diminuer notablement la capacité de production ou de vente de l'entreprise ;

3° Pour toutes opérations de nature à entraîner la liquidation de l'entreprise.

Art. 4. — L'administrateur provisoire établit, dans le délai maximum de six



## Statut des Juifs

mois à compter de l'arrêté de nomination, l'inventaire et le bilan de l'entreprise à la date de son entrée en fonctions.

A l'expiration de son mandat, l'administrateur provisoire dresse l'inventaire et le bilan qui sont communiqués, suivant le cas, à son successeur ou au dirigeant de l'entreprise, lorsque celui-ci reprend ses fonctions.

Les observations sur les comptes doivent être présentées, sous peine de forclusion, dans le délai de trois mois à partir de la date à laquelle les inventaires et bilan ont été remis à l'intéressé.

A la clôture de chaque exercice, il présente au comité d'organisation et sur leur demande aux secrétaires d'Etat compétents et au secrétaire d'Etat aux finances, les comptes de la gestion en même temps qu'un rapport sur la marche de l'entreprise. Ce rapport sera déposé au siège de l'entreprise où il pourra être consulté par tout intéressé.

Art. 5. — Auprès de chaque entreprise gérée par un administrateur provisoire est placé un commissaire aux comptes inscrit sur la liste de la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve l'entreprise considérée. Ce commissaire est désigné par arrêté du secrétaire d'Etat aux finances.

Le commissaire aux comptes a pour mission de vérifier l'exactitude des informations données sur la situation et les comptes de l'entreprise dans le rapport de l'administrateur provisoire.

Il dispose, à cette fin, des pouvoirs d'investigation les plus étendus.

Le commissaire aux comptes adresse son rapport aux secrétaires d'Etat intéressés et au secrétaire d'Etat aux finances, à la clôture de chaque exercice et chaque fois qu'il le juge nécessaire.

Art. 6. — Indépendamment de l'action du commissaire aux comptes et quel que soit l'objet de l'entreprise, les secrétaires d'Etat intéressés et le secrétaire d'Etat aux finances ont le pouvoir de

faire procéder à tout moment à des vérifications de la gestion de l'administrateur provisoire par des personnes habilitées par eux à cet effet.

Art. 7. — Les rémunérations de l'administrateur provisoire et du commissaire aux comptes restent à la charge de l'entreprise et sont fixées, dans chaque cas, par décision du secrétaire d'Etat intéressé.

Art. 8. — L'administrateur provisoire répond des dommages et intérêts qui pourraient résulter de l'inexécution de son mandat. Il répond, en outre, non seulement du dol, mais encore des fautes qu'il aurait commises dans sa gestion.

**Loi du 2 fév. 1941 relative aux pouvoirs des administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants. (J. O., 9 fév.).**

Art. 1<sup>er</sup>. — Les administrateurs provisoires nommés, conformément à la loi du 10 sept. 1940, dans les entreprises industrielles ou commerciales dont les dirigeants qualifiés sont, pour quelque motif que ce soit, placés dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, ont pouvoir notamment pour procéder, en tout ou partie, et dans la limite de leurs attributions telle qu'elle se trouve définie par leur arrêté de nomination, soit à la cession du capital desdites entreprises, soit à la vente de leurs éléments d'actif.

Art. 2. — En cas de cession du capital, le prix de vente des actions ou des parts sociales sera versé à leurs propriétaires.

En cas de vente des éléments de l'actif, le produit de cette vente sera encaissé par l'entreprise et réparti entre ses propriétaires au prorata de leurs droits, si la vente est suivie de la liquidation totale ou partielle de ladite entreprise.

Art. 3. — Les administrateurs provisoires rendront compte, dans les conditions prévues par le décret du 16 janvier 1941, des mesures prises en application de l'art. 1<sup>er</sup> ci-dessus.



**France occupée (Ordonnances allemandes).**

Ord. 27 septembre 1940 relative aux mesures contre les juifs .....	10
Ord. du 18 oct. 1940 concernant les mesures contre les juifs .....	10
Avis du 12 décembre 1940 concernant les juifs .....	11
Ord. n° 3 du 26 avril 1941 relative aux mesures contre les juifs .....	12
Avis du 7 mai 1941 concernant l'application des ordonnances relatives aux mesures contre les juifs .....	13

**Gestion des entreprises privées de leurs dirigeants.**

Ord. du 20 mai 1940 concernant la gestion réglée des affaires et l'administration d'entreprises de toutes sortes dans les territoires occupés des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg et de la France .....	14
Loi du 10 oct. 1940 prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants .....	15
D. 16 janvier 1941 relative à l'application de la loi du 10 sept. 1940 prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants .....	15
Loi du 2 février 1941 relative aux pouvoirs des administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants .....	15

**Nos publications récentes :**

<i>Les Lois et Décrets</i> du 8 avril 1940 au 31 juillet 1940 .....	15 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 1 <sup>er</sup> août 1940 au 19 octobre 1940 .....	15 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 11 octobre 1940 au 9 novembre 1940 .....	10 fr.
<i>Code des Prix</i> (L. 10 nov. 1940) .....	6 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 11 novembre 1940 au 29 novembre 1940 .....	10 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 30 novembre 1940 au 12 décembre 1940 .....	40 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 13 décembre 1940 au 1 <sup>er</sup> janvier 1941 .....	10 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 2 janvier 1941 au 15 janvier 1941 .....	10 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 15 janvier 1941 au 31 janvier 1941 .....	10 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 1 <sup>er</sup> février 1941 au 12 février 1941 .....	10 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 12 février 1941 au 26 février 1941 .....	10 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 26 février 1941 au 13 mars 1941 .....	10 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 13 mars 1941 au 27 mars 1941 .....	10 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 27 mars 1941 au 10 avril 1941 .....	10 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 11 avril 1941 au 27 avril 1941 .....	10 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 27 avril au 11 mai 1941 .....	10 fr.
<i>Les Lois et Décrets</i> du 12 mai 1941 au 27 mai 1941 .....	10 fr.

(Il est publié un fascicule par quinzaine).

<i>Recueil des Lois et Décrets concernant la réparation des dommages de guerre</i> (guerre de 1939-1940) .....	5 fr.
<i>Recueil des Lois et Décrets concernant le paiement des sommes au-dessus de 3.000 fr.</i> .....	3 50
<i>Conditions d'application du Code de la Famille aux fonctionnaires et aux agents de l'Etat</i> .....	5 fr.
<i>Recueil des Lois concernant la réforme de la législation sur les successions</i> .....	5 fr.
<i>Recueil des Lois concernant la réforme de la législation sur les sociétés</i> .....	4 fr.
<i>Recueil des Lois fiscales</i> (juin 1940-fév. 1941) .....	6 fr.
<i>Code général des impôts directs</i> .....	15 fr.
<i>Recueil des Lois et Décrets concernant la viticulture</i> .....	7 fr.
<i>Règlements du Bureau national de répartition du bétail, de la viande et des produits dérivés</i> .....	7 fr.
<i>La Retraite des Vieux</i> .....	3 fr.
<i>De la protection contre l'incendie des bâtiments ou locaux recevant du public</i> .....	7 fr.
<i>Taux des péages perçus par la Chambre de Commerce de Marseille</i> .....	10 fr.
<i>Métaux non ferreux. Interdictions d'emplois</i> .....	8 fr.
<i>Du divorce et de la séparation de corps</i> .....	3 50
<i>Mariage. — Statut. Pensions</i> .....	5 fr.
<i>Poisson. — Réglementation. Répartition. Prix</i> .....	7 fr.
<i>Statut des Juifs. — Législations française et allemande. — Gestion des entreprises privées de leurs dirigeants</i> .....	10 fr.



Toutes les Lois, ainsi que les Décrets, Arrêtés, Avis et Circulaires concernant **les Juifs**, sont publiés, de même que toutes les autres dispositions législatives, les 1<sup>er</sup> et 15 de chaque mois dans le

## **Recueil des Sommaires de la Jurisprudence Française et Recueil des Lois Usuelles réunis**

Ce Recueil publie également tous les arrêtés portant fixation des prix, les réglementations professionnelles et les décisions des répartiteurs,

Un troisième fascicule mensuel est consacré à la jurisprudence

Abonnements (109 francs par an) — 1, rue des Capucins

à Cahors (adresse de repli)

et 143, avenue de Suffren à Paris (7<sup>e</sup>)

Compte chèques postaux : Toulouse 14-190

<b>Rappel :</b> Code des Prix. . . . .	6 francs
Code du Vin . . . . .	15 francs
Code général des Impôts directs . . . . .	15 francs

---

## **Revue générale des Accidents du Travail des Assurances Sociales et des Allocations Familiales**

(Publication mensuelle)

Cette revue publie, dans chaque numéro, sur chacune des matières susdites, des articles de doctrine de la jurisprudence et **toutes** les lois et autres dispositions législatives ou réglementaires.

Prix de l'abonnement : 65 fr. par an à régler par chèque ou par versement au C. C. P. Toulouse 14-190.

Administration (adresse de repli) : 1, rue des Capucins, CAHORS

---

## **Mise à jour des Codes**

Une collection complète de codes coûte cher et doit être remplacée tous les ans, ce qui pourrait être difficile actuellement.

Il est cependant indispensable à tout juriste ou homme d'affaires de tenir à jour sa collection de codes.

Pour mettre à jour vos codes, abonnez-vous (**12 fr. par an**) à la « Mise à jour des codes » éditée sous le contrôle juridique

« Recueil des Sommaires de la Jurisprudence française et Recueil des Lois Usuelles réunis » sur papier pelure imprimé sur une seule face de manière à pouvoir être collé dans les codes regard de l'article modifié.

Abonnements : 1, rue des Capucins, CAHORS. C.C.P. Toulouse 14-190  
143, Avenue de Suffren, PARIS (7<sup>e</sup>) C.C.P. Paris 243-74